

über diesem Vorschlag sind nachher zwei Minderheitsanträge gestellt worden. Der eine entspricht der jetzigen Fassung des Ständerates (10 Millionen bzw. 2 Millionen); der zweite war der Antrag von Herrn Tuchschnid, den er vorhin mit voller Berechtigung einen Vermittlungsantrag nannte. Er stand zuerst allein in einer Kommission, die sich aufgespalten hatte zwischen den Anhängern des Antrages des Bundesrates und den Anhängern der minimalen Beträge, wie sie jetzt vom Ständerat vertreten werden. Er hat dann im Nationalrat eben als Kompromissvorschlag die Mehrheit gefunden. Der Ständerat hält an seinem Mindestantrag fest. Nun ist es an uns, wiederum dazu Stellung zu nehmen. Ich glaube, dass man wirklich behaupten darf, der Antrag des Herrn Tuchschnid sei der tragbare Kompromiss, dem wir das letztemal aus guten Gründen zugestimmt haben, und diese Gründe sind seither nicht schlechter geworden. Ich glaube, dass auch der Ständerat das wird einsehen müssen. Die Besorgnis von Kollege Rohr, die Initiative würde nicht zurückgezogen, falls man nicht dem Ständerat zustimme, teile ich nicht. Die Initianten wissen ganz genau, dass ihre Initiative ein vollständig unmögliches Machwerk ist. Die Vertreter der Initianten im Rate und in der Kommission haben es ja nicht ernsthaft gewagt, den Initiativtext zu verteidigen. Er ist schon in der ersten Sitzung restlos unter den Tisch gefallen. Es geht für die Anhänger des Gedankens, der mit der Initiative vertreten wurde, darum, möglichst viel von dem zu retten, was zu retten ist. Da ist es verständlich, dass sie uns erklären, wenn wir die Limiten tiefer ansetzten, würden sie die Initiative zurückziehen, im andern Falle vielleicht nicht. Ich glaube, dass sie es auch tun werden, wenn der Antrag Tuchschnid siegt.

Spekulationen auf das Abstimmungsergebnis im Volke sind so oder anders möglich; man kann ebenso gut erklären, es werde eine grössere Anhängerschaft für einen mittleren Antrag zu gewinnen sein, als für einen extremen; es werden sich den Gegnern, die gegen jedes Finanzreferendum sind, noch mehr Leute anschliessen, wenn man allzu tief hinuntergehe, als wenn man zu einem mittleren Antrag komme, zu dem auch der nicht begeisterte aber laue Anhänger des Finanzreferendums sagen kann, das sei ein Vorschlag, der akzeptabel erscheine.

Herr Rohr hat das Stichwort der Initiative Chevallier in die Diskussion geworfen. Herr Rohr und ich sind beide Gegner der Initiative Chevallier, wobei ich dann nur nicht verstehe, dass man dort das Finanzreferendum als ein absolut abzulehnendes Novum bezeichnet, hier aber dann nicht nur das Finanzreferendum einführen, sondern es sogar noch auf Ausgabenbeschlüssen mit so geringen Grenzbeträgen anwenden will. Ich erkläre mir diesen Widerspruch nur aus gewissen politischen Hintergründen, die aber für unsere Diskussion und unseren Entscheid sicherlich nicht massgebend sein können.

Ich bitte Sie ebenfalls, dem Antrag der Minderheit zuzustimmen, das heisst am früheren Beschluss des Nationalrates festzuhalten.

*Abstimmung – Vote*

*Abs. 2, 1. Satz – Al. 2, 1<sup>re</sup> phrase*

Für den Antrag der Mehrheit 53 Stimmen  
Für den Antrag der Minderheit 102 Stimmen

**Rohr, Berichterstatter:** Nachdem Sie eine Differenz mit dem Ständerat geschaffen haben, bin ich beauftragt, Ihnen mitzuteilen, dass in der Kommission die Auffassung vertreten wird, in der neuen Redaktion, die der Ständerat vorschlägt, dürfte das Wort „solche“ gestrichen werden. Man hätte auf diese Streichung verzichtet, wenn die Hauptdifferenz hätte erledigt werden können. Aber nachdem ohnehin eine Differenz geschaffen worden ist, beantragt die Kommission einstimmig, hier eine zweite Differenz zu schaffen, indem in der neuen Redaktion das Wort „solche“ zu streichen ist. Die Fassung, die der Nationalrat beantragt, lautet: „Die Volksabstimmung kann jedoch nicht verlangt werden, wenn Ausgaben auf Grund einer Ermächtigung beschlossen werden...“.

*Abstimmung – Vote*

*Abs. 2, 2. Satz – Al. 2, 2<sup>e</sup> phrase*

Für den Antrag der Kommission 112 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

*An den Ständerat – Au Conseil des Etats*

**7027. Brotgetreideordnung. Revision**  
**Régime du blé. Revision**

Botschaft und Beschlussentwurf vom 13. Januar 1956  
(BBl I, 69)

Message et projet d'arrêté du 13 janvier 1956  
(FF I, 65)

Beschluss des Ständerates vom 20. März 1956  
Décision du Conseil des Etats du 20 mars 1956

**Antrag der Kommission**

Eintreten

**Antrag Schütz**

Rückweisung der Vorlage an den Bundesrat, mit dem Auftrag, der Bundesversammlung die Verlängerung der bestehenden Ordnung um einige Jahre zu beantragen. Dabei ist die Kontingentierung zu lockern.

**Antrag Grendelmeier**

Nicht eintreten.

**Proposition de la commission**

Passer à la discussion des articles.

**Proposition Schütz**

Renvoyer le projet au Conseil fédéral avec le mandat de proposer à l'Assemblée fédérale la prolongation du régime actuel pour quelques années, combinée avec l'assouplissement du contingentement.

**Proposition Grendelmeier**

Ne pas entrer en matière.

*Berichterstattung – Rapports généraux*

**M. Piot, rapporteur:** Le pain n'est pas seulement un aliment de grande valeur, c'est un symbole. Dans l'antiquité déjà, il occupait la première place dans

le souci de nourrir les populations. L'oraison dominicale parle du pain quotidien. «Du pain et des jeux», disaient les Romains. «Gagner son pain», «bon comme le pain», sont autant de paroles qui mettent en évidence le rôle joué par le pain dans les préoccupations des hommes.

Autrefois, une récolte de blé déficitaire provoquait la famine. Aujourd'hui, les stocks constitués et les moyens de transport dont on dispose permettent d'éviter la disette. Mais, viennent des temps difficiles, guerre ou blocus économique, le pain redevient l'aliment no 1. Avec assez de pain, on peut attendre les événements avec moins d'inquiétude. Le blé n'est pas une denrée périssable, du moins il peut se conserver pendant plusieurs années.

Tous les pays ont aujourd'hui une politique du blé. Les dispositions ne sont pas les mêmes pour les pays exportateurs de blé et pour les pays importateurs. Les pays exportateurs prennent des mesures pour éviter l'effondrement des prix par le stockage ou les primes à l'exportation. Dans ce but, les États-Unis ont imposé des restrictions de culture. Il y a quelques mois, un projet de loi de ce même pays a étonné le monde parce qu'il prévoyait des primes pour non-ensemencement, pour laisser des terres en friche. L'Argentine a pendant longtemps acheté la récolte de blé produite dans le pays à bas prix pour l'exporter à des prix élevés, profitant de la pénurie générale. C'est dans ce pays que la Confédération a acheté du blé au plus haut cours.

Les pays importateurs constituent des réserves et se préoccupent du développement de la culture du blé à l'intérieur de leurs frontières.

La politique du blé en Suisse.

La guerre de 1914 devait attirer l'attention de l'autorité responsable sur la précarité de notre ravitaillement en blé. Au 1<sup>er</sup> août 1914, la Suisse disposait de réserves s'élevant à 3000 wagons seulement, et la production indigène de blé aurait pu nourrir le pays pendant à peine 60 jours. Vers 1850, le blé cultivé en Suisse permettait de couvrir les besoins de la population pendant 280 à 300 jours. En 1850, le blé était la ressource principale de l'agriculture suisse. Le bétail était considéré comme une machine à faire du fumier. Le fumier était à cette époque indispensable pour la culture du blé, car on ne connaissait pas les engrais artificiels. En 1914, le lait avait pris la place du blé et le blé était encore cultivé avant tout pour avoir de la paille, laquelle était utile comme litière. Cette évolution rapide ne laissa pas de provoquer une crise grave pour l'agriculture suisse.

Le leçon de la guerre de 1914 à 1918 ne pouvait laisser les pouvoirs publics indifférents. Il fallait augmenter nos réserves et développer la culture indigène du blé. Pour ce faire, un nouvel article constitutionnel et une loi étaient indispensables. Leur mise sur pied ne fut pas facile. La première question à trancher était de savoir si la Confédération voulait maintenir le monopole d'importation du blé introduit pendant la guerre 1914 à 1918 ou l'abandonner. Deux tendances s'affrontaient jusque au sein du Conseil fédéral.

Le rejet du monopole par le peuple, en 1926, entraîna la roquade de l'administration des blés du Département de l'économie publique au Département des finances, dirigé alors par le conseiller fédé-

ral Musy. Celui-ci se mit à la tâche avec ardeur. Le peuple accepta, en 1929, à une majorité des deux tiers, l'article 23bis sans monopole. La loi sur le blé fut adoptée en 1932. Article constitutionnel et loi peuvent être considérés comme une réussite à la gloire du conseiller fédéral fribourgeois Jean-Marie Musy.

La Seconde Guerre mondiale devait amener la réintroduction du monopole d'importation du blé et une foule d'autres mesures basées sur les pouvoirs extraordinaires.

L'évolution de la situation internationale n'a pas permis une démobilisation totale dans ce secteur, à l'échéance des pouvoirs extraordinaires. Un additif constitutionnel voté par le peuple en 1952 et un arrêté du Parlement donnent au Conseil fédéral la compétence de maintenir en vigueur la plupart des dispositions édictées sous l'économie de guerre. L'arrêté du 19 juin 1953 prescrit cependant au Conseil fédéral d'abroger progressivement ces dispositions, ce que le message a omis de rappeler.

Dans les années d'après guerre, une revision de l'article 23bis n'était pas prévue. Seule la loi sur le blé devait être modifiée. A cet effet, des commissions ont été nommées dans les deux Conseils en 1948. Fait unique dans les annales parlementaires, elles sont restées pendant huit ans dans la liste des commissions. Il est vrai que, durant ce temps, le Département des finances a changé deux fois de chef et l'administration des blés une fois de directeur.

Par son message du 13 janvier 1956, le Conseil fédéral propose une refonte complète de l'article 23bis. La base donne à la Confédération la compétence et l'obligation d'assurer le ravitaillement du pays en blé.

Dans son débat sur l'entrée en matière, la commission du Conseil national n'a pas contesté la nécessité de reviser l'article constitutionnel. En revanche, des divergences d'idées et de conceptions se sont affrontées. L'unanimité s'est faite d'emblée pour admettre la compétence générale de la Confédération en matière de politique du blé.

Le blé indigène.

Il n'est pas nécessaire de reviser l'article 23bis en ce qui concerne la culture du blé dans le pays. Le but que se proposait le législateur a été atteint. En revanche, la revision de plusieurs dispositions de la loi s'impose.

La culture du blé s'est beaucoup développée en Suisse. Le Conseil fédéral est fort impressionné par l'ampleur des livraisons de blé à la Confédération en 1954 et 1955. On paraît craindre une augmentation excessive de la production indigène. Mais il faut rappeler que 1954 et 1955 ont été des années exceptionnelles.

Au moment de la rédaction du message, le terrible gel de février dernier n'avait pas encore exercé ses ravages. Les principales régions de culture du blé ont été fortement touchées. La récolte de 1956 peut être estimée à 50% de celle d'une année ordinaire; ce sera principalement du blé de printemps. Le manque de semences de qualité permet de prévoir que la récolte de 1957 ne sera pas brillante non plus. Les années maigres succèdent aux années grasses. C'est un cycle impitoyable. Il est probable que les livraisons de blé indigène à la Confédération pour

les quatre années 1954 à 1957 ne seront pas supérieures à celles des quatre années précédentes 1950 à 1953.

Le Conseil fédéral sollicite la compétence de fixer librement le prix de vente du blé indigène aux meuniers, alors que l'article 23bis actuel précise que le blé indigène doit être revendu sur la base de sa valeur marchande, c'est-à-dire au prix du blé importé. Reprise strictement, cette disposition ne permettrait pas d'atteindre le but que s'est fixé le Conseil fédéral, savoir le maintien d'un prix stable pour le pain.

Plusieurs membres de la commission ont manifesté leur inquiétude, en estimant que la compétence attribuée au Conseil fédéral pourrait entraîner un renchérissement du prix du pain. Ces inquiétudes ont été apaisées par l'adoption de la deuxième phrase du troisième alinéa, laquelle dit que la différence de prix entre le blé indigène et le blé importé est à la charge de la Confédération. Nous y reviendrons dans la discussion de détail.

Le problème de la réserve n'a pas retenu longtemps l'attention de la commission. Tous ses membres ont reconnu la nécessité, pour un pays continental, d'entretenir d'importantes réserves de blé. Depuis quelques années déjà, nos réserves de blé sont de l'ordre de 40 000 wagons, alors que la loi sur le blé prévoit 8000 wagons. Cette réserve, à laquelle pourrait s'ajouter une production indigène, permettrait de ravitailler le pays pendant 18 mois. A l'avenir, l'ampleur des réserves pourra varier selon l'évolution des circonstances.

En ce qui concerne l'importation du blé, les avis ont été divergents au sein de la commission. Le monopole d'Etat garde ses partisans mais la majorité de la commission est d'avis qu'il peut être supprimé. Le peuple suisse est attaché à l'économie libre. Il l'a prouvé à maintes reprises dans les votations populaires. Il serait vain de rappeler les avantages et les désavantages de l'importation étatisée.

Le message dit clairement que le projet d'article constitutionnel ne permet pas le maintien du monopole. Les compétences de la Confédération dans la réglementation de l'importation sont cependant renforcées. Il appartiendra à la loi de dire dans quelle mesure et dans quelles circonstances la Confédération pourra ou devra importer. Il va sans dire que l'importation de la farine sera également réglementée.

Le maintien d'une meunerie forte et décentralisée est un des points névralgiques du projet. Il a suscité dans la commission des discussions passionnées. Une meunerie judicieusement répartie dans le pays s'impose. Quelques grands moulins seulement seraient des cibles faciles à atteindre en cas de guerre.

D'autre part, la meunerie suisse travaille à 50% de sa capacité de production. La population suisse augmente mais pas la consommation en pain. Il serait irrationnel de vouloir développer sensiblement les moulins existants. Certes, malgré toutes les mesures que l'on pourra prendre, certains moulins seront appelés à disparaître, parce que mal situés, mal installés, dans l'impossibilité de se moderniser et de lutter contre une concurrence mieux outillée. De nombreux petits moulins ont subi et subiront encore le sort relaté par Alphonse Daudet dans son

conte: «Le secret de maître Cornille» mais avec un peu moins de romantisme.

Une péréquation des frais de transport et une péréquation partielle des marges de mouture existent déjà et seront maintenues pour venir en aide aux moulins les plus défavorisés. Ces mesures ne suffisent pas; depuis 1942, le contingentement des moulins de commerce a été introduit par le Conseil fédéral et maintenu depuis lors.

Les attributions de contingents, comme le transfert ou la commercialisation des contingents, ont été vertement critiqués dans la commission. Le système a certainement de graves défauts de cuirasse. De notables améliorations sont déjà intervenues par suite de décisions récentes du Conseil fédéral en vue de lutter contre certains transferts de contingents, lesquels seront impossibles dans l'avenir.

Le contingentement de la meunerie est admis par la majorité de la commission comme un mal nécessaire, sous réserve d'un aménagement qui tiendrait compte des critiques formulées. Les adversaires du contingentement n'ont pas présenté à la commission des propositions qui permettraient d'atteindre le but recherché, soit le maintien d'une meunerie forte et décentralisée. Le représentant du Conseil fédéral s'est déclaré d'accord d'étudier d'autres moyens et, si cette étude aboutissait à un résultat concret, d'autres dispositions pourraient être envisagées au moment de la discussion de la loi.

Il convient de préciser que le texte constitutionnel proposé ne contient pas le mot contingentement. Celui-ci ne sera donc pas obligatoirement maintenu.

Le terme général de meunerie comprend tous les moulins qui mettent en œuvre le blé. Les moulins à blé dur, c'est-à-dire ceux qui préparent les produits destinés à la fabrication des pâtes alimentaires, seront soumis aux mêmes règles que les moulins à blé tendre.

Une protection des moulins à façon est indispensable. Ils sont le complément naturel de l'obligation qu'ont les producteurs de faire moudre le blé qu'ils gardent pour leur ravitaillement direct et doivent être répartis dans toutes les régions où le blé est cultivé.

Sauvegarde des consommateurs. Le Conseil fédéral déclare dans son message qu'aucun renchérissement du prix du pain ne doit intervenir au moment de l'entrée en vigueur de la loi sur le blé après sa révision. M. Streuli, conseiller fédéral, l'a répété au Conseil des Etats et devant la commission du Conseil national. On veut avant tout, par le nouveau régime, maintenir un prix du pain stable dans toute la mesure du possible. Cette volonté, le Conseil fédéral l'a manifestée au cours de la guerre et de l'après-guerre. Alors que l'indice général du coût de la vie est monté de 75% depuis 1939, celui du pain bis est de 33% plus élevé et celui de pain mi-blanc de 46% environ.

Depuis dix ans, le prix du pain est resté stable ou à peu près. Dans certains milieux, on veut faire du prix du pain un prix politique. Il ne faut pas exagérer l'importance du prix du pain pour une population qui a un standard de vie élevé comme la nôtre. Bien que le prix du pain ait été maintenu très bas et qu'une hausse sensible soit intervenue pour les autres denrées alimentaires, ce n'est pas une augmentation de la consommation du pain qui

en est résultée mais une diminution. Cette consommation est de l'ordre de 150 g. par tête de population et par jour.

Dans un numéro de la « Vie économique », publication du Département de l'économie publique, paru en 1955, il a été publié que le ménage moyen d'un ouvrier suisse consacre le 5,7% de ses dépenses alimentaires pour la pâtisserie et le 5% seulement pour le pain. Pour les familles d'employés, ces chiffres sont même de 6,5% pour la pâtisserie et de 4,6% pour le pain. Le peuple suisse mange donc peu de pain bon marché et beaucoup de pâtisserie chère.

Il n'est cependant pas possible de dire que le prix du pain pourra être maintenu indéfiniment au taux actuel. Les circonstances peuvent changer: A fait nouveau, nouveau conseil. La Confédération veut sauvegarder les intérêts des consommateurs, c'est le principe à inscrire dans la Constitution; à la loi de régler les détails.

Financement. C'est dans la question du financement que la commission vous propose les modifications les plus importantes. Le Conseil fédéral suggère de couvrir partiellement les dépenses causées par le ravitaillement du pays en blé avec la possibilité de percevoir des contributions. Il s'agit du maintien de la taxe sur la farine blanche et d'une éventuelle taxe de magasinage sur tout le blé importé.

La taxe sur la farine blanche rapporte 27 millions de francs par an et les ristournes versées pour la farine bise s'élèvent à 8 millions. Cette taxe apparaît excessive: 44 francs par 100 kg. Le subventionnement du pain bis n'est pas réparti également dans le pays. La Suisse romande et la Suisse italienne consomment en pourcentage trois fois moins de pain bis que la Suisse allemande. Chaque année le rapport de gestion - il en est de même pour 1955 - relate les poursuites dirigées contre les meuniers pour non-paiement de la taxe sur la farine blanche et contre les propriétaires de bétail pour affouragement illicite de farine bise subventionnée.

Ces critiques ont été formulées au débat d'entrée en matière de la commission, surtout par les membres romands.

D'un commun accord, vos rapporteurs se sont entendus pour ne pas présenter une longue analyse du projet au débat sur l'entrée en matière. Ils se réservent d'intervenir dans la discussion de détail pour exposer l'avis de la commission. L'article constitutionnel projeté permet à la Confédération de percevoir des contributions et de verser des allocations. Elle peut le faire mais elle n'est pas obligée de le faire; ce n'est pas un impératif. Les prescriptions actuelles gardent un parfum d'économie de guerre lequel n'est plus très apprécié. Un assouplissement, une adaptation aux circonstances apparaissent possibles voire souhaitables.

Les propositions de la commission (chiffre 3 du projet) limitent considérablement la liberté de manœuvre que le Conseil fédéral aurait voulu maintenir pour financer le régime du blé. Elles fixent certaines directives que la loi d'exécution devra reprendre.

La commission vous propose de reprendre la disposition de l'article 23bis actuel en ce qui concerne le droit de statistique et d'affecter son produit à la couverture partielle des dépenses de la Confédération pour le blé indigène.

Le Conseil fédéral estime que la Confédération peut contribuer pour 50 millions de francs à la couverture des dépenses occasionnées par le ravitaillement du pays en blé, compte tenu des conditions actuelles. La majorité de la commission est tacitement d'accord avec ce chiffre. Nous verrons dans la discussion des articles les modalités du financement.

Nous tenons à rappeler que nous avons à discuter un projet d'article constitutionnel et non pas une loi. La plupart des propositions de minorité ont leur place dans la loi. Ce rappel interviendra souvent au cours de nos délibérations, soit de la part du représentant du Conseil fédéral, soit des rapporteurs. Le Conseil n'aura pas à s'en étonner.

Les discussions ont été nourries dans la commission. Si un sort favorable attend l'article constitutionnel, il est hors de doute que la loi d'exécution soulèvera, elle aussi, de copieux débats.

Le Conseil des Etats, au vote d'ensemble, a adopté le projet d'article 23bis par 33 voix contre 4.

Votre commission a rejeté une proposition de renvoi au Conseil fédéral par 16 voix contre 8.

L'entrée en matière a été votée par 16 voix contre 1.

Au vote d'ensemble, la commission a adopté le projet avec les modifications proposées par 15 voix contre 2.

Nous vous recommandons, monsieur le président et messieurs, de bien vouloir suivre aux propositions de la commission et de voter l'entrée en matière.

**Müller-Olten, Berichterstatter:** Die Brotfrage ist eine politische Frage, braucht aber keine parteipolitische zu sein, denn es ist die schwerste staatsmännische Kunst, billiges Brot und einen rentablen Getreidebau in einem Staate zu haben, und so manche Regierung im Altertum, im Mittelalter und in der neueren Zeit ist an diesem Problem gestolpert, und für alle Zeiten und alle Staaten wird dieses Problem bleiben, bleiben in alle Zukunft. Wirtschaftlich ist sie von grösster Bedeutung für Produzent und Konsument, für den einen als Einkommen, für den andern als notwendiges Nahrungsmittel. Immerhin ist zuzugeben, dass die volkswirtschaftliche Bedeutung der Getreidepreise für den Konsumenten im Laufe der Zeit gegen früher abgenommen hat, weil die gesamte Lebenshaltung der grossen Masse der Bevölkerung weit mannigfacher geworden ist und das Brot einen weit kleineren Prozentsatz der gesamten Ausgaben auch der Arbeiter in Anspruch nimmt als früher. In grossen Familien und in Notzeiten spielen sie aber auch, heute noch eine besondere Rolle. Noch wichtiger aber als die kulturelle, politische und wirtschaftliche Bedeutung der Brotfrage ist die Bedeutung als wirtschaftliche Landesverteidigung, als staatliche Sicherstellung in Kriegszeiten durch Eigenanbau, durch Lagerung in öffentlichen und privaten Lagerhäusern und Mühlen, und insbesondere deshalb, weil Getreide sich gut lagern und aufstapeln lässt und weil bei der notwendigen Vereinfachung der Lebenshaltung das Brot wichtiger wird.

Es darf auf die Bedeutung des Brotes für die Volksgesundheit aufmerksam gemacht und hervorgehoben werden, dass das Brot im Verhältnis zu seinem Nährwert das preiswerteste Nahrungsmittel

ist, auch das einzige Grundnahrungsmittel, das noch richtig gekaut werden muss und ihm deshalb für jeden, der sich gut, sparsam und gesund ernähren will, auch heute noch besondere Wichtigkeit zukommt.

Dass die Getreidefrage eine politische Frage ist, geht durch die Geschichte der Völker, positiv einst in Ägypten, negativ bei den Phöniziern, Griechenland, Rom, positiv heute bei den Farmern der USA, in Deutschland, Frankreich, ja sogar neuerdings in England seit dem letzten Kriege.

Beim Ackerbauer haben sich wohl die wirtschaftlichen Verhältnisse geändert und je nach staatspolitischen Einflüssen das Leben umgestaltet; allein, die Systematik seiner Arbeit und die Grundsätze, nach denen er das Saatkorn zum Keimen und zur gebrauchsfertigen, hundertzähligen Brotfrucht brachte, inspizierte den Urproduzenten der antiken wie der modernen Zeit in gleicher Weise. Schon im Buch der Bücher wird der Ackerbau zur Grundlage der Staatswirtschaft gemacht.

In der Schweiz sind wir erst spät zu einer Getreideordnung durch den Bund gelangt. Im Staatenbund war es ja nicht möglich, einheitlich vorzugehen. Jeder Kanton sorgte in der Not nur für sich. Wer denkt nicht an die Kornsperr, von der Hans Rhy einmal sagte: „Durchs Urner Land grollt ein einziger Schrei: Wir hungern lieber und bleiben frei!“ Ich denke aber auch an ein Wort von Ulrich Zwingli, der schrieb: „Unser Erdreich trägt doch Anken, Milch, Pferd, Vieh, Schaf, Landtuch, Wein und Korn im Überfluss, dass wir dabei schöne, starke Leute erziehen können.“ Und wer denkt nicht an die Geschichte der Jahre 1816/17, da eine Teuerung eintrat? Die Getreide produzierenden Kantone Bern, Aargau, Waadt hatten den Getreideexport in andere Kantone eingeschränkt. Jeder Kanton war sich selbst der nächste. Aber auch im Bundesstaat bestand lange Zeit keine Notwendigkeit, sich mit Getreide abzugeben. Der grosse Inlandbau und die guten Preise sicherten die Brotversorgung. 1876–1885 betrug der durchschnittliche Verbrauch 48 140 Wagen, wovon 26 840 aus dem Ausland und 21 300 Wagen aus dem Inlande stammten; das Verhältnis war also 56 zu 44%. Das ist also ein Verhältnis, wie wir es in den letzten Jahren wieder erreicht haben. 1896–1905 betrug der Durchschnitt 56 000 Wagen (jetzt haben wir schon ein Verhältnis: 75% Ausland, 25% Inland). Und 1906/07 bezogen wir 59 640 Wagen = 84% aus dem Ausland, und nur 16% stammten aus dem Inland. Wir fragen: Warum dieser Rückgang? Einmal möchte ich hinzufügen: Es ist interessant, dass damals eine kleinere Bevölkerungszahl mehr Brot ass als heute; dann aber trugen die Getreidepreise die Schuld. Vor 75 Jahren (1876–1885) betrug der Getreidepreis 35 Franken, 1906/07 fiel er auf 15 Franken. Für die Schweiz galt damals der spätrömische Spruch von Plinius: „Nichts bringt weniger Gewinn, als den Acker auf das beste zu bestellen.“ In Italien weil das erzeugte Korn mit dem Getreide Afrikas und Asiens nicht konkurrieren konnte, in der Schweiz weil die Raubbaukonkurrenz von Übersee zu gross wurde. Wenn wir nun den Preis vom Jahre 1880 von 35 Franken mit dem Preis vom Jahre 1955 von 63 Franken vergleichen, so sehen wir auch wieder die Verminderung des Realverdienstes der

Landwirtschaft; es besteht aber andererseits ein gewisser Ausgleich durch die Intensitätssteigerung. Wir hatten 1840 eigenes Brot für 290 Tage, 1860 für 200 Tage, 1880 für 157 Tage, 1890 für 70 Tage, 1910 für 59 Tage. Das war der tiefste Punkt. Dann kam die späte Erkenntnis von der Notwendigkeit des Brotfruchtanbaues. Es wurde ernst mit der Bitte um das tägliche Brot. Es kam der Anbau im Ersten und Zweiten Weltkrieg und die *battaglia di grano*, die Getreideschlachten beider Weltkriege, wobei in beiden Kriegen gewaltige Unterschiede bestanden. Die Nöt des Ersten Weltkrieges lehrte uns, eine bessere Vorbereitung zu treffen. Da weist unser erstes Getreidegesetz Verdienste auf.

Einige Zahlen über die Ablieferungen. Als wir das Getreidegesetz hatten, wurde die Getreideabgabe eingeführt. Ein Vergleich kann nicht schaden. Wir hatten 1925–1930 etwa 6000 Wagen, 1930–1935 10 000 Wagen, 1937–1939 = 12 600 Wagen, 1949 = 18 600 Wagen, 1950 = 16 500 Wagen, 1951 = 16 200 Wagen, 1952 = 17 800 Wagen, 1953 = 16 230 Wagen und 1954 = 18 469 Wagen und im letzten Jahr die grösste = 25 590 Wagen, wovon aber 4098 Wagen von der Ernte 1954 stammten. Die Einfuhr ist entsprechend zurückgegangen. Wenn wir nun schon einen Vergleich anstellen wollen, dürfen wir darauf hinweisen, dass beispielsweise 1953 der Überpreis für Inlandgetreide 37,6 Millionen Franken betrug. Dazu kamen die Mahlprämien mit 8,5 Millionen Franken. Das macht also etwa 46 Millionen Franken für das Inlandgetreide.

Es gibt viele, die heute glauben, die Steigerung des Anbaues gehe so weit, dass wir viel mehr als 50% Eigenproduktion erhalten werden. Eine solche Ausdehnung der Anbaufläche ist aber nicht möglich. Die Stadt frisst ja langsam das Land. Häuser, Fabrikareale, Strassen usw. nehmen bestes Land weg. Die Produktionsintensität hat auch ihre Grenzen. Ein Vergleich mit andern Ländern zeigt, dass wir längst in der Spitzengruppe stehen. Ich rechne durchschnittlich mit 17 000–18 000 Wagen Frucht- abgabe im Jahr. Dazu kommt noch die Selbstversorgung. Das ist volkswirtschaftlich tragbar.

Die Gesetzgebung, die spät mit ihrer Bereitschaft einsetzte, begann am 9. Januar 1915 mit dem ersten Vollmachtenbeschluss über die Errichtung des staatlichen Einfuhrmonopols für Brot- und Futtergetreide. Nach dem Krieg trat wieder ein langsamer Abbau der Massnahmen ein, mit Ausnahme der Bestimmungen betreffend die Übernahme des Inlandgetreides für den Bund. Die Selbstversorgung, die Vorratshaltung und das Einfuhrmonopol für Brotgetreide wurden beibehalten. Am 6. Dezember 1926, wir erinnern uns noch – ich muss mich jetzt schon zu den Älteren im Rate zählen –, fand die lebhafteste Abstimmung über die Monopollösung, wie wir damals sagten, statt, mit der wir eine Verfassungsgrundlage für die Beibehaltung des Monopols schaffen wollten und die mit einer knappen Differenz von 6000 Stimmen abgelehnt wurde. Dann kam am 3. März 1929 die andere Lösung, der Verfassungsartikel 23bis, der dann mit einem sehr starken Mehr von 471 176 Ja gegen 228 357 Nein angenommen wurde. Gleichzeitig bildete diese Vorlage einen Gegenentwurf zu einer Volksinitiative, die damals keine Bestimmungen über die Finanzierung, über den Schutz der Mühlen und keine Ab-

nahmegarantie wollte. Das war gleichzeitig auch die Erledigung dieser Volksinitiative. 1929 kam dann ein vierjähriger provisorischer Bundesbeschluss, und seit dem 7. Juli 1932 haben wir das Bundesgesetz über die Getreideversorgung, das ohne Referendum angenommen wurde. 1952 kam die Verfassungsänderung als Übergangsordnung bis zum Dezember 1957, und am 19. Juni 1953 haben wir hier im Rate den Bundesbeschluss über die Getreideversorgung des Landes gefasst. Die alte Ordnung gemäss Artikel 23bis und des Getreidegesetzes von 1932 hat folgende Grundlagen: 1. Die Einfuhr von Brotgetreide ist Sache des Importhandels. Sie wird aber überwacht. 2. Der Bund unterhält die nötigen Vorräte und zwar nach Gesetz 80 000 Tonnen. Das ist ein Bedarf von zwei Monaten, Vorräte, die er bei ausserordentlichen Verhältnissen angemessen erhöhen und durch eigene Importe auswechseln kann. 3. Der Bund schützt und fördert den Anbau von inländischem Brotgetreide. 4. Ferner sorgt der Bund für die Erhaltung des einheimischen Müllereigewerbes, und schliesslich 5. wahrt er die Interessen der Mehl- und Brotkonsumenten. 6. Die aus der Getreideversorgung erwachsenden Ausgaben werden von der Bundeskasse getragen, soweit die erhöhten statistischen Gebühren nicht genügen. Das ist heute die verfassungsmässige Grundlage.

Dann kam der Zweite Weltkrieg und brachte kriegswirtschaftliche Massnahmen, die zum Teil heute noch in Kraft sind: Von 1953 bis zum 31. Dezember 1957 (also Ende nächsten Jahres) haben wir dem Bund die Möglichkeit gegeben, Vorschriften zu erlassen über eine befristete Ergänzung der auf Artikel 23bis der Bundesverfassung beruhenden Getreideordnung. Ab spätesten 31. Dezember 1957 muss daher ein neues Getreidegesetz und ein neuer Verfassungsartikel in Kraft treten. Das ist heute unsere Arbeit.

Nun, diese kriegswirtschaftlichen Vorschriften enthalten folgende Punkte:

Zentralisation des Getreideeinkaufs, Erhöhung der Getreidevorräte, Mehl- und Preisvorschriften, Mehlabsatzregulierung, Überwachung der Ausfuhr von Mehl und Brot.

Heute stehen drei Möglichkeiten offen. Die erste: zurück zur Verfassung von 1929! Warum nicht? Artikel 23bis ist in verschiedener Hinsicht revisionsbedürftig. Er erlaubt z. B. die Abgabe von Inlandgetreide an Müller nur zu einem Marktpreis für gleichwertiges Auslandgetreide. Wenn aber der Bundesrat einen stabilen Brotpreis anstreben will, muss er die Möglichkeit haben, auf die Abgabepreise für Inlandgetreide nach oben und selbstverständlich auch nach unten einen entsprechenden Einfluss auszuüben, um damit die Schwankungen der Auslandgetreidepreise auszugleichen. Auch hier gibt der bisherige Artikel 23bis keine klare Grundlage. Diese Vorschriften sind aber unerlässlich, um den Konsumenten ein möglichst preiswertes, gutes und schmackhaftes Brot zu bieten. Ebenso wenig erlaubt er die notwendigen Massnahmen zur Erhaltung einer nicht nur leistungsfähigen, sondern auch dezentralisierten Müllerei.

Die zweite Möglichkeit wäre die Verlängerung der Verfassungsergänzung von 1952 um einige Jahre gewesen. Dies wäre aber keine befriedigende Lösung, auch nicht vereinbar mit der Abbaube-

stimmung in Artikel 46 des Bundesbeschlusses vom 19. Juni 1953. Es geht nicht an, die Kriegswirtschaft in einem einzelnen Sektor zu verewigen. Deshalb hat die Expertenkommission dem Bundesrat empfohlen, eine Totalrevision von Verfassungsartikel und Gesetz in die Wege zu leiten. Den Antrag von Kollege Schütz, der auch heute wieder zur Diskussion gestellt wird, haben wir deshalb in der Kommission mehrheitlich abgelehnt.

Die dritte Möglichkeit: Erneuerung der Getreidegesetzgebung durch Anpassung an die heutigen Verhältnisse im Wege teils der Ausscheidung, teils der Beibehaltung und Verbindung von Elementen sowohl der Vorkriegsordnung als der Übergangsordnung. Das ist die sich aufdrängende Lösung, die Lösung, welche der Bundesrat richtigerweise sucht und deren Verwirklichung er eingeleitet hat mit dem durch Botschaft vom 13. Januar 1956 unterbreiteten Antrag auf Revision der Verfassungsnorm. Der Ständerat hat dieses Vorgehen gutgeheissen, aber einige Änderungen am Text des Entwurfes vorgenommen. Die Mehrheit der Kommission erklärte sich grundsätzlich ebenfalls einverstanden, schlägt jedoch auch verschiedene Modifikationen vor, die indessen erst im Rahmen der Detailberatung zu erörtern sind.

Was soll der Verfassungsartikel enthalten? Es wäre eine einfache Möglichkeit gewesen, den Artikel in einem einzigen Satz festzulegen: „Der Bund sichert die Versorgung des Landes mit Brotgetreide.“ Alles andere hätte man der Gesetzgebung überlassen können. Wie der Bund die Sicherung vornimmt, könnte man dem Gesetz überlassen. Sie sind zweifellos mit Bundesrat und Kommission einig, dass diese Simplifizierung abzulehnen ist. Der Verfassungsartikel soll, wie derjenige von 1929, die hauptsächlichen Komponenten enthalten, wie die Sicherung der Brotgetreideversorgung durchzuführen ist. Heute müssen wir uns wehren, dass nicht Einzelbestimmungen in den Verfassungsartikel aufgenommen werden, die in das Ausführungsgesetz gehören.

Der neue Getreideartikel wird logischerweise die guten Erfahrungen von 1929 enthalten. Der neue Artikel enthält im Absatz 1 den allgemeinen Auftrag des Verfassungsgesetzgebers an den Bund. Absatz 2 gibt dem Parlament Direktiven in bezug auf die Gesetzgebung. Absatz 3 handelt von den Beiträgen und Zuschüssen für die Kostendeckung der Getreideversorgung und Absatz 4 spricht von der Möglichkeit der Abweichung bei der Ausführungsgesetzgebung vom Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit.

In Absatz 1 wird auch an der Grundlage festgehalten, die das eindeutige Ergebnis der Volksabstimmung vom 3. März 1929 ergeben hat, d. h. die freie Importmöglichkeit von Handel und Müllerei. Es handelt sich aber nicht um die Frage Monopol oder monopolfreie Lösung, denn ohne staatliche Lenkung ist eine Getreideordnung nicht möglich.

In Absatz 2 sind die Grundsätze aufgestellt: Erhaltung des Inlandgetreideanbaues. Für die Sicherung des Brotgetreides ist der Inlandanbau unerlässlich. In diesen Grundsätzen soll die bisherige Praxis voll aufrechterhalten bleiben und keine Änderungen enthalten.

Zweitens soll die Vorratshaltung und drittens der Schutz des Müllereigewerbes gesichert werden.

Nur diese Grundsätze sollen in die Verfassung kommen, nicht die Frage, wie beispielsweise die Müllerei geschützt werden soll. Die Frage insbesondere, ob dies mit Kontingenten geschehen soll oder auf andere Weise, muss die Gesetzgebung lösen. Sie kann auch zeitlich verschieden sein. Eine Kontingentierung ist nie Selbstzweck; sie ist nur eines der Mittel, wie eine dezentralisierte Müllerei und Lagerhaltung erhalten werden kann.

Der Schutz der Konsumenten ist das vierte Prinzip. Der Konsument soll billige, stabile Brotpreise erhalten. Zu diesem Zweck werden Preis- und Vermahlungsvorschriften erlassen. Bereits der Ständerat hat als Absatz 2bis eine Bestimmung eingefügt, wonach den erschwerten Produktions- und Lebensbedingungen in den Gebirgsgegenden Rechnung zu tragen ist. Das sind die Grundsätze. Im einzelnen werden wir uns damit in der Detailberatung befassen.

Am Schlusse meiner Ausführungen möchte ich noch auf etwas hinweisen. Ich bin zwar nicht Jurist, habe aber eine gewisse Freude daran, Ihnen noch einmal zu sagen, dass wir es mit einem Verfassungsartikel zu tun haben. Wir haben seinerzeit, im Jahre 1948, hier im Rate vom Bundesrat das Buch von Professor Rappard erhalten: „Die Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft.“ Darin steht ein Wort, das ich mir gemerkt habe:

„Während die Verfassung von 1848 trotz ihren inneren Unvollkommenheiten als festgebautes und ausgeglichenes Gebäude galt, hat die Verfassung, so wie sie sich heute, nach einem Jahrhundert der Revisionen und der Abänderungen darbietet, die äusseren Reize, die sie in ihren jungen Jahren zierten, ziemlich vollständig verloren.“

Infolge der Unbeschwertheit, mit der ihre Grundsätze im Verlaufe der Entwicklung in der Anwendung oft verkannt wurden und infolge der Leichtigkeit und zunehmenden Häufigkeit, mit der ihr Inhalt verändert und komplizierter gestaltet wurde, hat sie unbestreitbar einen Teil der Autorität verloren, auf welche die oberste Sammlung von Richtlinien für unser politisches Leben Anspruch haben sollte.“

Ich zitiere auch Anton Philipp von Segesser, der sagte: „Nicht für das Einzelne und Subtile lebt im Volk das Verständnis, sondern für das Grosse, Allgemeine, Grundsätzliche eines Gesetzes oder politischen Aktes und dieses ist immer einfach und verständlich.“

Nun ist mir persönlich und auch als Mitglied eines Verbandes klar – nebenbei: wer ist in keinem? –, dass sich ein Wachsen des Einflusses der organisierten und nichtorganisierten Interessen materieller Art bekundet. Freilich ist die Diffamierung der Interessen ebenso falsch wie deren Anmassung. Sie sind ein bewegendes Moment in der Politik, und wenn man ihre Funktion unterbewertet oder sie gar lahmzulegen versucht, wird man nur einen parlamentarischen Immobilismus ernten. Aber ebenso wichtig und noch wichtiger als die Ordnung der Interessen ist eine Rangordnung der Aufgaben nach ihrer Wichtigkeit und die heisst: „Gib uns heute unser tägliches Brot.“

Ich bitte Sie namens der Kommissionsmehrheit, auf die Vorlage einzutreten.

### *Allgemeine Beratung – Discussion générale*

**Präsident:** Das Wort hat Herr Schütz zur Begründung seines Antrages auf Rückweisung der Vorlage an den Bundesrat.

**Schütz:** Die Sozialdemokratische Fraktion beantragt Ihnen, diese Vorlage an den Bundesrat zurückzuweisen mit dem Auftrage, der Bundesversammlung die Verlängerung der bestehenden Ordnung um einige Jahre zu empfehlen. Dabei ist jedoch die Kontingentierung zu lockern.

Es sind folgende Punkte streitig: 1. das Einfuhrmonopol, 2. die Kontingentierung, die auf Grund der Botschaft vorgesehen ist, 3. die Abwälzung der Differenz zwischen dem niedrigen Auslandpreis und dem Inlandpreis auf die Konsumenten.

Die Wichtigkeit der Vorlage kommt zweifellos darin zum Ausdruck, dass das Brotgetreide nahezu einen Drittel aller Kalorien unserer täglichen Nahrung ausmacht, in schlechten Zeiten noch mehr. Es war daher während des Krieges und auch nachher eine grosse Leistung, dass es dank dem staatlichen Eingriff und mit der Unterstützung der Landwirtschaft möglich war, das Volk in genügendem Masse mit Brot zu versorgen. Durch den Getreidebau wurde und wird der Landwirtschaft auch heute noch in dem Sinne geholfen, dass sie sich nicht einseitig auf Vieh- und Milchwirtschaft stützen muss. Die Getreideeinfuhr wie der inländische Getreideanbau lassen sich ohne gesetzliche Ordnung gar nicht mehr denken. Das Einfuhrmonopol war eine absolute Notwendigkeit. Es hat dazu beigetragen, das Land mit Brot zu versorgen und gleichzeitig auch die Preise zu stabilisieren. Im Jahre 1953 sprach sich der Bundesrat noch für die Beibehaltung des Getreide monopols aus. Er erklärte, dass der Handel und die Müllerei bei allem guten Willen nicht in der Lage seien, genügend Gewähr für eine Vorrathaltung im gegenwärtigen Ausmass zu bieten und eine Weiterführung der Brotpreisverbilligung im bisherigen Rahmen zu garantieren. Das hat der Bundesrat im Jahre 1953 erklärt. Er sagte ferner, dass grosse Käufe einer staatlichen Einkaufsstelle es erlaubten, den vorhandenen Schiffsraum besser auszunützen und dadurch Transportkosten einzusparen. Auch sei es möglich, grössere Mengenrabatte einzuhandeln als dies bei einem Einkauf durch Private der Fall sei. Ich frage Sie jetzt: Was hat sich in diesen drei Jahren nun geändert? Hat sich die internationale Situation plötzlich so gebessert? Ist der Handel in den andern Ländern liberalisiert worden? Sie werden zugeben müssen, dass dies nicht der Fall ist, und speziell im Getreidehandel sind in der letzten Zeit bestimmt Unsicherheiten eingetreten.

Bei den Betrachtungen über die Militärausgaben, zum Beispiel in der Diskussion über die Anschaffung von Panzern oder von Flugzeugen, wird hier vom Bundesrat eine ganz andere Sprache geführt. Da redet man von ausserordentlich unruhigen Zeiten auf internationalem Gebiet. In bezug auf den Getreidehandel stützt man sich hier nun auf ausgesprochene Friedenszeiten. Nach meiner Meinung besteht gar kein Zweifel darüber, dass es Privatinteressen waren, die den Bundesrat umgestimmt haben. Bei einer allfälligen Subventionierung des

Importgetreides durch fremde Staaten kann selbstverständlich der Getreidehandel mit einer grösseren Gewinnmarge rechnen.

Um über Artikel 23bis, Absatz 2, der Bundesverfassung Klarheit zu bekommen, wo es unter anderem heisst: „Bei der Ordnung der Einfuhr hat sich der Bund auf die Mitwirkung der privaten Wirtschaft zu stützen“, muss man zugleich die Botschaft des Bundesrates auf Seite 18 lesen, wo es heisst: „Mit dieser Bestimmung soll zum Ausdruck gebracht werden, dass die künftige Einfuhrordnung ihr Schwergewicht auf die Betätigung privater Firmen legt.“

Die Aufgabe des Einfuhrmonopols wird mit der Handels- und Gewerbefreiheit begründet. Für den Konsumenten bedeutet das Unsicherheit in bezug auf den Preis, eventuell unter Umständen sogar Qualitätsverschlechterung. Wenn man also hier von der Handels- und Gewerbefreiheit spricht, so muss man auf der andern Seite feststellen, dass mit der Aufrechterhaltung der Kontingentswirtschaft die Handels- und Gewerbefreiheit im gleichen Moment mit Füssen getreten wird. Die Freiheit ist für die verschiedenen Parteien ein sehr dehnbarer Begriff. Sie wird liquidiert, wenn es um Privatinteressen geht, sie wird wiederhergestellt, wenn es sich wiederum um Privatinteressen handelt. In dieser Vorlage kommen wunderbare Grundsätze zum Ausdruck. Nach unserer Meinung kann auch die Dezentralisierung des Müllereigewerbes ohne Kontingentswirtschaft durchgeführt werden. Wir sind für die absolute Erhaltung der Kundenmühlen. Dem übrigen Müllereigewerbe kann durch Transportausgleichsmassnahmen, durch Verbilligung des Mehlspreises in den Berggegenden usw. geholfen werden. Die Kontingentswirtschaft, wie sie in den letzten Jahren getrieben worden ist, hat wenig mit Dezentralisation zu tun. Der Kontingentshandel blühte, Mühlen wurden aufgekauft, wurden stillgelegt. Ein grosser Teil des Kontingentshandels wurde ja von zwei Grossmühlen getrieben, die am stärksten solche Kontingente zusammenkauften. Was das mit Dezentralisation zu tun hat, diese Frage überlasse ich dem Bundesrat zur Beantwortung.

In den Verordnungen zum Gesetz sind auch Bestimmungen enthalten, die nach unserer Überzeugung im Interesse der Konsumenten unhaltbar sind. Sie bestehen vor allem darin, dass der Betrieb, der rationeller und mehr produziert, als Strafe eine progressive Abgabe zu entrichten hat, während derjenige Betrieb, der die Kontingente nicht ausnützt, seinen Betrieb verlottern lässt, einen Beitrag erhält. Das geht selbstverständlich auf Kosten der Konsumenten.

Wie sieht es in dieser Vorlage mit Bezug auf die Konsumenteninteressen aus? In der Botschaft kommt zum Ausdruck, dass bis zum Jahre 1958, also bis zum Zeitpunkt, da das Gesetz in Kraft treten soll, keine Brotpreiserhöhung stattfinden soll. Das ist der Grundsatz, der bis zum Jahre 1958 gilt. Was in den kommenden Jahren geschehen wird, ist nirgends niedergelegt. Die Hauptfrage, die wir stellen, lautet: Wer bezahlt die Differenz zwischen dem niedrigen Auslandgetreidepreis und dem Preis, der dem Schweizer Bauern gewährt wird? Unter der Getreideordnung vom Jahre 1932 hat der Bund praktisch alle Auslagen für die Getreideversorgung

des Landes zu seinen Lasten genommen. Er hatte wohl das Recht, eine statistische Gebühr zu erheben. Als im Jahre 1928 das Müllergewerbe verlangte, die Kosten restlos auf die Konsumenten abzuwälzen, erklärte der Bundesrat – der Bundesrat des Jahres 1928 – die Gerechtigkeit verlange, dass die staatlichen Ausgaben auf die Steuerpflichtigen im Verhältnis zu ihrer Steuerkraft verteilt werden sollten. Heute sagt der Bundesrat in seiner Weisung, Seite 32, ausdrücklich, dass die frühere Grundidee nach Artikel 23bis des Jahres 1928, das heisst das Tragen der Kosten der Getreideordnung durch den Staat, ersetzt werden solle durch eine gerechte und dem Wechsel der wirtschaftlichen Verhältnisse Rechnung tragende Verteilung der finanziellen Lasten auf den Bund und die Konsumenten. Damit kommt klar zum Ausdruck, dass – im Gegensatz zur Auffassung vor dem Jahre 1939 – die Konsumenten in Zukunft an die Kosten der Getreideversorgung beizutragen haben. Herr Bundesrat Streuli erklärte in der Kommission ausdrücklich, dass die Konsumenten im Laufe der nächsten Jahre durchschnittlich einen Drittel bis zur Hälfte an diese Kosten zu bezahlen haben. Diese Feststellung wiederholte Herr Bundesrat Streuli auch dann, nachdem die Kommission einen anderen Antrag in bezug auf die Finanzierung vorgeschlagen hatte. Es würde mich freuen, wenn Herr Bundesrat Streuli sich im Laufe der Eintretensdebatte noch dazu äussern wollte. Zur Begründung, weshalb hier eine Umstellung in finanzieller Beziehung vorgenommen werden soll, erklärt er in der Botschaft einfach, es habe sich nicht bewährt. Nach unserer Meinung kann diese Begründung nicht stichhaltig sein. Es wäre absolut gerechtfertigt, dass bei stark erhöhten Einnahmen von Zöllen und Warenumsatzsteuer, die nichts anderes als eine Konsumentensteuer bedeutet, der Bund die Kosten des Inlandgetreides und der Lagerhaltung übernimmt.

Während des Krieges wurde bekanntlich die Weissmehlabgabe eingeführt. Zu jener Zeit begründete man die Abgabe damit, dass man das Ruchmehl verbilligen wolle. Nur zu diesem Zweck hatte man in jenem Zeitpunkt die Weissmehlsteuer beschlossen. Heute erleben wir, dass die Weissmehlsteuer zu einer bestimmten Weissmehlsteuer geworden ist. Sie beträgt heute rund 27 Millionen Franken, wovon nur 8 Millionen Franken für die Verbilligung des Ruchbrotes verwendet werden. Die übrigen 19 Millionen dienen also restlos zur Kostendeckung. Ich glaube, dass die letzte Brotpreiserhöhung uns gezeigt hat, welcher Weg in Zukunft eingeschlagen werden soll. Es ist klar, dass der Bundesrat frei ist in bezug auf die sogenannte Weissmehlsteuer, wie auch in bezug auf das Ruchbrot. Auf alle Fälle besteht – Sie haben es heute vom Referenten gehört – bei vielen Leuten die Meinung, zu meinem Bedauern, dass die Ruchmehlverbilligung überhaupt aufzuhören habe. Wir sind dafür, dass der Bauer für seinen Getreideanbau einen anständigen Preis erhalten soll. Da der inländische Getreideanbau aber im gesamten volkswirtschaftlichen Interesse liegt, soll er auch vom Staat getragen und nicht auf die wirtschaftlich Schwachen abgewälzt werden. Wir könnten heute mit einem neuen Verfassungsartikel Grundlagen schaffen, dass das Brot noch verbilligt würde. Gerade in der jetzigen Zeit der Preisspirale

könnten wir damit eine grosse volkswirtschaftliche und soziale Tat vollbringen. Ich glaube daher, dass es besser ist, diese Vorlage an den Bundesrat zurückzuweisen. Die bisherige Ordnung kann um einige Jahre verlängert werden. Damit hat der Bundesrat Zeit, uns eine Vorlage vorzubereiten, die sowohl im Interesse der Konsumenten als auch der Bauern liegt und die insbesondere auf sozialen Grundsätzen beruht.

**Grendelmeier:** Namens des Landesrings habe ich den Antrag auf Nichteintreten gestellt. Zur Begründung habe ich folgendes auszuführen:

Brot ist zweifellos eines der wichtigsten Lebensmittel, die wir haben. Deshalb ist es auch durchaus verständlich, wenn das Brot jeweils in Kriegszeiten in den Mittelpunkt der gesetzgeberischen Bemühungen gestellt wird und wenn sich der Staat mit seinem ganzen Gewicht der Besorgung und Verteilung des Brotes annimmt. So war es also durchaus richtig, dass während des Ersten und Zweiten Weltkrieges der Bund sich um die Brotversorgung kümmerte und auf Grund der Vollmachten Einfuhr und Bewirtschaftung an die Hand nahm. Beide Male aber – nach Beendigung der Kriege bzw. der eigentlichen Notzeit – hat sich der Streit erhoben, ob diese im Kriege eingelebte Ordnung in irgendeiner Form weitergeführt oder der freiheitlichen Bewirtschaftung Platz gemacht werden solle. So geht es heute wieder um die Frage: Staatlich bewirtschaftete oder freie Brotgetreideordnung? Nach der Meinung des Landesrings bringt der vorliegende Entwurf eine Lösung, mit der auf die Rückkehr zur freiheitlichen Lösung grundsätzlich und für immer verzichtet werden soll, und zwar zugunsten eines kriegsbedingten, etatistisch gebundenen Systems. Es ist jedoch nicht einzusehen, weshalb die Beschaffung und Bewirtschaftung des Brotes in Zeiten ausserhalb des Krieges nicht auch, wie der grösste Teil der übrigen Lebensmittelversorgung, der freien Wirtschaft soll anvertraut werden können.

Die Überführung kriegsbedingter Reglementierungen in Normalzeiten hat, wie wir aus Erfahrung wissen, zwei verschiedene Anlässe. Soweit wir damit eine Ordnung für eine allfällig künftige neue Kriegszeit zum voraus schaffen wollen, ist sie ein irriges Unterfangen; denn jede Notzeit hat ihr eigenes Gesicht und ihre eigenen Bedürfnisse, die jeweils, wenn sie auftreten, neu geregelt werden müssen. „Reglementsconserven“ aus vorangegangenen Zeiten sind meist unbrauchbar.

Der viel massgeblichere Grund für die Beibehaltung und Überführung kriegsbedingter Ordnungen liegt aber darin, dass jene Kreise, denen sie Vorteile gebracht haben, von ihnen nicht lassen wollen, um eben diese Vorteile nicht aus der Hand zu geben. Die neue Vorlage bedeutet für uns also nichts anderes, als eine Verewigung des Kriegswirtschaftsrechtes mit monopolistischem Einschlag. Sie steht daher im Widerspruch zur Handels- und Gewerbefreiheit, die wie immerhin noch haben. Wir lehnen die Vorlage in erster Linie deshalb ab, weil sie die freie Bewirtschaftung des Brotgetreides und der Teigwaren hindert. So soll nach der Vorlage der Bund die Brotversorgung sichern. Darüber, was „sichern“ heisst, kann man streiten. „Sichern“ ist vielsinnig. Der Bund steht also hier im Vordergrund,

während die freie Wirtschaft nur – so heisst es im Text – „mitzuwirken“ die Ehre hat. Die Rollen sind damit so verteilt, dass die monopolistische Absicht nicht geleugnet werden kann. Wohl ist im Text nicht ausdrücklich vom Einfuhrmonopol des Bundes die Rede. Aber noch viel weniger ist von der Einfuhr durch die Privatwirtschaft die Rede. Die Vorlage ist daher der gegebene Ausgangspunkt für ein faktisches, wenn nicht später sogar für ein rechtliches Einfuhrmonopol des Bundes, wobei – wie bereits erwähnt – die Privatwirtschaft lediglich mitzuwirken die Möglichkeit hat. Nun ist es immer so, dass derjenige, der nur mitwirkt, in der Regel auch bloss die zweite Geige zu spielen hat.

Nachdem übrigens das Volk bereits in zwei Abstimmungen eine Lösung mit Monopol verworfen und eine monopolfreie Lösung angenommen hat, sollte der Wille des Souveräns in der neuen Vorlage klarer zum Ausdruck kommen.

Soweit mit der Vorlage die Landesversorgung gesichert werden will, ist es meines Erachtens nicht nötig, eine neue Ordnung zu schaffen. Das erforderliche Instrument zur Sicherung der Landesversorgung besitzen wir bereits im Bundesgesetz über die wirtschaftliche Kriegsvorsorge, das nur eine ganz geringe Abänderung notwendig hätte. Auch der Schutz des inländischen Getreidebaus, der hier – mit Recht – in den Vordergrund gestellt wird, ist ohne weiteres auf Grund des Landwirtschaftsgesetzes möglich und macht eine Neuregelung überflüssig. Es wäre unbegreiflich, dass mit einem eigentlich für die Landwirtschaft geschaffenen Gesetz ein so wichtiger Zweig derselben, wie der Getreidebau, nicht sollte erfasst werden können.

Kritischer wird die Vorlage, soweit mit ihr das Müllereigewerbe geschützt werden will. Hier verrät sie ihren wirklichen Zweck als gewerbepolitisches, als gewerbeschützerisches Instrument. Es wird allerdings vom Schutz des dezentralisierten Müllereigewerbes gesprochen. Es ist wohl richtig – ich gebe das zu –, dass die Mühlen im ganzen Lande verteilt sind. Bedenklich ist es aber, dass dieser Schutz und die Erhaltung der dezentralisierten Mühlen – kleine und mittlere Mühlen – durch das Mittel der Kontingentierung erfolgen soll. Ich kann hier auf einiges verweisen, das mein Vorredner, Herr Schütz, bereits mit Bezug auf die Kontingentierung ausgeführt hat:

Wohin die Kontingentierung führt und was sie eigentlich ist, das haben bitterste Erfahrungen erhellt und zwar sowohl auf dem Gebiete des Weichals auch auf dem Gebiete des Hartweizens und damit auf dem Gebiete der Teigwarenfabrikation. Die Kontingentierung gibt kleinen Gruppen unverdiente Sonderrechte in die Hand, Privilegien, gegen die die Nichtprivilegierten machtlos sind. Jede Kontingentierung ist der Feind der Leistung und des Fortschritts. Sie stört die freie marktwirtschaftliche Entwicklung und verunmöglicht ein Vorwärtskommen des Aussenseiters; vor allem hindert sie die Jungen, die noch nicht im Besitz des Privilegs sind. Dabei wird dem Verband der Privilegierten eine geradezu diktatorische Macht eingeräumt, die zu Willkür führt und zu Methoden, denen sich sogar der Bundesrat zu fügen hat. Es kommt dazu, dass die Kontingentierung zum Nährboden eines schlimmsten Handels mit Vorrechten geworden ist. Wenn mit der Kontingentierung kleine und mittlere

Mühlen in der Schweiz haben geschützt werden sollen, so ist das eine Ironie. Gerade die Kontingentierung ist es, die die Klein- und Mittelbetriebe zum Verschwinden bringt. Die Kontingente werden wie Waren gehandelt und haben ihren saftigen Preis von 3000–4000 Franken pro Kontingentswagen. Dies ist Grund genug für den einen oder andern, der am Mahlen keine Freude mehr hat, sich selber aufzugeben. So verschwinden jährlich nach den Angaben des Bundesrates durchschnittlich ein halbes Dutzend Klein- und Mittelmühlen und werden von den Grossmühlen aufgesogen. Und dies alles mit jenem Mittel, von dem man behauptet, man könne die Kleinbetriebe, die dezentralisierten Betriebe schützen – mit der Kontingentierung. Dass auch das Kontingentierungssystem nur im klaren Widerspruch zur Handels- und Gewerbefreiheit möglich ist, liegt auf der Hand. Deshalb ist denn auch in der Vorlage ausdrücklich vorgesehen, dass die Ausführungsbestimmungen „nötigenfalls“ von der Handels- und Gewerbefreiheit abweichen dürfen. Was mit der Wendung „nötigenfalls“ verstanden werden kann, wird keiner von uns und auch kein Bundesrat sagen können. Dieser Ausdruck bedeutet meines Erachtens nichts anderes als einen Blankocheck für alle wünschbaren Freiheiten derjenigen, die heute im Besitz der Privilegien sind.

Die Kommissionsminderheit hat deshalb nicht zu Unrecht nach einem Sicherheitsventil gesucht und ausdrücklich verlangt, dass auf alle Fälle Ausstossvorschriften, das heisst Vorkehren zur Kontingentierung, von der Handels- und Gewerbefreiheit nicht abweichen dürfen.

Die Kontingentierung ist zuallerletzt eine sehr kostspielige Sache und verteuert die Produkte. Leidtragende sind, wie immer, die Konsumenten. Es wirkt daher leicht komisch, wenn in der nämlichen Vorlage, die Sie vor sich haben, vom Schutz der Konsumenten gesprochen wird. Die Ermöglichung von Kontingentierung einerseits und Schutz der Konsumenten andererseits, sind Widersprüche in sich selber, denn wir müssen auch beachten, dass die Müller besser organisiert sind und sein werden als die Konsumenten. Bei dieser Voraussetzung kann ohne weiteres vorausgesehen werden, wer dereinst im Wettlauf obsiegen wird, die Mühlen oder die Konsumenten.

Zusammenfassend sind wir der Auffassung, dass diese Vorlage schlechterdings überflüssig ist. Hier hätten wir die viel gesuchte Gelegenheit, ein Gesetz zu vermeiden, um dem Vorwurf der Gesetzesfabrikation wenigstens einmal ausgewichen zu sein. Was ernsthaft mit der Vorlage erstrebt werden will und darf, kann auch auf anderem Wege geschehen: Die Sicherstellung der Landesversorgung kann durch das Bundesgesetz betreffend die wirtschaftliche Kriegsvorsorge und die Absatzgarantie für inländisches Getreide auf Grund des Landwirtschaftsgesetzes durch das Leistungssystem erreicht werden. Das könnte beispielsweise so geschehen, dass der Bund seinerseits das Inlandgetreide abnimmt, während die Getreideimporte nur bei gleichzeitiger Abnahme eines relativen Quantums von Inlandgetreide zulässig sein sollten. Dann hätten wir eine selbsttätige Abnahme des Inlandgetreides durch die Getreideimporteure.

Was den Schutz des dezentralisierten Müllergewerbes betrifft, kann ich mich auch hier den Ausführungen von Kollege Schütz anschliessen. Dieser Schutz liesse sich durch einen gestaffelten Mahllohn, das heisst durch einen höheren Mahllohn für die kleineren Mühlen und ferner mittelst Frachtkostenausgleichs für die von den Konsumentenzentren abgelegenen Mühlen erreichen.

Für den Hartweizenmarkt allerdings könnte ich Ihnen keinen andern Rat erteilen, als den, ihn schlechterdings freizugeben, denn es ist nicht einzusehen, wieso man in einer Vorlage betreffend das Brotgetreide gleichzeitig den Hartweizenmarkt reglementieren und damit die Teigwarenfabrikation kontingentieren soll, es sei denn, man wolle – ich behaupte, das sei beabsichtigt – den Müllereien einen Gewerbeschutz gewähren. Aber dafür sollte ein Verfassungsartikel nicht erhalten müssen.

Das sind die Gründe, weshalb ich Ihnen empfehle, auf die Vorlage nicht einzutreten.

Bei dieser Gelegenheit möchte ich jetzt schon bemerken, dass ich die Minderheitsanträge der Herren Weber und Herzog nur für den Fall unterzeichnet habe, dass Sie Eintreten beschliessen und der Vorlage zustimmen sollten. Nur für jenen Fall habe ich, durch Unterstützung der Minderheitsanträge, zu einer Verbesserung der Vorlage beitragen wollen.

Ich bitte Sie nochmals, dem Nichteintretensantrag zuzustimmen.

**M. Revaclier:** Le régime du blé, tel que nous le connaissons dans notre pays – il convient de le rappeler – a donné dans l'ensemble satisfaction. C'est un régime qui a fait ses preuves et l'on peut dire que les buts poursuivis par le législateur en 1929 ont été pleinement atteints. L'absence de toute législation dans ce domaine aurait pu avoir de redoutables conséquences politiques pour notre pays lors de la première conflagration. En effet, les réserves de céréales panifiables, en 1914, étaient quasi inexistantes et la production indigène ne pouvait couvrir les besoins de la consommation que pour deux mois à peine.

Il s'agissait dès lors, en 1926, fort des expériences accumulées au cours de la première guerre mondiale, de préparer une législation sur le ravitaillement du pays en céréales panifiables. Les objectifs principaux à atteindre étaient les suivants:

1. promouvoir la culture des céréales panifiables dans le pays;
2. entretenir des réserves;
3. sauvegarder les intérêts des consommateurs.

Grâce à la législation de 1932, notre pays s'est trouvé en 1939 dans une situation bien meilleure, du point de vue de son ravitaillement en blé, qu'en 1914.

En effet, la culture des céréales panifiables et du blé notamment connaissait un essor réjouissant et réussissait à couvrir plus de 50% de nos besoins. Par ailleurs, en 1939, l'agriculture suisse était équipée en matériel et en machines lui permettant d'assumer, sans trop de heurts, les lourdes obligations du plan d'extension des cultures, dit plan Wahlen, lequel permit le ravitaillement de notre pays en denrées de première nécessité, alors que nous étions complètement coupés de nos sources d'approvisionnement. Les réserves de blé dans le pays étaient

relativement élevées par rapport à 1914 et les consommateurs, malgré de grandes difficultés d'approvisionnement en blé, en 1941 et 1942 notamment, n'ont jamais été privés de leur pain quotidien. C'est dire que le régime du blé, parallèlement à notre armée, s'intègre dans notre système de défense nationale et en constitue un élément positif.

Aujourd'hui, dix ans après la cessation des hostilités et dix-huit mois avant l'expiration du régime actuellement en vigueur, le gouvernement nous présente un projet de révision de l'article 23bis de la Constitution fédérale. Ce projet, dans ses grandes lignes, diffère fort peu de celui qui fut adopté par le peuple suisse et les cantons lors de la votation populaire du 3 mars 1929. En revanche, les attributions de l'autorité, de même que les obligations des milieux intéressés ont été plus clairement définies. Comme il s'agit d'un arrêté constitutionnel, il n'était pas possible d'y inclure des dispositions très rigides, très détaillées, celles-ci ayant leur place dans la loi d'exécution. C'est ainsi qu'il n'est pas fait mention d'une façon expresse, dans le texte constitutionnel, du maintien ou de l'abandon du monopole d'importation des céréales par la Confédération. Celle-ci pourra toujours, dans le but de renouveler ses stocks ou en période de tension politique, importer elle-même du blé étranger.

Il en est de même du contingentement de la meunerie, qui pourra être supprimé, dès l'instant où d'autres mesures pourront être introduites tendant à maintenir une meunerie judicieusement répartie sur l'ensemble du pays.

En déclarant à l'article premier qu'il entend assurer l'approvisionnement du pays en blé en s'appuyant sur la collaboration de l'économie privée, le législateur manifeste clairement son intention de redonner au commerce d'importation et à la meunerie la possibilité d'importer à nouveau du blé étranger.

L'encouragement et la protection du blé indigène sont assurés par les dispositions de l'alinéa 2, de telle sorte que l'agriculture pourra maintenir la production de céréales panifiables, ce qui aura pour effet de soulager d'autant certains secteurs névralgiques, le secteur du lait en particulier.

Toutes ces dispositions permettront de mieux atteindre le but visé par notre législation agricole, à savoir le maintien dans notre pays d'une agriculture forte et prospère.

Les consommateurs enfin sont assurés par les dispositions de l'article 3 de pouvoir obtenir le pain, à un prix stable et avantageux, la Confédération prenant à sa charge les dépenses supplémentaires occasionnées par le blé indigène.

Votre commission a consciencieusement étudié ce projet de révision; elle vous proposera d'y apporter quelques modifications, tant au texte présenté par le Conseil fédéral qu'à celui qui a été adopté par le Conseil des Etats. Il s'agit d'un projet bien étudié et qui répond aux conditions particulières de notre pays.

Ce sont les raisons pour lesquelles je vous engage à voter l'entrée en matière et à adopter les propositions de votre commission.

**Leuenberger:** Schon in einer früheren Botschaft des Bundesrates – auf die ich noch zu sprechen

kommen werde – ist gesagt worden, die Kardinalfrage der Brotgetreideordnung sei die, ob die „uningeschränkte private Einfuhrfreiheit“ wieder hergestellt oder das sogenannte Staatsmonopol beibehalten werden solle. Ähnliches, nur mit etwas anderen Worten, haben wir auch heute gehört. Ich bestreite die Bedeutung dieser Frage natürlich nicht, im Gegenteil; aber es handelt sich nicht um die einzige Schicksalsfrage der nun auch vor unserem Rate liegenden Vorlage.

Eine zweite Kardinalfrage, die ich mit meinem Kollegen Schütz bereits in der Eintretensdebatte in den Vordergrund stellen möchte, ist – von unserem Standpunkt aus gesehen – die Brotpreisfrage. Ich stimme mit der Haltung des Schweizerischen Gewerkschaftsbundes überein, der sich kürzlich zum Stand der Beratungen über die zur Diskussion stehende neue Brotgetreideordnung wie folgt hören liess:

„Mit Befremden stellt der Gewerkschaftsbund fest, dass in den parlamentarischen Kommissionsberatungen zur neuen Getreideordnung das Bestreben hervortritt, die Kosten der Getreidebaubsubventionen mindestens teilweise auf die Konsumenten abzuwälzen. Eine solche Lösung, die dem Bund Einsparungen gegenüber seinen bisherigen Aufwendungen bringen soll, muss als untragbar abgelehnt werden.“

Mit diesen Worten hat der Gewerkschaftsbund den Standpunkt der Konsumenten avisiert. Er steht in krassem Gegensatz zur Auffassung des Kommissionsreferenten welscher Zunge, unseres verehrten Kollegen Piot, der in seinem Eintretensreferat die Bedeutung der Brotpreisfrage zu bagatellisieren suchte. Ob er es gerne hören, und ob er es wahr haben will oder nicht: Sicher ist, dass die Konsumenten keiner neuen Brotgetreideordnung zustimmen werden, wenn nicht durch eine entsprechende Erklärung des Bundesrates – auch in diesem Saale – klar und unzweideutig jede Brotpreiserhöhung ausgeschlossen bleibt. Bleibt eine solche Erklärung aber aus, wird jede Ordnung abgelehnt und in einer Volksabstimmung bekämpft, die nur dem freien Getreidehandel, den Mühlenbesitzern und dem Bundesfiskus dienen soll.

Wenn nicht schon in der Eintretensdebatte, dann wird sich zweifellos – die Kommissionsreferenten haben dies schon angedeutet – in der nachfolgenden Detailberatung des neuen Verfassungsartikels 23bis zeigen, dass die Befürchtungen der Gewerkschaften und anderer Kreise in bezug auf die Brotpreisfrage begründet sind.

Diese Befürchtungen sind übrigens nicht erst im Verlaufe der parlamentarischen Kommissionsberatungen entstanden. Sie liegen im Wortlaut der bundesrätlichen Vorlage selbst und in demjenigen der dazugehörigen Botschaft begründet. Beide, Vorlage und Botschaft, sind derart unbestimmt gehalten, dass allen Möglichkeiten die Türen offen gehalten bleiben. Der Wortlaut des bundesrätlichen Entwurfes zu einem neuen Verfassungsartikel über die Brotgetreideversorgung und Brotgetreideordnung ist gerade in der Brotpreisfrage viel zu vague. In der Botschaft selbst wird, wie Kollege Schütz bereits angedeutet hat, nur gesagt, dass durch das Inkrafttreten des revidierten Getreidegesetzes am 1. Januar 1958 kein Brotpreisaufschlag verursacht

werden soll. Ich werde auf diesen Punkt zurückkommen.

Vorerst ein Wort zur Alternative, vor die wir gestellt sind: Mir scheint durchaus klar zu sein, und Kollege Alban Müller hat uns – im Gegensatz zu Kollege Grendelmeier, der überhaupt jede gesetzliche Ordnung über die Getreideversorgung unseres Landes für unnötig hält – daran erinnert, dass wir zwischen drei Wegen zu wählen haben. Entweder, sagt er, kehren wir zum alten Verfassungsartikel zurück, oder wir verlängern, wie es Kollege Schütz vorschlägt, die jetzt in Kraft stehende Übergangsordnung. Kollege Schütz und wir verlangen keine Verewigung, sondern lediglich eine Verlängerung der jetzt in Kraft befindlichen Übergangsordnung. Ein anderer Weg wäre die Schaffung eines neuen Verfassungsartikels, auf den sich dann ein neues Getreidegesetz stützen würde. Nach der Meinung des Bundesrates und der Mehrheit unserer Kommissionsmitglieder kommt nur ein neuer Verfassungsartikel in Frage.

Wir sind anderer Meinung. Wir glauben, dass keine Notwendigkeit vorliege, jetzt schon eine neue verfassungsrechtliche Grundlage für ein total verändertes Regime der Getreideordnung unseres Landes zu schaffen. Es liegen weder zwingende Gründe vor, noch scheint uns der Zeitpunkt dafür geeignet zu sein.

Die vielen Abänderungsvorschläge zum bundesrätlichen Entwurf eines neuen Verfassungsartikels zeigen uns zur Genüge, wie umstritten und problematisch die ganze Vorlage ist. Auch in seinem etwas monströsen Umfang stellt der vorgeschlagene Verfassungsartikel ein Novum dar. Nach dem Urteil eines Sachverständigen enthält er für einen Verfassungsartikel zu viele und für die Praxis viel zu wenig Worte. Eine Erklärung dafür, warum der bundesrätliche Entwurf 134 Worte umfasst und warum diese Worte so oder anders verstanden und ausgelegt werden können, liegt doch nur darin, dass verschiedene, zum Teil sich widersprechende Interessen unter einen Hut gebracht werden sollen.

Im Ständerat hat Dr. Willy Spühler die bundesrätliche Vorlage, die wir jetzt zu beraten beginnen, folgendermassen charakterisiert:

„Die Botschaft ist bestrebt, die vorgeschlagenen Änderungen als unbedeutend hinzustellen und durch unpräzise und beschönigende Formulierungen zu verharmlosen. Ich gestatte mir die Bemerkung, dass ich die Klarheit und Eindeutigkeit der Aussage, die wir sonst vom Chef des Finanzdepartementes gewohnt sind, hier in der Botschaft verschiedentlich vermisste.“ Weiter sagte er: „Wer aber durch die Unklarheiten und Widersprüche des Textes der Botschaft auf den Grund der künftigen Getreideordnung hindurchblickt, dem fallen drei entscheidende Punkte auf, die die Vorlage für die Masse der Konsumenten als unannehmbar erscheinen lassen: 1. die Abschaffung des Einfuhrmonopols für Brotgetreide, zum Vorteil des privaten Getreidehandels, 2. die Aufrechterhaltung der Kontingente der Mühlen zum Nachteil einer rationell betriebenen Mülerei und 3. die Überwälzung der finanziellen Lasten des inländischen Getreidebaues auf den Brotpreis, zum unmittelbaren Nachteil der Konsumenten.“

Soweit die Charakterisierung durch unseren früheren Kollegen Dr. Willy Spühler. Jedenfalls ist

im vorgeschlagenen Verfassungsartikel von der ersten und von der allem anderen übergeordneten Aufgabe: der Sicherung der Brotgetreideversorgung unseres Landes viel weniger die Rede als von den Interessen, nämlich von den Interessen der Getreideproduzenten, von den Interessen der Verwerter, das heisst, den Mühlenbesitzern unseres Landes, den Interessen des Getreidehandels und von den Interessen des Bundesfinanzhaushaltes und ganz beiläufig auch noch von den Interessen – der Konsumenten.

Einigkeit herrscht nur in bezug auf die Weiterführung der Förderung des einheimischen Getreidebaues, die Übernahmepflicht des Bundes für gutes Inlandgetreide sowie über die Vorratshaltung durch den Bund.

Umstritten ist und umstritten bleibt dagegen die Frage der Beibehaltung oder Aufhebung des Einfuhrmonopols des Bundes und die Frage – sie ist besonders wichtig für uns – ob im neuen Getreidegesetz der Schutz des Müllereigewerbes im bisherigen Ausmasse verankert werden müsse oder nicht. Dabei bestreitet niemand die Notwendigkeit eines solchen Schutzes. Beide Fragen stehen unseres Erachtens mit den allgemeinen und primären Interessen des Volkes an der Brotgetreideversorgung unseres Landes nicht im Einklang.

Im einen Falle ist man resigniert bereit – ich sage das an die Vertreter der Herren von der Eidgenössischen Getreideverwaltung –, sich einem Befehl des Vorortes des Handels- und Industrievereins zu beugen, das heisst dem Verlangen des freien Getreidehandels nachzugeben und vor dem Drängen des Getreidehandels nach mehr geschäftlicher Freiheit und grösseren Gewinnmöglichkeiten zurückzweichen – im anderen Fall will man den Mühlenbesitzern die bisherigen Privilegien retten.

Abgesehen davon, dass niemand bestreiten kann und auch niemand den Versuch machen wird, es zu bestreiten, dass die im Jahre 1952 auf dem Vollmachtenweg eingeführte Ordnung – mit Ausnahme der von Kollege Schütz avisierten Kontingentswirtschaft – sich bewährt hat, geht es uns in der Frage der Importregelung aber gar nicht um einen Grundsatz, sondern einzig und allein darum, wie auch in Zukunft die Versorgung unseres Landes mit Brotgetreide am besten gewährleistet und der Brotkonsument vor Preisaufschlägen verschont werden kann. Dass hiefür der freie Getreideimport keine sichere Gewähr bietet, ist nach unserer Überzeugung durchaus klar.

Schon im Ständerat ist daran erinnert worden, dass noch vor kurzem auch der Bundesrat diesen Standpunkt geteilt habe. Ich will nicht zitieren, auf was bereits Herr Schütz aufmerksam gemacht hat, nämlich die interessante Feststellung, die der Bundesrat noch im Jahre 1953 gemacht hat, sondern ich möchte an das erinnern, was der Bundesrat noch am 22. Februar 1952, also vor knapp vier Jahren, gesagt hat: „Ohne Zentralisation des Einkaufes, des Importes und der Verteilung wäre es auch nicht möglich, im Inland zugunsten der Arbeiter und der Verbraucher die oft gewaltigen Differenzen in den Preisen wie in der Qualität der verschiedenen Provenienzen auszugleichen.“

Ich teile die Meinung unseres Herrn Kollegen Schütz, dass man schwer hat, sogar sehr schwer hat, daran zu glauben, die Verhältnisse hätten sich seit

1952/53 derart grundlegend geändert und gebessert, dass man das Einfuhrmonopol des Bundes heute risikolos verschwinden lassen könnte. Spricht nicht allein der folgende Satz in der bundesrätlichen Botschaft vom 13. Januar dieses Jahres für die Beibehaltung der heutigen Ordnung?: „Während es unter dem Regime des Einfuhrmonopols noch möglich war, durch Abschluss langfristiger Verträge und durch andere Vorkehren einen beschränkten Einfluss auf die Kostengestaltung ausserhalb der Landesgrenzen zu nehmen, dürfte diese Möglichkeit inskünftig dahinfliegen.“

Das steht in der Botschaft, die wir zu dieser Vorlage erhalten haben. Es kommt hinzu, dass, wenn in unserem Rate die Kosten der militärischen Landesverteidigung zur Diskussion stehen, die internationale Lage immer als sehr unsicher und gefährvoll dargestellt wird. Kein Opfer ist dann gross genug, um unser Land wohl vorbereitet und wohlgerüstet zu halten. Jetzt aber, wo die wirtschaftliche Landesverteidigung, wo die Versorgung des Landes mit Brotgetreide auf dem Spiele steht, wird die internationale Lage plötzlich als normal und harmlos dargestellt. Sorglos ist man bereit, die Brotgetreideversorgung in die Hände einiger weniger Getreidehändler zu legen, und militärische, wehrwirtschaftliche und volkswirtschaftliche Überlegungen werden über Bord geworfen. Auf diesen Widerspruch habe ich schon in der Kommission unseres Rates hingewiesen und laut Protokoll gesagt: „Wie ist es zu erklären, dass der Bundesrat die grossen Aufwendungen für die militärische Landesverteidigung mit den Gefahren der gegenwärtigen Weltlage begründet und auf dem Gebiete der wirtschaftlichen Landesverteidigung und der Brotgetreideversorgung unseres Landes von einer Ordnung abgehen will, die sich, unbestrittenemassen, in schwierigen Zeiten bewährt hat?“ Sie werden sich nicht wundern, wenn ich Ihnen jetzt schon sage, dass wir in Zukunft an diese sehr merkwürdigen Widersprüche erinnern werden, namentlich dann, wenn uns wieder das Gruseln über die gefährvolle internationale Lage und das Gruseln über die Lage unseres Landes beigebracht werden soll.

Auch der Gewerkschaftsbund hat im gleichen Sinne Stellung bezogen. Er hat kurz vor der Aufnahme der Verhandlungen im Ständerat den Chef der Eidgenössischen Getreideverwaltung wissen lassen, dass der Gewerkschaftsbund nach wie vor der Meinung ist, dass die Landesversorgung mit Brotgetreide durch den zentralisierten Import besser gewährleistet ist als durch den sogenannten freien Handel. Er führte wörtlich aus: „Allein schon in Anbetracht der immer noch gespannten internationalen Lage sollte das Getreidemonopol beibehalten werden, denn eine neue Verschärfung der weltpolitischen Gegensätze könnte erneut zu einer Gefährdung unserer Zufuhren an Brotgetreide führen und damit zwangsläufig die Wiedereinführung des zentralisierten Getreideimportes notwendig machen. Für die bisherige Importregelung (sagt der Gewerkschaftsbund) spricht ferner die Tatsache, dass eine zentrale Stelle eher billiger einkaufen kann als eine Anzahl Händler, die viel kleinere Quantitäten übernehmen.“

Ich weiss, dass Sie anders entscheiden. Es wird

aber der Tag kommen, wo wir uns auf unsere heutige Stellungnahme und Warnung berufen müssen.

Noch merkwürdiger und widerspruchsvoller wird die Haltung des Bundesrates und unserer Kommissionmehrheit in der Frage der Weiterführung des Schutzes der Mühlen. Hier spielen nämlich plötzlich auch wieder angebliche Interessen der Landesverteidigung, das heisst mehr wirtschaftliche Überlegungen eine Rolle. Auch auf diesen Punkt werden wir für den Fall, dass Sie den Rückweisungsantrag des Kollegen Schütz ablehnen wollen, in der Detailberatung zu sprechen kommen.

Mir scheint, dass schon allein diese Gründe genügen sollten, um dem Rückweisungsantrag Schütz zuzustimmen. Lassen wir die bestehende Übergangslösung ruhig noch einige Jahre in Kraft! Merzen wir lediglich die unhaltbare Kontingentswirtschaft aus, dann ist der Brotgetreideordnung und vor allem der Brotgetreideversorgung unseres Landes, aber auch den inländischen Getreideproduzenten und den Brotkonsumenten viel besser und mehr gedient, als wenn der Zwängerei des Vorortes und dem Gewinnstreben der Getreidehändler nachgegeben wird!

Ich ersuche Sie, dem Rückweisungsantrag Schütz zustimmen zu wollen.

**M. Muret:** Le Parti suisse du travail est résolument opposé à la revision du régime du blé telle qu'elle nous est proposée aujourd'hui par le Conseil fédéral.

En effet, l'orientation très précise de l'ensemble de cette revision saute aux yeux à travers et malgré toutes les précautions de langage, toutes les invocations aux grands principes, toutes les formules « techniques » ou pseudo-techniques du message gouvernemental.

La revision qui nous est proposée ne servira ni les intérêts du consommateur, ni ceux du producteur. Au contraire, elle est dangereuse pour l'un comme pour l'autre. Mais, en revanche, sous le prétexte plus qu'équivoque d'un retour à une situation prétendument normale, elle est uniquement destinée à favoriser les gros moulins, les importateurs et, inévitablement, du moins à la longue, les spéculateurs.

Car on ne saurait, pour motiver la revision du régime du blé, choisir plus mauvais prétexte que celui de la prétendue nécessité de revenir à une situation normale? Quand donc celle-ci fut-elle « normale »? De 1915 à 1929, la Suisse a vécu sous le régime du monopole d'importation du blé. Puis il en a été de même de 1941 à aujourd'hui et ce sera le cas jusqu'en 1958. C'est donc pendant une douzaine d'années seulement sur une période de 43 ans qu'aura fonctionné le régime auquel le Conseil fédéral prétend vouloir revenir aujourd'hui – et encore en en aggravant les risques.

Il est donc parfaitement inexact de faire croire qu'il s'agit de sortir désormais d'un état d'exception. En réalité, les propositions gouvernementales visent, au contraire, à retourner à la situation qui, justement, n'a existé jusqu'ici qu'à titre exceptionnel en Suisse depuis qu'ont été promulguées dans notre pays des dispositions réglementant le régime du blé.

A l'exception de la question des contingents attribués aux moulins, le régime du blé actuellement en vigueur donne et a donné dans ses grandes lignes

satisfaction au peuple suisse. Le consommateur l'accepte et l'a accepté jusqu'ici sans réserve, parce qu'il sait parfaitement que ce régime est indispensable pour maintenir la production du blé indigène et parce qu'il sait en même temps que cette production est d'une importance essentielle, vitale, pour notre pays tout entier. De son côté, le producteur est protégé par ce régime, grâce à la prise en charge de sa récolte par la Confédération avec un supplément de prix et grâce aussi au monopole d'importation qui empêche l'inondation du marché suisse par des céréales ou de la farine étrangères.

Or, aujourd'hui, la revision projetée abolit le monopole d'importation et elle l'abolit si bien et si complètement que le message gouvernemental va jusqu'à se demander si la Confédération aura encore, sous le nouveau régime, le droit d'importer du blé et de la farine! Et le Conseil fédéral se hâte de rassurer les importateurs. La Confédération, dit-il, pourra à la rigueur importer elle-même mais elle aura l'obligation, pour ce faire, de recourir aux services de l'économie privée. Et il tient à préciser qu'il faut entendre par là non seulement les meuniers, les importateurs, les maisons de commerce mais encore les banques et les compagnies d'assurance! Il n'y manque vraiment que les spéculateurs sur les cours du blé – dont parlait il n'y a pas si longtemps, en 1953, un autre message du Conseil fédéral, extrêmement différent, celui-là, du message que nous discutons aujourd'hui.

Car il est extraordinairement instructif de relire ce que disait le gouvernement il y a trois ou quatre ans seulement sur le monopole d'importation. Il en prenait la défense avec une grande vigueur. Il exposait que seul le monopole de la Confédération permettait de conclure avec l'étranger des conventions portant sur de grandes quantités, d'obtenir des prix particulièrement favorables, de se procurer des variétés spéciales, de tirer le meilleur parti de notre flotte, de réduire les frais de transport, etc. – Qu'y a-t-il donc de changé depuis lors? Le Conseil fédéral exposait aussi – en 1952 – que la bourse des blés de Zurich avait réclamé l'abolition du monopole d'Etat pour le remplacer par un monopole privé, conféré à un groupe de vingt-neuf importateurs auprès desquels les meuniers auraient été contraints de s'approvisionner. Et le Conseil fédéral de cette époque considérait ces propositions comme inacceptables et comme étant de nature à «sacrifier les intérêts de la collectivité à ceux de quelques gros importateurs de céréales» – ce sont là ses propres termes.

Or, c'est très directement à un régime de cette espèce que nous allons avec le projet actuel de revision du régime du blé. Et les prévenances aussi poussées que significatives dont témoigne le message du Conseil fédéral à l'endroit de ce qu'on appelle «l'économie privée», c'est-à-dire des gros importateurs, des banques et de la grande meunerie, ne laissent aucun doute à ce sujet. Sous prétexte de rétablir la liberté d'importation – ce à quoi nous sommes résolument opposés du reste – on aboutira inévitablement à substituer au monopole de la Confédération un nouveau monopole de fait mais privé. Et ce monopole ne s'exercera qu'au profit d'une poignée d'importateurs qui seront les maîtres tout puissants, non seulement du marché du blé mais

aussi, il ne faudrait pas l'oublier, de tout le ravitaillement du pays.

Cet aboutissement certain de la revision qui nous est proposée est inadmissible à tous égards, il n'y a pas besoin d'y insister. Mais même s'il n'intervenait pas à brève échéance, l'obligation faite à la Confédération par le nouveau régime de recourir dans toutes les demandes – le message du Conseil fédéral le souligne expressément – «à la collaboration de l'économie privée» – et on sait, encore une fois, ce qu'il faut entendre par là – signifie automatiquement que, dans cette collaboration du pot de terre et du pot de fer, c'est le capital privé qui dictera inmanquablement sa volonté – et cela dans son propre intérêt, pour augmenter ses propres profits et non pas dans l'intérêt du pays, pas plus que dans celui du producteur et du consommateur.

Il est inutile, en effet, de s'étendre sur le fait que le producteur a tout à redouter et tout à perdre de la suppression du monopole qui le protège aujourd'hui et d'une «liberté» des importations dont il serait la première victime. Mais, au surplus, il craint aussi – et non sans raison – qu'avec l'orientation donnée au nouveau régime, le prix qui lui sera payé pour son blé (selon les formules vagues «à des prix qui en permettent la culture» ou «à un prix qui en assure la production») ne soit insuffisamment rémunérateur. Ce n'est pas du reste qu'une question de formule, remarquons-le, ce sera l'une des conséquences les plus probables de l'ensemble des nouvelles mesures envisagées.

Quant au consommateur, il a, lui aussi et peut-être lui surtout, tout à perdre à la revision du régime du blé. Alors que jusqu'ici, c'est la Confédération qui prenait à sa charge le supplément de prix payé au producteur indigène, ce sera dorénavant au consommateur à en faire les frais pour une part importante. Les consommateurs «devront désormais», proclame froidement le message du Conseil fédéral, «participer à la couverture des dépenses en prenant à leur charge le droit de douane sur le blé, une part convenable du «surprix» et des frais de magasinage et, au besoin, une taxe grevant la farine blanche». La Confédération, elle, prendra généreusement à sa charge le reste de la dépense, s'il en reste!

Telles sont les heureuses perspectives que fait miroiter devant le consommateur le nouveau régime du blé.

On ignore – et on ignorera peut-être toujours – ce que l'administration fédérale appelle «une part convenable». Mais on peut convenablement supposer que cela signifie au minimum une bonne moitié. Et dans ce cas, la charge nouvelle imposée aux consommateurs pourrait s'élever à 40 millions par an, selon les données gouvernementales. C'est là ce que le message du Conseil fédéral appelle la «sauvegarde des intérêts des consommateurs»!

Comment peut-il proclamer dans ces conditions que l'entrée en vigueur du nouveau régime, le 1<sup>er</sup> janvier 1958, ne devra entraîner aucun renchérissement du pain? Il n'y a qu'une seule explication à ce petit chef-d'œuvre d'hypocrisie: c'est que si le prix du pain ne renchérira pas le jour même du 1<sup>er</sup> janvier 1958, il renchérira sans aucune espèce de doute dans les mois suivants! Et on ne peut que

regretter que le Conseil fédéral se livre à de semblables acrobaties verbales.

Mais ce n'est pas tout. Le nouveau régime prévoit encore que la Confédération cessera rapidement de prescrire les prix maximums du pain et de la farine. Quoique devant disposer de cette possibilité, le Conseil fédéral annonce ouvertement qu'il n'en fera usage que provisoirement et qu'il espère pouvoir peu après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur le blé, se contenter d'une simple surveillance.

On sait ce que cela signifie. C'est en réalité une nouvelle assurance donnée au consommateur que les prix du pain et de la farine augmenteront au lendemain même du 1<sup>er</sup> janvier 1958.

Aussi, répétons-le, la revision du régime du blé s'effectuera au double détriment du consommateur et du producteur. Elle desservira les intérêts généraux du pays et de son ravitaillement en blé. Elle n'aura qu'un seul effet: augmenter les profits d'une petite minorité de représentants du grand capital.

C'est pourquoi le Parti suisse du travail s'y oppose énergiquement. Nous aurions volontiers voté la non-entrée en matière proposée par M. Grendelmeier si elle n'avait pas pour conséquence de supprimer toute législation sur le blé dès 1958. Aussi préférons-nous nous rallier à la proposition Schütz, qui a l'avantage, à nos yeux, de réclamer, outre la prorogation du régime actuel, un assouplissement du contingentement. Le sens dans lequel cette formule devrait être interprétée est, à notre avis, celui de la résolution qui a été votée récemment par le Grand Conseil vaudois à l'unanimité. Cette résolution demande notamment l'adaptation périodique des contingents aux besoins effectifs des moulins et l'interdiction, pour ceux-ci, de la vente des contingents qui leur sont attribués gratuitement. Il s'agit en effet de mettre un terme à un trafic purement spéculatif et qui revêt un aspect nettement scandaleux.

Permettez-moi, pour terminer, d'espérer que la revision du régime du blé sera repoussée par cette assemblée. Si elle devait, au contraire, passer le cap du Parlement, nous souhaitons qu'en votation populaire, l'union des producteurs et des consommateurs, dont les intérêts non seulement sont clairement communs en cette circonstance mais se confondent aujourd'hui avec ceux du pays, fasse échouer un projet qui ne favorise, de toute évidence, qu'une minorité de privilégiés.

**Rohr:** Die beiden Herren Referenten haben mit Recht darauf hingewiesen, dass wir heute nicht die Ausführungsbestimmungen für die neue Getreideordnung zu beraten haben, sondern lediglich die Verfassungsbestimmung. Es ist aber bereits in der Kommission und auch heute wieder von verschiedenen Seiten versucht worden, schon in der Verfassung Möglichkeiten für den Schutz eines leistungsfähigen, dezentralisierten oder, wie die neue Fassung lautet, eines leistungsfähigen, über das ganze Land verteilten Müllereigewerbes, auszuschliessen. Ich sehe mich deshalb veranlasst, schon in der Eintretensdebatte einige grundsätzliche Ausführungen zu dieser Frage zu machen. Ich kann mich dann in der Detailberatung kürzer fassen.

Die Notwendigkeit der Erhaltung eines leistungsfähigen, über das ganze Land verteilten Müllerei-

gewerbes kann ernstlich nicht bestritten werden, wenn die Brotversorgung unseres Landes gesichert werden will. Für diese Dezentralisation des Müllereigewerbes sprechen einmal kriegswirtschaftliche Gründe, denn die Konzentration der Müllerei auf einige Grossbetriebe, die womöglich noch an der Grenze gelegen sind, gefährdet die Versorgung des Landes mit Mehlprodukten in Kriegszeiten derart, dass der Staat eine solche Konzentration nicht zulassen darf. Es wäre ja praktisch durchaus möglich, dass eine einzige Müllerei ohne besondere Schwierigkeiten das gesamte Getreide für die Versorgung des ganzen Landes vermahlen könnte. Gegen eine derartige Konzentration sprechen aber auch staatspolitische und volkswirtschaftliche Gründe. Von den 297 Mühlen unseres Landes sind eine grosse Zahl eigentliche Familienbetriebe. Es sind kleinere, selbständige Existenzen. An der Erhaltung dieser Existenzen besteht auch staatspolitisch ein enormes Interesse. Die Erhaltung der vielen kleineren und mittleren Existenzen, über das ganze Land verteilt, verhindert auch, dass durch einen eventuellen Streikbefehl die ganze Brotversorgung unseres Landes lahmgelegt wird.

Von sozialdemokratischer Seite und von seiten des Landesringes ist schon in der Kommission versucht worden, die bisher wirksamste Massnahme zur Erhaltung eines über das ganze Land verteilten Müllereigewerbes auszuschalten. Das geschah in der offenbaren Absicht, die Expansionspolitik der Konsummühlen auf Kosten der privaten Müllerei ungehemmt zu entfalten und eine Ordnung anzustreben, die ihnen selbst möglichst wenig Schranken auferlegt. Herr Bundesrat Streuli hat in der Kommission erklärt, dass auch für ihn die Kontingentierung kein Glaubenssatz sei. Er habe daher einem vollständig unabhängigen Begutachter den Auftrag erteilt, zu prüfen, ob und wie die Kontingentierung eventuell ersetzt werden könnte. Bis heute ist es aber nicht gelungen, eine andere Massnahme zu erfinden, die die Erhaltung eines leistungsfähigen, über das ganze Land verteilten Müllereigewerbes in wirksamer Weise gewährleistet hätte. Es wäre daher nicht zu verantworten, die bisher wirksamste Massnahme zur Erhaltung einer über das ganze Land verteilten Müllerei durch eine Verfassungsbestimmung unmöglich zu machen. Die Erfindung einer ebenso wirksamen Massnahme, wie die Kontingentierung es war, ist auch denen nicht gelungen, die behaupten, bei der Erhaltung einer dezentralisierten Müllerei mithelfen zu wollen. Die gleichen Kreise haben noch im Jahre 1949 ohne weiteres zugestanden, dass sie die Kontingentierung als unerlässlich erachten, und dass ihnen kein Ersatz zum Schutze einer dezentralisierten Müllerei bekannt wäre. Die Behauptung der Herren Ständeräte Spühler und Müller bei der Beratung des Verfassungsartikels im Ständerat, die Kontingentierung sei eine Massnahme, um höhere Gewinne zu erzielen, geht an der Wahrheit und Wirklichkeit soweit vorbei, dass diese Behauptung nicht unwidersprochen hingenommen werden darf.

Die Kontingentierung ist vorab eine Massnahme zur Erhaltung einer dezentralisierten Müllerei im Interesse unserer Landesversorgung in Kriegszeiten, und eine Massnahme, die es gleichzeitig auch kleineren und mittleren Privatbetrieben ermöglicht, ihren

Betrieb durchzuhalten, wiederum im Interesse unserer Versorgung in Kriegszeiten. Zuzugeben ist, dass es auch eine Massnahme ist, um einer hemmungslosen Konzentrationspolitik, wie sie von einzelnen Kreisen angestrebt wird, Schranken zu setzen.

Es ist behauptet worden, die Kontingentierung sei missbraucht worden, um Kontingenthandel zu betreiben und daraus ungerechtfertigte Vorteile zu ziehen. Der Missbrauch einer Institution kann nicht genügen, um eine an sich notwendige und nützliche Einrichtung überhaupt abzuschaffen, sonst müssten eine ganze Reihe anderer Institutionen ebenfalls abgeschafft werden, die wir nicht missen möchten. Werden nicht auch die Krankenkassen, die Arbeitslosenstellen, die Pensionskassen und eine Reihe anderer Institutionen missbraucht? Niemandem aber fällt es ein, deswegen ihre Abschaffung zu verlangen. Übrigens wird bei den Ausführungsbestimmungen darüber zu reden sein, wie einem eventuellen Missbrauch der Riegel geschoben werden kann.

Es lag mir daran, schon bei der Beratung des Verfassungsartikels darauf hinzuweisen, dass Massnahmen zur Erhaltung einer dezentralisierten Mülerei unerlässlich sind, und dass daher nicht schon in der Verfassungsbestimmung eine Massnahme ausgeschlossen werden darf, die sich bisher als die wirksamste für den Vollzug des Getreidegesetzes erwiesen hat. Erst wenn der Nachweis erbracht ist, dass dieses Ziel auch durch eine andere, ebenso wirksame oder noch besser geeignete Massnahme erreicht werden kann, dürfen wir an die Abschaffung oder an die Ausschaltung der bisher wirksamsten Massnahme der Kontingentierung denken.

**Weber-Thun:** Gestatten Sie mir, dass ich Ihnen als Bäckermeister einige Überlegungen im Interesse unseres Berufsstandes unterbreite. Schliesslich verarbeitet das Bäckergewerbe das Mehl zu Brot und bildet damit ein wichtiges Glied zwischen dem säenden Bauersmann und dem Brotesser. Im Leben aller Völker, bei denen der Brotgenuss üblich war und ist, nahm das Brot von jeher eine zentrale Stellung ein. Es gilt stets als Geschenk höherer Macht, sein Mangel als grosses Unglück. Als Symbol der Lebenskraft, der Fruchtbarkeit, der Wohltätigkeit, des Haus- und Erntesegens spielt es von altersher im Kult eine bedeutende Rolle. Als Hauptnahrungsmittel hat das Brot in Sitte und Gesetzgebung bei allen Völkern eine grosse Rolle gespielt. Darum ist es verständlich, dass der neue Getreideartikel auch bei uns, und zwar in allen Volkskreisen, auf grosse Beachtung stösst. Man bringt nicht vergebens das Brot und die Politik in einen engen Zusammenhang. Um so unbegreiflicher ist es, dass man dem brotherstellenden Gewerbe keinen Schutz angedeihen lassen will. Wohl will man auf die beteiligten Berufe Rücksicht nehmen. Aber welcher Art wird diese Rücksichtnahme sein? Darüber hätte ich gern aus bundesrätlichem Munde ein mehreres vernommen. Will man etwa dem Bäckergewerbe in bezug auf den Backlohn entgegenkommen? Das wäre eine dringende Notwendigkeit. Bester Beweis dafür sind die immer noch ungenügenden Verdienstverhältnisse beim Meister und beim Arbeiter, vor allem die ganz ungenügenden Einkommensverhältnisse in den Landbäckereien. Oder will man etwa

dem Rückgang des Brotkonsums steuern? Will man einen geeigneteren Mehltyp schaffen? Oder könnte man den übersetzten Weissmehlpreis reduzieren, der vielleicht das Hauptübel der unbefriedigenden Existenzlage im schweizerischen Bäckereigewerbe bedeutet?

Es sind aber nicht diese Fragen, die mich veranlassen haben, in der Kommission einen Antrag auf namentliche Berücksichtigung des Bäckereigewerbes zu stellen. Ich bin mit diesem Antrag allerdings mit 9 gegen 6 Stimmen unterlegen. Auf Seite 25 der Botschaft wird erklärt, dass Schutzmassnahmen zugunsten der Bäckereien nicht vorgesehen seien, weil dieses Gewerbe kein öffentlich-rechtliches Pflichtenheft habe, und Herr Bundesrat Streuli hat dargetan, dass es eine unzulässige Einschränkung der Handels- und Gewerbefreiheit wäre, wenn das Bäckereigewerbe verankert werden sollte. Ich kann diese Stellungnahme schwer begreifen. Besonders kann ich sie nicht verstehen, weil ich ausschliesslich kriegswirtschaftliche Gründe geltend gemacht habe, die meiner Ansicht nach ebenso wichtig sind wie unsere Handels- und Gewerbefreiheit. Was nützt dieser Verfassungsartikel dem Konsumenten, wenn in Notzeiten die Brotherstellung nicht sichergestellt werden kann? Meiner Auffassung nach besteht über die Herstellung unseres täglichen Brotes in der Vorlage eine eindeutige Lücke. Es wäre gegeben gewesen, diese Lücke allein aus wehrpolitischen Gründen zu schliessen. Die ganze Disposition unserer Landesverteidigung ist dezentralisiert. Zeughäuser, Munitionslager, Lebensmittelvorräte sind über das ganze Land verteilt. Der Bundesrat will nun richtigerweise auch die Lagerhaltung und die Vermahlung von Brotgetreide dezentralisieren. Was nützt das, aber alles, wenn man nicht gleichzeitig dafür sorgt, dass die Herstellung des täglichen Brotes überall in unserem Lande sichergestellt wird? Brot ist im Ernstfall von ungeheurer Wichtigkeit für Volk und Armee. Wie ist nun aber die heutige Lage und wie sieht die Zukunft aus? Bei der Brotherstellung machen sich heute deutliche Konzentrationsbestrebungen bemerkbar. Bester Beweis ist die Beilage der „Tat“ in der letzten Woche über den neuen Brotfabrikbetrieb der Migros. Auch der VSK geht den gleichen Weg. Ich möchte daher nur stichwortartig auf einige wesentliche Dinge hinweisen: Seit Jahren gehen in den grösseren Städten, und zum Teil auch auf der Landschaft, Bäckereibetriebe ein. Auf der andern Seite werden aber die Brotverkaufsstellen der Grossunternehmen stark vermehrt. Nun ist es eine unbestrittene Tatsache, dass die Grossunternehmen je länger je mehr auf die fabrikmässige Herstellung von Brot im zentralisierten Bäckereibetrieb, im modernen Turnusofen, übergehen. Mit Recht betonen diese Vermittlerorganisationen, dass sie in der Lage seien, mit diesen modernsten Betrieben ganze Landesgegenden mit Brot zu versorgen. Ich frage Sie: Was nützt das im Kriege? Anstatt 8000 bis 10 000 Backöfen werden wir eines Tages nur noch 4000-5000 haben. Dafür haben wir Brotfabriken! Ich frage Sie: Kann jemand die Elektrizitätsversorgung im Kriege für diese Grossunternehmen garantieren? Ich glaube nein. Sind etwa die Verkehrswege unbeschädigt, ist genügend Benzin vorhanden, um dieses Brot aus den Fabrikationszentren zu verteilen? Ich zweifle. Staunen Sie nicht,

wenn ich Ihnen folgendes dartue: Die ungenügenden Margenverhältnisse und der Mangel an Personal lassen auch im Bäckergewerbe der grossen Städte die Frage von gemeinsam betriebenen Grossbäckereien aufkommen. Solche Projekte werden heute ernsthaft diskutiert: ein Bäcker wird produzieren, mehrere werden verkaufen, und einer wird Buch führen.

Die Industrialisierung des Bäckergewerbes hat aber auch zur Folge, dass die Hilfskräfte, und nicht der gelernte Arbeiter, immer mehr überhandnehmen, und der Berufsarbeiter wird nur noch da sein, um Kontrollfunktionen auszuüben. Das hat wiederum zur Folge, dass die Aufstellung von militärischen Bäckerkompagnien regelrecht gefährdet wird. Heute ist es bereits so weit, dass man kaum mehr Interessenten für die Übernahme kleiner Betriebe findet, weil das Auskommen zu gering und das Risiko zu gross ist. Ich gebe zu, dass heute die Sicherung der Brotversorgung bis in die entlegensten Gegenden unseres Landes vorhanden ist. Für Notzeiten mache ich aber ein grosses Fragezeichen. Mit Recht will man die Konzentrationsbestrebungen beim Müllereigewerbe bekämpfen. Das Bäckereigewerbe will man aber „zappeln“ lassen. Hoffentlich müssen sich die Behörden nicht eines Tages dem Vorwurf aussetzen, wieder einmal zu spät und zu wenig weitsichtig gehandelt zu haben. Wenn die Entwicklung so weitergeht, hege ich für die Brotversorgung in Kriegszeiten grösste Bedenken. Auf jeden Fall erwarten die Bäckermeister und ihre Gehilfen, dass in der Vollziehungsverordnung dem Brot herstellenden Gewerbe die gebührende Beachtung geschenkt wird. Es wäre doch schade, wenn ein wichtiges Glied in der Kette der Brotversorgung eines Tages seine Interesslosigkeit an der Vorlage erklären müsste.

**Herzog:** Die zur Diskussion stehende Getreidevorlage enthält drei Punkte von Bedeutung: Einmal Regelung der Einfuhr, zweitens Kontingentierungsfrage und, wohl als wichtigster Punkt, die Preisfrage.

Um die Preisfrage zirkuliert alles, was die Festsetzung des Brotpreises, die entsprechenden Abgaben (sei es die statistische Gebühr oder der Zoll), die Weissmehlabgabe usw. betrifft. Die zentralisierte Einfuhr wurde, wie Ihnen nun schon wiederholt auseinandergesetzt wurde, zu Beginn des Krieges 1939-1945 festgelegt, und ich kann mich deshalb weiterer Ausführungen enthalten, da Sie ja darüber genügend orientiert sind. Bald nach Schluss des Krieges wurden die Begehren um Aufhebung dieser zentralisierten Einfuhr geltend gemacht. Man wollte das freie Spiel der Kräfte wieder walten lassen und erklärte, die private Einfuhr sei leistungsfähiger als die zentralisierte; man erklärte, die Handels- und Gewerbefreiheit müsse mindestens auf diesem Gebiet wieder hergestellt werden. Andererseits dürfen wir erklären, dass sich die jetzige Ordnung, soweit es sich um die Regelung der Einfuhr des Brotgetreides handelt, bewährt – und zwar nicht schlecht bewährt – hat. So hat diese Regelung Land und Volk während der Kriegs- und Nachkriegsjahre gute Dienste geleistet. Wir sind also der Meinung, dass ohne Not auf eine Änderung dieser bis jetzt geltenden Regelung nicht eingetreten werden sollte.

Im gleichen Atemzug, da man nun das Lied der freien Wirtschaft singt, leitet man über zu einem andern Punkt, der Kontingentierung. Die zukünftige Getreideordnung, die künftige Getreideversorgung soll nur durchführbar sein unter Aufrechterhaltung eines leistungsfähigen, dezentralisierten (nach dem Wortlaut des Antrages der Kommission gesprochen): „... angemessen über das ganze Land verteilten Müllereigewerbes“. Die Annahme dieser Bestimmung – sei es diejenige nach Vorschlag des Bundesrates oder nach Vorschlag der Kommission – bedeutet Kontingentierung im Müllereigewerbe. Wenn es auch nirgends gesagt ist im Verfassungsartikel, steht es doch in der Botschaft. Man nennt es auch in der Botschaft nicht Kontingentierung, sondern Regelung des Ausstosses. Damit dürfte aber der Kontingentshandel weiter bleiben und beibehalten werden wie bisher. Nur wer sich den strafenden Bedingungen unterzieht, die mit der Kontingentierung verbunden sind, und die nötigen finanziellen Mittel auf den Tisch legt, darf hoffen, zusätzliche Kontingente zu erhalten. Noch straffer als bei den Weichweizenmühlen, sind die Kontingente geregelt bei den Hartweizenmühlen. Es existieren insgesamt 23 solche Mühlen, die allein über das ganze Kontingent an Hartweizen (der Rohwaren für die Teigwarenindustrie) verfügen. Dazu bestehen noch privatrechtliche Abmachungen, die eine vollständige Bindung der Teigwarenindustrie an diese 23 privilegierten Mühlen bedingen. Auf der einen Seite tönt der Ruf nach Freiheit, nach Wiederherstellung der Handels- und Gewerbefreiheit; auf der andern Seite will man die Bindungen womöglich noch enger gestalten als bisher. Sie haben vorhin die Ausführungen unseres Herrn Kollega Rohr gehört. Nun wird erklärt, der zur Diskussion stehende Verfassungsentwurf sage nichts über die Kontingente. Das müsse man den Ausführungsgesetzen überlassen; ja, man sei sogar so weit gegangen, einen Experten damit zu beauftragen, ein Gutachten zu erstatten, ob die Kontingentierung zur Aufrechterhaltung eines dezentralisierten, über das ganze Land verteilten Müllereigewerbes überhaupt noch notwendig sei. Allerdings könne man das Expertengutachten jetzt noch nicht vorlegen; aber wenn der Experte zu einer andern Lösung komme, sei man ohne weiteres bereit, eine andere Lösung zu studieren. Wir sind hier etwas skeptisch, und zwar aus Überlegungen, die, ich will mal sagen, in der Natur der Sache liegen. Dieser Tage erschien in der „Neuen Zürcher Zeitung“ ein Artikel aus offenbar wohlinformierten Kreisen, in dem ebenfalls von dieser Möglichkeit der engeren Untersuchung gesprochen wird. Dann wird aber erklärt: „Der Verfassungsartikel muss deshalb, um einem solchen Mühlensterben vorzubeugen, dem Bund die Möglichkeit geben, für die Erhaltung einer dezentralisierten Müllerei zu sorgen. Die Massnahmen, die hierzu notwendig sind, werden im Gesetz umschrieben werden. Ohne eine Kontingentierung wird sich das Ziel kaum erreichen lassen.“ Dabei spricht er natürlich davon, dass gewisse Missbräuche, die vorgekommen sein sollen oder vorgekommen sind, ausgemerzt werden müssen. Gestern abend schrieb ein anderer im „Bund“, offenbar ebenfalls ein Mann aus informierten Kreisen: „Wenn gegen die Kontingentierung des Mehlausstosses, die nach dem Vorschlag des Bundesrates

auch fernerhin Anwendung finden soll, gelegentlich der Vorwurf der Begünstigung von Missbräuchen erhoben wird, so ist als selbstverständlich vorauszusetzen, dass alle Vorkehrungen getroffen werden müssen, um solche negative Erscheinungen künftig auszuschliessen.“ Auch hier in diesem neuesten Artikel wird ohne weiteres angenommen, das nur durch die Kontingentierung – und zwar im ähnlichen Sinn wie bis anhin – das dezentralisierte Müllereigewerbe aufrecht erhalten werden kann.

In der Kommission wurden von Vertretern unserer Fraktion Anträge eingereicht in der Meinung, dass mit der Annahme dieser Anträge die Kontingentierung nicht mehr notwendig sei, und dass sie ersetzt werden könne. Die Kommission hat aber diese Anträge abgelehnt.

Nun noch ein kurzes Wort zu den Ausführungen von Herrn Rohr. Er hat von der Expansionspolitik der Konsummühlen gesprochen; dieser müsse mit derartigen Bestimmungen betreffend der Kontingentierung, d. h. Erhaltung des dezentralisierten Müllereigewerbes und damit der Weiterführung der Kontingentierung, ein Riegel gestossen werden. Darf ich daran erinnern – Herr Kollege Rohr ist darüber im Bild, und Sie haben ja die Vorlage vor sich –, dass gerade wir Anträge gestellt haben, die vor allen Dingen die kleinen Mühlen, nämlich die Kundenmühlen, erhalten sollen. Die Kundenmühlen machen den weitaus grössten Teil der kleinen Mühlen aus. Wir sind der Meinung, dass aber die Handelsmühlen, die Grossmühlen, einen derartigen Schutz, wie er mit der Kontingentierung geschaffen wird, nicht notwendig haben. Sollen wir einen Beweis dafür erbringen, dass gerade die grossen privaten Mühlenkonzerne, wenn ich so sagen will, aus der Kontingentierung, d. h. der Regelung der Kontingente, wie es bis anhin war, den Hauptvorteil gezogen haben und nicht die Konsummühlen? Wir haben in verdienstvoller Weise von der Getreideverwaltung einige Angaben erhalten; ich möchte jedoch nicht alle aufzählen. Aber es wird mitgeteilt, dass seit 1940–1955 173 000 Doppelzentner Kontingente neu verteilt wurden aus Mühlen, die während dieser Zeit aufgehoben worden sind. Von diesen 173 000 Doppelzentnern gingen rund 57 000 Doppelzentner an zwei Konsortien privater Mühlen. Also ein Drittel dieser 173 000 neu frei gewordenen Kontingente aus dem Aufkauf dieser Mühlen oder aus dem Eingang dieser Mühlen aus irgendwelchen andern Gründen gingen an zwei grosse private Konsortien! Wo bleibt da die Erhaltung des dezentralisierten privaten Müllereigewerbes? Wo bleibt dann da die Erhaltung des Kleinmühlengewerbes?

Wir haben entsprechende Anträge gestellt. Stimmen Sie diesen zu, dann haben Sie die Erhaltung des dezentralisierten, aber kleinen Müllereigewerbes und nicht jene der grossen Handelsmühlen. Dass man selbst im Bundeshaus in letzter Zeit offenbar auf Grund dieser Zahlen etwas stutzig geworden ist, beweist der letzte Bundesratsbeschluss betreffend der künftigen Regelung der Übertragung der Kontingente. Wenn Sie also von Expansionspolitik und von Konzentrationspolitik einzelner Kreise sprechen, dann prüfen Sie diese Fragen und gehen Sie nach dieser Richtung, um Untersuchungen anzustellen, und behaupten Sie nicht Dinge, die Sie mit den Zahlen, die uns zur Verfügung stehen und

die auch Ihnen zur Verfügung stehen, Herr Rohr, nicht beweisen können!

Ich habe bereits darüber gesprochen, wie die Kontingentsverteilung vor sich ging. Wo bleibt da nun die Logik? Auf der einen Seite die freie Wirtschaft, die Freigabe der Einfuhr, auf der andern Seite die Kontingentierung, und vielleicht sogar noch eine straffere Kontingentierung, vielleicht soll sogar im Handelsmühlengewerbe und nicht nur dort, über die private Regelung der Kontingentierung eine straffere Regelung der Kontingentierung eingeführt werden. Ich sage vorläufig; vielleicht wissen aber einige Herren bereits, dass man nach dieser Richtung die Fühler ausgestreckt hat.

Noch schwerwiegender zu beurteilen als die Einfuhrfrage und die Kontingentierungsfrage ist die Preisfrage. Aus dem Wortlaut der Botschaft ergibt sich, dass sich der Bund entlasten möchte. Ich verweise insbesondere auf die Bemerkung in der Botschaft auf Seite 37; ich will mich der Zeit halber enthalten, diese hier noch näher anzuführen.

Es wurden in der Kommission Anträge angenommen, die das Bestreben, dass sich der Bund in Zukunft aus seinen Verpflichtungen, die er in den dreissiger Jahren und auch in der jetzt geltenden Bestimmung übernommen hat, lösen kann, etwas mildern würden. Aber wir müssen erklären, dass die bisherigen Grundsätze, wie sie in Artikel 20 und Artikel 21 des Bundesbeschlusses vom 19. Juli 1953 niedergelegt sind, auch in Zukunft eingehalten werden müssen. Ich komme dabei auf das Gebiet der Weissmehlabbgabe zu sprechen, ohne mich – der Zeit wegen – näher damit befassen zu können. In Artikel 21 des jetzt geltenden Bundesbeschlusses heisst es: „Der Bundesrat kann die hellen Mehle und die Spezialmehle sowie Griess und Spezialdunst mit einer Abgabe belasten und bestimmte Brot- bzw. Teigwarensorten verbilligen.“

Ich denke, Herr Bundesrat Streuli wird dann in der Beantwortung meiner Interpellation, die er in verdankenswerter Weise im Zusammenhang mit der ganzen Vorlage vornehmen wird, auf diese Fragen noch einiges antworten. Aber wir müssen erwarten, dass diese Bestimmungen, wie sie im Artikel 20 und 21 festgestellt sind, in der künftigen Getreideordnung unter allen Umständen aufrechterhalten werden. Wenn man schon eine Weissmehlabbgabe erhebt und erklärt, diese Abgabe sei dazu bestimmt, einige Brot- und Teigwarensorten zu verbilligen, soll die Abgabe auch für den Zweck, für den sie erhoben wird, Verwendung finden. Über derartige Fragen sind einige Erklärungen – ich will sagen: beruhigende Erklärungen – in der Kommission abgegeben worden. Aber sie genügen nicht, und vor allen Dingen sind sie nicht bindend für die künftige Gesetzgebung. Wenn hier nicht noch nähere Erklärungen Platz greifen, im besondern über die Preisfragen, müssen Sie sich nicht verwundern, wenn wir etwas skeptisch sind gegenüber der ganzen Vorlage, wie sie vom Bundesrat unterbreitet worden ist, und wenn wir auch etwas skeptisch sind selbst bezüglich Beschlüssen der Kommission. Wir erwarten also eindeutige Erklärungen, wie diese Beschlüsse in Zukunft gehandhabt werden wollen.

Aus allen diesen Überlegungen möchte ich erklären, dass viele Fragen noch nicht abgeklärt sind. Sie haben Herrn Kollege Rohr gehört; Sie haben

Herrn Weber-Thun gehört; Sie haben verschiedene andere Herren gehört. Wir sind deshalb der Meinung, dass es das Gescheiteste wäre, heute die Vorlage nicht zu behandeln, sondern einige Fragen, die heute wieder aufgeworfen worden sind, in aller Offenheit zu diskutieren, damit sie noch näher abgeklärt werden. Wir möchten Sie deshalb bitten, dem Antrag Schütz zuzustimmen. Für den Fall, dass Sie diesen Antrag ablehnen, haben wir ja unsere Anträge eingereicht. Wir werden dann dazu noch unsere Begründungen bekanntgeben.

**Jaquet:** Wenn wir einen Rückblick auf die Bemühungen des Bundes in den letzten Jahrzehnten werfen, die Brotversorgung des Landes zu gewährleisten, können wir feststellen, dass vier Eckpfeiler die Grundlage dieser Politik gebildet haben: Einmal die Förderung des Inlandanbaues, dann die Lagerhaltung; ferner die Ordnung der Brotgetreideeinfuhr und schliesslich der Schutz der einheimischen Mülerei. Die Gesamtheit dieser Massnahmen lassen sich als Politik des Bundes für die Brotgetreideversorgung unseres Landes zusammenfassen.

Ich war einigermaßen erstaunt, heute von Kollege Grendelmeier zu hören, dass er eine solche Politik der Brotversorgung des Landes nicht als nötig erachte.

Politik der Brotversorgung, heisst Massnahmen für unruhige Zeiten zu treffen, seien es Kriegszeiten oder andere unsichere Zeiten. Ich glaube, Herr Grendelmeier verwechselt die Zielsetzung mit der Durchführung. Die Zielsetzung muss sein, dem Lande das Brot zu verschaffen. Keiner von uns wird bestreiten, dass wir unruhige Zeiten haben. Die Zeiten waren vielleicht seit jeher unruhig, und unsere Väter hatten sich vielleicht nur allzusehr daran gewöhnt, von normalen Zeiten zu reden. Eines aber ist sicher, dass kein Volk heute ohne Brotgetreidepolitik auskommen kann. Es ist nun aber nicht die Aufgabe der privaten Wirtschaft, die Zielsetzung einer solchen Brotgetreidepolitik abzugrenzen, sondern die private Wirtschaft soll die Durchführung derselben weitgehend sichern können. Ich glaube, diejenigen Herren, die noch vor dem Jahre 1914 geboren sind, es sind vielleicht noch „einige“ hier im Saale, mögen sich daran erinnern, wie es im Kriegsjahre 1914 mit der Brotversorgung bestellt war. Damals hat der Bundesrat sich weder um die Brotversorgung noch um die Getreidelagerung noch um die Mülerei gekümmert. Das Ergebnis war, dass im August 1914 für sechs Wochen Brotgetreide im Lande war, und dass es einzig einem gütigen Schicksal zu verdanken war, dass wir die Möglichkeit hatten, noch während mehr als eines Jahres Brotgetreide einzuführen.

Ich glaube, diese grundsätzliche Unterscheidung zwischen Zielsetzung und Ausführungsbestimmungen zwingt uns heute, dem Gedanken der verfassungsmässigen Ordnung näherzutreten, schon aus dem Grunde, weil wir kein Präjudiz für die künftige Durchführung treffen wollen. In jedem Falle bringt die Ordnung der Brotversorgung eine Einschränkung der Handels- und Gewerbefreiheit. Die Zielsetzung aber legt dies noch nicht fest, und aus diesem Grunde darf es begrüsst werden, dass eigentlich nur das Ausführungsgesetz sich damit zu befassen hat, wie und in welchem Ausmass die eine oder andere

Möglichkeit in Erwägung gezogen werden kann. Es scheint mir deshalb auch müssig zu sein, darüber zu reden, ob die Kontingentierung gut oder schlecht sei. Der Verfassungsartikel, den wir zu behandeln haben, spricht nicht von Kontingentierung. Keiner, der sich für den Verfassungsartikel einsetzt, spricht sich damit in irgendeiner Weise für oder gegen die Kontingentierung aus.

Von jeher war eines der Schwergewichte im Zusammenhang mit der Brotgetreideversorgung des Landes das Problem: Private oder staatliche Einfuhr? Es wäre undankbar, wenn wir nicht heute erklären würden, dass die Eidgenössische Getreideverwaltung seit dem Krieg mit viel Umsicht und Erfolg die Brotversorgung unseres Landes geleitet hat. Es gebührt ihr für das Verdienst in der Erfüllung dieser Aufgabe unbedingt Dank.

Eines müssen wir aber feststellen: In der Schweiz herrscht im grossen und ganzen die Auffassung, dass die guten Dienste des Staates in der Wirtschaft nur dann entgegengenommen werden, wenn der Private das gleiche nicht leisten kann. So müssen wir eigentlich im Zusammenhang mit dieser Neuordnung der Getreidepolitik folgendes feststellen: Alles was der Private ebenso gut machen kann wie der Staat, soll der Private machen, und wenn Zweifel vorliegen, soll der Private so lange den Vortritt haben, bis der Beweis erbracht ist, dass er nicht fähig ist, dies zu tun.

Die Botschaft enthält eine ganze Reihe von Ankündigungen, wie sich im kommenden Getreidegesetz die Verhältnisse gestalten werden. Man spricht vom Schutz der Mülereien, von Frachtausgleich und allen möglichen Dingen. Eines möchte ich hier mit viel Nachdruck festhalten: Auf keinen Fall kann sich unser Rat an irgendwelche Prognosen oder Absichten gebunden fühlen, die hier in der Botschaft zum Ausdruck gebracht worden sind. Aus diesem Grunde muss ich nochmals mit grosser Deutlichkeit sagen, dass niemand, der für die Vorlage eintritt, damit zur einen oder andern Frage, sei es die der Kontingentierung, sei es die der Ergänzung der Lagervorräte durch private oder staatliche Einfuhr, Stellung nimmt.

Herr Bundesrat Streuli hat in sehr verdienstvoller Weise in der Kommission erklärt, dass es keine solchen Promessen oder Zusicherungen gebe, sondern dass der Rat im Entscheid über die künftige Ordnung vollständig frei sei. Ich glaube, es wäre für uns alle sehr wertvoll, wenn Herr Bundesrat Streuli diese Erklärung vor dem Rat nochmals abgeben würde.

Ein kurzes Wort zur Frage der Wahrung der Interessen der Konsumenten: Ich glaube, zu allen Zeiten war Getreidepolitik ohne das Problem der Wahrung der Konsumenteninteressen undenkbar. Heute haben alle Kreise des Volkes ein grosses Interesse an der Wahrung eines stabilen Brotpreises. Die Bearbeitung der Frage der Finanzierung dieses Ausgleiches, wie sie in unserer Kommission erfolgte, befriedigt vielleicht nicht ganz. Je mehr ich mir das Problem überlege, desto sicherer glaube ich sagen zu können, dass sich bei dieser Formulierung bestimmt in einem gewissen Zeitpunkt Schwierigkeiten ergeben werden, weil die Stabilisierung des Brotpreises unter Umständen mehr Mittel erfordern könnte, als jetzt angenommen wird, denn bei stei-

genden Auslandpreisen wird die Spanne gegenüber dem Inlandpreis, die zur Stabilisierung ausgenutzt wird, immer kleiner werden, so dass eine solche Stabilisierung vielleicht nicht möglich wäre. In Gesprächen unter den Ratsmitgliedern hat sich denn auch nach der Kommissionssitzung eine gewisse Meinungsverschiedenheit dahingehend ergeben: Ist der Beitrag des Bundes für diese Stabilisierung auf die Spanne zwischen Inland- und Auslandpreis begrenzt oder kann unter Umständen darüber hinausgegangen werden? Es wäre jedenfalls sehr wertvoll, wenn uns Herr Bundesrat Streuli in dieser Hinsicht noch einige ergänzende Erklärungen abgeben könnte.

Im Bewusstsein, dass wir mit der Annahme des Verfassungsartikels erst einen ganz kleinen Schritt auf dem dornenvollen Wege der neuen Brotgetreideordnung zurücklegen, beantrage ich Ihnen Zustimmung zur Vorlage und damit Eintreten.

**M. Piot**, rapporteur: A la proposition d'entrée en matière de la majorité de la commission s'opposent celle de M. Schütz et consorts de renvoyer le projet au Conseil fédéral et celle de M. Grendelmeier de ne pas entrer en matière.

Je vous ferai remarquer tout d'abord que sur neuf des orateurs qui se sont exprimés tout à l'heure, huit faisaient partie de la commission.

Je vous dirai ensuite que les deux propositions Schütz et Grendelmeier ont été présentées à la commission qui les a repoussées. Toutes deux ont un point commun, qui les motive: savoir le contingentement de la meunerie mais elles diffèrent en ce sens que M. Schütz veut l'assouplissement du contingentement, tandis que M. Grendelmeier en veut la suppression. Dans notre rapport introductif, nous avons reconnu que les contingentements étaient un mal nécessaire susceptible d'améliorations, vu que des restrictions à la pratique des contingents avaient été décidées par le Conseil fédéral, d'une part, et, d'autre part, que le transfert de contingents a porté sur une quantité très minime. Les contingents doivent être un droit acquis par le travail et mérité par celui-ci, et non pas un privilège immuable. Un contingentement «caoutchouc» n'est pas un contingentement – tandis qu'un contingentement trop rigide créerait des injustices.

M. Schütz voudrait que les coopératives de commutation puissent se développer sans entraves. M. Grendelmeier voudrait que la Migros puisse avoir des moulins: un grand moulin coopératif et un grand moulin Migros, qui seraient tous deux accompagnés de grandes fabriques de pain. On sait ce que cela signifie.

Nous rappellerons encore uné fois que le mot «contingent» ne figure pas dans le projet et qu'il ne sera donc pas obligatoirement maintenu.

M. Schütz, dans sa proposition de renvoi, demande au Conseil fédéral de présenter un projet maintenant les dispositions de l'additif constitutionnel du 23 novembre 1952. Nous rappelons que lors de la votation populaire, le peuple suisse savait qu'il s'engageait jusqu'à fin 1957 et que l'arrêté fédéral d'application du 19 juin 1953 dit, à son article 46: «Le Conseil fédéral abrogera successivement les dispositions du présent arrêté en tant qu'elles ne seront pas reprises par la loi révisée sur le blé et que la

situation économique le permettra. Il fera rapport à l'Assemblée fédérale sur les mesures d'abrogation qu'il aura prises en vertu du présent arrêté.»

MM. Schütz et Leuenberger se sont faits dans cette salle, comme précédemment au sein de la commission, les champions du monopole d'importation. Or, il y a pourtant quelque chose de changé depuis 1952 dans la situation internationale, bien que M. Leuenberger affirme le contraire.

Quant à M. Muret, il devrait savoir que le retour à l'article 23bis du 1<sup>er</sup> janvier 1958 supprime automatiquement le monopole d'importation. Les partisans du monopole d'importation devraient également savoir que le projet actuel renforce les compétences de la Confédération dans la réglementation de l'importation.

M. Herzog a dit que plusieurs problèmes restent posés. Il convient par conséquent de lui rappeler encore une fois – ce que nous ferons tout au cours des délibérations – que la Constitution ne peut pas tout dire, que la Constitution n'est pas une loi. La loi qui suivra sera munie de la clause référendaire, de sorte que, de toutes façons, le peuple pourra donner son avis.

Notre régime du blé doit être modernisé et adapté aux circonstances actuelles. Nous vous prions donc de repousser les propositions de MM. Schütz et Grendelmeier et de voter l'entrée en matière.

**Müller-Olten**, Berichterstatter: Ich bitte Sie auch namens der Mehrheit der Kommission, die beiden Anträge abzulehnen. Als ich die beiden Redner anhörte, ist es mir vorgekommen, sie seien ein etwas ungleiches Brüderpaar. Wenn Herr Kollega Schütz mit mir hier auftreten würde, könnte man das in bezug auf das Äussere nicht behaupten.

Herr Grendelmeier hat behauptet, wir hätten zu viel Monopol, und Herr Schütz hat gesagt, wir hätten zu wenig Monopol in der neuen Ordnung. Daraus habe ich den Schluss gezogen: Wenn der eine sagt „zu viel“ und der andere „zu wenig“, so ist meistens das Richtige getroffen, und was man vorgeschlagen hat, gut gemacht worden. Herr Grendelmeier denkt wahrscheinlich nicht daran, was dann geschieht, wenn man auf die Vorlage nicht eintritt. Dann wäre wieder der Artikel 32bis BV massgebend, wie im Jahre 1929. Wir müssten aber trotzdem ein neues Gesetz aufstellen, denn das Gesetz von 1932 könnte nicht durchgeführt werden; wir müssten es den neuen Verhältnissen anpassen.

Herr Grendelmeier hat darauf hingewiesen, man könnte auch mit dem berühmten Leistungssystem allein die Sache mit der Landwirtschaft und mit dem Importgetreide regeln. Er hat gesagt, das könnte durch die Abgabe an die Importeure geschehen. Wir aus der Landwirtschaft verzichten auf diese Abgabe. Der Müller muss abnehmen und die Ware auf Lager nehmen und mahlen, und zwar unter Aufsicht des Bundes, sonst kommen die Bauern nicht auf ihre Rechnung. Herr Grendelmeier hat auch gesagt, die Sache sollte einzig auf dem Landwirtschaftsgesetz beruhen. Ich erinnere ihn daran, als wir das Landwirtschaftsgesetz behandelten, wurde darauf aufmerksam gemacht, dass die Förderung der Landwirtschaft auf drei gesetzlichen

Grundlagen beruht: Landwirtschaftsgesetz, Getreidegesetz und Alkoholgesetz. Was im Getreidegesetz und Alkoholgesetz enthalten ist, steht nicht im Landwirtschaftsgesetz.

Nun noch ein Wort zu Herrn Kollega Schütz: Er sagte, man dürfe die Ruchmehlverbilligung nicht aufheben. Ich bin dafür, dass sie weiter erhalten bleibt. Er hat von 8 Millionen Franken gesprochen, die man vom Weissmehl nimmt. Ich bitte ihn, die Staatsrechnung, Seite 123, aufzuschlagen. Dort steht: „Weissmehlbelastung und Brotverbilligung im Umlageverfahren.“ Dort ist die Weissmehlbelastung mit 27 Millionen Franken in Rechnung gestellt. Das betrifft sowohl den Inland- wie den Auslandweizen. Diese 27 Millionen Franken Verbilligung verteilen sich auf Backmehl 19 Millionen Franken und Ruchmehlrückvergütung 7 Millionen Franken, und dazu kommt noch ein Betrag für die Verbilligung der Teigwaren; das macht im ganzen 27 Millionen Franken aus.

Herr Schütz will die Kontingentierung lockern. Wir müssen nachher beim Gesetz darüber reden, wie die Kontingentierung in Zukunft durchgeführt werden soll. Ich mache darauf aufmerksam, dass im Jahre 1953 Herr Schütz in Sierre gesagt hat: „Ich trete heute ein für die Kontingentierung und für die zentrale Einfuhr, also für beides. Die Verwaltung kann aber nicht die Kontingentierung durchführen und im gleichen Moment die Verbilligungsaktion liquidieren.“ Das wollen wir eben nicht. Wir wollen eine weitere Verbilligung. Deshalb muss auch die Kontingentierung in dieser oder anderer Form weitergeführt werden. Auch alt Bundesrat Weber machte einen Vorschlag (nach meiner Auffassung einen ungenügenden) für diese Aufrechterhaltung der dezentralisierten Müllerei. Wir müssen diese Sache nachher beim Gesetz beraten. Wir müssen gewisse Unzukömmlichkeiten wegen der Übertragung von Kontingenten beseitigen. Ich bin persönlich gegen jeden Kontingentshandel. Von seiten der Behörden haben wir auch gelesen, dass letzte Woche, am 6. Juni, ein neuer Bundesratsbeschluss gefasst worden ist, wonach Übertragungsbewilligungen nur erteilt werden dürfen, wenn sie mit dem Ziel der Erhaltung einer angemessenen, über das ganze Land verteilten Müllerei vereinbar sind.

Herrn Kollega Leuenberger möchte ich noch danken für die Sympathie. Er hat gesagt, wir seien alle einig punkto Inlandgetreidebau und Lagerhaltung. Es ist erfreulich, dass die Diskussion über diesen Punkt – ich möchte das feststellen – Einmütigkeit und Einigkeit gezeigt hat. Meinungsverschiedenheiten bestehen über das Wie, über die Form der Erhaltung des Müllereigewerbes; aber auch hier will jeder dieses Gewerbe erhalten; nur über das Wie sind, wie gesagt, die Auffassungen verschieden. Wir haben also auch hier neben der Differenz beim Einfuhrmonopol die Differenz bei der Beibehaltung der Müllereikontingentierung. Der eine sagt, es sei nicht recht, wenn man es so mache, und umgekehrt ist es auch nicht recht. Auch hier haben wir eine gute Mitte gefunden; denn auch der Bund, die Getreideverwaltung, kann in Zukunft importieren. Und wenn diese gefährlichen Zeiten kommen sollten, auf die Herr Leuenberger aufmerksam gemacht hat, so würde die Getreideverwaltung schon lange

vorher Getreide importieren und einlagern, weil sie für die Lagerhaltung in grösseren Mengen verantwortlich ist.

*Hier wird die Beratung abgebrochen*

*Ici, le débat est interrompu*

---

### Vormittagssitzung vom 13. Juni 1956 Séance du 13 juin 1956, matin

Vorsitz – Présidence: Herr Burgdorfer

### 7027 Brotgetreideordnung. Revision Régime du blé. Revision

*Fortsetzung – Suite*

Siehe Seite 161 hiervor – Voir page 161 ci-devant

Bundesrat **Streuli**: Der Vorlage, die Sie beraten, kommt eine besondere Bedeutung zu, materiell, aber auch politisch. Das musste jedermann von Anfang an klar sein. Deswegen hatte ich mich auch bemüht, sie sorgfältig vorzubereiten. Es sollte nichts erhaudert werden. Deswegen habe ich schon zu Beginn der Beratungen persönlich Fühlung genommen mit Männern aus den verschiedenen interessierten Kreisen.

Nachdem die heutige Getreideordnung Ende 1957 dahinfällt, habe ich im Frühjahr 1955 Wert darauf gelegt, Besprechungen zu führen mit einigen Persönlichkeiten aus verschiedenen Wirtschaftsgruppen über die Grundzüge einer künftigen Getreideordnung. Im Anschluss daran ist ein Vorprojekt ausgearbeitet und einer grossen Expertenkommission, in der alle am Problem der Getreideversorgung interessierten Wirtschaftsgruppen wie auch die Konsumenten vertreten waren, vorgelegt worden. Den Beratungen der Kommission konnten wir entnehmen, oder glaubten wir entnehmen zu können, dass eine stark überwiegende Mehrheit der Ausarbeitung einer neuen Verfassungsgrundlage für die Brotgetreideordnung zustimmte.

Herr Nationalrat Herzog hat sich damals zur Frage der Mühlenkontingentierung, die heute eine so grosse Rolle spielt, geäussert. Nachdem Herr Direktor Hersberger sagte: „Man sollte die Kontingentierung auf der Basis der heutigen Absatzverhältnisse aufbauen“, führte Herr Herzog u. a. folgendes aus: „In bezug auf die Kontingentierung entsprechen die Vorschläge der Herren Direktoren Zulauf und Hersberger in grossen Teilen unserer Ansicht. Wir wehren uns dagegen, dass man uns die Entwicklungsmöglichkeit nimmt. Im Sinne des Vorschlages von Herrn Direktor Hersberger sind wir bereit, mitzuarbeiten.“

Nachher sagte Herr Nationalrat Herzog sehr zutreffend:

„Gegenüber der Kontingentierung der Käseunion besteht ein wesentlicher Unterschied.“

Sie werden verstehen, wenn ich aus solchen und andern Äusserungen angenommen habe, unsere Vor-

## **Brotgetreideordnung. Revision**

### **Régime da blé. Révision**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1956
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	05
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	7027
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	12.06.1956
Date	
Data	
Seite	161-181
Page	
Pagina	
Ref. No	20 036 061

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Grundlagen beruht: Landwirtschaftsgesetz, Getreidegesetz und Alkoholgesetz. Was im Getreidegesetz und Alkoholgesetz enthalten ist, steht nicht im Landwirtschaftsgesetz.

Nun noch ein Wort zu Herrn Kollega Schütz: Er sagte, man dürfe die Ruchmehlverbilligung nicht aufheben. Ich bin dafür, dass sie weiter erhalten bleibt. Er hat von 8 Millionen Franken gesprochen, die man vom Weissmehl nimmt. Ich bitte ihn, die Staatsrechnung, Seite 123, aufzuschlagen. Dort steht: „Weissmehlbelastung und Brotverbilligung im Umlageverfahren.“ Dort ist die Weissmehlbelastung mit 27 Millionen Franken in Rechnung gestellt. Das betrifft sowohl den Inland- wie den Auslandweizen. Diese 27 Millionen Franken Verbilligung verteilen sich auf Backmehl 19 Millionen Franken und Ruchmehlrückvergütung 7 Millionen Franken, und dazu kommt noch ein Betrag für die Verbilligung der Teigwaren; das macht im ganzen 27 Millionen Franken aus.

Herr Schütz will die Kontingentierung lockern. Wir müssen nachher beim Gesetz darüber reden, wie die Kontingentierung in Zukunft durchgeführt werden soll. Ich mache darauf aufmerksam, dass im Jahre 1953 Herr Schütz in Sierre gesagt hat: „Ich trete heute ein für die Kontingentierung und für die zentrale Einfuhr, also für beides. Die Verwaltung kann aber nicht die Kontingentierung durchführen und im gleichen Moment die Verbilligungsaktion liquidieren.“ Das wollen wir eben nicht. Wir wollen eine weitere Verbilligung. Deshalb muss auch die Kontingentierung in dieser oder anderer Form weitergeführt werden. Auch alt Bundesrat Weber machte einen Vorschlag (nach meiner Auffassung einen ungenügenden) für diese Aufrechterhaltung der dezentralisierten Müllerei. Wir müssen diese Sache nachher beim Gesetz beraten. Wir müssen gewisse Unzukömmlichkeiten wegen der Übertragung von Kontingenten beseitigen. Ich bin persönlich gegen jeden Kontingentshandel. Von seiten der Behörden haben wir auch gelesen, dass letzte Woche, am 6. Juni, ein neuer Bundesratsbeschluss gefasst worden ist, wonach Übertragungsbewilligungen nur erteilt werden dürfen, wenn sie mit dem Ziel der Erhaltung einer angemessenen, über das ganze Land verteilten Müllerei vereinbar sind.

Herrn Kollega Leuenberger möchte ich noch danken für die Sympathie. Er hat gesagt, wir seien alle einig punkto Inlandgetreidebau und Lagerhaltung. Es ist erfreulich, dass die Diskussion über diesen Punkt – ich möchte das feststellen – Einmütigkeit und Einigkeit gezeigt hat. Meinungsverschiedenheiten bestehen über das Wie, über die Form der Erhaltung des Müllereigewerbes; aber auch hier will jeder dieses Gewerbe erhalten; nur über das Wie sind, wie gesagt, die Auffassungen verschieden. Wir haben also auch hier neben der Differenz beim Einfuhrmonopol die Differenz bei der Beibehaltung der Müllereikontingentierung. Der eine sagt, es sei nicht recht, wenn man es so mache, und umgekehrt ist es auch nicht recht. Auch hier haben wir eine gute Mitte gefunden; denn auch der Bund, die Getreideverwaltung, kann in Zukunft importieren. Und wenn diese gefährlichen Zeiten kommen sollten, auf die Herr Leuenberger aufmerksam gemacht hat, so würde die Getreideverwaltung schon lange

vorher Getreide importieren und einlagern, weil sie für die Lagerhaltung in grösseren Mengen verantwortlich ist.

*Hier wird die Beratung abgebrochen*

*Ici, le débat est interrompu*

---

### Vormittagssitzung vom 13. Juni 1956 Séance du 13 juin 1956, matin

Vorsitz – Présidence: Herr Burgdorfer

### 7027 Brotgetreideordnung. Revision Régime du blé. Revision

*Fortsetzung – Suite*

Siehe Seite 161 hiervor – Voir page 161 ci-devant

Bundesrat **Streuli**: Der Vorlage, die Sie beraten, kommt eine besondere Bedeutung zu, materiell, aber auch politisch. Das musste jedermann von Anfang an klar sein. Deswegen hatte ich mich auch bemüht, sie sorgfältig vorzubereiten. Es sollte nichts erhaudert werden. Deswegen habe ich schon zu Beginn der Beratungen persönlich Fühlung genommen mit Männern aus den verschiedenen interessierten Kreisen.

Nachdem die heutige Getreideordnung Ende 1957 dahinfällt, habe ich im Frühjahr 1955 Wert darauf gelegt, Besprechungen zu führen mit einigen Persönlichkeiten aus verschiedenen Wirtschaftsgruppen über die Grundzüge einer künftigen Getreideordnung. Im Anschluss daran ist ein Vorprojekt ausgearbeitet und einer grossen Expertenkommission, in der alle am Problem der Getreideversorgung interessierten Wirtschaftsgruppen wie auch die Konsumenten vertreten waren, vorgelegt worden. Den Beratungen der Kommission konnten wir entnehmen, oder glaubten wir entnehmen zu können, dass eine stark überwiegende Mehrheit der Ausarbeitung einer neuen Verfassungsgrundlage für die Brotgetreideordnung zustimmte.

Herr Nationalrat Herzog hat sich damals zur Frage der Mühlenkontingentierung, die heute eine so grosse Rolle spielt, geäussert. Nachdem Herr Direktor Hersberger sagte: „Man sollte die Kontingentierung auf der Basis der heutigen Absatzverhältnisse aufbauen“, führte Herr Herzog u. a. folgendes aus: „In bezug auf die Kontingentierung entsprechen die Vorschläge der Herren Direktoren Zulauf und Hersberger in grossen Teilen unserer Ansicht. Wir wehren uns dagegen, dass man uns die Entwicklungsmöglichkeit nimmt. Im Sinne des Vorschlages von Herrn Direktor Hersberger sind wir bereit, mitzuarbeiten.“

Nachher sagte Herr Nationalrat Herzog sehr zutreffend:

„Gegenüber der Kontingentierung der Käseunion besteht ein wesentlicher Unterschied.“

Sie werden verstehen, wenn ich aus solchen und andern Äusserungen angenommen habe, unsere Vor-

lage könnte in einer günstigen Atmosphäre weiterbehandelt werden.

Gestützt auf die Arbeiten dieser Expertenkommission unterbreitete dann das Finanzdepartement mit Zustimmung des Bundesrates den Kantonen und Wirtschaftsverbänden den Entwurf zu einer Revision des Artikels 23bis der Bundesverfassung. Bis im Herbst lagen die Stellungnahmen der Kantone und der Wirtschaftsverbände vor. 21 Kantone stimmten der vorgeschlagenen Neuordnung grundsätzlich zu, brachten jedoch verschiedene Abänderungsvorschläge sowie Wünsche für die Ausführungsgesetzgebung vor. Kein einziger Kanton, oder besser gesagt keine einzige kantonale Regierung, lehnte die Vorlage ab. 3 Kantone äusserten sich nicht, und einer verzichtete ausdrücklich auf eine Stellungnahme. Von den Wirtschaftsverbänden haben 33 der vorgeschlagenen Neuordnung grundsätzlich zugestimmt, zum Teil ebenfalls bei gleichzeitiger Unterbreitung von Abänderungs- und Ergänzungsvorschlägen sowie verschiedenen Wünschen für die Ausführungsgesetzgebung. Nur ein Verband lehnte die Neuordnung ab, und kein einziger der Verbände hat die Verlängerung der bisherigen Ordnung vorgeschlagen. Hingegen trifft es zu, dass in einigen Stellungnahmen zu der einen oder andern vorgesehenen Massnahme kritische Bemerkungen erfolgten oder zum Beispiel zur Frage der Einfuhrordnung die Auffassung vertreten wurde, dass das Monopol zweckmässiger sei.

Im Anschluss an diese Vernehmlassungen sind mit den hauptsächlichsten Wirtschaftsgruppen noch mündliche Besprechungen geführt worden, um einzelne Bestimmungen des Vorschlages des Bundesrates noch gründlich abzuwägen und die bestmöglichen Formulierungen zu wählen. Wir haben ferner den Entwurf einem Sachverständigen in Staatsrechtsfragen unterbreitet.

Die auf diese Weise sicher gründlich vorbereitete Vorlage ist dann eingehend von der ständerätlichen Kommission behandelt worden, bevor ihr der Ständerat in der Frühjahrssession dieses Jahres mit einigen wenigen Abänderungen mit 33 gegen 4 Stimmen zugestimmt hat.

In den vergangenen Wochen hat sich Ihre Kommission zur Beratung der Vorlage ebenfalls sehr eingehend mit ihr befasst und wir hatten schliesslich den Eindruck, dass durch die Annahme eines Vorschlages der Kommission für die finanzielle Beteiligung des Bundes an der künftigen Getreideordnung die Voraussetzungen geschaffen seien, dass sie in Ihrem Rate Aussicht auf eine gute Aufnahme finden werde. Demgegenüber ist gestern sowohl ein Antrag auf Nichteintreten wie ein solcher auf Rückweisung der Vorlage und Verlängerung der jetzigen Getreideordnung um mehrere Jahre gestellt worden.

Gestatten Sie mir nun, die Vorlage des Bundesrates noch einmal in ihren Grundzügen und im Zusammenhang zu schildern. Dabei werde ich auf die Interpellation von Herrn Nationalrat Herzog antworten. Abschliessend würde ich mich noch zu einigen Voten der gestrigen Debatte äussern und schliesslich meine Stellungnahme zu den Minderheitsanträgen begründen.

Die Brotgetreideordnung hat als einziges Ziel, die Brotversorgung des Landes unter allen, auch unter schweren Umständen zu sichern; in normalen

Zeiten soll das Brot in genügenden Mengen, in guter Qualität und zu angemessenen Preisen zur Verfügung stehen.

Täglich benötigt unser Land 135 Wagen zu 10 Tonnen Brotgetreide oder pro Jahr rund 49 000 Wagen, die Selbstversorgung der Produzenten nicht inbegriffen. Die landeseigene Produktion sichert heute ungefähr die Hälfte des Bedarfes; für die andere Hälfte sind wir auf den Import angewiesen. Was das bedeutet, ergibt sich aus dem Umstand, dass der durchschnittliche Verbrauch an Nahrungsmitteln, welche aus Brotgetreide hergestellt werden, nahezu ein Drittel der gesamten Kalorienmenge, die in unserer täglichen Nahrung enthalten ist, entspricht. Für Zeiten von Knappheit und Rationierung der Nahrungsmittel muss jedoch mit einem höheren täglichen Bedarf gerechnet werden, weil dann das Brot zum Teil an Stelle fehlender Lebensmittel zu treten hat.

Grundlagen der Brotgetreideversorgung sind die Landesproduktion, die Einfuhr, die Vorratshaltung und ein leistungsfähiges Müllereigewerbe. Für alle diese Gebiete ist eine staatliche Ordnung unerlässlich, wenn die Aufgabe in harmonischer Weise oder wenn sie überhaupt gelöst werden soll.

Dazu kommt das besondere Problem des Schutzes der Interessen der Konsumenten und es bedarf ferner einer bedeutenden Unterstützung durch den Staat, wenn die durch die Brotversorgung entstehenden Kosten gerecht verteilt werden sollen. Die Sicherung des täglichen Brotes ist im wesentlichen eine Aufgabe der Allgemeinheit; sie hat in starkem Ausmass auch sozialen Charakter. Die finanzielle Beteiligung des Bundes ist deswegen unumgänglich.

Heute haben wir es mit einer verfassungsmässigen Übergangsordnung zu tun. Der Zusatz zu Artikel 23bis der Bundesverfassung, welcher 1952 vom Volk angenommen worden ist und auf welchem wesentliche Teile der heutigen Brotgetreideordnung beruhen, hat nur Gültigkeit bis Ende 1957. Wir stehen somit vor der Aufgabe, bis dahin die verfassungsmässigen und die gesetzlichen Grundlagen für eine neue Ordnung zu schaffen.

Wir dürfen wohl feststellen, dass es während der Kriegs- und Nachkriegszeit und in den zum Teil schwierigen Versorgungsjahren seit 1950 gelungen ist, die Brotversorgung der Bevölkerung in jedem Moment sicherzustellen, eine gute Brotqualität zu erreichen sowie Preise, die angemessen und verhältnismässig stabil waren.

Eine neue Getreideordnung wird daher logischerweise die guten Erfahrungen ausnützen. Sie soll erhalten, was sich bewährt hat und verbessern, was verbessert werden kann. Auch auf diesem Gebiet sind aber teilweise divergierende Interessen zusammenzubringen in eine Ordnung, welche dem ganzen Lande und der gesamten Bevölkerung dient.

Das Inlandgetreide. Der inländische Getreidebau ist für die Sicherung der Brotversorgung unerlässlich. Er ist gleichzeitig ein wesentlicher Bestandteil der landwirtschaftlichen Produktion. Die Erfahrungen während zweier Weltkriege sind hier eindeutig. Die Neuordnung kann daher auf die bisherigen Massnahmen zur Förderung des Inlandanbaues abstellen und sie, vielleicht mit einigen Verbesserungen, weiterführen.

Zu den Förderungsmassnahmen gehören die Sicherstellung der Saatgutversorgung und die Unterstützung der inländischen Saatgetreidezucht. Es ist wichtig, dass wir Sorten zur Verfügung haben und im Lande selbst vermehren können, welche den Ansprüchen in bezug auf Anbau, Mahl- und Backwert genügen. Die Voraussetzungen zur Erreichung einer guten Qualität sind aber bereits bei der Züchtung und beim Anbau zu schaffen. Um dies deutlicher als bisher zum Ausdruck zu bringen, schlägt Ihnen der Bundesrat vor, den Anbau von „gutem Brotgetreide“ zu fördern. Er kann sich aber auch dem Vorschlag Ihrer Kommission anschliessen, wonach der Anbau von „Brotgetreide guter Qualität“ gefördert werden soll.

Die wichtigste Massnahme zur Förderung des Anbaues besteht in der Abnahme des Brotgetreides durch den Bund und in der Ausrichtung von Preisen, durch welche die Erzeugungskosten gedeckt werden, das heisst in der Gewährung der Absatz- und Preisgarantie an die Produzenten. Das vom Bund übernommene Brotgetreide muss den Qualitätsansprüchen für die Herstellung eines Backmehls genügen. Es muss, um den gesetzlich verankerten Ausdruck hierfür zu gebrauchen, „mahlfähig“ sein. Ihre Kommission hat über diesen Ausdruck lange diskutiert, besonders auch im Hinblick auf die im Französischen etwas andere Ausdrucksweise. Um aber nicht die Meinung aufkommen zu lassen, dass in bezug auf die Qualitätsansprüche an das dem Bund abzuliefernde Brotgetreide eine Änderung eintreten soll, ist der Bundesrat auch mit dem Vorschlag Ihrer Kommission einverstanden, wonach gesagt werden soll, dass der Bund „gutes, mahlfähiges Brotgetreide“ übernimmt.

In den Rahmen der Übernahme und Verwertung des Brotgetreides gehört auch die Regelung der Selbstversorgung der Produzenten mit Brotgetreide, wozu im Getreidegesetz bestimmte Pflichten und die Möglichkeit der Gewährung von Mahlprämien vorgesehen sind. Sowohl die Übernahmegarantie wie die Regelung der Selbstversorgung sollen nach bisher bewährter Praxis weitergeführt werden.

Der Bund übernimmt somit auf Grund objektiver Taxierung das Brotgetreide selbst. Es wird anschliessend, soweit wie möglich, sofort an die Mühlen weitergeleitet. Der Rest muss vom Bund gelagert werden. Wichtig ist dabei, dass die Rechte des Produzenten als Verkäufer und des Müllers als Käufer gewahrt werden, indem beide an eine unabhängige Instanz gegen die Taxation rekurrieren können.

Zur Einfuhr. Auch der Einfuhr von Brotgetreide kommt grosse Bedeutung zu. Sie hat, wie bereits bemerkt, heute rund die Hälfte unseres gesamten Brotgetreidebedarfes zu decken; bei Hartweizen für die Teigwarenfabrikation sind wir vollständig auf die Einfuhr angewiesen. Im Vergleich zum Weltumsatz an Brotgetreide ist allerdings unser Bedarf bescheiden, und er kann unter normalen Verhältnissen ohne Schwierigkeiten über den Handel gedeckt werden.

Andererseits bringt es die überragende Bedeutung des Brotgetreides mit sich, dass sich politische und andere Störungen rasch auswirken und die staatliche Einflussnahme auf diesen Markt sowohl in den Import- wie in den Exportstaaten sehr ausgeprägt

ist. Es muss folglich auch die Schweiz als Binnenland mit starker Abhängigkeit von den Zufuhren bei der Ordnung ihrer Einfuhr auf diese Verhältnisse Rücksicht nehmen.

Wir wollen die Einfuhr so frei als möglich gestalten. Das soll die Richtlinie der Neuordnung bilden, und dies liegt auch im Interesse der Konsumenten. Wenn und wo es andererseits aber notwendig ist, dass zur Sicherung unserer Interessen und Bedürfnisse bei der Zufuhr stärkere Mittel eingesetzt werden, als sie dem Handel zur Verfügung stehen, soll der Staat diese bereitstellen können. Dies kann auf verschiedene Art geschehen: durch internationale Verträge, Vorschriften für die Einfuhr und, wenn notwendig, durch eigene Käufe des Staates. Es soll aber kein Zweifel darüber bestehen, ich wiederhole es: unser Wille ist, die Einfuhr so frei von Bindungen wie möglich zu gestalten.

Käufe durch den Bund werden allerdings stets notwendig sein zur Erneuerung der vom Bund zu haltenden Brotgetreidevorräte oder zu deren Erhöhung in unsichern Zeiten, bei drohender Kriegsgefahr oder bei Missernten im Inland und zur Sicherung der Saatgutversorgung. Der Import durch den Bund kann auch nötig werden bei allgemeiner Knappheit auf dem Weltmarkt oder bei untragbaren Preissteigerungen oder wenn ausserordentliche Verhältnisse für einzelne wichtige Sorten oder Qualitäten eintreten. Der Bund kann sich ausserdem genötigt sehen, selber zu importieren zur Sicherung der Erfüllung von Bezugsverpflichtungen oder Bezugsrechten aus internationalen Abkommen oder in Verbindung mit handelspolitisch wichtigen Importgeschäften. Aber auch dann, wenn der Bund aus diesen Gründen selber kaufen muss, wird er darauf achten, soweit wie möglich die Privatwirtschaft mitwirken zu lassen. Für normale Markt- und Zufuhrverhältnisse wird die Kauffähigkeit des Bundes somit nur einen mässigen Teil des Importvolumens beanspruchen, wobei auch dieses in der Regel über den Handel eingedeckt wird.

Ein Importmonopol ist nach der neuen Ordnung ausgeschlossen. Der Gesetzgeber hat aber dafür zu sorgen, dass an Stelle des Staatsmonopols auch kein privates Monopol tritt oder eine Ordnung, welche die Konkurrenz beim Import einschränkt. Hingegen muss die Einfuhr so geordnet werden können, dass die Anforderungen an die Qualität der Ware, die Übernahme des Inlandgetreides und die Vorratshaltung erfüllt werden können.

In diesem Zusammenhang möchte ich auf die Voten der Herren Nationalräte Schütz, Leuenberger und Herzog, soweit sie die Monopolfrage enthalten, eintreten. Sie glauben, Widersprüche in den Darlegungen des Bundesrates in seiner Botschaft vom 10. Februar 1953 und in derjenigen vom 13. Januar 1956 feststellen zu können. Bereits 1948 ist eine Expertenkommission für die Revision der Getreidegesetzgebung eingesetzt worden. Sie hat eine Anzahl von Vorschlägen ausgearbeitet, bei denen sie als selbstverständliche Voraussetzung eine monopolfreie Einfuhrordnung angenommen hat. Die Vorschläge gingen allerdings nicht so weit, dass der bisherige Artikel 23bis BV in die Revision hätte einbezogen werden müssen. Vor Abschluss der Arbeiten ergab sich jedoch auf dem Weltmarkt für Brotgetreide eine wesentliche Störung als Folge der

Koreakrise, und nachdem auf Ende 1952 die Vollmachten dahinfielen, ist man dazu gekommen, eine befristete Übergangslösung mit Weiterführung des Monopols vorzuschlagen.

Der Begründung dieser Vorschläge dienten die zitierten Botschaften von 1951 und 1953. Die Situation war somit grundlegend verschieden von der heutigen. Die Verlängerung der Monopolordnung drängte sich auf. Sie musste auch begründet werden. Heute aber liegt ein Vorschlag für eine Revision des Artikels 23bis vor. Diese soll die Kompetenzen für den Gesetzgeber schaffen, die Versorgung sicherzustellen, sowie möglichst stabile und angemessene Brotpreise zu gewährleisten, ohne dass man dabei auf das Monopol bei der Einfuhr angewiesen wäre. Nachdem 1926 das Getreidemonopol vom Volk verworfen worden ist, muss es die Pflicht des Bundesrates sein, eine derartige Lösung zu suchen. Daran ändert auch die Tatsache nichts, dass in ausserordentlichen Zeiten das Monopol sich bewährt hat. Die Vorlage geht, wie bereits einleitend bemerkt, aber nicht so weit, dass sie die Möglichkeit ausschliessen würde, durch den Staat selbst die Zufuhren sichern zu lassen. Damit verfolgen wir das Ziel, die auch in der Botschaft von 1953 im einzelnen dargelegten Vorteile einer monopolfreien Einfuhr ausnützen zu lassen und gleichzeitig uns für diejenigen Fälle zu wappnen, in denen der Staat mit seinen Mitteln eingreifen muss.

Ein weiterer Grund für die Getreideordnung ist die Vorratshaltung. Die Sicherung genügender Vorräte ist beim Brotgetreide von noch grösserer Bedeutung als bei andern Nahrungsmitteln. In Mangelzeiten darf eines nicht fehlen: das tägliche Brot. Deshalb hat der Bundesrat auch bisher gezögert, die Vorräte an Brotgetreide wesentlich abzubauen. Er hofft aber, dass die internationale Lage sich in nicht zu ferner Zukunft so gestaltet, dass dies geschehen kann. Heute wird ein Lager von rund 400 000 Tonnen gehalten, entsprechend einem Normalbedarf des Landes für zehn Monate. Jede Art von Brotgetreideordnung wird aber für jede Zeit Bestimmungen für die Sicherstellung genügender Vorräte vorsehen müssen, und die jeweilige politische Lage kann nur für ihr Ausmass entscheidend sein, nicht für den Grundsatz der Vorratshaltung. Darin liegt ein wesentlicher Unterschied zu den Zielen des Sicherstellungsgesetzes (Bundesgesetz für die wirtschaftliche Kriegsvorsorge), das eine Vorratshaltung nur für unsichere Zeiten verlangt.

Die Vorräte müssen von guter Qualität und lange lagerfähig sein. Die Lager sind, wenn sie ihre Zwecke erfüllen sollen, über das ganze Land zu verteilen. Deshalb ist ein beträchtlicher Teil des Lagers von den Mühlen selbst in unmittelbarer Nähe der Verarbeitungsstätte zu halten und auch bei der Lagerung in Bundessilos und Lagerhäusern des Bundes muss auf eine gute Verteilung geachtet werden. Die Lagerhaltung hat schliesslich zu möglichst niedrigen Kosten zu erfolgen.

In der Organisation der Vorratshaltung können wir auf lange Erfahrungen zurückblicken, und es kann kein Zweifel darüber bestehen, dass die vorhandenen privaten und öffentlichen Einrichtungen, in denen bedeutende Mittel investiert sind, weiterhin benützt werden müssen. Wir sind daher nicht verschlossen gegenüber Vorschlägen für die Verbesse-

rung dieser Organisation oder die Erweiterung des Kreises der Lagerhalter. Sicher ist auch, dass bei einem Abbau des Lagervolumens von 400 000 Tonnen die vom Bunde gehaltenen Lager an Auslandgetreide in erster Linie entsprechend reduziert werden können, soweit die Schwankungen der Inlandgetreideernte dem nicht entgegenstehen. Dadurch verringert sich auch das Bedürfnis des Bundes zu eigenen Käufen von Auslandgetreide. Immer aber muss die Vorratshaltung als selbstständiger Teil der Brotgetreideordnung betrachtet werden, und sie darf keinen einschränkenden Einfluss auf die Organisation der Einfuhr haben.

Das Müllereigewerbe spielt daher in der ganzen Getreideordnung eine besonders wichtige Rolle. Es ist bei allen bisher behandelten Aufgaben eingespannt: bei der Übernahme, Lagerung und Verarbeitung des Inlandgetreides, bei der Einfuhr von ausländischem Brotgetreide, bei der allgemeinen Vorratshaltung, aber auch bei den Massnahmen zum Schutze der Konsumenten, insbesondere bei der Preisbildung für Mehl und Brot sowie in bezug auf die Verarbeitungsvorschriften.

Hinzu kommt, dass mit Rücksicht auf die Sicherung der Versorgung der Bevölkerung mit Mehl und Brot die Mühlen auf das ganze Land verteilt sein müssen, das heisst es muss eine entsprechende Struktur des Gewerbes erhalten bleiben. Wie Ihnen schon dargelegt worden ist, ist die Versorgung nicht gesichert, wenn unsere verschiedenen, unter Umständen schwer zugänglichen Landesgegenden auf die Mehllieferungen aus einigen wenigen, an der Grenze oder in den grossen Wirtschaftszentren liegenden Grossmühlen angewiesen sind.

Dieses Ziel und die verschiedenen Aufgaben, die den Mühlen zukommen, erheischen, dass auf dem Gesetzeswege die notwendigen Ordnungsmassnahmen getroffen werden müssen. In der Botschaft sind sie näher dargelegt. Der ganze oder teilweise Ausgleich der Getreidetransportkosten als Massnahme zur Erhaltung eines angemessen über das ganze Land verteilten Müllereigewerbes dürfte unbestritten sein. Auch ein teilweiser Mahllohnausgleich nach Massgabe der Grösse der Mühlen sollte möglich sein. Dagegen gehen die Interessen und Auffassungen in bezug auf weitere Massnahmen, die eventuell auf diesem Gebiete notwendig sind, vor allem die Regelung des Mehlausstosses, auseinander.

Mit aller Deutlichkeit mussten wir jedoch darauf hinweisen, dass es sich jetzt beim Entscheid über den Verfassungsartikel einzig darum handelt, sich über das Ziel einig zu werden. Über dieses Ziel kann aber, wie schon dargelegt, kein Zweifel bestehen, dass die Mehl- und Brotversorgung unter den verschiedensten Verhältnissen nur sichergestellt werden kann, wenn ein leistungsfähiges, angemessen über das ganze Land verteiltes Müllereigewerbe vorhanden ist. Die entsprechenden Massnahmen, die zur Erreichung dieses Zieles nötig sind, müssen sodann im Getreidegesetz festgelegt werden. Wenn die heutige Ordnung viele nicht zu befriedigen vermag, so darf nicht vergessen werden, dass sie aus der Kriegswirtschaft herausgewachsen ist. Im Jahre 1952 wurde aber immerhin die Verfassungsgrundlage dieser Ordnung mit 583 000 gegen 188 000 Stimmen angenommen. Wir sind auch hier, in bezug auf die Mühlenkontingentierung, offen gegenüber allen Ver-

besserungsmöglichkeiten und prüfen gerne jeden Vorschlag.

Schliesslich hat der Bundesrat deutlich erklärt, dass die Müllereiordnung nicht zu einer Belastung der Konsumenten führen dürfe, indem durch sie die Konkurrenz unterbunden und die Gefahr übersetzter Preise geschaffen würde. Auch dies wird ein Gesichtspunkt sein, dem der Gesetzgeber seine Beachtung zu schenken haben wird.

Von den Herren Grendelmeier, Schütz, Leuenberger und Herzog sind gestern sehr kritische Bemerkungen hinsichtlich der Kontingentierung im Müllereigewerbe, wie sie heute gehandhabt wird, gemacht worden. Dies veranlasst mich, kurz darzulegen, wie diese Ordnung heute spielt. Sie stützt sich auf die Übergangsordnung 1952, die vom Volke angenommen worden ist. Jede Handelsmühle hat Anspruch auf ein Mehgrundkontingent, welches letztmals auf 1. Januar 1953 neu festgesetzt worden ist. Damit die Anpassung an den Gesamtverbrauch des Landes an Mehl jederzeit möglich ist, werden die Kontingente sehr flexibel gehandhabt. Es wird quartalsweise regional festgestellt, in welchem Ausmass alle Grundkontingente zusammen ausgenützt worden sind. Sie können somit unterschritten oder überschritten werden. Als Mittel für die Einhaltung des entsprechenden Anteils für die einzelne Mühle wird eine progressiv gestaffelte Abgabe durch eine Zentralclearingstelle erhoben. Sie wird gemessen am Gesamtausstoss aller Mühlen. Für die ersten 5% des Mehrausstosses sind von der Mühle 5 Franken je 100 kg zu bezahlen und für die weiteren Überschreitungen des ihr zukommenden Verkaufskontingents Zuschläge zu diesen 5 Franken. Andererseits wird Mühlen, die das durchschnittliche Verkaufskontingent aller Mühlen nicht erreichen, eine mässige Entschädigung ausbezahlt. Auf diese Weise wird vermieden, dass durch eine starre Handhabung der Kontingentierung Störungen in der Marktversorgung entstehen. Es ist aber nicht zugänglich, wie das Herr Schütz getan hat, hier von Strafen oder Bussen zu sprechen in bezug auf die Abgaben für Mehrausstoss. Eine Kontingentierung kann nur wirksam sein, wenn ein Mittel für ihre Einhaltung durch die einzelne Mühle vorhanden ist.

Sodann sind die Kontingentsübertragungen kritisiert worden. Insbesondere wurde gesagt, dass damit eine vermehrte Zentralisation stattgefunden habe, und dass von ihr vor allem zwei Mühlenkonzerne profitiert hätten. Wie verhält es sich in Wirklichkeit? Seit 1929 sind insgesamt 73 Handelsmühlen eingegangen mit einer Verarbeitungsmenge von 54 673 Tonnen Getreide, und in der gleichen Zeit sind 91 Betriebe neu eröffnet worden mit 13 717 Tonnen Getreide und heute verfügen wir über 297 Handelsmühlen. Eine Konzentration der Handelsmüllerei geht aus diesen Zahlen gewiss nicht hervor, wenn auch die Verarbeitungsmenge der neueröffneten Betriebe im ganzen kleiner ist. Seit 1940 sind 34 Mühlen stillgelegt worden mit 17 600 Tonnen Mehrausstosskontingent. Umgerechnet auf das heutige Grundkontingent sind dies zirka 4,8%. Davon sind 260 Tonnen nicht an andere Mühlen übertragen worden. 17 380 Tonnen sind an insgesamt 63 Mühlen übertragen worden. Auch hier kann nicht auf eine Konzentration geschlossen werden oder gar auf die Übertragung zur Haupt-

sache auf zwei Konzerne, wie Herr Herzog dies ausführte. Wenn zum Beispiel in den letzten zwei Jahren die Kontingente von zwei grösseren Mühlen, im einen Fall auf 13, im andern Fall auf 14 selbständige Mühlen verschiedener Grösse übertragen worden sind, so bedeutet auch das nicht eine Übertragung auf zwei Konzerne, denn es handelt sich hier wirklich um völlig selbständige Mühlen, und es wurde darauf geachtet, dass die mittleren und kleineren Mühlen grössere Anteile bekommen. Es handelt sich hier um so weniger um Konzerne, als darunter auch eine Genossenschaftsmühle zu finden ist.

Wir werden auch in Zukunft nicht verhindern können, dass einzelne Mühlen ihren Betrieb einstellen. Die Gründe hiezu sind verschiedener Art. Wir wollen ja auch keine Marktordnung für das Müllereigewerbe schaffen, welche leistungsunfähigen Mühlen die Existenz sicherstellt. Hingegen glauben wir, dass Verbesserungen möglich sind in der Verwendung der damit freiwerdenden Anteile am Mehrausstoss. Man könnte sich vorstellen, dass sie in eine allgemeine Reserve zurückfliessen, aus der nach Massgabe der Bedürfnisse neue Zuteilungen erfolgen würden. Einen ersten Schritt in dieser Richtung hat der Bundesrat mit seinem Beschluss vom 4. Juni 1956 getan.

Schutz der Konsumenten. Der Bundesrat erklärt in seiner Botschaft, dass durch das Inkrafttreten des revidierten Getreidegesetzes am 1. Januar 1958 keine Brotpreiserhöhung verursacht werden darf, das heisst also, dass das neue System an sich keine Änderung des Brotpreises bewirken darf. Ausserdem erklärt der Bundesrat, dass die neue Ordnung so beschaffen sein soll, dass auch nachher ein angemessener und möglichst stabiler Brotpreis gewährleistet werden kann. Hier liegt ein grundlegendes Problem der ganzen Ordnung vor. Soll der Staat Einfluss nehmen können auf den Brotpreis oder soll dieser nach Massgabe der Preise, der Weltmarktpreise, für das Rohprodukt schwanken? Die Getreideordnung von 1932, gestützt auf den bisherigen Artikel 23bis, überlässt den Brotpreis den Preisschwankungen des Brotgetreidemarktes. Seit 1940 haben wir den vom Staat geregelten Brotpreis. Das Ergebnis besteht darin, dass heute der Ruchbrotpreis nur 35% über dem Vorkriegsniveau steht, während der Landesindex der Konsumentenpreise um 75% höher steht. Dabei stehen die Gestehungskosten für Importgetreide gegenüber vor dem Krieg um über 100% höher. Das ist ein Erfolg der bisherigen Ordnung, der anerkannt werden darf. Er war nur möglich durch bedeutende Mehraufwendungen des Bundes. Wenn nun aber die neue Ordnung keine Brotpreiserhöhung zur Folge haben darf, ist doch mit aller Deutlichkeit dargetan, dass auch in Zukunft der Bund bedeutende Aufwendungen für die Brotversorgung auf sich zu nehmen hat.

Es fragt sich nun, wie sich die Preise auf dem Weltmarkt weiter entwickeln werden. Gegenwärtig verfügen einzelne Exportländer noch über grosse Überschüsse, aber die Rücksicht auf ihre Agrarpolitik hindert sie daran, Preise festzusetzen, die für ihre Landwirtschaft Verluste bringen würden. Dafür werden andererseits die Exportgetreidepreise zum Teil stark durch Subventionen beeinflusst. Trotzdem sind aber auch Preissteigerungen nicht ausgeschlossen. Sie können zum Beispiel auf politische

Einflüsse, auf eine stärkere Nachfrage oder auf die Verteuerung der Transportkosten zurückzuführen sein. Stützen wir uns auf die Erfahrungen seit Kriegsende, so stellen wir Preisschwankungen auf dem Weltmarkt je nach Sorten von über 10, in einzelnen Fällen sogar von über 20 Franken je 100 kg fest.

Aus der bisherigen Behandlung der Vorlage und insbesondere aus der Diskussion in Ihrer Kommission müssen wir den Schluss ziehen, dass die Absicht des Bundesrates, den Brotpreis auch in Zukunft angemessen und möglichst stabil zu halten, allgemein geteilt wird. Im Verfassungsartikel muss demzufolge dem Gesetzgeber die Kompetenz gegeben werden, Preis- und Verarbeitungsvorschriften für Mehl und Brot zu erlassen. Solche Vorschriften bringen aber für die von ihnen betroffenen Gewerbe bedeutende Pflichten. Sie bringen auch mit sich, dass in den Kalkulationen für die Preisfestsetzungen angemessene Verarbeitungsentschädigungen in Form von Mahl- und Backlöhnen einbezogen werden müssen. Die Rücksicht auf die hier beteiligten Berufe ist notwendig.

Für die Erreichung angemessener und möglichst stabiler Brotpreise sind ferner drei wichtige Erfordernisse zu erfüllen:

Ein erstes besteht darin, dass bei der Festsetzung der Preise für das Ausgangsmaterial, das Brotgetreide also, eine genügende Beweglichkeit besteht. Nachdem bei einer monopolfreien Einfuhrordnung die Einstandspreise der Mühlen für Auslandgetreide nach den Marktverhältnissen variieren, muss von der Verwaltung das Inlandgetreide zu einem Preis abgegeben werden können, welcher zusammen mit dem veränderlichen Auslandgetreidepreis die Grundlage für möglichst stabile Gestehungskosten für das Ausgangsmaterial ergibt. Aus diesem Grunde ist es notwendig, dass der Verfassungsartikel die Kompetenz enthält, die Verkaufspreise für das Inlandgetreide festzulegen.

Die beiden andern Erfordernisse für die Erreichung angemessener und möglichst stabiler Brotpreise berühren das Gebiet der Finanzierung und wir möchten deshalb im folgenden auch in dieser Frage einige Ausführungen machen.

Finanzielle Struktur der Getreideordnung. Auch dieser Frage hat ihre Kommission grosse Aufmerksamkeit geschenkt. Das ist verständlich, denn einmal geht es um bedeutende Ausgaben des Bundes und sodann um den Brotpreis, der höher oder tiefer sein muss, je nach dem Anteil des Bundes an den Kosten der Getreideversorgung. Zu der Frage der Finanzierung hat sich der Bundesrat in der Botschaft ebenfalls wiederholt geäußert und ausgeführt, dass nach wie vor ein angemessener Teil der Kosten der Getreideversorgung vom Bund übernommen werden müsse. Andererseits muss es ein Ziel der Revision des Artikels 23bis sein, gegenüber der Getreideordnung von 1932 eine Verbesserung der finanziellen Struktur zu erreichen; denn diese hat zum voraus dem Bund alle Kosten überbunden. Es geht deshalb darum, eine vernünftige und tragbare Teilung der Kosten zwischen Bund und Verbraucher zu finden; dabei können wir uns auf die Verhältnisse während der letzten drei Jahre stützen.

Für die gegenwärtige Getreideordnung des Bundes ist bezeichnend, dass sie auf der Monopol-

ordnung beruht. Der Bund setzt einheitliche und möglichst stabile Abgabepreise für Auslandgetreide und Inlandgetreide fest, wobei er einerseits auf die Brotpreise und andererseits auf die Einstandspreise des Getreides Rücksicht nehmen muss. Das Defizit der Rechnung der Eidgenössischen Getreideverwaltung betrug im Durchschnitt der letzten sechs Jahre annähernd 50 Millionen Franken. Inbegriffen ist ein Beitrag auf Weissmehl und Griess, der für die Verbilligung des Brotpreises verwendet wird. In diesem Zusammenhang gestatte ich mir, die Interpellation des Herrn Nationalrat Herzog vom 24. Juni 1954, welche vom Interpellanten am 22. September 1955 begründet worden ist, zu beantworten. Der für die Beantwortung zuständige Chef des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartementes war hiezu früher schon bereit. Ihr Rat hat aber bisher für die Behandlung dieser Interpellation keine Zeit gefunden. So ist es jetzt gegeben, die Interpellation des Herrn Nationalrat Herzog im Zusammenhang mit der heutigen Vorlage zu beantworten. Der Interpellant nimmt Bezug auf die Erhöhung des Ruchbrotpreises auf 1. April 1954 um 6 Rappen und die Herabsetzung des Weissmehlpreises um 10 Rappen je Kilogramm. Er hält dafür, dass durch diese Massnahme der Bund zu stark entlastet worden sei und dass dadurch die Erträge aus der Weissmehlabgabe zum Teil für die Erzielung eines Gewinnes durch den Bund verwendet worden seien und er wünscht, dass die Erhöhung des Ruchbrotpreises rückgängig gemacht werde.

Die Vermutungen des Herrn Interpellanten treffen aber nicht zu. Der Ertrag der Weissmehlabgabe ist durch die Herabsetzung des Weissmehlpreises auf 1. April 1954 von zirka 34 Millionen Franken auf zirka 27 Millionen Franken gesenkt worden. Davon werden – Herr Nationalrat Müller hat das deutlich an Hand von Zahlen dargelegt – etwa 8 Millionen Franken für die Ruchmehlrückvergütung verwendet und der Rest wird von den Mühlen direkt auf den Preis für Ruchmehl und Halbweissmehl umgelegt, das heisst beide Mehle werden um total zirka 19 Millionen Franken weiter verbilligt. Die Weissmehlabgabe wird somit ausschliesslich für die Verbilligung des Brotes verwendet.

Die Ertragsrechnung des Bundes für das Auslandgetreide muss unabhängig hiervon betrachtet werden. Es trifft zu, dass für letzteres die mittleren Einstandspreise der Getreideverwaltung von Jahr zu Jahr etwas schwanken. Sie sind von Fr. 46.67 je 100 kg franko Mühle im Jahre 1953 auf Fr. 43.75 im Mittel des Jahres 1955 zurückgegangen. Seither sind sie wieder gestiegen und stehen zwischen 44 Franken und 45 Franken. Schwankungen nach oben und unten in diesem Rahmen können aber nicht sofort auf den Brotpreis übertragen werden, sonst würden wir die Preisstabilität und damit ein Ziel der Monopolregelung aufgeben. Die Schwankungen des Getreidepreises sind, gemessen am Brotpreis, auch nicht bedeutend. Hingegen wirken sie sich naturgemäss auf die Rechnung der Getreideverwaltung aus und können einmal zu einem Verlust, einmal zu einem Überschuss auf Auslandgetreide führen, der aber im Vergleich zu den sehr grossen Verlusten, die während der Kriegs- und Nachkriegsjahre für Auslandgetreide vom Bunde übernommen werden mussten und auch im Rahmen

des gegenwärtigen Gesamtdefizites der Getreideverwaltung immer bescheiden ist. Im Mittel mehrerer Jahre ist der Erlös aus dem Auslandgetreide nicht höher als der Aufwand, und der Überpreis auf das Inlandgetreide wird vom Bund übernommen, ohne dass dabei die Abgabe auf Weissmehl irgendeine Rolle spielen würde.

Im Zusammenhang mit der Weissmehlabbgabe ist auch die Frage der künftigen Behandlung der Weissmehlabbgabe auf Grund der Vorlage gemäss Kommissionsfassung aufgeworfen worden. Es wurde befürchtet, dass sie zum Beispiel für die Deckung der Kosten für das Inlandgetreide herangezogen werden könnte. Nachdem aber die Kommission vorschlägt, dass die Mehrkosten für das Inlandgetreide, wie sie sich im Mittel mehrerer Jahre ergeben, durch den Bund zu tragen seien, besteht diese Möglichkeit nicht. Die Mehrkosten für das Inlandgetreide werden unabhängig von einer allfälligen Weissmehlabbgabe zu berechnen sein. Sie bestehen zur Hauptsache aus dem Überpreis für das Inlandgetreide sowie den Übernahmekosten, den Kosten für die Saatgutverbesserung, und einem noch zu bestimmenden Anteil an den Mahlprämien. Wenn jedoch im Interesse eines angemessenen und möglichst stabilen Brotpreises eine Weissmehlabbgabe erhoben wird, dann muss sie infolgedessen auch zugunsten des Brotpreises verwendet werden, unabhängig von den Kosten, die der Bund zu seinen Lasten übernimmt. Wenn andererseits keine Weissmehlabbgabe erhoben werden soll, dann wird eben dieser Betrag künftig für die Brotverbilligung nicht zur Verfügung stehen, und der Brotpreis wird steigen. Es besteht deshalb keine Veranlassung, im Sinne der Wünsche des Herrn Nationalrat Herzog die Korrektur für den Ruchbrotpreis vom 1. April 1954 wieder rückgängig zu machen.

Künftig stellt sich aber das Problem der Finanzierung der Getreideordnung anders als unter dem heutigen Monopol. Allfällige Zuschüsse im Rahmen der Getreideordnung, sei es für den Ausgleich von Transportkosten oder für die Verbilligung einzelner Mehlsorten sowie allfällige Beiträge an die Gesamtaufwendungen oder soweit sie für bestimmte Zwecke verwendet werden, müssen losgelöst von der Preisfestsetzung für das Getreide gewährt und erhoben werden können. Für die Höhe des Brotpreises bleibt aber letzten Endes entscheidend, welchen Teil der Gesamtaufwendungen schliesslich der Bund zu seinen Lasten übernimmt.

Der Vorschlag des Bundesrates wollte hiefür den Grundsatz festlegen, wonach die Beiträge, die im Rahmen der Getreideordnung erhoben werden, die Gesamtkosten nur teilweise decken müssen. Der Gesetzgeber hätte im einzelnen zu bestimmen, was der Bund an Ausgaben zu seinen Lasten zu übernehmen hat. Ihre Kommission hat sich diesem Vorgehen nicht anschliessen können. Sie wollte das Ausmass der Beteiligung des Bundes an den Kosten der Getreideordnung im Verfassungsartikel festlegen. Sie hat darauf Wert gelegt, als Massstab hiefür die Mehrkosten für das Inlandgetreide, wie sie im Mittel mehrerer Jahre entstehen, zu nehmen. Diese Bestimmung bringt gewisse Nachteile für die Einhaltung eines möglichst stabilen Brotpreises mit sich, weil dadurch indirekt der Auslandgetreidepreis für die Höhe der Belastung des Bundes und ander-

seits für die Höhe des Brotpreises von wesentlicher Bedeutung ist. Dieser Nachteil der jährlichen Schwankungen des Brotpreises kann in einem gewissen Ausmass nur überbrückt werden, wenn den Berechnungen eine längere Periode zugrunde gelegt wird und auf normale Verhältnisse abgestellt werden kann. Für anomale Marktverhältnisse im Sinne ausserordentlicher Preissteigerungen oder Preisenkungen auf dem Weltmarkt muss dem Gesetzgeber die Möglichkeit der Anpassung offengehalten werden. Herr Jaquet hat gestern ebenfalls auf diese Verhältnisse, die sich unter Umständen stark zuungunsten des Brotkonsumenten auswirken können, hingewiesen. Wir beabsichtigen, Ihnen in der Detailberatung einen Antrag zu unterbreiten, der diesen Möglichkeiten Rechnung tragen soll.

Das weitere Erfordernis für die Erzielung angemessener und möglichst stabiler Brotpreise unter einer monopolfreien Ordnung besteht darin, dass der Gesetzgeber die Kompetenz erhält, Zuschläge auszurichten und Beiträge zu erheben. Unter die Zuschüsse fallen unter anderem solche zur Förderung der inländischen Getreideprodukte, Subventionen an die Einrichtungen von Mühlen in Gebirgsgegenden, Transportzuschüsse für Mehl und Brot in Gebirgsgegenden, Zuschüsse für die Verbilligung einzelner Mehlsorten und solche im Rahmen der Marktordnung für das Müllereigewerbe. Die Beiträge werden zum Teil zur Deckung bestimmter Aufwendungen, insbesondere für die Brotverbilligung, den Ausgleich der Transportkosten, der Lagerkosten usw. erhoben. Das ganze System muss aber so aufgebaut sein, dass sich das Ausmass der Belastung des Bundes ergibt, das im Artikel nach Antrag der Kommission festgelegt werden soll.

Ich komme auf die Ausführungsgesetzgebung und die Handels- und Gewerbefreiheit zu sprechen. Dass die Ausführungsbestimmungen auf dem Wege der Gesetzgebung zu erlassen sind, dürfte unbestritten sein. Aus meinen Darlegungen geht aber hervor, dass in verschiedener Hinsicht eine Abweichung von der Handels- und Gewerbefreiheit im Gesamtinteresse notwendig ist, sei es bei der Übernahme von Inlandgetreide, der Regelung der Einfuhr, der Müllereordnung oder zum Schutze der Konsumenten. Es braucht kaum nochmals betont zu werden, dass das nur soweit geschehen soll, als es zur Erreichung der verschiedenen Ziele der Brotgetreideordnung notwendig ist.

Ihre Kommission hat sich auch mit dieser Frage eingehend befasst. Wir sind überzeugt, dass der Vorschlag des Bundesrates rechtlich einwandfrei ist. Der vorgeschlagene Artikel 23bis enthält an sich die Möglichkeit, von der Handels- und Gewerbefreiheit abzuweichen. Dies darf aber nach allgemeinen rechtlichen Grundsätzen nur geschehen, wenn dies zur Erreichung des im Verfassungsartikel umschriebenen Zieles notwendig ist. Die Formulierung des Bundesrates bringt diesen Grundsatz klar zum Ausdruck. Wir begrüessen deshalb den Beschluss Ihrer Kommission, dem Vorschlag des Bundesrates in diesem Punkt zuzustimmen.

Die gegenwärtige Getreideordnung fällt Ende 1957 dahin. Sollen wir nun wieder auf die Grundlage von 1929/1932 zurückkehren oder uns die seitherigen Erfahrungen zunutze ziehen? Aus meinen Darlegungen sollte deutlich hervorgegangen sein, dass

die Revision des Artikels 23bis notwendig ist. Die Vorlage des Bundesrates bringt wieder grössere Freiheit. Sie bringt aber auch mehr Sicherheit für die Versorgung des Landes mit Brotgetreide, indem sie bessere Grundlagen schafft für die Ordnung der Zufuhren, der Preisbildung für Getreide, Mehl und Brot, für den Schutz der Konsumenten, für die Ordnung im Müllereigewerbe und für den finanziellen Aufbau der ganzen Brotgetreideordnung.

Wir hatten, wie gesagt, den Eindruck erhalten, dass der Vorschlag des Bundesrates die Zustimmung der Kantone und in starkem Ausmass auch der Wirtschaftsorganisationen und der Verbraucherkreise finden werde. Die Vorlage des Bundesrates ist von der Öffentlichkeit mit grossem Interesse aufgenommen und diskutiert worden. Wie nicht anders zu erwarten war, meldeten sich auch kritische Stimmen. Davon richten sich einige grundsätzlich gegen eine separate und umfassende Brotgetreideordnung. Wir können aber diese Ansicht nicht teilen. Andere kritische Stimmen wenden sich nicht gegen den vorgeschlagenen Artikel 23bis als Ganzes, sondern beschäftigen sich im Grunde genommen mit einzelnen Fragen, die in der Ausführungsgesetzgebung geregelt werden müssen.

Ich gestatte mir, Sie daher noch einmal zu ersuchen, den Vorschlag des Bundesrates im Lichte dessen, was er bezweckt, zu behandeln, nämlich die Ziele für die Brotgetreideordnung als Ganzes und für ihre wichtigen Teile festzulegen. Postulate, die sich auf die Anwendung des Verfassungsartikels beziehen, müssen auf die Behandlung des Ausführungsgesetzes zurückgestellt werden. Wir mussten uns auch in der Botschaft an diese Richtlinien halten und durften dem Gesetzgeber die Handlungsfreiheit nicht dadurch begrenzen, dass wir jetzt schon in der Botschaft auf einzelne Bestimmungen, die im Gesetz geordnet werden müssen, eintreten.

Ein anderes Vorgehen hätte auch die Gefahr in sich geborgen, die Bedeutung des Verfassungsartikels zu verkennen oder gegen ihn ein Misstrauen zu erwecken.

Noch ein paar Worte zu einzelnen Voten, die ich bisher nicht Gelegenheit hatte zu behandeln.

Herr Nationalrat Weber-Thun hat keinen Antrag gestellt zur Ergänzung der Vorlage oder im Sinne einer Ablehnung, sondern er möchte, dass in den Ausführungsbestimmungen den Bedürfnissen des Bäckereigewerbes Rechnung getragen wird. Er stellt die Frage, wie man auf das Bäckereigewerbe Rücksicht nehmen wolle. Ich möchte Herrn Nationalrat Weber sagen, dass, wie heute, auch die künftige Getreideordnung nur auf sehr wenige von den Bäckereien geführte Artikel Einfluss haben wird, nämlich nur auf den Preis für die Hauptbrotsorten, unter Wegfall der Spezialbrote, Kleinbrote, Weissemehlgebäck usw. Im übrigen sehen wir keine Vorschriften für die Bäckerei vor. Wir werden auch insbesondere die Preisvorschriften auf ein Minimum beschränken, wenn möglich sogar ganz darauf verzichten, soweit es das Brot betrifft. Hierin besteht bereits eine gewisse Rücksichtnahme. Ferner wird die Rücksichtnahme darin bestehen, dass, wenn Brotpreise festgesetzt werden müssen, für die Berechnung derselben angemessene Backlöhne eingeschlossen werden. Der Schweizerische Bäckermeisterverband hat übrigens in den letzten Tagen

dem Chef des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartementes eine Eingabe für die Erhöhung des Backlohnes eingereicht, und diese wird gegenwärtig von den zuständigen Verwaltungsstellen geprüft. Wir werden uns dem Begehren, soweit es objektiv begründet werden kann, nicht verschliessen, obwohl wir uns darüber klar sind, dass dadurch keine Erhöhung des Brotpreises stattfinden darf. Die Brotgetreideordnung kann aber nicht die Grundlage für gewerbepolitische Massnahmen bieten.

Was die Sicherung der Versorgung der Bevölkerung betrifft, so glauben wir, dass durch den weitgehend ortsgebundenen Charakter der Bäckerei von selbst, wenigstens unter den heutigen Verhältnissen, Gewähr für die Sicherung der Versorgung besteht. Auch für die Bäckerei ist es insbesondere in Zeiten gestörter Versorgung wichtig, dass sie das Mehl an Ort und Stelle geliefert bekommt, und hiezu brauchen wir eben eine entsprechende Ordnung des Müllereigewerbes und der Vorratshaltung. Im Gegensatz zur Ortsgebundenheit des Bäckereigewerbes ist das Müllereigewerbe nicht zum voraus ortsgebunden. Deshalb besteht hier die Gefahr der einseitigen Verlagerung und Konzentration, die verhütet werden muss. Im übrigen sind die Wünsche des Bäcker-gewerbes bei den Vorberatungen eingehend besprochen worden. Daraus ist schliesslich unser Vorschlag entstanden. Die Vorberatungen haben keine Massnahmen für das Bäcker-gewerbe namhaft gemacht, und es sind keine konkreten Begehren unterbreitet worden, die eine weitergehende Formulierung im Verfassungsartikel notwendig machen würden.

Schliesslich noch ein paar Worte zu den Bemerkungen des Herrn Nationalrat Jaquet. Herr Nationalrat Jaquet hat erklärt, dass er sich mit der Zustimmung zum vorliegenden Verfassungstext in keiner Weise gebunden fühle an die Ausführungen in der Botschaft. Das ist selbstverständlich. In der Botschaft hat der Bundesrat versucht zu erklären, wie der von ihm vorgelegte Verfassungstext zu verstehen sei. Er hat aber dem Gesetzgeber damit in keiner Weise vorgreifen wollen und auch nicht vorgreifen können. Diese Ausführungen sind daher auch für die eidgenössischen Räte in keiner Weise verpflichtend. Die Räte können im Gegenteil in voller Freiheit an die Gesetzesberatung herantreten. Für das Ausführungsgesetz ist lediglich der rechtskräftig gewordene Verfassungstext verbindlich.

Nun zu den Minderheitsanträgen: Gestatten Sie mir hierzu eine Vorbemerkung. Die Demokratie beruht wesentlich auf einer Verständigung der massgebenden Kreise. Verständigung hat zur Voraussetzung aber Diskussion. Der Antrag von Herrn Nationalrat Schütz verlangt nun das Monopol oder konkret die Verlängerung der gültigen Ordnung. Der Antrag von Herrn Nationalrat Grendelmeier bekämpft das Monopol; er will die volle Freiheit. Beide Anträge lehnen die Vorlage ab. Sie lehnen sie aus ganz entgegengesetzten Gründen ab. Wie ist da eine Diskussion noch möglich? Wie ist eine Verständigung unter solchen Umständen möglich? Aus einer derartigen Situation könnte sich leicht die Verwerfung der Vorlage ergeben mit dem Effekt, dass automatisch der Verfassungsartikel von 1929 wieder in Kraft tritt. Jene Ordnung von 1929 vermöchte aber weder Herrn Grendelmeier noch Herrn

Schütz zu befriedigen. Ich werde dies noch näher ausführen.

Ich möchte Sie daher sehr eindrücklich bitten, die Diskussion nicht abubrechen und nach wie vor zu versuchen, den Weg der Mitte zu finden. Meinerseits glaube ich sagen zu dürfen, dass ich das Mögliche getan habe, um zu einer Verständigung zu gelangen, und das werden mir sicher auch die Mitglieder Ihrer Kommission bestätigen.

Nun zum Antrag von Herrn Nationalrat Grendelmeier auf Nichteintreten und zur Begründung desselben: Herr Nationalrat Grendelmeier bezeichnet die Vorlage als Monopolvorlage, als eine Verlängerung des Kriegsrechtes. Die Vorlage will aber im Gegenteil die wichtigste kriegswirtschaftliche Massnahme, nämlich das Importmonopol, wieder aufheben. Es ist somit keine Monopolvorlage. Sie sucht aber die Vorteile der bisherigen Brotgetreideordnung beizubehalten, zum Beispiel die Vorkehren zur Einhaltung eines angemessenen und möglichst stabilen Brotpreises. Im Vergleich zur Ordnung während des Krieges sind eine ganze Reihe von Massnahmen bereits abgebaut worden. Der Vorwurf, es sei eine Verlängerung des Kriegsrechtes, trifft daher sicher nicht zu.

Herr Grendelmeier ist weiter der Ansicht, die Brotversorgung könne, gestützt auf das Landwirtschaftsgesetz und auf das Kriegsvorsorgegesetz, sichergestellt werden. Auch das trifft nicht zu. Das Landwirtschaftsgesetz enthält keine Grundlagen für die Einfuhrordnung, die Übernahme des Inlandgetreides, die Müllereiordnung und den Konsumentenschutz auf dem Gebiete der Brotversorgung. Der Verfassungsartikel, auf den sich das Landwirtschaftsgesetz gründet (Art. 31 bis), vermag diese Grundlage ebenfalls nicht zu geben. Es könnte sich also nicht etwa um eine Revision des Landwirtschaftsgesetzes handeln; es müsste auch dort ein Verfassungsartikel revidiert werden. Das Kriegsvorsorgegesetz ermöglicht Massnahmen zur Sicherung der Landesversorgung nur in unsicheren Zeiten. Für die Brotgetreideversorgung ist das aber ungenügend. Wir brauchen eine stabile, für alle Zeiten anwendbare Grundlage.

Herr Nationalrat Grendelmeier hat ferner die Ansicht dargelegt, für die Ordnung im Müllereigewerbe genügen der Frachtausgleich und ein teilweiser Mahllohnausgleich. Beides sind aber nur Hilfsmassnahmen für eine Angleichung der Konkurrenzbedingungen der Mühlen nach Standort und Grösse. Sie genügen bei der Vielfalt der Pflichten des Müllereigewerbes nicht, um die Erhaltung eines leistungsfähigen, angemessen über das ganze Land verteilten Müllereigewerbes zu gewährleisten. Es geht aber nicht an, im Verfassungsartikel wohl das Ziel zu nennen, aber nur ungenügende Massnahmen zu erlauben, um dieses Ziel zu erreichen. Im übrigen haben wir uns zur Frage des Mehlausstosses als einer möglichen weiteren Massnahme bereits geäussert und dargetan, dass wir heute darüber nicht zu beschliessen haben.

Schliesslich hat Herr Nationalrat Grendelmeier die Auffassung vertreten, dass Hartweizen ganz aus der Brotgetreideordnung auszuschliessen sei. Ich sehe vorläufig einfach nicht, wie das möglich sein soll. Hartweizen und Weichweizen können sich in einem gewissen Umfange gegenseitig ersetzen, d. h.

Hartweizen kann auch für Brotbereitung verwendet werden, und umgekehrt kann Weichweizen auch für die Herstellung von Teigwaren verwendet werden, auch wenn er deren Qualität vermindert. Hart- und Weichweizen werden denn auch in den gleichen Mühlen verarbeitet. Es ist deshalb nicht denkbar, auf einem Gebiet, in diesem Fall auf dem Weichweizensektor, eine Ordnung aufrechtzuerhalten, wenn gleichzeitig der Hartweizen überhaupt von jeder Ordnung ausgenommen wird.

Mit dieser Begründung beantragt also Herr Grendelmeier namens seiner Fraktion Nichteintreten. Was heisst das? Ich wiederhole: Nichteintreten auf die Vorlage heisst Rückkehr zum Verfassungsartikel von 1929 und zum Getreidegesetz von 1932. Was wären die Folgen? Die Folgen wären für die Konsumenten: keine Kompetenz des Bundes zur Festsetzung der Preise für Mehl und Brot, keine Kompetenz des Bundes zum Erlass von Verarbeitungsvorschriften. Der Bund hätte nur die Möglichkeit, die Mehl- und Brotpreise zu überwachen und als einziges Mittel gegebenenfalls die Mehleinfuhr zu veranlassen. Auch alle übrigen Voraussetzungen für die Einhaltung angemessener, möglichst stabiler Brotpreise würden fehlen, nämlich: es würde fehlen der Ausgleich der Einstandspreise für Brotgetreide im Mittel mehrerer Jahre; vor allem würde fehlen die Möglichkeit der Erhebung einer Weissmehlabgabe zur Verbilligung des Brotpreises. Die Rückkehr zur Getreideordnung 1929/1932 hätte somit eine Erhöhung des Brotpreises zur Folge. Die Folgen für das Müllereigewerbe: es fehlen dem Bunde die Kompetenzen, Vorkehren zu treffen für die Erhaltung eines leistungsfähigen, über das ganze Land verteilten Müllereigewerbes mit den mehrfach dargelegten Konsequenzen. In bezug auf den Getreideimport: es fehlt dem Bund die genügende Kompetenz zur Regelung der Importe, d. h. dass die Landesversorgung weniger gesichert ist. Die Folgen für den Bund: der Bund wird nach der Ordnung von 1929 bis 1932 mit sämtlichen Kosten der Brotgetreideordnung belastet. Das bedeutet eine Mehrausgabe gegenüber dem vorgeschlagenen Verfassungsartikel in der Grössenordnung von 20–25 Millionen Franken, trotz Erhöhung des Brotpreises zu Lasten der Konsumenten. All das kann sicher nicht der Wunsch von Herrn Nationalrat Grendelmeier sein. Ich beantrage Ihnen deswegen auch meinerseits, wie die Herren Referenten, Ablehnung des Antrages auf Nichteintreten.

Zum Rückweisungsantrag von Herrn Nationalrat Schütz, den er im Namen seiner Fraktion gestellt hat, darf ich auch gleich noch auf einige Bemerkungen im Votum von Herrn Nationalrat Leuenberger eingehen. Herr Nationalrat Schütz stellt den Antrag auf Rückweisung der Vorlage und Verlängerung der gegenwärtigen Ordnung unter gleichzeitiger Lockerung der Kontingentierung mit der Begründung, für die Aufhebung des Monopols seien keine genügenden Gründe vorhanden. Die Situation habe sich gegenüber 1952 nicht geändert. Die Kontingentierung in der Handelsmüllerei sei nicht notwendig, und die Vorlage suche den Bund bei den Aufwendungen für das Inlandgetreide zu entlasten. Zu diesem Antrag: Ich habe bereits ausgeführt, dass der Bundesrat die Pflicht hat, eine Vorlage für eine Neuordnung auszuarbeiten, und dass im Gegensatz zu den Verhält-

nissen von 1952 heute Vorschläge vorliegen, welche gestatten, die Getreideversorgung sicherzustellen, unter Weiterführung der bisherigen Brotpreispolitik, ohne dass das Monopol beibehalten werden muss. Auch die heutige Situation des Brotgetreidemarktes gestattet dies. Folglich wäre eine Fortsetzung der bisherigen Ordnung nicht zu begründen, was angesichts der Tatsache, dass auch die Verlängerung der jetzigen Ordnung durch eine Volksabstimmung genehmigt werden müsste, sehr bedenklich wäre.

Auch die übrigen Einwände von Herrn Schütz rechtfertigen den Rückweisungsantrag nicht. Für die Müllereiordnung gilt es heute, das Ziel der zu treffenden Massnahmen zu umschreiben, wozu eine Einigung möglich ist, ohne dass die jetzige Ordnung verlängert werden muss. Was die Tragung der Kosten für den Inlandgetreidebau anbetrifft, hat, in Präzisierung der Vorschläge des Bundesrates, wonach der Bund bereit ist, im bisherigen Rahmen an die Kosten der Brotgetreideordnung beizutragen, Ihre Kommission einen Vorschlag ausgearbeitet, welcher den Anteil des Bundes an den Kosten der Getreideversorgung durch Verfassungstext festlegt und als Massstab hierfür gerade die Mehrkosten für das Inlandgetreide gewählt hat. Auch hier sind deswegen die Bedenken von Herrn Nationalrat Schütz wirklich gegenstandslos.

Herr Nationalrat Leuenberger hat uns vorgeworfen, dass wir privaten Interessen des Getreidehandels sowie dem Vorort nachgegeben hätten mit dem Vorschlag auf Aufhebung des Importmonopols. Herr Nationalrat Leuenberger hat von einer Zwängerei des Vorortes und vom Gewinnstreben der Müllerei gesprochen. Demgegenüber möchte ich doch feststellen, dass ich nicht unter der Vormundschaft des Vorortes stehe und auch keineswegs im Sinne habe, mich je unter eine solche Vormundschaft zu stellen. Das Finanzdepartement und die Getreideverwaltung sind auch keine Sektionen oder gar Dienststellen des Müllerverbandes. Weder Vorort noch Müllerverband noch sonst wer vermögen uns zu beeinflussen, die allgemeinen Interessen des Landes zu verraten.

Herr Nationalrat Leuenberger meint, wir würden die Verantwortung für die Brotversorgung in die Hände einiger Getreidehändler legen. Alle diese Erwägungen treffen aber nicht zu, wie ich schon ausgeführt habe, denn der Bund hat die Möglichkeit, selbst einzugerifen, sobald sich das als nötig erweist. Dies ist mit dem Verfassungstext möglich, den wir Ihnen vorschlagen. Ich wiederhole, dass die Grundlage für die Einfuhrordnung unter normalen Versorgungsverhältnissen, nach der Verwerfung des Importmonopols durch das Volk im Jahre 1926, die monopolfreie Einfuhr sein muss. Wir haben somit nur zu prüfen, ob die wirtschaftlichen Verhältnisse diese Rückkehr gestatten. Dies trifft nach meinem Dafürhalten heute zu. Das hat mit einer Schwächung der Versorgung mit Brotgetreide nichts zu tun, denn die Vorlage sieht ja für den Fall, dass die Versorgung durch den privaten Import nicht zu normalen Bedingungen und in befriedigender Weise gewährleistet werden kann, vor, dass der Bund eingreift. Er wird sich sogar zu bestimmten Zwecken, wie die Erneuerung seiner Vorräte, dauernd in einem gewissen Umfang an der Einfuhr beteiligen.

Die Einfuhr wird auch nicht in die Hand einiger Getreidehändler gelegt. An der Beschaffung der Ware im Ausland soll sich beteiligen können wer will. Die freie Konkurrenz soll nicht eingeschränkt werden. Vorschriften betreffend Qualität, Herkunft usw. können, soweit sie nötig sind, trotzdem zur Anwendung gebracht werden. Aber diese Freiheit ist nur möglich, wenn wir über eine genaue Kontrolle des importierten Getreides ab Grenze verfügen, und hiezu ist die Ordnung im Müllereigewerbe und eine zweckmässige Regelung der Verzollung der Ware nötig. Es ist somit keine Rede davon, dass das Einfuhrmonopol des Bundes durch das Monopol des Handels ersetzt werden soll.

Die Herren Nationalräte Schütz und Leuenberger bezweifeln sodann die Absicht des Bundesrates, auch nach Inkrafttreten der neuen Ordnung angemessene und möglichst stabile Brotpreise beizubehalten. Tatsache ist aber, dass die Vorlage des Bundesrates die Möglichkeit hiezu enthält und dass der Bundesrat gewillt ist, diese Zusage, die er in der Botschaft machte, auch einzuhalten. Das Getreidegesetz wird auch hier die Möglichkeit geben, Einzelheiten der Brotpreispolitik festzulegen. Ferner bedeutet der Vorschlag der Kommission betreffend die Beteiligung des Bundes an den Kosten der Getreideversorgung ein weiteres Element für die vom Bundesrat umschriebene Brotpreispolitik.

Im übrigen dürfte die bisherige Politik auf diesem Gebiet, die in schwierigen Zeiten einen sehr mässigen Brotpreis zu halten vermochte, ebenfalls Gewähr für die Zukunft bieten. Es besteht wirklich kein Grund für Rückweisung der Vorlage an den Bundesrat. Deswegen beantrage ich Ihnen, immer im Einklang mit den Herren Referenten, auch diesen Antrag abzulehnen.

Zum Schluss gestatten Sie mir noch einmal zusammenfassend festzustellen:

Zur Diskussion steht heute der Verfassungsartikel und nicht das Ausführungsgesetz. Das letztere können Sie später im Rahmen des Verfassungstextes nach freiem Willen gestalten. Heute aber geht es um die folgenden Verfassungsgrundsätze:

Die Versorgung des Landes mit Brotgetreide ist sicherzustellen.

Der Inlandanbau ist zu fördern, und es sind genügende Vorräte zu halten.

Bei der Ordnung der Einfuhr ist in erster Linie auf die Privatwirtschaft abzustellen.

Es sind Vorkehren zur Erhaltung eines leistungsfähigen und angemessenen über das ganze Land verteilten Müllereigewerbes zu treffen.

Die Interessen der Konsumenten, vor allem an einem möglichst stabilen Brotpreis, sind zu wahren. Der Bund hat einen angemessenen Teil der Aufwendungen für die Brotgetreideordnung zu tragen.

Ich beantrage Ihnen Eintreten auf die Vorlage des Bundesrates.

#### Abstimmung – Vote

Für den Antrag Grendelmeier	9 Stimmen
Dagegen	115 Stimmen
Für den Antrag Schütz	66 Stimmen
Dagegen	97 Stimmen

*Artikelweise Beratung – Discussion des articles**Titel und Ingress***Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates.

*Titre et préambule***Proposition de la commission**

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

*Angenommen – Adoptés**Abschnitt I, Ingress***Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates.

*Chapitre I, préambule***Proposition de la commission**

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

*Angenommen – Adopté**Art. 23bis, Abs. 1***Antrag der Kommission**

Der Bund sichert die Versorgung des Landes mit Brotgetreide; er stützt sich dabei auf die Mitwirkung der privaten Wirtschaft.

*Art. 23bis, al. 1***Proposition de la commission**

La Confédération assure l'approvisionnement du pays en blé; ce faisant, elle s'appuie sur la collaboration de l'économie privée.

M. Piot, rapporteur: La commission propose au chiffre I la rédaction suivante:

«La Confédération assure l'approvisionnement du pays en blé. Ce faisant, elle s'appuie sur la collaboration de l'économie privée.»

Il y a dans la première phrase une petite modification d'ordre rédactionnel qui ne concerne que le texte français. Le Conseil des Etats, lors du débat général, a préféré le terme «approvisionnement» à «ravitaillement», le premier de ces mots étant une traduction plus exacte du terme «Versorgung».

Nous vous proposons de ne pas engager une nouvelle discussion, une querelle de linguistes sur ce point et de laisser à la commission de rédaction le soin de faire des propositions aux deux Conseils. C'est en ce sens que la décision du Conseil des Etats a été prise.

Le chiffre I donne à la Confédération la compétence générale d'assurer l'approvisionnement ou le ravitaillement du pays en blé. Il n'y a pas eu, au sein de la commission, d'opposition à cette obligation pour la Confédération.

Le Conseil des Etats a décidé d'ajouter à la formule proposée par le Conseil fédéral les mots «... avec la collaboration de l'économie privée». Votre commission va plus loin et vous propose de dire: «Ce faisant, elle s'appuie sur la collaboration de l'économie privée». C'est une forme plus impérative; la Confédération sera tenue de donner à l'économie privée la place à laquelle elle peut prétendre. Cette phrase est du reste reprise du texte proposé par le Conseil fédéral au chiffre II. Il y a toutefois une

différence en ce sens que le Conseil fédéral paraît vouloir limiter la collaboration de l'économie privée pour assurer l'existence des réserves ainsi que l'importation et l'emploi du blé étranger.

Le Conseil des Etats et votre commission, soucieux de plus de précision, proposent le recours à la collaboration de l'économie privée pour l'ensemble des tâches de la Confédération dans sa politique du blé.

Le Conseil fédéral s'étant rallié à la proposition de la commission, nous vous prions de faire bon accueil à cette dernière.

Müller, Olten, Berichterstatter: Im Absatz 1 hat der Ständerat geschrieben: „Der Bund sichert die Versorgung des Landes mit Brotgetreide unter Mitwirkung der privaten Wirtschaft.“ Der Bundesrat hat die Mitwirkung der privaten Wirtschaft in einem späteren Satz vorgesehen. Der Ständerat ist der Ansicht, man solle diesen Grundsatz im ersten Absatz vorausschicken. Ihre Kommission wollte diesen Gedanken noch dadurch festigen, dass sie sagt: „Er stützt sich dabei auf die Mitwirkung der privaten Wirtschaft.“ Nach dem vorgelegten Verfassungstext kann das Monopol also nicht verfügt werden. Die Voraussetzungen dafür sind nicht gegeben, es sei denn, dass dem Bund die Kompetenz hiezu eigens und ausdrücklich eingeräumt wird. Die Abschaffung des Monopols hat ihre zwingenden Gründe. Es haben in den Jahren 1926 und 1929 zwei Abstimmungen stattgefunden, die das Monopol ablehnten. Deshalb können wir es nicht einfach verlängern, trotzdem ich ausdrücklich bemerke, dass wir während der Zeit, wo das Monopol Geltung hatte, damit ausserordentlich zufrieden waren; es hat seinen Zweck erfüllt. Aber die weitere Aufrechterhaltung des Monopols rechtfertigt sich nicht mehr, weil eben die Privatwirtschaft zweifellos in der Lage ist, die Getreideversorgung des Landes zu sichern. Dabei wissen wir, dass auch die Getreideverwaltung, gestützt auf die Getreideordnung, in Zukunft Getreide einführen kann. Sie kann das tun einmal zur Erneuerung ihrer eigenen Vorräte an Auslandweizen, die bekanntermassen gross sind. Sie kann die Saatgutversorgung durch Importe sichern, sie kann ihre Vorräte an Auslandsgetreide in unsicheren Zeiten oder bei drohender Kriegsgefahr und Missernten im Inland erhöhen, und sie kann die Versorgung bei allgemeiner Knappheit oder untragbaren Preissteigerungen sichern. Sie kann das auch tun, wenn diese Verhältnisse für einzelne wichtige Sorten oder Qualitäten bestehen. Dann hat sie auch dieses Recht zur Sicherung der Erfüllung von Bezugsverpflichtungen, und sie hat das Recht, internationale Abkommen abzuschliessen. Aber sie wird sich dabei – das ist unsere Auffassung – auf die private Wirtschaft stützen. Nur wenn diese nicht in der Lage ist, die Getreideversorgung zu sichern, soll sie das selber tun.

*Angenommen – Adopté**Abs. 2, 1. und 2. Satz***Antrag der Kommission**

Diesem Zwecke sollen insbesondere die folgenden Massnahmen dienen. Der Bund fördert den Anbau von Brotgetreide guter Qualität; er übernimmt

gutes, mahlfähiges Inlandgetreide zu Preisen, die seinen Anbau sichern; er regelt die Verwendung des Inlandgetreides und bestimmt die Verkaufspreise.

*Al. 2, phrases 1 et 2*

**Proposition de la commission**

Les mesures suivantes, notamment, doivent viser à atteindre ce but. La Confédération encourage la culture du blé de bonne qualité; elle achète le blé indigène panifiable à des prix qui en assurent la culture; elle règle l'emploi du blé indigène et en fixe les prix de vente.

**M. Piot**, rapporteur: Au chiffre II, le Conseil des Etats propose d'introduire la phrase suivante:

«Les mesures suivantes, notamment, doivent viser à atteindre ce but.»

Cette formule permettra à la loi d'exécution d'être moins limitée dans ses dispositions. Le mot «notamment» (insbesondere) n'exclut pas d'autres mesures que celles qui sont mentionnées plus loin dans le texte.

Si les mesures proposées avaient été séparées par alinéa ou par lettre, le chiffre II aurait gagné en clarté. Le Conseil fédéral ne l'a pas voulu afin de ne pas compartimenter les différentes dispositions.

Votre commission et le Conseil fédéral vous proposent d'adhérer à la décision du Conseil des Etats et d'admettre au commencement du chiffre II la phrase: «Les mesures suivantes, notamment, doivent viser à atteindre ce but.»

La première partie de cet alinéa est consacrée au blé indigène. Le Conseil fédéral reprend dans son projet les termes mêmes de l'article 23bis de la loi de 1929. L'Union suisse des paysans, consultée lors de la préparation du projet, a demandé que soient prévues dans le nouvel article les mêmes garanties pour la production du blé indigène que dans l'ancien.

Sur cette base, la production du blé indigène peut se développer en quantité et en qualité. L'agriculture suisse est moins sujette aux graves crises de surproduction qu'à l'époque où elle était trop spécialisée dans la production animale.

Les stations fédérales ont créé des variétés de blé qui ont marqué de grands progrès dans le rendement et la valeur boulangère. La variété Probus est la plus cultivée et représente à elle seule plus de 50% des emblavures. C'est un blé de très bonne qualité, qui peut être comparé aux bonnes variétés étrangères.

Une petite modification a été apportée au texte allemand, où le mot «gutes» est repris une seconde fois pour accompagner celui de «mahlfähiges», ce dernier terme n'étant pas la traduction exacte de panifiable. Le texte français reste le même. On ne saurait décemment répéter deux fois les termes «de bonne qualité» ou dire «... elle achète le bon blé indigène panifiable»; cela ne va pas.

Une discussion s'est élevée au sein de la commission pour savoir si le mot «fördert» n'avait pas une signification plus impérative que le mot «encourage». Cela paraît bien être le cas. Cependant, aucune autre formule n'a été proposée. C'est là du reste la traduction admise dans toute la législation fédérale.

Le Conseil des Etats a remplacé les mots «permettent la culture» par «assurent la production», cela sur proposition de sa commission. Votre commission vous propose d'adopter la formule «... qui en assurent la culture».

Vos rapporteurs ont pour mission de déclarer que cette modification ne change rien à l'état actuel et qu'en particulier cette disposition ne pourrait être invoquée pour assurer la culture du blé dans les régions défavorisées par le climat. Seule doit subsister une différenciation entre régions de plaine et régions de montagne.

En ce qui concerne la fixation du prix payé pour le blé indigène, l'article 29 de la loi sur l'agriculture est applicable, lequel postule que les prix doivent couvrir les frais de production calculés sur une période de plusieurs années d'entreprises exploitées de façon rationnelle et reprises à des conditions normales. C'est dans ce sens que le rapporteur du Conseil des Etats s'est exprimé.

Alors, me direz-vous, pourquoi un changement? La majorité de la commission estime que le mot «assure» cadre mieux avec le chiffre I du projet, lequel donne à la Confédération la compétence d'assurer le ravitaillement du pays en blé. C'est une adaptation et non pas une révolution.

Le prix de vente du blé indigène aux meuniers sera fixé sur la base du prix du blé importé si la proposition de la commission, au chiffre III, est admise. La principale différence avec le régime actuel réside dans le fait que ce prix sera établi sur une moyenne de plusieurs années.

**Müller-Olten**, Berichterstatter: Im Absatz 2, 1. und 2. Satz, besteht eine kleine Änderung gegenüber dem Ständerat. Die erste Änderung besteht darin, dass der Ständerat geschrieben hat: „Er übernimmt mahlfähiges Inlandgetreide“, während die nationalrätliche Kommission sagt: „Er übernimmt gutes, mahlfähiges Inlandgetreide.“ Man hat zuerst Befürchtungen gehegt, dass, wenn das Wort „gut“ noch zu dem Ausdruck „mahlfähig“ hinzugefügt wird, damit irgendwelcher Druck auf die Abnahmepreise des Inlandgetreides ausgeübt werde. Wir glauben das aber nicht, um so weniger, als die Formulierung „gutes, mahlfähiges Inlandgetreide“ bereits im alten Verfassungstext enthalten war. Es besteht auch keine Änderung in bezug auf das Inlandgetreide gegenüber den früheren Verhältnissen. Wir haben ja auch hier wieder das Ausführungsgesetz zum Verfassungsartikel, das zum Teil bereits vorliegt, das genau sagt, was man darunter auch versteht. Wenn man die Sache rein technisch betrachtet, ist natürlich alles Getreide mahlfähig. Wir haben dieses Wort daher bisher auch als einen Qualitätsbegriff angesehen. Aber wenn das Wort „mahlfähig“ noch durch „gut“ verstärkt wird, so versteht jeder den Sinn dieser Wendung. Diese Fassung passt auch besser zum französischen Text, in dem das Wort „panifiable“ vorkommt, für das wir im Deutschen keinen entsprechenden Ausdruck haben. Dann haben wir im nächsten Satz eine zweite Änderung. Der Bundesrat will das Getreide annehmen „zu Preisen, die seinen Anbau ermöglichen“, der Ständerat sagt: „zu produktions sichernden Preisen“, und die nationalrätliche Kommission schlägt Ihnen vor zu sagen: „zu Preisen, die seinen Anbau

sichern“. In dieser Fassung steht also das Wort „sichern“, nicht „ermöglichen“. Im ersten Satze unseres Verfassungsartikels heisst es: „Der Bund sichert die Versorgung des Landes mit Brotgetreide“; es steht hier nicht das Wort „ermöglicht“, sondern der Ausdruck „sichert“. Dieser Begriff sollte nun auch hier wieder verwendet werden.

Nun muss ich aber namens der Kommission und speziell auch namens der Vertreter der Landwirtschaft eine Erklärung abgeben: In der ständerätlichen Kommission wurde von Randzonen gesprochen, die eventuell andere Getreidepreise erhalten würden. Auch in unserer Kommission ist ein Votum gefallen, das von Randzonen bei den Getreidepreisen spricht (Luzern und andere Kantone). Es wurde die Meinung geäussert, für diese Gebiete müssten verschiedene Preise festgelegt werden. Wir tendieren aber darauf und sind einig darüber, dass es nur einen Getreidepreis für die ganze Schweiz geben soll, plus, wie bis anhin, für Gebirgsgegenden die Zuschläge, aber nicht, dass wir unten, innerhalb eines Kantons oder von Kanton zu Kanton verschiedene Preise haben. Es gibt nur einen Unterschied, wie bisher: Zuschläge für Gebirgszonen, aber nicht für Randzonen. Es soll so bleiben, wie es bisher war. Damit ist auch erklärlich, dass das Wort „sichern“ nicht irgend etwas anderes bedeutet, als dass wir auch hier gleiche Preise haben, die der Bundesrat ja feststellt nach dem Gesetz: „Der Bundesrat setzt alljährlich, spätestens zur Zeit der Haupternte, nach Anhören der Beteiligten die Übernahmepreise für das Inlandgetreide fest; sie haben die im Durchschnitt mehrerer Jahre festgestellten mittleren Produktionskosten von Inlandgetreide zu decken, das von nicht in Gebirgsgegenden gelegenen, rationell geführten und zu normalen Bedingungen übernommenen Betrieben erzeugt wurde. Er kann Preiszuschläge für in Gebirgsgegenden geerntetes Inlandgetreide gewähren.“ Also nicht für andere Zonen.

**Bundesrat Streuli:** Mit der Übernahme des mahlfähigen Getreides steht die Preisfestsetzung in engem Zusammenhang. Der Bundesrat hat darüber in seiner Botschaft längere Ausführungen gemacht. Er hat dargelegt, dass am heutigen System der Festsetzung des Produzentenpreises festgehalten werden kann und soll. Es besteht darin, dass auf die mittleren Produktionskosten in rationell geführten und zu normalen Bedingungen übernommenen Betrieben, wie sie sich im Durchschnitt mehrerer Jahre ergeben, abgestellt wird. Da für die Berggebiete Zuschläge gewährt werden, wird auf die Produktionskosten ausserhalb des Berggebietes abgestellt, um den Grundpreis zu bestimmen.

Wir haben bei der Vorbereitung der Vorlage versucht, eine bessere Formulierung als „kostendeckend“ zu finden. Es ist nicht gelungen. Deswegen haben wir den unveränderten Text des bisherigen Artikels 23bis, „er übernimmt mahlfähiges Inlandgetreide zu Preisen, die dessen Anbau ermöglichen“, übernommen und Ihnen vorgeschlagen. Damit wird am besten zum Ausdruck gebracht, dass an der bisherigen Praxis, die sich auch für die Landwirtschaft unbestrittenermassen bewährt hat, nichts geändert werden soll. Entsprechend ist vorgesehen, im revidierten Getreidegesetz die Bestimmungen für die Festsetzung der Produzentenpreise für Brot-

getreide so zu gestalten, wie wir das in der Botschaft ausgeführt haben und wie es sich in Anlehnung an Artikel 29 des Landwirtschaftsgesetzes ergibt.

Der Ständerat hat nun beschlossen zu sagen „zu produktionssichernden Preisen“. Ihre Kommission schlägt vor „Preise, die dessen Anbau sichern“. Von den beiden Herren Referenten und von Ihrer Kommission ist zum Ausdruck gebracht worden, dass das keine materielle Änderung bedeuten solle. Nun muss ich leider auf die Beratung im Ständerat zurückkommen. Dort hat Herr Ständerat Clavadetscher die Abänderung des heutigen Textes wie folgt begründet: „Wir sind vor allem zum Begriff ‚produktionssichernde Preise‘ gekommen, um im Mittel des Landes einen Brotgetreidepreis erreichen zu können, der etwas über den mittleren Produktionskosten rationell geführter und zu normalen Bedingungen übernommener landwirtschaftlicher Betriebe im Durchschnitt mehrerer Jahre steht.“ Herr Ständerat Clavadetscher begründet die Abänderung des bisherigen Textes damit, dass die Kosten etwas über den Produktionskosten sein sollten. Er erklärt weiter: „Unseres Erachtens ist dies im Interesse der Erhaltung und Ausdehnung des Ackerbaus, speziell in den sogenannten niederschlagsreichen Rand- und Berggebieten, unumgänglich.“ Aus dieser Begründung ergibt sich doch klar, dass man eine Änderung der Praxis erreichen möchte. Mit dieser Begründung hat der Ständerat der Fassung „produktionssichernde Preise“ auch zugestimmt. Aber auch in Ihrer Kommission hat Herr Nationalrat Reichling den Antrag auf „kostensichernd“ begründet wie folgt: „Der Bund übernimmt das Getreide nach dieser vom Ständerat beschlossenen Fassung ‚zu produktionssichernden Preisen‘, also nicht zu Preisen, welche die Produktionskosten ‚decken‘. Wenn Sie die Produktion sichern wollen in der Randzone zwischen den Gebirgsgegenden und dem eigentlichen Getreideanbaugebiet, dann können Sie nicht auf die Produktionskosten abstellen, weil sonst der Getreideanbau dort nicht mehr möglich wäre.“ Also auch in Ihrer Kommission ist die Abänderung des Wortlautes gegenüber dem bisherigen als materielle Änderung begründet worden. Nun könnten wir eine materielle Änderung nicht als richtig betrachten, wenn gegenüber der heutigen Praxis hier Mehrpreise oder höhere Preise ausgerichtet werden sollten. Die beiden Herren Referenten haben heute im Plenum dargetan, dass keine Änderung der bisherigen Praxis beabsichtigt sei, dass es sich also gewissermassen um eine neue Formulierung der bisherigen Praxis handle. Diese Erklärung steht aber, wie ich jetzt dargetan habe, im Widerspruch mit den Erklärungen des Herrn Clavadetscher im Ständerat und von Herrn Reichling in Ihrer Kommission. Beide Herren möchten – oder mochten damals wenigstens, als sie das begründet haben – eine materielle Änderung erreichen, denn in der Tat ist schwer einzusehen, dass man sich so sehr um eine neue Fassung bemüht, wenn sie keine materielle Bedeutung haben soll und wenn sie nur redaktionell gemeint ist. Wenn letzteres zutrifft, so wäre es nicht in Ordnung, wenn man die Landwirtschaft etwa in den Glauben versetzen würde, die neue Fassung bringe eine Verbesserung, wenn man das doch nicht will. Jedenfalls muss ich für den Bundesrat mit den beiden Herren Referenten ausdrücklich erklären, dass die von Ihrer Kom-

mission vorgeschlagene Fassung ausschliesslich eine redaktionelle Änderung der bisherigen Fassung sein kann, ohne jede materielle Änderung. Sie werden in dieser Situation begreifen, dass ich auch den Wunsch habe, den Herrn Präsidenten des Schweizerischen Bauernverbandes, Nationalrat Reichling, Mitglied Ihrer Kommission, zu bitten, die Richtigkeit meiner Darstellung auch hier im Plenum Ihres Rates ausdrücklich zu bestätigen, dass es sich nämlich bei der von der Kommission beantragten Fassung nur um eine redaktionelle Änderung handelt, der keine materielle Bedeutung zukommt.

Im übrigen würde ich bitten, dem Antrag des Bundesrates zuzustimmen.

**Reichling:** Ich gebe dem Wunsche von Herrn Bundesrat Dr. Streuli gerne Folge und werde in ganz kurzen Ausführungen meinen Standpunkt darlegen, wie ich ihn auch in der Kommission zur Geltung gebracht habe.

Wenn diese Begriffsdebatte nun hier auftritt, so nicht zuletzt deshalb, weil in einem Vorstadium der Beratung in der Expertenkommission, ich glaube von seiten der Getreideverwaltung oder des Bundesrates beantragt worden ist, von produktionskostendeckenden Preisen zu sprechen. Wir haben das deshalb bekämpft, weil die Produktionskosten im Getreidebau innerhalb der Zone, die nicht zur Bergzone gehört, sehr verschieden sind. Sie sind dort am niedrigsten, wo die besten Bedingungen vorliegen, und sind dort höher, wo man schon an die Randzonen gelangt. Ich erkläre in aller Form, dass an dem, was bis jetzt gegolten hat, nichts geändert werden soll. Wir werden für den Brotgetreidebau einen einheitlichen Preis haben und werden für die Bergzonen Zuschläge haben. Wenn wir das mit dem Ausdruck „den Anbau sichern“ vielleicht noch etwas verdeutlichen wollen, so deshalb, weil auch der Bundesrat durchgehend – Sie können diese Erklärungen verfolgen – immer von der Sicherung der Brotgetreideversorgung des Landes spricht. Es ist zuzugeben – Herr Bundesrat Streuli hat das in seinem Votum zum Eintreten heute erklärt –, dass die Sicherung des inländischen Getreidebaues einen wichtigen Bestandteil unserer Getreideversorgung darstellt. Ohne Sicherung des Inlandgetreidebaues gibt es keine Sicherung der Brotgetreideversorgung. So scheint es mir durchaus konsequent zu sein, wenn wir den Ausdruck im Verfassungsartikel verwenden und er nicht lediglich in den Voten des Bundesrates gebraucht wird. Auch im Ständerat hat der Bundesrat ja von Sicherung der Brotgetreideversorgung gesprochen. Dieser Ausdruck steht auch in der Botschaft, die wir heute behandeln. Also handelt es sich darum, dass dem Getreidepreis nicht etwa Produktionskosten, wie sie in den privilegierten Getreidebaugebieten bestehen, zugrunde gelegt werden, sondern Produktionskosten, wie sie im Mittel der Hauptgetreidebauzone unseres Landes bestehen. Das entspricht der bisherigen Praxis. An dieser möchten auch wir festhalten. Ich weiss nicht, ob diese Erklärung Herrn Bundesrat Streuli genügt. Ich will keine materielle Änderung, habe nie für eine solche plädiert; ich habe vielleicht in meinem Votum in der Kommission zu wenig hervorgehoben, dass es sich nicht um Produktionskosten der privilegierten Gebiete handeln könne, sondern um

durchschnittliche Produktionskosten der Hauptbaugebiete unseres Landes. Ich möchte diese Präzisierung hiemit anbringen. Gestützt darauf muss ich der Meinung entgegentreten, ich hätte irgendeinmal von abgestuften Preisen zwischen Hauptgebieten und Randzonen gesprochen. Das ist nicht der Fall; ich vertrete das auch nicht, sondern es soll bei der bisherigen Ordnung bleiben. Ich möchte Sie daher bitten, dem Antrag der Kommissionsmehrheit, wie er von den Referenten vertreten worden ist, zuzustimmen.

**Bundesrat Streuli:** Nach diesen Erklärungen von Herrn Nationalrat Reichling mache ich dem Antrag der Kommissionsmehrheit keine Opposition mehr. Ich möchte nur bitten, dass seine Erklärungen im Protokoll doppelt unterstrichen werden.

**Präsident:** Sie haben Kenntnis genommen, dass Herr Bundesrat Streuli dem Ausdruck „sichern“, d. h. dem Antrag der Kommissionsmehrheit zustimmt. Die Abstimmung zu Punkt 1 entfällt somit.

*Angenommen – Adopté*

*Abs. 2, 3. Satz*

#### **Antrag der Kommission**

Er sorgt für genügende Vorräte an Brotgetreide und regelt ihre Verteilung; er ordnet die Einfuhr und Verwendung von ausländischem Brotgetreide und von Backmehl. (Zustimmung zum Beschluss des Ständerates.)

*Al. 2, phrase 3*

#### **Proposition de la commission**

Elle assure l'existence de réserves suffisantes de blé et en règle la répartition; elle régleme l'importation et l'emploi du blé étranger et de la farine panifiable. (Adhérer à la décision du Conseil des Etats.)

**M. Piot, rapporteur:** La constitution de réserves suffisantes de blé est un des piliers du projet. La commission unanime lui donne son accord. Outre l'élément de prévoyance et de sécurité, une réserve importante est un élément stabilisateur des prix.

Actuellement, les réserves sont logées par la Confédération pour le 50%, le reste par la meunerie. Il est prévu que ce système sera maintenu. Le Conseil des Etats a amendé le projet du Conseil fédéral en ajoutant après «Elle assure l'existence de réserves suffisantes de blé» les mots: «et en règle la répartition». Cette modification, à propos de laquelle le Conseil fédéral est d'accord, est approuvée par la commission. Le projet de loi sur le blé ne prévoit pas de fixer l'ampleur de la réserve à entretenir. Le tonnage pourra être adapté aux circonstances.

Les réserves sont en quelque sorte liées à l'importation. La phrase continue par ces mots «elle régleme l'importation et l'emploi du blé étranger et de la farine panifiable».

Hier, dans le débat sur l'entrée en matière, les partisans du monopole d'Etat ont donné à pleine voix. Ce sont tous de forts ténors; ils manquent seulement de mesure.

Une remarque s'impose. Les milieux du commerce et de l'industrie ne sont pas satisfaits et

craignent que la Confédération abuse de son droit d'importer.

La commission du Conseil des Etats a fortement insisté pour que la Confédération n'importe qu'à titre exceptionnel.

La majorité de la commission est d'accord avec la position du Conseil fédéral en matière d'importation du blé.

C'est une position centrale éloignée des extrêmes.

Le monopole d'importation par l'Etat a disparu presque partout dans les autres pays.

Le projet permet au Conseil fédéral d'intervenir chaque fois qu'il le jugera nécessaire; à la loi de régler les détails.

**Müller-Olten, Berichterstatter:** Im dritten Satz haben wir keine Änderung. Er handelt von den Vorräten. Es ist nur darauf hinzuweisen, dass wir zurzeit immer über 40 000 Wagen Vorräte haben, wovon durchschnittlich 15 000 in Bundeslagern, 7000 in privaten Lagern und 20 000 in Mühlen.

*Angenommen - Adopté*

*Abs. 2, 4. Satz*

#### **Antrag der Kommission**

*Mehrheit*

Er trifft Vorkehrungen zur Erhaltung eines leistungsfähigen, angemessen über das ganze Land verteilten Müllereigewerbes.

*Minderheit*

*Hauptantrag*

(Weber Max, Geissbühler, Grendelmeier, Herzog, Leuenberger, Monfrini, Schütz, Strebel)

Zur Erhaltung eines leistungsfähigen, dezentralisierten Müllereigewerbes kann der Bund den Mül-  
lern Beiträge an die Transportkosten im Innern des Landes und zum teilweisen Ausgleich des Mahllohnes gewähren.

*I. Eventualantrag*

(Herzog, Geissbühler, Leuenberger, Monfrini, Schütz, Strebel, Weber Max)

Er trifft Massnahmen zur Erhaltung eines leistungsfähigen Müllereigewerbes, wobei er auf die Kundenmühlen Rücksicht nimmt.

*II. Eventualantrag (Zusatzantrag)*

(Herzog, Geissbühler, Grendelmeier, Leuenberger, Monfrini, Schütz, Strebel, Weber Max)

... Rücksicht nimmt. Mühlen, die ein Bedürfnis nachweisen, ist zusätzlich zum Ausstoss von Weichweizen ein entsprechender Anteil an Hartweizen zuzuteilen.

*Al. 2, 4<sup>e</sup> phrase*

#### **Proposition de la commission**

*Majorité*

Elle prend des dispositions visant à maintenir une meunerie forte et judicieusement répartie sur l'ensemble du pays.

*Minorité*

*Proposition principale*

(Weber Max, Geissbühler, Grendelmeier, Herzog, Leuenberger, Monfrini, Schütz, Strebel)

En vue de maintenir une meunerie forte et décentralisée, la Confédération peut verser des allocations aux meuniers pour les frais de transport à l'intérieur du pays et égaliser partiellement la marge de mouture.

*I<sup>re</sup> proposition éventuelle*

(Herzog, Geissbühler, Leuenberger, Monfrini, Schütz, Strebel, Weber Max)

Elle prend des mesures visant à maintenir une meunerie forte et décentralisée tout en tenant compte des moulins à façon.

*II<sup>e</sup> proposition éventuelle (proposition additionnelle)*

(Herzog, Geissbühler, Grendelmeier, Leuenberger, Monfrini, Schütz, Strebel, Weber Max)

... moulins à façon. Les meuniers, qui apportent la preuve de leurs besoins, doivent recevoir en sus de leur débit de blé tendre une attribution correspondante de blé dur.

**Müller-Olten, Berichterstatter:** Nun kommen wir zum Satz 4: „Er (der Bund) trifft Vorkehrungen zur Erhaltung eines leistungsfähigen, angemessen über das ganze Land verteilten Müllereigewerbes.“ Hier ist als erstes zu bemerken, dass wir gegenüber dem Ständerat eine formelle Änderung haben. Die Kommission des Nationalrates hat das Wort „dezentralisiert“ ersetzt durch „angemessen über das ganze Land verteilt“. Es handelt sich um eine Änderung redaktioneller Natur, weil man fand, dass nicht von Dezentralisation gesprochen werden könne, wo vorher keine Zentralisation bestand. Der Sinn der Bestimmung bleibt unberührt. Ihrem Wortlaute nach deckt sich die neue Formulierung ungefähr mit derjenigen, die Professor Weber seinerzeit in der Expertenkommission vorschlug.

Wir kommen nun zum Antrag des Kollegen Weber-Bern, dem Hauptantrag der Minderheit, wonach anschliessend an die Worte „zur Erhaltung eines leistungsfähigen, angemessen über das ganze Land verteilten Müllereigewerbes“ bereits im Verfassungsartikel festgelegt werden soll, wie die Mühlen zu erhalten sind. Wir bitten Sie, alle diese Anträge abzulehnen, nicht weil sie nicht später in Frage kommen könnten, sondern weil wir der Meinung sind, sie gehören nicht in den Verfassungsartikel hinein. Das wird Sache des Ausführungsgesetzes sein. Dort wird die Frage zur Sprache kommen, wie man den Mühlen helfen könne, durch Kontingentierung oder anderswie. Die Kontingentierung ist nicht Selbstzweck, sondern Mittel zum Zweck, und zwar nicht nur für die Erhaltung eines leistungsfähigen Müllereigewerbes, sondern auch für die Durchsetzung der den Mühlen überbundenen öffentlich-rechtlichen Verpflichtungen. Zur Erhaltung der dezentralisierten Müllerei ist die Kontingentierung freilich nicht das einzige Mittel, wohl aber bis heute das tauglichste. Alle andern Mittel brächten für die einzelnen Betriebe grössere Nachteile. Möglich wäre einmal, die Mühlen mit progressiven Abgaben, entsprechend dem Umfange ihres Mehl-

ausstosses, zu belasten. Das ergäbe für die grössten Mühlen die grösste Belastung, würde aber im Effekt die Bewegungsfreiheit viel stärker einengen als die Kontingentierung und zudem die Gefahr der Brotverteuerung bringen. Denkbar wäre ferner die Begrenzung des Absatzrayons, was wiederum weiterginge als die Kontingentierung. Dagegen glauben wir, dass, wie im Hauptantrag vorgeschlagen wird, Frachten- und Mahllohnausgleich wohl ein Mittel sind, aber keine vollständige Lösung des Problems der Erhaltung des Müllereigewerbes bringen. Die jetzige Mühlenkontingentierung erschöpft sich in der Regelung des Mehlausstosses. Wenn auch das System noch verbesserungsfähig ist, gestattet es doch schon jetzt mit verhältnismässig geringen Lasten allen gut geleiteten Mühlen die Erhaltung ihrer Existenz. Wenn dieses System in vergangenen Zeiten nicht bestand, so deshalb, weil dafür die Notwendigkeit fehlte, indem die Voraussetzungen für eine hemmungslose Expansion einzelner Betriebe nicht vorhanden waren. Früher waren die Mühlen standortmässig an die Wasserläufe gebunden. Ihre technischen Einrichtungen liessen nur eine beschränkte Vermahlung zu. Die verfügbaren Transportmöglichkeiten gestatteten keine Kundenbedienung über weite Distanz. Erst nach dem Ersten Weltkrieg setzte die Verdrängung des Pferdefuhrwerkes durch das Lastautomobil ein. Auch die Kapazitätssteigerung, dank dem Fortschritt der Technik, entwickelte sich erst in den letzten Jahrzehnten zum heutigen Ausmass. Wenn es nach der Getreidegesetzgebung von 1929 bis 1932 keine Ausstosskontingentierung gab, so wurde doch eine von der GGF gehandhabte Importkontingentierung als nötig befunden, die indirekt eine ähnliche Wirkung zeitigte.

Die Müllerei steht im Mittelpunkt der ganzen Versorgungsordnung. Ihr sind auch die öffentlich-rechtlichen Pflichten auferlegt. Sie trägt die daraus fliessende Verantwortung. Unter Mitwirkung der Müllerei vollzieht sich zum Teil auch die Finanzierung der Kosten für die Brotverbilligung, Lagerhaltung usw. Um sie instanzzusetzen, diesen Obliegenheiten zu genügen, und nicht weniger um der Verwaltung die Überwachung, Kontrolle, Disposition des Inlandgetreides zu ermöglichen, ist eine gewisse Ordnung auf dem Mehlmarkte unerlässlich. Dazu dient die Kontingentierung. Sie ist keine gewerbepolitische Massnahme. Es ist nicht richtig, wenn man sagt, die Kontingentierung begünstige die grösseren und benachteilige die kleineren Betriebe. Stillgelegt werden kleinere und grössere Betriebe. Wenn die Zahl der stillgelegten kleineren Betriebe überwiegt, so deshalb, weil es zahlenmässig viel mehr kleinere als grosse Betriebe gibt. Kontingentsmässig betrachtet, ist das Verhältnis aber umgekehrt. Stilllegungen nicht lebensfähiger Betriebe sind volkswirtschaftlich durchaus erwünscht.

Selbst wenn Zweifel darüber bestehen sollten, ob die Kontingentierung zur Erhaltung der dezentralisierten Müllerei notwendig sei, kann nicht bestritten werden, dass sie ein mögliches Mittel dazu darstellt. Ob es ein besseres gibt, ist eine offene Frage, deren Prüfung durch eine neutrale Stelle die Verwaltung zugesagt hat. Ehe das Ergebnis dieser Prüfung vorliegt, darf die Fortführung einer Kontingentierung nicht verhindert werden. Es geht nicht

an, ein Ziel zu postulieren und zugleich eine seiner Erreichung dienende Massnahme auszuschliessen. Überhaupt soll sich die Verfassung auf die Grundsätze beschränken und die Ausführung der Gesetzgebung überlassen. Das gilt für die Kontingentierung im allgemeinen und für die Kontingentierung der Hartweizenmühlen im besonderen. Immerhin darf festgehalten werden, dass in den Verhandlungen und namentlich an einer Konferenz, die unter dem Präsidium des Herrn alt Bundesrat Nobs im Januar 1949 stattfand, prominente Herren und auch der Unterzeichner dieses Hauptantrages, Kollege Weber, sich für die Beibehaltung einer anpassungsfähigen Müllereikontingentierung zustimmten, und zwar nicht bloss unter kriegswirtschaftlichen Gesichtspunkten, sondern im Hinblick auf die Erneuerung der Getreideordnung.

**M. Piot, rapporteur:** Nous avons eu hier la bataille des contingents. Elle va reprendre tout à l'heure. Espérons que ce ne sera plus qu'un combat d'arrière-garde.

La commission vous propose de dire: «Elle (la Confédération) prend des dispositions visant à maintenir une meunerie forte» et de remplacer le mot «décentralisée» par «judicieusement répartie dans le pays».

Pour la langue française cela ne constitue pas une amélioration. C'est beaucoup mieux pour la langue allemande.

Vos rapporteurs puis le représentant du Conseil fédéral se sont exprimés sur le contingentement de la meunerie, lequel n'est pas mentionné dans le projet. Nous renonçons à la discussion à nouveau. La question qui se pose est de savoir si une meunerie répartie dans le pays est nécessaire pour assurer le ravitaillement oui ou non. La majorité de la commission répond oui.

Nous pensons que ceux qui voient le problème sous l'angle de grands moulins coopératifs ou de grands moulins Migros devraient savoir que là n'est pas la question et que des intérêts coopératifs ressemblent par moment singulièrement à des intérêts privés, que, d'autre part, si la liberté totale devait être réintroduite, ce ne sont pas les grands moulins privés qui en souffriraient mais les moyens et petits moulins qui disparaîtraient.

Je me permets de signaler un paradoxe. MM. Schütz, Herzog, Leuenberger et consorts demandent le maintien du monopole mais, à côté de cela, ils ne veulent pas que la Confédération règle la répartition. Ils veulent la liberté absolue pour les moulins. Si la liberté les gêne, ils ne sont pas d'accord; quand elle leur est utile, ils sont d'accord.

A la proposition de la majorité de la commission s'opposent trois propositions de minorité: une principale de M. Weber, ancien conseiller fédéral, limitant la protection de la meunerie au versement par la Confédération d'allocations pour les frais de transport et à l'égalisation partielle des marges de mouture. Ces mesures existent, elles ne sont pas suffisantes pour atteindre le but fixé.

La première proposition éventuelle a pour père M. Herzog qui demande la prise en considération des moulins à façon. Les moulins à façon sont compris dans le terme général de meunerie. Le projet de revision de la loi sur le blé prévoit une protection

renforcée pour les moulins à façon en ce sens que les grands moulins de commerce ne seront plus autorisés sauf conditions spéciales de moudre le blé gardé par les producteurs pour leur ravitaillement direct, afin de le réserver pour les moulins à façon.

La deuxième proposition éventuelle m'étonne de la part de M. Herzog. C'est le type d'une proposition qui n'a rien à faire dans un article constitutionnel.

Nous vous prions, au nom de la majorité de la commission, de rejeter les trois propositions de minorité et nous prions leurs auteurs de remettre l'ouvrage sur le métier, de le polir et de le repolir encore pour le présenter quand nous discuterons de la loi.

**Weber-Bern:** Wir kommen hier zu einer etwas empfindlichen Stelle der ganzen Vorlage. Es geht um den Schutz der Müller. Aber ich möchte daran erinnern, welches der oberste Zweck der Verfassungsbestimmung ist, die wir beraten, nämlich die Sicherung der Brotversorgung. Der Schutz bzw. die Sicherung der Konsumenten soll das Ziel sein, das wir hier verfolgen. Der erste Satz des Verfassungsartikels sagt denn auch: „Der Bund sichert die Versorgung des Landes mit Brotgetreide.“ Aber das scheint bei dieser Revision etwas in Vergessenheit zu geraten. Denn man will alle möglichen Gruppen schützen. Sogar der Bund, der Fiskus, will sich vor allzu hohen Kosten schützen, und der Kosument muss dann schliesslich die Zeche bezahlen. Ich bin der Meinung, dass auch die Vorschriften über die Müllerei, die wir hier behandeln, dem obersten Zwecke unterzuordnen sind. Im Interesse der Brotversorgung ist zweierlei, eventuell dreierlei notwendig:

1. Es müssen Mühlen im Lande vorhanden sein; denn ohne Mühlen nützt uns das Getreide natürlich nichts.

2. Diese Mühlen müssen über das Land verteilt sein; ich bin zwar der Meinung, dass man die Bedeutung dieser sogenannten Dezentralisation ein wenig übertreibt. Jedenfalls dürfen die Mühlen nicht nur an einzelnen Punkten, namentlich nicht nur in den Grenzstädten stehen, sondern sie müssen über das ganze Land verteilt sein, damit die Brotversorgung gesichert ist.

Ich möchte eventuell noch einen dritten Punkt anführen: Es müssen Kundenmühlen da sein, damit die Selbstversorger ihr Getreide vermahlen lassen können. Ich glaube, das sind die Ziele, die wir verfolgen müssen.

Nun war schon im alten Artikel 23bis dafür gesorgt, dass man diese Zwecke erreichen konnte, aber ohne dass man einen ganzen Katalog von Schutzmassnahmen aufgeführt hat. Ich möchte hier an die Bestimmungen erinnern, die man seinerzeit, in den zwanziger Jahren, vorgeschlagen hatte, als zuerst eine Monopolvorlage vor das Volk gelangte und nachher eine monopolfreie Lösung vorgelegt wurde. In der Vorlage des Bundesrates von 1924 war von einem Schutz der Mühlen gar nicht die Rede. Es wurde dann eine Initiative lanciert, mit der die Monopolvorlage im Jahre 1926 torpediert wurde – das ist ja das bekannte Mittel, um Vorlagen zu Fall zu bringen –. Auch diese Initiative sagte nichts über die Müllerei. Dann sind die Müller auf den Plan getreten und haben einen bescheidenen Schutz verlangt. Der Verband schweizerischer Müller

hat damals eine Eingabe eingereicht und ein eigentliches Projekt für eine monopolfreie Sicherung der Brotgetreideversorgung des Landes aufgestellt. In diesem Projekt hat der Verband schweizerischer Müller einen doppelten Schutz verlangt. Einmal hat er einen Schutz verlangt gegen die ausländische Mehlkonkurrenz. Er verlangte ein Importmonopol für Mahlprodukte, wie wir es jetzt auch vorschlagen. Zweitens hat er Massnahmen zur Verhütung einer Zentralisation der Müllereibetriebe vorgeschlagen. Zu diesem Zwecke erklärte er: „Um ein ungesundes Interesse an der Zentralisation der Müllereibetriebe in den Grenzgebieten nicht aufkommen zu lassen, trifft die Eidgenössische Getreideverwaltung geeignete Massnahmen zur Durchführung eines teilweisen Frachtausgleiches für das Importgetreide.“ Das war der einzige Vorschlag, den der Verband der Müller zum Schutze des Müllereigewerbes im Inlande unterbreitet hat. Dieser Vorschlag wurde unterbreitet, damit eine angemessene Verteilung auf das ganze Land möglich sei. Der Verband hat sich nachher noch mehrmals, in drei Eingaben, vernehmen lassen. Er hat wiederum das Importmonopol für Mehl vertreten. Das geschah in der Eingabe vom Juni 1927, und in zwei anderen Eingaben vom August 1927 trat er für einen teilweisen Frachtausgleich ein und für nichts weiter. Der Bundesrat hat in seinem damaligen Gesetzesentwurf in Artikel 27 ebenfalls vorgeschlagen, dass der Bundesrat Frachtvergünstigungen für den Eisenbahntransport des ausländischen Getreides von der Landesgrenze ins Innere leisten solle. Und er hat das auch in den Wegleitungen zu diesem Gesetzesentwurf, im Motivenbericht, des näheren begründet. Der Artikel 23bis, der dann zustande kam, ging etwas weiter. Der Artikel 23bis, der eigentlich der normale Verfassungsartikel von heute ist, sieht drei Massnahmen zum Schutze der Mühlen vor, aber keine Kontingentierung. Er sagte nämlich: „Der Bund trifft die nötigen Massnahmen zur Regelung der Einfuhr des Backmehls. Er kann sich das ausschliessliche Recht vorbehalten, Backmehl einzuführen.“

Also Schutz gegen die Einfuhr, eventuell durch Zölle, Einfuhrbeschränkungen und eventuell Importmonopol. Ferner: „Der Bund gewährt nötigenfalls den Müllern Erleichterungen auf den Transportkosten im Innern des Landes.“ Also wiederum ein Frachtausgleich. Nun wurde allerdings schon vor dem Weltkrieg eine Kontingentierung für die Mühlen eingeführt, aber nicht auf dem Wege der Gesetzgebung, sondern es geschah durch die GGF – Genossenschaft für Getreide und Futtermittel –, und zwar vornehmlich im Interesse der Handelspolitik. In der Kriegszeit wurde dann natürlich die Kontingentierung unentbehrlich, und die Kontingentierung der Mühlen war ja die Voraussetzung für die Brotrationierung. Aber heute und in Zukunft ist meines Erachtens diese Kontingentierung nicht mehr notwendig. Es geht jedoch oft so: Wenn man Schutzmassnahmen eingeführt hat, gewöhnt man sich daran und glaubt nachher, man könne nicht mehr davon lassen. Auch die Mühlen haben sich an diese Krücken gewöhnt, obwohl sie diese vorher gar nicht für notwendig gehalten haben. Heute glauben sie, sie könnten ohne diese Krücken nicht mehr bestehen. Ich habe nichts gegen die Müller; das ist ein ehrbarer Beruf wie der des Webers. Aber was uns

der Bundesrat vorschlägt in der Botschaft, ist doch stark übertrieben. Nehmen Sie die Botschaft zur Hand! Auf Seite 26 schlägt der Bundesrat einmal die Verhinderung der Backmehleinfuhr vor durch das Mittel der Bewilligungspflicht, eventuell durch wirksame Abgaben. Das sind also Schutzmassnahmen gegen die ausländische Konkurrenz. Wir sind damit einverstanden. Der Bundesrat schlägt auf Seite 27 weiter einen Frachtausgleich vor, gänzlich oder teilweise. Das soll in der Gesetzgebung bestimmt werden. Viertens schlägt er einen teilweisen Ausgleich des Mahllohnes vor. Auch mit diesen Massnahmen erklären wir uns einverstanden. Der Bundesrat geht noch weiter und verlangt die Beibehaltung der Kontingentierung. Er sieht sogar noch die Bewilligungspflicht vor. Er sagt, dass sie zwar nicht zur Anwendung kommen solle, aber Sie können eine Kontingentierung nicht durchführen ohne Bewilligungspflicht; denn wenn einer ohne Kontingente neu anfangen will, muss er Kontingente zugeteilt erhalten, wenn er eine neue Mühle eröffnen will. Also müssen wir die Bewilligungspflicht doch einführen! Auch vom Fähigkeitsausweis wird gesprochen, der allerdings jetzt nicht in Frage kommen kann. Das ist eine Liste von sieben Schutzmassnahmen. Ich habe gesagt, das sei direkt ein Lehrbuch des Protektionismus oder des Interventionismus. Man könnte diese Liste den Studenten in die Hand geben, wenn sie auf das Examen repetieren müssen!

Aber Sie müssen sich bewusst sein, dass Sie mit der Bestimmung, die Ihnen jetzt der Bundesrat und die Mehrheit der Kommission vorschlägt, schwerwiegende Abweichungen von der Handels- und Gewerbefreiheit vornehmen. Im Text der Botschaft wird zwar auf Seite 6 gesagt, dass die Bestimmung über die Abweichung vom Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit nicht unbedingt notwendig wäre; man hätte sie auch sein lassen können. Ich habe Herrn Bundesrat Streuli ersucht, diesen Punkt juristisch abklären zu lassen, weil wir früher bei andern Bestimmungen der Verfassung eines andern belehrt wurden. Es wurde uns nämlich erklärt, entweder müsse man in der Verfassung klar sagen, was man tun will, wenn man von der Handels- und Gewerbefreiheit abweicht, das heisst man müsse diese Massnahmen nennen, oder es müsse ausdrücklich gesagt werden, dass man eben von der Handels- und Gewerbefreiheit abweichen kann. Es sind uns dann zwei Gutachten unterbreitet worden, das eine vom Justiz- und Polizeidepartement, das andere von Herrn Professor Hans Huber. Aber wie es etwa so geht: Die beiden Gutachten stimmen gerade in einem wichtigen Punkt nicht überein. Das kommt also auch bei Juristen vor, dass sie verschiedener Meinung sind. Das Gutachten von Herrn Professor Huber sagt, es gebe innerhalb der Gruppe der neuen Wirtschaftsartikel solche, die unter Umständen Abweichungen von der Handels- und Gewerbefreiheit ermöglichen. Er nennt Artikel 31quater – Bundesgesetzgebung für das Bankwesen – und Artikel 31quinquies – Bundesgesetzgebung über die Verhütung von Wirtschaftskrisen und die Bekämpfung eingetretener Arbeitslosigkeit –. Als wir diese Bestimmungen beraten haben, erklärte man uns, es sei nicht möglich, Abweichungen von der Handels- und Gewerbefreiheit vorzunehmen. In der Tat hat das

Eidgenössische Justiz- und Polizeidepartement eine andere Auffassung. Aber mit dem, was der Bundesrat in der Botschaft auf Seite 6 sagt, gibt er der Auffassung von Herrn Professor Huber recht. Es ist also möglich, eine Bestimmung in die Verfassung aufzunehmen, ohne eine Abweichung von der Handels- und Gewerbefreiheit wörtlich darin vorzusehen und nachher Massnahmen zu treffen, die die Handels- und Gewerbefreiheit verletzen. Ich trete jetzt auf diese Fragen nicht ein. Aber ich werde mir das merken. Ich werde mich bei Gelegenheit, wenn es sich um die Ausführung von Artikel 31quater und Artikel 31quinquies handelt, stützen können auf die Ausführungen, die jetzt in der Botschaft gemacht worden sind zu diesem Punkt.

Nebenbei bemerkt: Herr Bundesrat Streuli hat heute vormittag in seinem Referat gesagt, ein Einfuhrmonopol des Bundes wäre ausgeschlossen auf Grund dieser Verfassungsbestimmung. Ich muss Ihnen gestehen, dass ich gegenteiliger Auffassung bin. Wenn der Verfassungsartikel sagt, man könne, um diese Zwecke zu erreichen, von der Handels- und Gewerbefreiheit abweichen, dann kann der Bund auch das Importmonopol einführen. Ich bin nicht dagegen; aber ich möchte das immerhin hier festgehalten haben.

Nun ist in der Presse wiederholt gesagt worden, die Anträge, die die Kontingentierung verunmöglichen, seien von bestimmten Interessen oder sogar Verbänden bestimmt. Ich kann sagen, dass das bei mir nicht zutrifft. Ich vertrete keinen Verband und keine Organisation. Herr Kollege Müller hat vorhin angeführt, ich hätte einmal in einer Konferenz, unmittelbar nach dem Krieg, zugestimmt, dass man die Kontingentierung auch künftig beibehalten solle. Es ist richtig, dass ich damals als Vertreter eines Verbandes diese Erklärung abgegeben habe, weil es sich damals um eine Vereinbarung handelte. Ich vertrete heute keinen Verband und bin vollständig frei in meiner Meinungsäusserung und Stellungnahme. Mich bewegen die allgemeinen volkswirtschaftlichen Interessen und die Interessen der Konsumenten.

Wenn wir uns gegen die Verteuerung der Lebenshaltung wenden, gleichgültig auf welchem Sektor sie möglich würde, so müssen wir uns auch dagegen wenden, dass man übertriebene Schutzmassnahmen vorsieht für einen Gewerbezug. Nun weiss ich, dass man sagt, das komme jetzt gar nicht zur Behandlung. Herr Piot hat gestern gesagt, im Text sei ja von Kontingentierung nicht die Rede. Aber es ist ohne weiteres möglich – das wird auch zugegeben –, die Kontingentierung einzuführen. Man spricht nicht davon, weil man weiss, dass diese Sache nicht gerade populär ist in der Bevölkerung.

In der Kommission wurde gesagt, und heute ist es von den Kommissionsreferenten auch erwähnt worden, es sei ein Gutachten in Auftrag gegeben worden über die Frage, ob man den genügenden Schutz der Müllerei auch ohne Kontingentierung erreichen könne. Aber dieses Gutachten werde erst nach den Sommerferien fertig werden. Ich frage mich, weshalb dieses Gutachten nicht vorher verlangt worden ist. Wir beraten jetzt diese Getreideordnung, und es wäre genügend Zeit vorhanden gewesen, es früh genug fertigzustellen. Natürlich ist dann ein Ausführungsgesetz notwendig. Aber hier

schaffen wir die verfassungsmässige Grundlage. Es handelt sich hier um eine grundsätzliche Frage.

Man wirft uns Sozialdemokraten oft vor, wir seien für Beschränkung der wirtschaftlichen Freiheit. Generell ist dieser Vorwurf absolut unrichtig. Wir setzen uns für die Beschränkung der Freiheit ein, wo sie notwendig ist, entweder zum Schutz von schwachen Volksschichten oder zum Schutz der allgemeinen volkswirtschaftlichen Interessen. Aber hier ist diese Beschränkung überflüssig, weil der Schutz der Müllerei genügend gewahrt ist durch unsere Vorschläge. Wir führen nämlich die Massnahmen ausdrücklich an, die zum Schutz des Müllereigewerbes notwendig sind: Beiträge an die Transportkosten im Innern des Landes und ein teilweiser Ausgleich des Mahllohnes. Das hat früher genügt. Die Mühlen haben nichts anderes verlangt, und das wird auch in Zukunft genügen. Eine Konkurrenz ist notwendig und gesund.

Wenn Sie die Kontingentierung hier einführen, so ist es allerdings nicht eine Einschränkung der wirtschaftlichen Freiheit zugunsten des Staates, sondern eine Einschränkung zugunsten der Privatwirtschaft. Was durch die Kontingentierung geschaffen wird, ist praktisch ein staatlich geschütztes Kartell. Ich bin deshalb sehr gespannt, wie sich die Ratsmitglieder, die sich gerne als die Vertreter der freien Konkurrenz aufspielen, hier verhalten, wieviele Anhänger der wirtschaftlichen Freiheit, wieviele Liberale hier im Rat sich gegen die Kontingentierung wenden. Es ist ja nicht das erstemal, dass wir Sozialdemokraten die Freiheit verteidigen müssen gegen solche, die sonst diesen Grundsatz im Programm führen, und es wird auch nicht das letztemal sein.

**Herzog:** Nach der Begründung des Hauptantrages der Minderheit durch Herrn Kollege Weber liegt es mir ob, einige Worte zu sagen zum ersten Minderheitsantrag, und, mit Einverständnis des Präsidenten, auch zum zweiten Eventualantrag der Minderheit.

Wir nehmen gerne davon Kenntnis, dass noch ein Expertengutachten aussteht und dass, wenn es möglich ist, ohne Kontingentierung durchzukommen, es getan werden sollte. Wir sind der Meinung, dass auf Grund aller bisherigen Tatsachen, die uns zur Verfügung stehen, die Kontingentierung kommen wird. Darum sind wir der Meinung, dass man gewisse einschränkende Bestimmungen jetzt schon in den Verfassungsartikel einbauen müsse. Wir haben darum für den Fall der Ablehnung des Hauptantrages der Minderheit zwei Eventualanträge der Minderheit gestellt.

Wir sagen im ersten Minderheitsantrag: „Er (der Bund) trifft Massnahmen zur Erhaltung eines leistungsfähigen Müllereigewerbes, wobei er auf die Kundenmühlen Rücksicht nimmt.“ Was ich gestern im Eintretensvotum gesagt habe, kommt hier neu zur Geltung, nämlich dass man jetzt schon für die künftige gesetzliche Regelung auf die Kundenmühlen (also die kleineren Mühlen, die besonders für den Eigenbedarf der Landwirtschaft mahlen), Rücksicht nehmen soll und dass diese Mühlen auf das ganze Land verteilt bleiben sollen. Wir sind der Meinung, dass keine besondere Rücksichtnahme auf die grossen und mittleren Handelsmühlen nötig sei.

Diese sollen ausserhalb der künftigen Kontingentierungsmassnahmen und Zwangsvorschriften bleiben.

Der zweite Eventualantrag sagt: „Mühlen, die ein Bedürfnis nachweisen, ist zusätzlich zum Ausstoss von Weichweizen ein entsprechender Anteil an Hartweizen zuzuteilen.“ Das ist ein neuer Zusatz, der immerhin in engem Zusammenhang mit der gesamten Kontingentierungsfrage steht. Herr Bundesrat Streuli hat in seiner Beantwortung des Votums von Herrn Dr. Grendelmeier heute vormittag ausgeführt, dass die gesamte Regelung, die in Aussicht genommen werden müsse, die Regelung für die Weichweizen- und die Hartweizenmühlen umfassen müsse. Er hat ausgeführt, dass zwischen diesen Mühlen nicht so sehr unterschieden werden müsse, weil aus Weichweizen, allerdings in etwas weniger guter Qualität, auch Teigwaren hergestellt werden können. Das mag richtig sein. Weil dieser Zusammenhang besteht, sind wir der Meinung, dass, falls Sie beschliessen, den Hauptantrag der Minderheit abzulehnen, Sie dann dem zweiten Eventualantrag zustimmen sollten. Ich habe gestern schon darauf hingewiesen, dass gestützt auf die Kontingentierungsmassnahmen, wie sie auf Grund der jetzt geltenden gesetzlichen und verfassungsmässigen Ordnung möglich sind, innerhalb des Hartweizenmühlenverbandes eine sehr starke privatrechtliche Ordnung besteht. Ich wäre in der Lage, Ihnen darüber einige Auskunft zu geben. Es ist unmöglich, dass Mühlen, die ein Bedürfnis für eigene Teigwarenfabriken nachweisen können – wir hatten in den letzten Monaten eine Diskussion über die Teigwarenfabrik der Migros –, für ihre eigene Teigwarenfabrik Hartweizen verarbeiten können, weil innerhalb dieser Abmachung eine so straffe Ordnung besteht, dass man unmöglich in diesen Ring von 23 Mühlen einbrechen kann. Wir sind deshalb der Meinung, dass man jetzt bei der neuen Verfassungsbestimmung sagen sollte, dass Mühlen, die ein Bedürfnis nachweisen können, zusätzlich zum Ausstoss von Weichweizen ein entsprechender Anteil von Hartweizen zuzuteilen sei, dies auf Grund des Nachweises, den sie gegenüber der Getreideverwaltung zu erbringen haben.

Ich bitte Sie nochmals, für den Fall, dass Sie den Hauptantrag der Minderheit ablehnen, den beiden Minderheitsanträgen, die als Eventualanträge zu bezeichnen sind, Ihre Zustimmung zu geben.

**M. Bringolf-La Tour-de-Peilz:** Dans le débat sur l'entrée, en matière, il a déjà été question du problème du contingentement et des abus auxquels il a donné lieu. Vous me permettez de vous signaler un cas qui illustre la façon de pratiquer et dont la conséquence est de nous rendre méfiants sur la façon dont on comprend l'application des dispositions légales en discussion. Il s'agit de la Minoterie coopérative du Léman, à Rivaz, qui a dû et doit encore faire de très gros sacrifices financiers pour répondre aux besoins de ses membres qui sont aussi ses clients.

Achetée en 1917, alors que les meuniers boycottaient les coopératives et se refusaient à leur livrer de la farine, la Minoterie coopérative du Léman vendait déjà au cours de la première année d'exploitation 576 000 kg. de farine. En 1954, les ventes se montaient à 6 224 000 kg. Ce moulin est la pro-

priété des sociétés coopératives de consommation de Suisse romande et ne livre aucune farine à des boulangers privés. Elle n'est donc pas une concurrente des entreprises privées et on ne comprend pas qu'elle soit la victime des mesures tendant à protéger les autres moulins de la concurrence déloyale.

Si, pendant les années de la dernière guerre mondiale, des restrictions ont dû être prises pour sauvegarder l'intérêt général, le régime actuel, qui doit prendre fin en 1957 et qu'on se propose de prolonger par l'adoption d'un nouvel arrêté fédéral est, tel qu'il est appliqué, une chasse gardée dont profitent essentiellement un certain nombre de grands et moyens moulins privés. Il constitue une injustice, je dirais même un scandale, qui ne saurait se prolonger indéfiniment. J'en donne pour preuve le fait que la Minoterie coopérative du Léman a dû payer ces dernières années, sous des formes diverses, une somme de 1 300 000 francs aux meuniers privés pour s'assurer les contingents suffisants pour pouvoir livrer la farine utilisée par ses sociétaires qui sont ses clients. C'est cette constatation qui permet aux coopérateurs de s'insurger contre la façon dont tout le système est appliqué car il aboutit en fin de compte à prendre des sommes considérables dans la poche des consommateurs pour les verser à des particuliers, sans profit pour la collectivité. Et dire que l'arrêté fédéral prétend sauvegarder les intérêts des consommateurs. Quelle dérision!

Si le projet d'arrêté fédéral discuté est admis, si le système de contingentement tel qu'il est pratiqué aujourd'hui n'est pas totalement modifié, je le considère comme un non-sens, contraire aux intérêts de la grande masse des consommateurs. En 1950, par exemple, l'Office central suisse de compensation des meuniers a octroyé 30 augmentations de contingents pour un total de 2 659 100 kg. de blé. Seuls trois moulins romands figuraient au nombre des bénéficiaires. D'autre part, dans un rapport, les contrôleurs financiers de la Confédération ont relevé que 18 moulins n'ont pas pu atteindre le chiffre des contingents qui leur avaient été concédés. Depuis que la commission des blés fonctionne et jusqu'en 1955, il a été constaté qu'environ 90 entreprises ont obtenu des augmentations de contingents représentant un total de 9 012 500 kg. Certaines minoteries ont bénéficié de deux augmentations successives alors que les moulins coopératifs n'en recevaient pas assez pour satisfaire leur clientèle.

J'ai relevé que tous les moulins n'utilisaient pas entièrement leurs contingents et ce sont ces soldes disponibles qui servent de moyens spéculatifs. L'attribution d'un contingent par l'autorité fédérale n'est soumise à aucune redevance mais les meuniers qui ne travaillent pas entièrement leurs contingents vendent la part inemployée à de hauts prix. Un exemple à l'appui de mon affirmation. Avec la disparition d'un grand moulin dans le nord-ouest du canton de Vaud, le contingent attribué à cette entreprise a été réparti. La Minoterie coopérative du Léman en a reçu 14 wagons alors que, pour assurer les besoins de ses clients, elle a dû s'en procurer encore 30 supplémentaires pour lesquels elle a dû payer 3000 francs par wagon. Autrement dit, elle a été obligée d'acheter ce qui lui était nécessaire en versant une somme de 90 000 francs en plus du coût du blé. Ce montant est en définitive payé par les

consommateurs achetant leur pain chez les sociétaires du moulin de Rivaz.

Par ailleurs, il faut savoir que les moulins allant au delà de leurs contingents sont tenus de payer une taxe spéciale sur les dépassements. Cette taxe est perçue selon le barème suivant: dépassement de 5% 5 fr. par 100 kg.; dépassement de 5 à 10% 7 fr. par 100 kg.; dépassement de 10 à 15% 9 fr. 50 par 100 kg.; dépassement de 15 à 20% 12 fr. 50 par 100 kg.; dépassement de 20% et plus 16 fr. par 100 kg. Par contre, les moulins, qui n'atteignent pas leur contingent, reçoivent une bonification payée par le fonds qui perçoit les taxes que je viens d'indiquer.

Pour être complet, il faut savoir que les contingents ont été fixés sur la base des chiffres de production des années 1934 à 1938. Or, depuis cette période, si les clients des moulins coopératifs ne sont pas plus nombreux, par contre les quantités de farines panifiées ont augmenté dans des proportions considérables dues au développement des sociétés coopératives de consommation qui, je le répète, sont membres et en même temps clients des minoteries coopératives. Si le système de répartition appliqué aujourd'hui et critiqué à juste titre, n'est pas modifié, j'aurai des scrupules pour voter le nouvel arrêté. Je ne pourrai pas admettre de prêter la main à ceux qui tentent de paralyser le développement des entreprises coopératives. Car il s'agit bien de cela en définitive. J'en veux pour preuve ce qu'un meunier déclarait dans une séance de la commission fédérale des blés:

«La Minoterie coopérative du Léman fait preuve d'une expansion dangereuse...» Puis plus loin: «Accorder à la Minoterie coopérative du Léman un supplément de 40 wagons revient à lui donner un bénéfice annuel supplémentaire de 32 000 francs, ce qui lui permettra de faire une ristourne plus importante et d'entamer une lutte de prix dangereuse.»

Là est le fond du problème. Pour empêcher l'expansion des sociétés coopératives on veut un système qui permette de ne pas leur concéder des contingents suffisants et, si des contingents leur sont fournis, de leur faire payer des redevances considérables qui iront augmenter les profits de certaines entreprises privées.

L'achat du moulin de Rivaz et la création de la Minoterie coopérative du Léman sont la conséquence de l'attitude des meuniers privés qui, en 1917, boycottèrent les sociétés coopératives de consommation en leur refusant de leur vendre de la farine. Aujourd'hui, ces mêmes milieux mettent tout en œuvre pour freiner le développement de ces sociétés et ne demanderaient pas mieux que de leur vendre leurs produits.

Je pense que le débat permettra d'orienter les parlementaires qui ne connaissent pas tous la situation véritable faite à un certain nombre de moulins privés et aux minoteries coopératives. Il contribuera à ce que ce Conseil exprime clairement son opinion de telle sorte qu'un assainissement soit opéré et mette fin à une pratique blâmable, pratique qui est un défi à l'équité et aux intérêts des consommateurs. Si on ne veut pas remédier à cet état de choses, le peuple pourrait bien réagir et, s'inspirant de ses intérêts, rejeter l'arrêté fédéral.

J'ose espérer que dans la lutte contre ces moyens spéculatifs, les représentants de l'agriculture comprendront qu'ils n'ont rien à gagner d'admettre plus longtemps le système critiqué. Au cas contraire, ils s'aliéneraient la sympathie d'une grande partie des consommateurs et contribueraient à rendre plus difficile encore le maintien ou l'amélioration de la situation de la classe paysanne.

Pour conclure, je demande au chef du département de nous rassurer en nous déclarant qu'à l'avenir les contingents attribués ne pourront faire l'objet d'aucune spéculation quelconque, que les contingents inemployés ou libérés reviendront à la Confédération qui les répartira gratuitement entre les moulins qui en auront besoin.

**Rohr:** Mein Votum richtet sich gegen den Hauptantrag der Minderheit und gleichzeitig auch gegen den Eventualantrag zu Ziffer 4 der Vorlage. Es ist offensichtlich die Tendenz vorhanden, schon in der Verfassung die Massnahmen zum Schutze einer dezentralisierten, leistungsfähigen Müllerei abschliessend zu umschreiben. Dabei soll die bisher wirksamste Massnahme, das heisst die Kontingentierung, durch die Verfassungsbestimmung von vorneherein ausgeschlossen werden. Das ist die Tendenz des Hauptantrages der Minderheit und des Eventualantrages, Ziffer 4. Herr Dr. Weber will als Schutzmassnahme nur einen Mahllohn ausgleich und einen Frachtausgleich zulassen. Diese beiden Massnahmen können unter gar keinen Umständen genügen, denn was nützen einem Müller ein Mahllohn und ein Frachtlohn ausgleich, wenn er kein Mahlgut zum Vermahlen erhält, weil es ihm von einigen wenigen Grossmühlen von vorneherein weggeschnappt worden ist? Es muss auffallen, mit welchem Eifer alt Bundesrat Weber heute schon versucht, die Kontingentierung als Massnahme zum Schutze einer dezentralisierten Müllerei verfassungsmässig auszuschliessen, trotzdem er und die ihm nahestehenden Kreise im Jahre 1948/49 anerkennen mussten, dass zurzeit zum Schutze einer dezentralisierten Müllerei, ausser der Kontingentierung, keine andere Massnahme möglich sei. Ich kann Ihnen die Richtigkeit dieser Behauptung protokollarisch nachweisen. Im Jahre 1948/49 fanden nämlich Verhandlungen zwischen den Müllereikreisen und dem Bundesrat statt. Schon damals stand die Getreiderevision zur Diskussion, und es wurde eine parlamentarische Kommission zur Beratung des demnächst zu erlassenden Getreidegesetzes bestellt. Damals ging es zuerst um die Frage der Aufhebung der gestaffelten Preiszuschläge. Die Privatmüller, die an diesen gestaffelten Preiszuschlägen ein grosses Interesse hatten – wenigstens diejenigen Müller, die nur kleine Kontingente besaßen –, erklärten sich zu einem Kompromiss bereit und stimmten der Aufhebung der gestaffelten Preiszuschläge zu. Diese waren aber damals, neben der Kontingentierung, das wichtigste Mittel, um die privaten kleinen und mittleren Mühlen gegenüber den Grossunternehmen mit grossem Kontingent existenzfähig zu erhalten. Damals wurden die gestaffelten Preiszuschläge abgeschafft und dafür eine Ausgleichsabgabe eingeführt, um den kleineren und mittleren Mühlen einen Mahllohn ausgleich ausrichten zu können. Aber dieser Mahllohn ausgleich war in keiner Weise ein auch nur

annähernder Ersatz für die Abschaffung der gestaffelten Preiszuschläge. Die Zustimmung zur Abschaffung der Preiszuschläge erfolgte nur gegen die ausdrückliche Zusicherung der Zustimmung der Grossmühlen zur Beibehaltung der Kontingentierung. Nur gegen dieses Versprechen haben die kleinen und mittleren Mühlen der Abschaffung der gestaffelten Preiszuschläge zugestimmt. Diese Zusicherung ist ausdrücklich und mit überzeugender Begründung erfolgt. Heute, da die gestaffelten Preiszuschläge weggefallen sind, will man sich von dem damals ausdrücklich gegebenen Versprechen in nicht gerade eleganter Weise drücken. Ich will Ihnen aus den damaligen Verhandlungen einige Worte an Hand des Protokolls zur Kenntnis bringen. Herr Direktor Hersberger, der Direktor der Mühlengenossenschaft des schweizerischen Konsumvereins, erklärte in einer Konferenz vom 23. November ausdrücklich folgendes: „Ich bin in allen Punkten mit Herrn Direktor Pfister einverstanden. Wenn die differenzierten Zuschläge fallen und die mittleren und kleineren Mühlen geschützt werden, stimmen wir einer Kontingentierung der Müllerei in aller Form zu.“ Das ist die Meinung des Direktors der Mühlen des Schweizerischen Konsumvereins. Herr alt Bundesrat Weber war damals Präsident des Direktoriums der schweizerischen Konsumvereine. Herr Professor Weber hat an der Konferenz vom 18. Januar 1949 erklärt: „Sympathisch ist mir die Kontingentierung nach wie vor nicht; ich sehe nur keinen anderen Weg, von dem ich sagen kann, er sei ohne weiteres gangbar. Nur wenn es nicht anders möglich ist, kommt eben die Kontingentierung.“ Herr alt Bundesrat Weber hat also ausdrücklich erklärt, er sehe keinen anderen Weg als die Kontingentierung (um eben diese dezentralisierte Müllerei zu erhalten). (Zwischenbemerkung: Damals.) Jawohl, damals! Aber was damals galt, gilt auch heute noch und ist heute noch durchaus zutreffend. – Auch an einer Konferenz vom 19. Januar 1949, die von Herrn Bundesrat Nobs geleitet wurde und bei der u. a. auch, wie es im Protokoll heisst, Herr Nationalrat Prof. Dr. Weber, Präsident des Direktoriums des Verbandes schweizerischer Konsumvereine, anwesend war, wurde eine vollständige Einigung darüber erzielt, dass die Kontingentierung beibehalten werden soll. Damals wurde der Artikel für diese Kontingentierung formuliert; Herr alt Bundesrat Weber hatte an der Formulierung das Hauptverdienst. Dieser Artikel sah ausdrücklich die Kontingentierung vor. Schliesslich wurde in einer Schlussverhandlung, die am 19. Januar 1949 stattgefunden hat, von Herrn Bundesrat Nobs geleitet wurde und bei der auch Herr alt Bundesrat Weber anwesend war, die Bestimmung für die Kontingentierung endgültig festgelegt. Es wurde damals im Protokoll festgehalten: „Alle Anwesenden bestätigen ihr Einverständnis zu der erzielten Verständigung (alle Anwesenden, heisst es, also auch Herr alt Bundesrat Weber!) und danken Herrn Bundespräsident Nobs sowie der Getreideverwaltung für ihre Bemühungen in dieser Angelegenheit.“ Es ist unerfindlich, wie man heute mit dieser Leidenschaft eine Massnahme bekämpfen kann, die damals allgemein als notwendig anerkannt worden ist. Das tut man wohl nur deshalb, weil man heute das hat, was man damals erstrebte. Man hat seinerzeit Versprechungen abge-

geben, und man glaubt, heute nicht mehr daran gebunden zu sein. In den Schriften und Berichten der Mühlengenossenschaft der schweizerischen Konsumvereine findet man übrigens Begründungen für die Beibehaltung der Kontingentierung, wie sie gar nicht überzeugender sein könnten. Ich möchte aus dieser Begründung einiges zur Kenntnis bringen. In einer Jubiläumsschrift „40 Jahre Mühlengenossenschaft schweizerischer Konsumvereine“ führt Herr Direktor Hersberger, wohl einer der erfahrensten Mühlenleiter, zu der Frage der Kontingentierung folgendes aus: „Der zweite sehr umstrittene Punkt ist die Mühlenkontingentierung. Obwohl ich grundsätzlich kein Freund von Kontingentierungen bin, habe ich im Laufe der Jahre doch einsehen müssen, dass, wenn eine dezentralisierte, gesunde mittelständische Müllerei in der Schweiz erhalten bleiben soll, eine Kontingentierung notwendig ist. Der Staat muss darauf bedacht sein, die Mühlen auf die Bedarfsgebenden verteilt zu erhalten. Die Erfahrung in den kriegführenden Ländern hat gezeigt, dass die Brotversorgung ohne eine dezentralisierte Müllerei nicht möglich gewesen wäre. Es wurde nach der Zerstörung vieler Grossbetriebe im Kriege der Nachweis erbracht, dass eine raumrichtige Kontingentierung der Mühlen von entscheidender Bedeutung ist und dass kein Staat eine Entwicklung dulden könnte, die dazu führen müsste, dass an einigen Grenzpunkten sich Grossbetriebe bilden, die über eine Riesenproduktion verfügen, aber keinen ausreichenden Absatz im eigenen Bezirk haben, während doch auf der anderen Seite die grosse Zahl der raumrichtig gelegenen kleinen und mittleren Mühlen der Gefahr einer Vernichtung viel weniger ausgesetzt sind. Was nützen im Kriegsfall Kriegsrisikolager an Brotgetreide, wenn die Müllerei durch kriegerische Massnahmen in wenigen Augenblicken ausgeschaltet wird?“ Das ist die Meinung des Direktors der Mühlengenossenschaften der schweizerischen Konsumvereine. Eine weitere Bestätigung finden wir später im Jahre 1950. Sie ist enthalten im Bericht und der Rechnung der Mühlengenossenschaft der schweizerischen Konsumvereine. Es wird darin ausgeführt: „Zur Aufhebung dieser Zuschläge haben die privaten Müller erst ihr Einverständnis gegeben, nachdem die MSK einer Regelung zum Schutze der Kleinen und Schwachen zugestimmt hat und ferner grundsätzlich für die Neuordnung der Belange der schweizerischen Müllerei nach dem Kriege, einer flexiblen, periodisch anpassungsfähigen Kontingentierung des Brotgetreides, zustimmte. Zur Sicherstellung einer geordneten, gleichmässigen Versorgung der Verbraucherschaft, einer stabilen Preisentwicklung, einer den allgemeinen volkswirtschaftlichen Bedürfnissen entsprechenden Beschäftigung der Mühlen und zur Verhütung von Konzernen und Monopolbestrebungen muss die Ausnützung der Leistungsfähigkeit der Brotgetreide verarbeitenden Mühlen durch Festsetzung von Grundkontingenten geregelt werden. Eine Nichtkontingentierung würde zu einer Zusammenballung grosser Betriebe auf gewisse Zentren und dann in Zeiten kriegerischer Verwicklung zu einer erheblichen Gefährdung der Bevölkerung führen. Gemäss Artikel 23 bis unserer Verfassung, wonach der Bund für die Erhaltung einer einheimischen dezentralisierten Müllerei sorgt und die In-

teressen der Mehl- und Brotkonsumenten zu wahren hat, muss der Staat darauf bedacht sein, die Mühlen in den Bedarfsgebenden zu erhalten.“ Das sind Feststellungen eines Mannes, der in langjähriger Erfahrung zu dieser Erkenntnis gelangt ist und dies klar und deutlich zum Ausdruck gebracht hat, Feststellungen eines Mannes, der nicht in der privaten Müllerei steht, sondern der Direktor der Mühlengenossenschaft des schweizerischen Konsumvereins ist. Angesichts dieser überzeugenden Feststellungen von orientierter und unverdächtigter Seite dürfen wir doch nicht zulassen, dass schon in der Verfassung die Möglichkeit einer Kontingentierung ausgeschlossen wird. Wenn wir ein anderes oder ein besseres Mittel finden – was bisher nicht der Fall ist –, um eine dezentralisierte, leistungsfähige Müllerei zu erhalten, kann man darüber wieder sprechen. Es kann aber unter keinen Umständen zugelassen werden, dass den Tendenzen, zum vornherein eine entscheidende und wichtige Massnahme auszuschliessen, nachgegeben wird.

Ich beantrage Ihnen daher, den Hauptantrag der Minderheit abzulehnen und gleichzeitig auch den Eventualantrag zu Ziffer 4, der lautet: „Ausfuhrvorschriften können auf Grund dieser Bestimmungen nicht erlassen werden“, womit erstrebt wird, dass die Kontingentierung verfassungsmässig ausgeschlossen ist.

**Schaller:** Ich gestatte mir, mich für die Formulierung der Mehrheit zu Alinea 2 zu wehren, und zwar vor allem für die Formulierung, die die Kommissionmehrheit in bezug auf den grundsätzlichen Schutz der Müllerei getroffen hat: „Der Bund trifft Vorkehrungen zur Erhaltung eines leistungsfähigen, angemessen über das ganze Land verteilten Müllereigewerbes.“ Diese Formulierung steht im Gegensatz zur ursprünglichen Formulierung auch des bundesrätlichen Vorschlages, in dem von einem dezentralisierten Müllereigewerbe gesprochen worden ist.

Der Antrag, das Wort „dezentralisiert“ zu ersetzen durch den Begriff „angemessen über das ganze Land verteilten Müllereigewerbes“ ist in der Kommission mit 15 gegen null Stimmen angenommen worden, bei 8 Enthaltungen. Auch der Vertreter des Bundesrates, Herr Bundesrat Streuli, hat sich für diese neue Formulierung eingesetzt. Der Grund zur Änderung dieses sehr wichtigen grundsätzlichen Satzes hat darin bestanden, dass man eine positive Formulierung suchte statt einer unbefriedigenden und unschönen negativen Formulierung, bestehend in den Worten „dezentralisiertes Müllereigewerbe“. Man hat sich in der Kommission gefragt: Was soll dieses „dezentralisiert“ bedeuten? War das Müllereigewerbe vorher zentralisiert, muss es jetzt dezentralisiert werden, oder strebt man eine Entwicklung an von einem Zentrum aus? All das trifft die Tatbestände nicht, die in Frage kommen. Darum hat man den genau gleichen Begriff und die genau die gleiche Meinung deckende Formulierung beschlossen: „angemessen über das ganze Land verteilte Müllereigewerbe“. Die neue Formulierung ist auch klarer und drückt aus, was man will. Darum glaube ich, dass es nicht geschickt war, dass für die Formulierung des sogenannten Hauptantrages Weber und Konsorten die alte Sprechweise gewählt wurde mit dem „dezentralisierten Müllereigewerbe“.

Die Zustimmung zu diesem Begriff „über das ganze Land verteilten Müllereigewerbe“ war für einen Basler nicht ohne weiteres selbstverständlich. Der Grundsatz dieser Verteilung über das ganze Land entspricht nicht der wirtschaftlichen Gesetzmässigkeit, die in Standorttheorien zum Ausdruck kommt. Der wirtschaftlichen Zweckmässigkeit würde eher eine Konzentration der Müllereien am frachtgünstigsten gelegenen Ort entsprechen. Wir haben denn auch ganz gelungene Zustände, die sich unter dem Regime der dezentralisierten Mühlen ergeben haben. Das Backmehl, das in Basel verarbeitet wird, wird zuerst zum grössten Teil in Form von Getreide nach Zürich verschickt und dort vermahlen; es kommt über die gleiche Strasse oder Eisenbahnlinie wieder nach Basel zurück. Das ist nicht unbedingt den volkswirtschaftlichen Gesetzmässigkeiten entsprechend.

Ich möchte noch kurz Stellung nehmen zum wesentlichen Unterschied zwischen dem Hauptantrag Weber und dem Antrag der Mehrheit, nämlich zu der durch den Hauptantrag versuchten Verankerung der Beiträge an die Transportkosten in der Verfassung. Auch diese Transportkostenbeiträge entsprechen nicht den wirtschaftlichen Gesetzmässigkeiten. Ich möchte mich aber hier nicht gegen die Institution der Transportkostenbeiträge aussprechen. Sie ist sicherlich nicht glücklich; aber ich möchte mit aller Deutlichkeit betonen, dass die Festlegung der Transportkostenbeiträge nicht in die Verfassung gehört, denn sie bedeutet nichts anderes als ein Mittel der Ausführung des Willens, wie er in der Verfassung zum Ausdruck kommt.

Ich möchte Sie also bitten, ja nicht diese Transportkostenbeiträge als Bestandteil des Verfassungsartikels zu beschliessen. Wir würden da weit über das hinausgehen, was man in einem Verfassungsartikel als Grundsatz unterbringen kann. Mir ist natürlich der Zweck des Hauptantrages klar: Durch die Enumerierung der Transportkostenbeiträge und den Ausgleich des Mahllohns will man die Möglichkeit einer Kontingentlösung ausschliessen. Ich selbst bin kein Freund oder begeisterter Anhänger der Kontingentlösung, möchte aber doch betonen, dass der Verfassungsvorschlag, wie er vorgelegt wird durch den Kommissionsantrag, die Kontingentierung nicht vorsieht, sondern dass alle Möglichkeiten offen bleiben. Sie haben aus dem Referat von Herrn Bundesrat Streuli erfahren, dass durch eine Expertenkommission noch andere Lösungen gesucht werden. Wir wollen diese Möglichkeiten offen halten und deren Anwendung dann bei der Gesetzesrevision prüfen.

Ich empfehle Ihnen also Annahme des Antrages der Kommissionsmehrheit.

**Bühler:** Ich möchte die Ausführungen von Herrn Kollege Schaller weitgehend bestätigen und unterstützen. Auch ich bin der Ansicht, dass der von der Kommissionsmehrheit vorgeschlagene Text ohne weitere Bestimmungen richtig ist. Ebenso gehe ich mit der Botschaft einig und denjenigen Votanten, die die Meinung vertreten haben, dass die Massnahmen, die zum Schutze eines „angemessenen über das ganze Land verteilten Müllereigewerbes“ nicht im Verfassungsartikel fixiert werden sollen, sondern dass dies Sache der Ausführungsgesetzgebung sein

wird. Ich glaube, auch unsere Debatte zeigt deutlich genug, wie weitschichtig und komplex die Frage der zweckmässigen Schutzmassnahmen ist, um zu rechtfertigen, dass diese Diskussionen auf eine eingehende Gesetzesberatung mit ausführlicher Botschaft zu verschieben sind.

Materiell ist es zweifellos eine unbestrittene kriegswirtschaftliche Notwendigkeit, dass die angestrebte Vorratshaltung an Brotgetreide dezentralisiert, das heisst im ganzen Land verteilt, geschehen kann. Es wäre unlogisch, auch die notwendige Vermahlungskapazität nicht ebenso angemessen über das ganze Land verteilt zu erhalten, um im Kriegsfall über möglichst viele Versorgungspunkte im Land verteilt zu verfügen. Ich bin der Meinung, es wäre sinnlos, Hunderte von Millionen für die aktive Landesverteidigung jährlich auszugeben und nicht dafür zu sorgen, dass im Kriegsfall Bevölkerung und Armee durch zweckmässige Versorgung mit Brot auch für längere Zeit Widerstand leisten könnten. Wenn der Bund nicht diese angemessene Verteilung des Müllereigewerbes über das ganze Land durchhalten kann, besteht zweifellos die Gefahr, dass die Getreidemühlen in einige wenige, frachttechnisch günstig gelegene Grenzstädte konzentriert würden, wo sie in Zeiten internationaler Komplikationen leicht lahmgelegt werden könnten. Dass diese Entwicklung in allen Ländern eingetreten ist, wo der Staat eine angemessene Verteilung der Mühlen über das ganze Land nicht anstrebte, konnte ich auf meinen vielen Berufsreisen eindeutig feststellen. Der letzte Krieg hat denn auch die Nachteile einer solchen Konzentration erbarmungslos aufgezeigt; seither sind in vielen Ländern Bestrebungen im Gange, eine Dezentralisation nachträglich herbeizuführen.

Ich bin der Meinung, dass es falsch wäre, schon jetzt die Massnahmen aufzuführen, die eine solche Verteilung sicherstellen können. Es sind derer schon so viele angewandt und vorgeschlagen worden, dass die richtige Auswahl mit Sorgfalt und Überlegung getroffen werden muss. Soweit ich orientiert bin, sind auch Gutachten in Ausarbeitung, welche sich zu den zweckmässigen Massnahmen fachtechnisch äussern werden.

Vergessen wir nicht, dass die Mühlen eine ganze Anzahl öffentlich-rechtlicher Verpflichtungen übernehmen, die eine umfassende Regelung dieser Industrie rechtfertigten. Eine Fixierung irgendwelcher Massnahmen jetzt schon in der Verfassung hätte auch den Nachteil, dass eine Anpassung der veränderten Verhältnisse in der Zukunft nicht leicht möglich wäre. Auch aus diesem Grunde drängt sich die Gesetzeslösung auf. Wie wir gestern und heute wieder gehört haben, legt auch die Annahme des Verfassungsartikels, der vom Bundesrat und der Kommissionsmehrheit vorgesehen ist, die Kontingentlösung noch keineswegs fest. Nach meiner Erfahrung als Chef einer Sektion unserer Kriegswirtschaft genügen aber Preisvorschriften allein nicht; es müssen in einer Warenverteilung noch umfassendere Regelungen getroffen werden, um Umgehungen der Vorschriften zu vermeiden.

Ich will nicht einer Kontingentlösung das Wort reden, aber ich wiederhole meine Ansicht, dass es ebenso falsch wäre, schon jetzt im Verfassungsartikel irgendwelche Massnahmen zur Erhaltung

einer dezentralisierten Müllerei festzulegen. Deshalb sollte dem von der Kommission formulierten Text zugestimmt werden.

**Leuenberger:** Der staatsbürgerliche Unterricht, der uns in liebenswürdiger Weise von den beiden Kommissionsreferenten und durch Herrn Bundesrat Streuli sowie durch andere Diskussionsredner erteilt worden ist, war, was uns betrifft, absolut überflüssig. Wir, die Opposition, sind durchaus im Bilde, dass ein Verfassungsartikel und kein Gesetz über die Getreideordnung zur Behandlung steht. Man sagt aber im Volksmund: „Gebrannte Kinder fürchten das Feuer“. Uns soll man nicht weis machen wollen, dass mit der Zustimmung zu einem Verfassungsartikel gar nichts präjudiziert würde. Daran glaubt nicht einmal der Harmloseste unter uns, und uns zählt man bekanntlich nicht zu den Harmlosen. Aber abgesehen davon, dass uns die Absichten der Getreideverwaltung und diejenigen des Bundesrates ja bekannt sind – man lese nur in der Botschaft, was zur Begründung der Erhaltung einer leistungsfähigen und dezentralisierten Müllerei ausgeführt wird – hat gestern Kollege Piot sehr offenerzig gesagt, was gedacht und geplant ist, wenn Parlament und Volk dem neuen Verfassungsartikel zustimmen werden.

Richtig ist, ich bestätige das gerne, dass Herr Bundesrat Streuli in den Kommissionsberatungen und auch heute wieder erklärt hat, dass mit der grundsätzlichen Bejahung der Erhaltung eines leistungsfähigen und dezentralisierten Müllereigewerbes mindestens bezüglich des Kontingentierungssystems noch nichts Endgültiges entschieden werden soll; eventuell, wie das auch Herr Schaller soeben gesagt hat, finde sich noch eine andere Lösung.

Trotzdem lassen uns bisherige Erfahrungen angezeigt erscheinen, dass wir schon heute unsere Vorbehalte und Bedenken gegen gewisse, ich wiederhole es, meines Erachtens schon geplante und beabsichtigte Massnahmen zum Ausdruck bringen. Auch der Widerspruch, auf den wir schon in der Eintretensdebatte aufmerksam gemacht haben, bleibt bestehen, nämlich die Tatsache, dass man bei der Getreideeinfuhr durch die Beseitigung des Einfuhrmonopols des Bundes im Brotgetreidesektor die Wirtschaftsfreiheit (ich meine die Wirtschaftsfreiheit in Anführungszeichen) herstellen, umgekehrt aber im angeblichen Interesse des Müllereigewerbes eine staatlich garantierte Ordnung haben will, die die freie Marktwirtschaft ausschaltet. Ich sage noch einmal: Logischerweise müsste man, wenn man beim Getreideimport eine freiheitliche Lösung treffen will, auch bezüglich des Müllereigewerbes den gleichen Grundsatz befolgen. Ich weiss, dass die Mehrheit von Ihnen auch in diesem Falle unlogisch bleiben will und wird, denn es geht hier eben nicht um Logik, sondern um einen politischen Machtsstandpunkt.

Ich könnte an Hand weiterer Beispiele die Richtigkeit und die Berechtigung der an der bisherigen Kontingentwirtschaft geübten Kritik erhärten. Ich verzichte jetzt darauf, warte damit auf die uns so grosszügig und freiwillig in Aussicht gestellte Gelegenheit, uns bei der Beratung des Ausführungsgesetzes noch näher auszusprechen. Das letztere

allerdings nur unter der Voraussetzung, dass der neue Verfassungsartikel die Gnade des Volkes finden wird.

Im übrigen sind wir, namentlich die Kollegen Herzog, Dr. Max Weber haben das sehr deutlich unterstrichen, gar nicht grundsätzlich gegen einen Schutz der Mühlenbetriebe, namentlich nicht gegen einen Schutz der kleinen Mühlen und nicht gegen den Schutz der Kundenmühlen. Dagegen sind wir gegen den bisher tolerierten Handel mit Kontingenten und gegen den Schutz jener Handelsmühlen, die einen solchen Schutz gar nicht benötigen und verdienen, die ein Geschäftsgebaren an den Tag legen, das mit der angestrebten Ordnung nicht nur nichts zu tun hat, sondern jeder Ordnung entgegengesetzt ist.

Ich nenne neben dem Kontingentshandel, von dem jetzt beständig die Rede gewesen ist, die mit allen Mitteln betriebenen Mehlverkäufe sowie die Gewährung von Rückvergütungen, die Preisunterbietungen, die solange erfolgen, bis der Konkurrent mürbe gemacht und erledigt ist. Preisunterbietungen erfolgen in allen erdenklichen Formen, die bis zur finanziellen Bindung des Kunden an die mehl-liefernde Mühle gehen.

Kollege Rohr, der ja meines Erachtens so wie wir in diesem Falle ein Interessenvertreter ist, und zwar der Interessenvertreter eines Verbandes, dessen Mitglieder an dieser Vorlage ganz besonders interessiert sind, hat wirklich daneben geschossen, wenn er glaubt, die wenigen Konsummühlen, das heisst die wenigen Mühlen des Verbandes schweizerischer Konsumvereine als die gefrässigen Räuber unter den Mühlen unserer Landes treffen zu müssen.

Ich habe aber das Wort verlangt, um auf einen Vorschlag hinzuweisen, den der Gewerkschaftsbund in seiner Vernehmlassung zu einer neuen Brotgetreideversorgung – bezüglich der Müllerei – am 15. Oktober 1955 vertreten hat. Der Gewerkschaftsbund warf die Frage auf – mich würde interessieren, etwas darüber zu hören – ob ein Schutz des einheimischen Müllereigewerbes, wenn ein solcher unumgänglich ist, nicht viel zweckmässiger über die Wirtschaftsartikel der Bundesverfassung zu erfolgen hätte. Der Gewerkschaftsbund ist der Auffassung, dass es dann auch leichter wäre, ebenfalls für die in der Müllerei beschäftigten Arbeiter und Angestellten Schutzbestimmungen durchzusetzen. Damit ist ein neuer Aspekt des Problems „Schutz eines leistungsfähigen und dezentralisierten Müllereigewerbes“ in die Diskussion geworfen. Es ist nämlich auch für die Öffentlichkeit – vielleicht auch für Sie oder doch wenigstens für einige von Ihnen – interessant, zu wissen und zu erfahren, dass ein Gewerbe weiter durch staatliche Massnahmen geschützt werden soll, das in sozialer Hinsicht zum Rückständigsten gehört, was in der Schweiz noch anzutreffen ist. Das sagt sehr viel. Die gleichen Herren Müller, die einen Schutz ihrer Betriebe verlangen, lassen die Folgen des bestehenden unsinnigen Konkurrenzkampfes (Preisunterbietung, Kundenkauf, Kontingentshandel) wenigstens zum Teil durch ihre Arbeiter und Angestellten bezahlen. Noch mehr, ein grosser Teil, ja ich behaupte der weitaus grössere Teil der Mühlenbesitzer unseres Landes gehört zu jenen Arbeitgeberprotzen, die gegenüber der gewerkschaftlich organisierten Arbeiterschaft als ausgesprochener Feind

aufzutreten, ja, die offen und versteckt das Recht der Koalitionsfreiheit zu verbieten suchen. Und die gleichen Leute, die an die Einsicht und Loyalität der Herren Parlamentarier appellieren, sind nicht loyal, sondern der Arbeiterschaft gegenüber ausgesprochen feindlich eingestellt und verbitten sich sogar jede Einflussnahme auf die Lohn- und Arbeitsbedingungen ihrer Arbeitnehmer.

Diese Tatsache wird allein durch die verschwindend kleine Zahl der abgeschlossenen Gesamtarbeitsverträge bewiesen. Von 297 Handelmöhlen haben sich bisher nur ganz wenige zum Abschluss eines Gesamtarbeitsvertrages und damit zur gesamtvertraglichen Regelung der Lohn- und Arbeitsbedingungen entschliessen können. Es soll eine Ehrenmeldung sein, ich wiederhole, ich möchte es als eine Ehrenmeldung verstehen, wenn ich jetzt die wenigen Firmen (sie sind bald aufgezählt), unseres Landes aufzähle, die von dieser, meiner vorgebrachten Kritik auszunehmen sind.

In Basel (Kanton Basel-Stadt): Aktien, Wehrli und Mechelmühle; in Baselland: die Firma Haegler in Lausen; im Kanton Bern: Mühlengenossenschaft Bern, Mühlen AG Thun, Beck in Landshut, Dürr AG, Burgdorf, Aeschlimann, Lotzwil, Bleuer-Schenk, Biel-Mett, Geiser, Langenthal, Messer, Fraubrunnen, Mühlen AG Flamatt, Mühlethal AG, Mühlethal, Schenk, Stadtmühle Bern und MSK in Zollikofen; in Genf: Minoterie Plainpalais, Sylvant, Carouge, Perrollaz, du Rondeau, Minoterie Versoix. Im Kanton Glarus: Streif Söhne, Landolt, Schwanden. Im Kanton Waadt einzig die Genossenschaftsmühle in Rivaz, von der vorhin unser Kollege Bringolf gesprochen hat. Eine Sonderehrenmeldung verdient der Tessin, denn dort hat die Vereinigung der Mühlenbesitzer die Arbeits- und Lohnbedingungen vertraglich geregelt. Im Kanton Thurgau gibt es eine einzige Mühle, nämlich die Firma Meierhans, Weinfeld, die die Lohn- und Arbeitsbedingungen gesamtvertraglich geregelt hat; im Kanton Aargau keine einzige. Im Kanton Zürich haben sich die folgenden Mühlen einem Gesamtarbeitsvertrag angeschlossen: Hauser, Winterthur, Neumühle, Töss, Schollenberger, Wülflingen, Steigmühle, Töss, Waser, Zürich, Werdmühle, Zürich, Wehrli, Tiefenbrunnen und natürlich die Mühlen des Verbandes schweizerischer Konsumvereine, die, ich muss es sagen, die besten Lohn- und Arbeitsbedingungen in der ganzen Branche gewährten. Diese wenigen Betriebe, die mit dem Abschluss von Gesamtarbeitsverträgen geregelte Lohn- und Arbeitsbedingungen, das heisst zeitgemässe Löhne und Sozillasten auf sich nehmen und deshalb zu den fortschrittlichen Arbeitgebern gehören, werden aber durch die Mehrzahl – und das ist das Wesentlichste – der übrigen Handelmöhlen, die sich bis jetzt geweigert haben, ihren Arbeitern und Angestellten anständige Lohn- und Arbeitsbedingungen zu gewähren, auf das schärfste konkurrenziert. Es besteht wirklich ein sogenanntes Sozialdumping, und es ist deshalb durchaus in Ordnung, wenn der Gewerkschaftsbund die Ansicht vertreten hat, dass selbst dann, wenn sich der staatliche Schutz der Mühlen auch weiterhin auf Artikel 23bis der Bundesverfassung stützen sollte, unter diesen Schutz nicht nur die Mühlenbesitzer, sondern auch die im Müllereigewerbe beschäftigten Arbeitnehmer fallen sollen.

Ich schliesse, indem ich unsere diesbezüglichen Forderungen wie folgt zusammenfasse: Wenn der Gesetzgeber einen Schutz einführen will, indem er durch die Mehlkontingentierung eine wirtschaftliche Ordnung im Mühlengewerbe einführen und durchsetzen will, dann hat er als geeignete Massnahme, um dieses Ziel zu erreichen – und nicht die unwichtigste – auch die Gewährleistung vertraglich verankerter Lohn- und Arbeitsbedingungen im Müllereigewerbe zu fördern. Diese Voraussetzung liegt nicht zuletzt im Interesse des Arbeitsfriedens und damit im Interesse der ununterbrochenen Versorgung des Schweizervolkes mit Backmehl und Brot.

**Eisenring:** Nachdem Herr Leuenberger das schweizerische Mühlengewerbe hier in sozialer Beziehung enumeriert und kritisiert hat, möchte ich sagen, dass diese Frage auf einem anderen Sektor auszutragen wäre. Sie hat mit der Sache als solcher nichts zu tun, sondern dient einer gewissen Stimmungsmache.

Ich erlaube mir deshalb, hier noch einige Momente zur Diskussion beizutragen, die den Antrag der Kommissionsmehrheit unterstützen. Ich will die Argumente, die von meinen Vorrednern, insbesondere von Herrn Rohr, vorgetragen worden sind, nicht wiederholen. Wir alle sind ja der Meinung, dass das Müllereigewerbe auf Grund der verfassungsrechtlichen und öffentlich-rechtlichen Pflichten, die es übernommen hat, einen gewissen Schutz verdient. Herr Leuenberger hat gesagt, man könne diesen Schutz eventuell über die Wirtschaftsartikel vornehmen. Diesem Vorschlag stehe ich sehr skeptisch gegenüber. Ich frage mich, ob in rechtlicher Beziehung diesbezüglich eine Möglichkeit besteht. Aber ich bin auf der anderen Seite, wenn man schon vom Schutze des Müllereigewerbes spricht, der Meinung, dass zu diesem Schutz unbedingt die Kontingentierung gehört und dass der Hauptantrag der Kommissionsminderheit mit den enumerativen Methoden darauf ausgeht, die Anwendung der Kontingentierung auszuschliessen.

Nun hat man Ihnen hier erklärt, aus welchen Gründen diese Kontingentierung notwendig sei. Ich erlaube mir hier, diese Skala der Gründe noch um zwei zu ergänzen: Einmal kann ich darauf hinweisen, dass die kriegswirtschaftliche Erfahrung der letzten Jahrzehnte mit aller Deutlichkeit zeigt, dass die Erhaltung einer leistungsfähigen und einer dezentralisierten Müllerei mit der Kontingentierung untrennbar verbunden ist. Die Erfahrung der Vorkriegszeit und ganz besonders die Erfahrung der Kriegszeit – ich verweise in dieser Beziehung auf die Ausführungen in der Botschaft – haben das genau und deutlich gezeigt.

Dann habe ich ein Argument vorzubringen, von dem man heute bis jetzt noch nicht gesprochen hat, das aber meines Erachtens geradezu von ausschlaggebender Bedeutung ist. Es besteht darin, dass durch die starke Schrumpfung des Brotkonsums, durch den hohen Ausmahlungsgrad des Mehls, die Kapazität der schweizerischen Müllerei nur zu etwa 50% ausgenützt wird, dass die Müllerei das Doppelte leisten könnte. Dazu kommt, dass einige Betriebe – ich erwähne beispielweise eine grosse Mühle im Thurgau – durch Investitionen von neuen Maschinen,

durch Rationalisierung usw. ihre Kapazität noch sehr enorm gesteigert haben. Wenn nun nicht ergänzende Massnahmen in das kommende Ausführungsgesetz aufgenommen werden (und zwar im Sinne der Kontingentierung), so besteht die Gefahr der Konzentration auf einige wenige Grossbetriebe, und gerade diese nicht ausgenützte Produktionskapazität gibt den Grossbetrieben einen ausgesprochenen Vorsprung. Dann kommen alle diese Dinge vor, die auch Herr Leuenberger hier aufgezählt hat, dieser wilde Konkurrenzkampf, der dazu führen würde, dass ein grosser Teil der kleinen Mühlen verschwinden müsste.

Herr Nationalrat Herzog hat gesagt, dass in den letzten Jahren aus zwei Stilllegungen bedeutende Kontingente an Müllereikonzerne gegangen seien. Ich möchte diese Behauptung richtigstellen. Sie stimmt nicht genau. Diese Stilllegung wurde nicht genau präzisiert. Gemeint waren offenbar die Mühlen in La Sallaz und in Wülflingen. Dort ist festzustellen, dass die Stilllegung nicht von den Müllereikonzerne vorgenommen wurden, sondern von zwei Regionalverbänden. La Sallaz erfolgte durch die Société des meuniers de la Suisse romande. Das diesbezügliche Kontingent – meines Wissens 400 Wagen – wurde insgesamt unter 13 Mühlen aufgeteilt. Unter diesen partizipierte anteilmässig auch die Genossenschaftsmühle Rivaz. Zur Stilllegung der Mühle Wülflingen ist zu sagen, dass sie durch die Mühlenvereinigung Innerschweiz-Zürich erfolgte. Das Kontingent, 350 Wagen, wurde zunächst auf 14 Klein- und Mittelmühlen verteilt. Vorgesehen ist ausserdem noch, 123 Wagen auszuscheiden und diese zirka 30 vorwiegend ganz kleinen Mühlen zuzuweisen. Es ist also festzustellen, dass nicht etwa, trotz der Kontingentierung, ein Zusammenlegungsprozess und ein Schrumpfungsprozess stattfindet, so wie er beispielsweise – siehe die Ausführungen in der Botschaft! – in den USA, in Kanada, in Holland vorhanden ist.

Ein drittes Element, das ich noch erwähnen und vortragen möchte, betrifft die Förderung des einheimischen Getreideanbaues und die Aufrechterhaltung grosser Lagervorräte zur Sicherstellung der Brotversorgung des Landes. Wenn man das haben will, muss auch die Möglichkeit gegeben werden, an Ort und Stelle Mühlen anzutreffen, die die Lagerhaltung durchführen und das Getreide mahlen. Das ist bereits erwähnt worden. Wenn man auf eine Kontingentierung verzichten würde – ich weise ausdrücklich auf die Ausführungen von Herrn Kollege Rohr hin – müsste man wieder zu den gestaffelten Preiszuschlägen zurückkehren, die aber meines Erachtens etwas anders durchexerziert werden müssten, als man dies bisher getan hat. Wenn man auf die gestaffelten Preiszuschläge zurückkommen müsste, hätte meines Erachtens eine stärkere Progression zu erfolgen, die bis auf zirka 4000 Wagen hinaufgehen würde, bis zu dem höchsten Quantum, das eine Mühle verarbeitet. Das würde gerade für die grossen Konsummühlen eine erhebliche Belastung bedeuten, und diese Belastung hätte letzten Endes der Konsument zu tragen.

Nachdem durch die Getreideverwaltung in letzter Zeit der Kontingentshandel unterbunden wurde, haben wir die Möglichkeit, im neuen Ausführungsgesetz die Vorschriften etwas elastischer zu gestalten.

Es ist nach meiner Überzeugung das einzig vorhandene Mittel, das die Aufrechterhaltung eines dezentralisierten, oder wie es heisst, eines angemessen über das ganze Land verteilten Müllereigewerbes garantiert.

Ich bitte Sie deshalb, dem Antrag der Kommissionmehrheit zuzustimmen.

**Häberlin:** Ein kurzes Wort für jene Liberalen, die der verehrte Kollege Max Weber auf den Plan gerufen hat. Ich werde für den Antrag der Kommissionmehrheit stimmen, weil damit lediglich ein Grundsatz anerkannt wird, der von keiner Seite bestritten ist. Ich gebe aber Herrn Weber die Zusicherung, dass ich bei der Ausführungsgesetzgebung für ihn ein treuer Gefolgsmann sein werde, sofern nicht der schlüssige Beweis dafür angetreten werden kann, dass das angestrebte Ziel einzig und allein auf dem Wege der Kontingentierung erreicht werden kann.

Ich bin natürlich froh über jeden Sukkurs, den die Verteidigung der wirtschaftlichen Freiheit in diesem Saale erhält. Ich glaube aber, sagen zu dürfen, dass diese Freiheit vorläufig bei uns noch etwas zuverlässiger aufgehoben ist als bei den Herren Sozialdemokraten. Ich erinnere daran, dass beim Tabak, als auch ein Kontingentierungssystem zur Diskussion stand, dieses System von den Herren Sozialdemokraten durch dick und dünn verteidigt worden ist und dass wir im Kampf gegen dieses Kontingentierungssystem damals von den Sozialdemokraten kläglich im Stich gelassen worden sind, trotzdem jenem System genau die gleichen Übel und Mängel anhafteten, die heute von den Sozialdemokraten so brandschwarz dargestellt worden sind. (Zwischenruf **Schütz:** Nein!). Wenn die Liberalisierung bei Herrn Kollege Weber anhalten und sich sogar noch auf seine ganze Fraktion ausdehnen sollte (Zwischenruf: Kommt nicht in Frage!), so werde ich es gerne mit dem Bibelwort halten: „Im Himmel ist mehr Freude über einen Sünder, der Busse tut, als über 99 Gerechte, die dieser Busse nicht bedürfen!“

**Lejeune:** Gestatten Sie mir auch einige kurze Ausführungen zur Frage der Erhaltung eines leistungsfähigen Müllereigewerbes bzw. zur Frage der Kontingentierung.

Die ersten Voten, die zur Frage der Erhaltung des Müllereigewerbes abgegeben wurden, liessen ein Müllereigewerbe in sehr altertümlicher Form vor uns entstehen, und manchmal fühlte man sich versucht, an eine klappernde Mühle an einem stillen, lauschigen Bach zu denken. Das Klappern der Mühle ist nun aber so angeschwollen, dass es fast weitergeht, wie es im Volkslied weiter heisst, wo es einem das Herz zerbricht. Ich glaube, dass auch etwas anderes aus dem Volkslied zur Sprache kommt, nämlich das zerbrochene Ringlein. Es mag sein, dass sich einige Ansichten in bezug auf die Kontingentierung geändert haben. Aber das wird wahrscheinlich darauf beruhen, dass eben die Treue, die durch den Ring versinnbildlicht wird, da und dort gebrochen wurde.

Wir stellen fest, dass wir in bezug auf die Erhaltung der Mühlen einig sind, aber nicht in bezug auf die Massnahmen zu ihrem Schutz. Wir stellen also

fest, dass das Gewerbe ausserordentlich wichtig ist. Die Botschaft geht sogar so weit, auf Seite 23 davon zu sprechen, dass die Mühlen mit öffentlich-rechtlichen Pflichten belastet sind. Die Mühlen erfüllen im Dienste der Getreideversorgung, der Brotversorgung gewissermassen eine Art Dienstpflicht. Nun sollte es aber das Wesen jeder Dienstpflicht sein, dass sie auch tatsächlich erfüllt wird, und wo der Staat sonst öffentliche Pflichten seinen Bürgern oder seinem Gewerbe auferlegt, sieht er auch dazu, dass sie ausgeführt und erfüllt werden. Ich erinnere an die militärische Dienstpflicht, an die Steuerpflicht, und Pflichten werden deshalb auch als Lasten empfunden. Hier spaltet sich nun aber die Sache etwas, denn wenn wir von den Kontingenten der Müllerei sprechen, sehen wir, dass hier Pflichten zu Rechten werden, die sich veräussern lassen und aus denen man auch ganz hübsch Kapital schlagen kann. Das lässt sich ungefähr mit dem Fall vergleichen, wo die öffentliche Hand eine Strasse baut und dadurch Landpreissteigerungen eintreten. Auch diese Wertvermehrungen lassen sich ja sehr gut verwerten. Aber hier bei der Müllerei ist es etwas anderes. Es wird ja nicht das vorliegende Gewerbe in seinem Wert gesteigert, sondern der Staat schafft mit der Zeit durch die Kontingente diese Werte quasi aus dem Nichts. Er schafft sie über die bestehende Müllerei hinaus, und diese Werte können nachher im Kontingentshandel verwertet werden. Ich stelle fest, dass es bei dieser ganz unbestrittenen Tatsache des Kontingentshandels um einen Handel mit öffentlich-rechtlichen Pflichten geht. Das ist etwas, das uns ganz unerhört vorkommen sollte.

Nun wird als erster Einwand dagegen vorgebracht, dass in der Botschaft von der Kontingentierung praktisch nicht die Rede sei. Aber wir gehen alle davon aus, dass diese Kontingente auf Grund des neuen Artikels 23 bis eingeführt, beziehungsweise fortgeführt werden können.

Nun wird in zweiter Linie auch erklärt, dass der Bundesrat durch die Verordnung, die er kürzlich erlassen hat, den Missbräuchen dieses Kontingentshandels gesteuert habe. Die Übertragung von Kontingenten sei nur noch dort zulässig, wo sie im Rahmen des Zweckes erfolge. Aber auch da müssen wir uns fragen, ob eine Übertragung von Kontingenten überhaupt im Rahmen des Zweckes erfolgen könne. Der Zweck soll doch der sein, die Müllerei zu sichern. Wenn aber ein Müllereibetrieb seine Kontingente abgibt, setzt er sich damit ja gerade ausserstande, seinen Zweck zu erfüllen. Diese Müllerei kann sich die Abtretung von Kontingenten sogar bezahlen lassen. Es ist also tatsächlich ein Zustand, für den man keine Beispiele findet, es sei denn bei anderen Kontingentierungssystemen. Da müssen Sie sich absolut nicht wundern, dass man heute in bezug auf diese Kontingente sehr hellhörig geworden ist.

Ich sehe nun die Bedeutung des Gegenvorschlages darin, dass der Bund durch positive Massnahmen die Müllerei unterstützen soll. Das scheint mir die viel richtigere Massnahme zu sein; man unterstützt die Erfüllung der öffentlichen Pflichten, die übernommen werden, unterstützt also nicht die Nichterfüllung oder belohnt diese noch gar. Ich glaube auch, dass die Formulierung, wie sie vorgesehen ist, in ihrer Bedeutung etwas übertrieben

wird. Die Aufzählung ist ganz bestimmt nur beispielsweise, denn der Absatz 2 beginnt ja damit, dass dem Zwecke des Verfassungsartikels insbesondere die folgenden Massnahmen dienen. Dieses Wortes „insbesondere“ werden auch die positiven Massnahmen, wie sie im Gegenvorschlag vorgesehen werden, teilhaftig. Es geht nicht um eine abschliessende, nur um eine beispielsweise Aufzählung, die sehr wichtig ist, weil eben positive Massnahmen vorgeschlagen werden.

Ich glaube, dass es letzten Endes darum geht, dass sich der Staat dort, wo er Eingriffe macht, die Konsequenzen genau überlegt, die Wirkung dieser Eingriffe wirklich bis zum Schluss verfolgt. Es geht nicht an, dass er einfach, wie im vorliegenden Fall, Kontingente schafft und sich im weiteren dann herzlich wenig, heute vielleicht etwas mehr, darum kümmert, was damit geschieht, sondern, wenn der Staat solche Rechte zur Entstehung bringt, die im Anschluss an die Auferlegung öffentlich-rechtlicher Pflichten geschaffen werden, soll er sich auch dafür einsetzen, dass diesen Pflichten nachgekommen wird. Ich glaube, dass dies nur der Fall sein wird, wenn Sie dem Gegenvorschlag zustimmen.

**Grendelmeier:** Zum Hauptantrag der Minderheit möchte ich kurz folgendes ausführen: In erster Linie empfehle ich Ihnen, diesem Antrag zuzustimmen. Wir haben aus der heutigen Diskussion, insbesondere der Herren Rohr und Eisenring, gehört, dass das dezentralisierte Müllereigewerbe nur durch das Kontingentierungssystem erhalten werden könne.

Was die Dezentralisation selbst betrifft, so ist es fraglich, ob sie heute überhaupt richtig erfolgt sei. Wir haben in der Kommission Gelegenheit gehabt, auf der Schweizer Karte die 300 Mühlen eingezeichnet zu finden. Von einer Dezentralisation, wie Sie sie sich vorstellen, ist keine Rede. Von den 300 Mühlen liegen nur sehr wenige in der Ostschweiz, der Zentralschweiz und im mittleren Tessin. Der Hauptteil aller Mühlen befindet sich im schweizerischen Mittelland auf sehr engem Raum. Nun frage ich mich, ob, wenn man schon von Dezentralisation spricht, es richtig ist, dass alle Mühlen ausgerechnet in dem Gebiete liegen, das im Kriegsfall zu allererst und am leichtesten überrannt oder vernichtet werden kann. Es müsste nach meiner Meinung in erster Linie eine raumrichtige Dezentralisation vorgenommen werden. Für mich ist es aber klar, dass die Dezentralisation in erster Linie ein Vorwand für den Schutz von Privilegien weniger Auserwählter ist.

Mir scheint, dass Sie jetzt Gelegenheit hätten, wie Ihnen der Sozialdemokrat Weber gesagt hat, wieder einmal zu bekennen, ob Ihnen die verfassungsmässige Handels- und Gewerbefreiheit noch etwas bedeutet. Wenn es jenen generell um die Freiheit geht – sei es in Fest- oder andern Reden –, tritt man stets unentwegt für die Freiheit ein. Wenn es dann aber in konkreten Einzelfällen über Freiheit oder Nichtfreiheit zu entscheiden gilt, dann fallen die Freiheitsbekenner jenen aus, und sie werden Diener ausgesprochen unfreiheitlicher Lösungen. Das ist das Bild in unserem Rate. Der Bürger greift nicht, dass sich vor allem die bürgerlichen Parteien für die Freiheit wohl generell einsetzen, diese aber im konkreten Fall preisgeben. Nun haben

Sie sich zu entscheiden, ob Sie wirklich das in schlimmsten Verruf geratene Kontingentierungssystem weiter dulden wollen, ob Sie es, ausgesprochen oder unausgesprochen, in der Verfassung verankern wollen. Herr Schaller, es nützt nichts, wenn Sie erklären – Sie sind hier nicht der einzige –, Sie selbst wären zwar kein Freund der Kontingentierung. Damit wird nichts gewonnen. Sie müssten entschieden auftreten und gegen die Kontingentierung Ihr Wort einlegen.

Nun möchte ich noch zum Minderheits-Eventualantrag 2 etwas sagen. Ich habe diesen Minderheits-Eventualantrag seinerzeit mit unterzeichnet. Ich möchte aber ausdrücklich erklären, dass nach meiner Meinung der Hartweizen gar nicht in diese Vorlage für die Brotgetreideversorgung hineingehört. Wir haben gar keine Notwendigkeit, den Hartweizen zu reglementieren. Einmal schon deshalb, weil in der Schweiz überhaupt kein Hartweizen angebaut wird. Es wird also der inländische Produzent keineswegs durch den Import von Hartweizen konkurrenziert. Hartweizen muss bis zum letzten Kilogramm aus dem Auslande eingeführt werden. Damit entfällt also das Argument beim Hartweizen, man müsse den inländischen Produzenten schützen. Weiter beträgt der Hartweizenkonsum nur 15% des Weichweizenkonsums. Er sollte deshalb nicht unter die Brotgetreideregulierung fallen.

Über noch etwas müssen wir uns auch klar sein: Der Hartweizen ist für die Brotproduktion schon gar nicht geeignet. Hartweizen ist das ungeeignetste Erzeugnis, um Brot herzustellen. Es ist unbestritten, dass man Brot selbstverständlich auch aus Hartweizen herstellen könnte; allerdings ein schlechtes Brot, das zudem auch noch viel teurer wäre. Darum sind die Ausführungen des Herrn Bundesrat Streuli, die er heute morgen zu diesem Punkte ausgeführt hat, nicht stichhaltig. Hartweizen ist ausgesprochen ein Rohprodukt für die Teigwarenfabrikation. Ich verstehe nun nicht, dass die Teigwarenfabrikation in die Verfassungsvorlage über das Brotgetreide hineingenommen werden soll.

Noch etwas: Ich muss Sie auf etwas Paradoxes aufmerksam machen. Als Rohstoff für die Teigwarenfabrikation dient eben der Hartweizen. Er soll also reglementiert und kontingentiert werden, während es dann aber zugelassen wird, dass das Produkt aus diesem Rohstoff ohne jede Reglementierung vom Ausland hereingenommen werden kann. Diese sonderbare und paradoxe Situation in bezug auf den Hartweizen sollte einmal mehr erklären, warum ich nicht für diese Hereinnahme des Hartweizens in diese Vorlage stimmen kann.

**Furgler:** Ich möchte nur ganz kurz folgendes festhalten. In rechtlicher Hinsicht erscheint es mir ausgeschlossen, dass man – wie das bei diesem Minderheitsantrag der Fall ist – unsere Verfassung nochmals verwässert, indem man typische Bestimmungen der Ausführungsgesetzgebung darin aufnehmen will. Es wird bei der Beratung des Ausführungsgesetzes genügend Zeit sein, zu diesen Anträgen Ja oder Nein zu sagen.

Herr Grendelmeier hat mich auf den Plan gerufen, weil er versuchte, die Hartweizengeschichte aus dem gesamten Verfassungsartikel zu entfernen. Ich erlaube mir, doch auf die klare Fassung der Bot-

schaft auf Seite 9 hinzuweisen, wo der Begriff „Brotgetreide“ einwandfrei umschrieben ist und wo nachgewiesen wird, dass der Hartweizen keine so unbedeutende Rolle für unser Land spielt, wie das mein Vorredner wahrhaben wollte. Es ist im gegenwärtigen Zeitpunkt gar nicht ausgeschlossen, dass der Anbau von Hartweizen gelegentlich in beschränktem Ausmasse auch in der Schweiz Eingang findet. Es besteht die unbestrittene Möglichkeit, dass die Substitution von Weichweizenmehl durch Hartweizenmehl für die Herstellung von Backmehl sowie die Ersetzung von Hartweizenmehl durch Weichweizenmehl für die Fabrikation von Teigwaren in nicht unerheblichem Masse möglich sein wird. Wir müssen deshalb diese Angelegenheit auch in die Gesetzgebung einbeziehen. Ich glaube, wir müssen hier eine klare begriffliche Umschreibung festhalten, um Missverständnissen vorzubeugen.

Ein letztes Wort zu den Kontingenten, die von den Vorrednern erwähnt wurden. Ich möchte etwas richtigstellen, was mir im Votum des Herrn Herzog aufgefallen ist. Es wurde dort damit argumentiert, dass die 23 Hartweizenmühlen praktisch die Monopolstellung über die Kontingentsvergabe missbräuchlich ausnützten. Nun müssen wir uns aber klar sein darüber, dass die Hartweizenmühlen ja nicht selbst über diese Kontingente verfügen können, sondern dass in erster Instanz die Getreideverwaltung darüber befindet. Ferner besteht eine verwaltungsmässige Rekursinstanz in Form der Getreidekommission. Dabei ist diese Getreidekommission aus Fachleuten und aus Parlamentariern zusammengesetzt. Es schien mir wichtig, diese Klarstellung anzubringen, um Missverständnisse zu beseitigen, die hier nach meiner Überzeugung zu Unrecht gegen diese 23 Hartweizenmühlen vorgetragen wurden.

Zum Thema Kontingentierung an und für sich bemerke ich, dass nach meiner Überzeugung die Diskussion dann angebracht ist, wenn wir das Ausführungsgesetz beraten.

In diesem Sinne empfehle ich Zustimmung zum Antrag der Kommissionsmehrheit.

**Weber-Bern:** Eine kurze persönliche Bemerkung zu den Ausführungen des Herrn Kollegen Rohr. Er hat hier alt Bundesrat Weber zitiert. Die Zitierung ist zu Unrecht erfolgt; denn es war Nationalrat Weber, der an jener Konferenz teilnahm, der damals Präsident des Verbandes schweizerischer Konsumvereine war und der bei dieser Konferenz als Verbandsvertreter mitwirken musste. In dieser Eigenschaft habe ich damals erklärt, ich sähe keinen andern Weg als eben denjenigen, der durch die damalige Verständigung vorgeschrieben war. Ich war damals als Verbandsvertreter verpflichtet, diese Haltung einzunehmen. Heute bin ich frei, meine Meinung darzulegen und meine Stellung zu beziehen, wie ich es will. Wenn Herr Kollege Rohr und verschiedene andere, die hier gesprochen haben, sich in ihrer Stellungnahme ebenso frei fühlen können, so gratuliere ich ihnen.

Herrn Kollege Häberlin möchte ich danken für die Hilfeleistung, die er mir für die Gesetzesberatung im nächsten Jahr in Aussicht stellt. Ich halte allerdings nicht allzu viel von diesem Versprechen. Es ist stark verklausuliert, und wir wollen sehen, ob wir

auf ihn zählen können. Er hat sich als recht bibelfest erwiesen, aber ich glaube, sein Zitat ist hier nicht ganz am Platze. Wenn er von der Freude im Himmel gesprochen hat, muss ich annehmen, dass er damit die Kreise der freisinnigen Partei meint, die Freude empfinden. Trotz aller Hochachtung vor Herrn Kollege Häberlin kann ich diese Kreise doch nicht mit dem Himmel vergleichen und müsste erneut fragen: „Zürich, wohin?“ (Heiterkeit). Wenn er von einem Sünder gesprochen und mich damit gemeint hat, müsste er mir sagen, wo ich diese Sünde begangen habe. Bei der Tabakkontingentierung kann er mir sie nicht nachweisen, da ich damals nicht einmal als Vertreter des Bundesrates jene Vorlage verteidigte. Wenn er dagegen von den 99 Gerechten spricht und damit seine Fraktion meint, die heute allerdings nicht mehr 99 Mitglieder zählt, bin ich mit ihm einverstanden.

**Präsident:** Die beiden Berichtersteller verzichten auf das Wort.

Bundesrat **Streuli:** Nur einige wenige Bemerkungen.

Herr Nationalrat Lejeune hat darauf hinweisen wollen, dass im Hauptantrag der Minderheit das Wort „insbesondere“ nicht vergessen werde. Es handelt sich um das Wort „insbesondere“, das am Anfang des Absatzes 2 steht. Er wollte offenbar damit sagen, dass auch die Aufzählung des Hauptantrages der Minderheit nicht abschliessend sei. Da möchte ich ihn aber fragen, ob eventuell diese Minderheit einverstanden sei damit, dieses „insbesondere“ in ihren Antrag aufzunehmen. Der Text würde dann lauten: „Der Bund kann der Müllerei insbesondere Beiträge... usw. gewähren.“ Ich habe den Antrag anders verstanden.

Zum Vorschlag des Gewerkschaftsbundes, man könnte eventuell bei der Kontingentierung oder beim Schutz der Müllerei auf den Artikel 31bis BV abstellen, möchte ich folgendes sagen: Ich glaube nicht, dass die Wirtschaftsartikel eine richtige, zuverlässige und genügende Grundlage für diese Massnahme bilden würden.

Meinerseits beantrage ich Ihnen daher ebenfalls, wie die beiden Referenten, Ablehnung aller Minderheitsanträge und zwar mit der folgenden generellen Begründung:

Alles, was in den Minderheitsanträgen vorgeschlagen wird, soll der Gesetzgebung vorbehalten bleiben und gehört nicht in die Verfassung. Die Verfassung soll aber auch keine Vorkehrungen ausschliessen, auf die eventuell der Gesetzgeber nacher nicht verzichten kann. Der Verfassungsartikel soll aber auch nicht schwerer gestaltet werden als er schon ist.

Herr Nationalrat Leuenberger hat sich ja schon die Freude bereitet, die Worte zu zählen, die er enthält, und er ist auf 131 Worte gekommen. Er will nun noch weiter gehen. Er sagt, die Vorlage enthalte zuviele Worte, er will jetzt noch weitere beifügen.

Einige Worte zu der Kontingentierung selbst. Ich habe mehrfach erklärt, dass ich für die Kontingentierung nicht die geringste Sympathie habe. Ich kann die Kontingentierung nur als Mittel, nie als Selbstzweck und nur dann als ein Mittel betrachten, wenn wir kein besseres zur Verfügung haben und kein besseres finden.

Schutz der Müllerei: Die Kontingentierung erfolgt nicht des Schutzes der Müllerei wegen, sondern der Konsumenten wegen. Deswegen wollen wir ja prüfen, ob nicht noch andere Möglichkeiten bestehen würden als die Kontingentierung. Diese Prüfung ist noch nicht abgeschlossen. Herr Nationalrat Weber sagte uns, wir seien zu spät aufgestanden, diesen Auftrag zu geben. Wir haben nie daran gedacht, dass wir das Resultat des Berichtes schon brauchen würden für die Beratungen des Verfassungsartikels.

Schliesslich die Frage des Herrn Nationalrat Bringolf. Er meint, die Kontingente sollen in Zukunft kein Spekulationsobjekt mehr sein. Er fragt mich, ob ich damit einverstanden sei. Ich sage: Selbstverständlich! Ich möchte mir nichts anderes wünschen, als dass damit keine Spekulation getrieben wird. Wir werden uns, so gut wir es können, wehren gegen jeden Missbrauch der Kontingente.

Ich beantrage Ihnen aus diesen Gründen Ablehnung aller Minderheitsanträge.

#### Abstimmung – Vote

Eventuell – Eventuellement:	
Für den I. Eventualantrag der Minderheit	54 Stimmen
Dagegen	89 Stimmen
Eventuell – Eventuellement:	
Für den II. Eventualantrag der Minderheit	47 Stimmen
Dagegen	95 Stimmen
Definitiv – Définitivement:	
Für den Antrag der Mehrheit	104 Stimmen
Für den Hauptantrag der Minderheit	52 Stimmen

#### Abs. 2, 5. Satz

#### Antrag der Kommission

Er wahrt die Interessen der Konsumenten und kann hiezu Preis- und Verarbeitungsvorschriften erlassen; dabei nimmt er Rücksicht auf die beteiligten Berufe.

(=Zustimmung zum Beschluss des Ständerates.)

#### Al. 2, 5<sup>e</sup> phrase

#### Proposition de la commission

Elle sauvegarde les intérêts des consommateurs et peut édicter, à cet effet, des dispositions concernant les prix et la fabrication, tout en tenant compte des professions intéressées.

(=Adhérer à la décision du Conseil des Etats.)

Angenommen – Adopté

#### Abs. 2bis

#### Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates.

#### Al. 2bis

#### Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

Angenommen – Adopté

Hier wird die Beratung abgebrochen

Ici, le débat est interrompu

## **Brotgetreideordnung. Revision**

### **Régime du blé. Révision**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1956
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	06
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	7027
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	13.06.1956
Date	
Data	
Seite	181-209
Page	
Pagina	
Ref. No	20 036 062

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.  
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.  
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

**Vormittagssitzung vom 14. Juni 1956**  
**Séance du 14 juin 1956, matin**

Vorsitz – Présidence: Herr *Burgdorfer*

**7027. Brotgetreideordnung. Revision**  
**Régime du blé. Revision**

*Fortsetzung – Suite*

Siehe Seite 181 hiervor – Voir page 181 ci-devant

*Art. 23bis*

*Abs. 3*

**Antrag der Kommission**

Der Bund kann zu diesen Zwecken, insbesondere im Interesse eines möglichst stabilen Brotpreises, Zuschüsse gewähren und Beiträge erheben. Er übernimmt zu seinen Lasten Ausgaben in der Höhe der Mehrkosten für das Inlandgetreide, die sich im Mittel mehrerer Jahre ergeben. Zur teilweisen Deckung dieser Ausgaben verwendet der Bund die statistische Gebühr im Warenverkehr mit dem Auslande.

**Neuer Antrag des Bundesrates**

<sup>3</sup> ... Beiträge erheben. Er übernimmt unter normalen Verhältnissen zu seinen Lasten Ausgaben in der Höhe der Mehrkosten für das Inlandgetreide, die sich im Mittel mehrerer Jahre ergeben. Zur teilweisen Deckung dieser Ausgaben verwendet der Bund den Ertrag der statistischen Gebühr im Warenverkehr mit dem Auslande.

*Al. 3*

**Proposition de la commission**

La Confédération peut, à ces fins et notamment en vue de stabiliser autant que possible le prix du pain, accorder des allocations et percevoir des contributions. Elle prend à sa charge les dépenses supplémentaires occasionnées par le blé indigène et calculées sur une moyenne de plusieurs années. Elle affecte le produit du droit de statistique sur le trafic des marchandises avec l'étranger à la couverture partielle de ces dépenses.

**Nouvelle proposition du Conseil fédéral**

<sup>3</sup> ... allocations et percevoir des contributions. Dans des conditions normales, elle prend à sa charge ...

**Müller-Olten**, Berichterstatter: Nach bundesrätlichem Vorschlag heisst es in Ziffer 3: „Der Bund kann zu diesen Zwecken Zuschüsse gewähren und Beiträge zur teilweisen Deckung der aus der Getreideversorgung entstehenden Ausgaben erheben.“ Der Ständerat stimmte diesem Text zu. Die nationalrätliche Kommission aber hat eine Ergänzung vorgenommen, „insbesondere im Interesse eines möglichst stabilen Brotpreises“. Dann folgt ein neuer Zusatz. Es handelt sich um einen Antrag aus der Mitte der Kommission von Herrn Weber-Bern, den die Kommission übernommen hat. Es betrifft die Ausscheidung, das heisst die Fixierung der Ausgaben des Bundes. Man ging von der Idee aus, dass

der Überpreis für Inlandgetreide und die Mahlprämien die Konsumenten nicht belasten soll. Daher der Zusatz: „Er (der Bund) übernimmt zu seinen Lasten Ausgaben in der Höhe der Mehrkosten für das Inlandgetreide, die sich im Mittel mehrerer Jahre ergeben.“ Dieser Antrag, der von der Kommission, wie gesagt, übernommen wurde, wird auch nicht etwa vom Bundesrat bekämpft. Der Antrag ist einstimmig.

Sie werden fragen, was für Beträge es ausmacht. Ich habe in meinem Eintretensvotum als Beispiel das Jahr 1953 gegeben, wo wir in beiden Beträgen auf zirka 45 Millionen Franken gekommen sind. Es kann sich selbstverständlich auch um mehr oder um weniger handeln; mehr, wenn die Preise Inland/Ausland auseinandergehen, weniger, wenn die Auslandspreise sich erhöhen. Wir haben deshalb auch in einem Verzeichnis all der Jahre sehr verschiedene Aufwendungen für das Inlandgetreide gehabt, und wir wissen ja, dass gerade das letzte Jahr ein ausserordentliches Jahr war, wobei wir aber hinweisen können, dass im Jahre 1956 wieder mit schätzungsweise 6000–8000 Wagen weniger Inlandgetreide gerechnet wird.

Wir haben hier noch eine Differenz mit dem Bundesrat. Der Bundesrat möchte sagen: „Er übernimmt unter normalen Verhältnissen“. Wir sind in der Kommission nicht mehr auf den ersten Antrag zurückgekommen, haben also keine Stellung mehr zu diesem Antrag bezogen. Der Bundesrat wird seinen Antrag nachher wohl noch begründen. Persönlich würde ich diesem Antrag zustimmen, denn ich glaube, der Bundesrat denkt an eine Krise im Ausland betreffend die Zufuhr, wodurch sich die Auslandspreise erhöhen und nahe an die Inlandspreise herankommen. Dann wird natürlich der Brotpreis steigen. Um das zu verhindern, muss der Bundesrat bei solchen Verhältnissen anders vorgehen. Soviel zum ersten Teil.

Zum zweiten Teil dieser Ziffer 3 habe ich folgendes zu sagen: Dieser Teil ist insoweit nicht neu, als er aus dem alten Artikel 23bis vom Jahre 1929 wieder die statistischen Gebühren zur Deckung übernimmt. Zur teilweisen Deckung der Ausgaben wird der Ertrag der statistischen Gebühren im Warenverkehr mit dem Ausland verwendet. Es besteht hier nicht eine eigentliche Differenz, wenn es hier in der Fahne heisst „die statistische Gebühr“ statt „der Ertrag der statistischen Gebühr“. Es ist eine rein formelle Angelegenheit, so dass wir das nicht zu besprechen haben, denn es ist klar, dass der Ertrag der statistischen Gebühr oder die statistische Gebühr das Gleiche besagen.

Wie steht es nun mit den statistischen Gebühren? Es war dies seinerzeit der Antrag von Bundesrat Musy für die Vorlage 1929. Diese statistische Gebühr ist natürlich im Verlaufe der Jahre infolge des grossen Auslandhandels von 1940 mit 5,8 Millionen Franken im Jahre 1950 auf 8,2 Millionen und im Jahre 1955 auf 12,7 Millionen Franken gestiegen. Die statistische Gebühr war damals nicht etwas Neues, sondern sie war schon früher in der Zollgesetzgebung. Die statistische Gebühr wird auf Grund von Artikel 14 des Bundesgesetzes betreffend den schweizerischen Zolltarif vom 10. Oktober 1902 erhoben, der bestimmt, dass diese Gebühr für die Kontrolle der die schweizerische Zollgrenze über-

schreitenden Waren zu entrichten ist. Ursprünglich sollte ihr Ertrag die Kosten der Handelsstatistischen Veröffentlichung der Oberzolldirektion decken. Artikel 23bis, Absatz 4, der Bundesverfassung, also des alten Verfassungsartikels, schreibt vor, dass die statistische Gebühr zu erhöhen ist, was am 1. Juli 1929 geschah. Der Ertrag dieser Gebühr soll zur Deckung der aus der Getreideversorgung des Landes erwachsenden Ausgaben beitragen. Da dieser Beitrag nur ein Teil der Ausgaben für die Getreideversorgung zu decken vermag und daneben allgemeine Bundesmittel beansprucht werden müssen, hat die Finanzverwaltung seinerzeit entschieden, dass die statistische Gebühr weiterhin unter den verschiedenen Einnahmen der Zollverwaltung figuriert, während die Betriebsrechnung der Getreideverwaltung unter „Übrige Einnahmen“ nur die von ihr selbst vereinnahmten Beträge enthält. Der Beitrag der statistischen Gebühr an die Kosten der Getreideversorgung erfolgt in der Weise, dass durch die Erhöhung die Einnahmen des Bundes vermehrt worden sind. Wir haben nichts dagegen, dass diese statistischen Gebühren auch wieder bei der Finanzverwaltung, das heisst bei der Zollverwaltung, eingetragen werden; aber in politischer Hinsicht hat es doch einen Sinn. Wir möchten deshalb darauf beharren, dass diese wieder übernommen wird, damit, wenn man über die Kosten der Getreideverwaltung spricht, man auch einen Gegenposten erwähnen kann, eben diese statistische Gebühr. Die Zollgebühren von 6,3 Millionen Franken stehen hier nicht in Frage. Diese bleiben, und sie sollen zweifellos dem Konsumenten zugute kommen; denn der Konsument zahlt zur Hauptsache eben diese statistische Gebühr.

**M. Piot**, rapporteur: Nous abordons maintenant la question de la couverture financière du projet.

L'article 23bis de 1929 dit que le produit du droit de statistique servira à couvrir les dépenses de la Confédération pour le ravitaillement du pays en blé.

Le Conseil fédéral, dans son projet, ne reprend pas cette disposition et demande une grande liberté pour garantir le financement des dépenses nécessitées par le régime du blé. Sans libérer la caisse de la Confédération, le Conseil fédéral estime – et il l'expose dans le message – que le consommateur peut supporter une partie des frais. Une certaine liberté dans la fixation du prix de vente du blé indigène aux meuniers et une partie du produit de la taxe sur la farine blanche, de même qu'une taxe de magasinage devraient alléger les charges de la Confédération. On demande sans cesse au Conseil fédéral de faire des économies sur tous les fronts. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner des propositions qu'il présente, surtout si l'on songe que le chef du département intéressé est notre ministre des finances.

Le Conseil des Etats n'a pas apporté de modifications au chiffre 3. Votre commission, elle, fait une proposition qui bouleverse le plan financier prévu par le Conseil fédéral. Cette proposition a été présentée par M. Weber, ancien conseiller fédéral. La majorité de la commission a fait ainsi une grosse concession à la minorité; elle a voulu témoigner par un geste de son désir de trouver un terrain d'entente pour résoudre un problème d'où la politique doit être bannie. A l'ouïe des discussions qui ont eu lieu

avant hier, il ne semble pas qu'il ait été tenu compte de cet état d'esprit. Reconnaissons cependant qu'hier les discussions ont été beaucoup plus calmes.

Le représentant du Conseil fédéral ne s'est pas opposé à cette proposition mais il a réservé l'attitude du gouvernement.

Aux termes de cette disposition nouvelle, la taxe sur la farine blanche ne serait plus utilisée pour couvrir une partie des dépenses occasionnées par le régime du blé dans son ensemble mais pour stabiliser le prix du pain. Le blé indigène sera vendu aux meuniers au prix du blé importé mais cette disposition est assouplie par la mention que les dépenses supplémentaires seront calculées «sur une moyenne de plusieurs années», la différence étant à la charge de la Confédération.

Quelles seront les conséquences financières de cette proposition? Je pense que M. Streuli pourra le dire d'une façon plus précise que je ne saurais le faire. Pour maintenir le prix du pain stable, il faudra en tout cas établir cette moyenne sur un nombre suffisant d'années. Sinon, plus le prix du blé importé serait bas, plus les dépenses de la Confédération seraient élevées, ce qui ne serait pas normal.

Il faut aussi prévoir les périodes où le blé étranger pourrait être d'un prix plus élevé que le blé indigène. Cela a été le cas trois fois durant les années de guerre, en 1941, 1942 et 1944, et deux fois pendant les années d'après guerre, en 1947 et en 1948. En 1948, la Confédération a payé le blé étranger 79 fr. 41 les 100 kg., alors que le prix du blé indigène était de 63 fr. 15. Le prix du blé étranger était donc, cette année-là, soit trois ans après la fin de la guerre, 16 fr. 26 les 100 kg. supérieur au prix du blé indigène. C'est pourquoi, il serait bon de réserver les circonstances extraordinaires.

Nous sommes maintenant en présence d'une proposition du Conseil fédéral qui voudrait inclure sous le chiffre 3 les mots suivants: «dans des conditions normales». Nous ne pouvons ici donner l'avis de la commission, laquelle, consultée, n'a pas désiré reprendre la discussion sur ce point.

Il convient de prévoir des hausses et des baisses sur le marché mondial du blé. Il serait donc, à notre avis, dans l'intérêt de la stabilisation du prix du pain de ne pas enfermer le Conseil fédéral dans des dispositions trop rigides. La constitution doit être un cadre large. Personnellement, nous donnons notre accord à la proposition du Conseil fédéral, sans pour autant engager la commission. Cependant, à la formule positive «dans des conditions normales», qui peut paraître un peu élastique, nous préfererions une formule négative, par exemple «circonstances extraordinaires réservées».

Peut-on craindre que le Conseil fédéral n'abuse de cette disposition? Nous ne le pensons pas. Les Chambres seront toujours là pour exercer leur contrôle et donner leur avis. Le Conseil fédéral d'aujourd'hui, comme celui de demain, saura maintenir un prix avantageux pour le pain.

Votre commission, à une forte majorité, vous propose d'utiliser le produit du droit de statistique pour couvrir les dépenses prévues dans la phrase précédente, c'est-à-dire pour payer la différence de prix entre le blé indigène et le blé importé. Cette

somme, qui est de 10 millions de francs, pourrait donc diminuer les charges de la caisse fédérale.

Il s'agit là d'une proposition destinée dans l'ensemble à rapprocher les points de vue opposés et nous vous invitons à l'adopter, parce que nous la croyons politiquement utile.

**M. Grandjean:** Je désire émettre très rapidement quelques considérations au sujet du chiffre 3, dans l'espoir qu'il en sera tenu compte au moment où l'on élaborera le projet de loi.

Un vieux dicton de chez nous assure que si un citoyen fait mal ses affaires, c'est qu'en général il a mangé son pain blanc le premier. Nous pouvons donc nous demander si c'est la raison pour laquelle la Confédération accorde des subsides en faveur du pain noir. Si tel est le cas et si, par ce moyen, on pouvait arriver à supprimer certaines faillites et à éviter certaines défaillances, nous nous inclinerions bien bas. Malheureusement, tel n'est pas le cas et nous constatons que le but recherché n'est pas toujours atteint. Du fait que son prix est très bas, inférieur à celui d'autres produits, tels que l'orge, l'avoine ou le seigle, la farine noire est souvent utilisée pour l'affouragement du bétail. Notons que l'on peut acheter dans les moulins la farine noire au prix de 45 francs les 100 kg., tandis que l'orge, dont la destination naturelle est l'affouragement, coûte 10 francs de plus, soit 55 francs les 100 kg. D'autre part, on remarque que même dans les hôtels de luxe, où les prix des repas sont élevés, il est servi à la clientèle du pain noir, c'est-à-dire du pain subventionné.

Nous savons que l'esprit de la loi est de permettre aux familles pauvres de se procurer du pain bon marché. Or, le but recherché n'est pas toujours atteint, et il n'est pas normal que l'ouvrier qui fournit un gros effort physique soit obligé de se nourrir avec des produits de qualité inférieure.

L'ordonnance actuelle prévoit, pour couvrir les subsides versés en faveur du pain noir, une taxe élevée sur la farine blanche. A première vue, cela est très bien mais à l'usage un tel système paraît un peu moins équitable; quoiqu'on prétende le contraire, le système accorde en fait un privilège aux classes aisées qui, seules, peuvent se procurer du pain blanc et de la pâtisserie de choix. Peut-être me répondrez-vous, que, malgré cela, les grands salons de thé sont presque toujours pleins et que, très souvent, il est difficile d'y trouver de la place. Nous voudrions, quant à nous, supprimer les subsides en faveur du pain noir et en même temps abaisser le prix de la farine blanche. Cette façon de procéder serait peut-être moins spectaculaire mais certainement plus équitable et elle ne coûterait pas plus cher. Elle n'entraînerait aucune dépense supplémentaire pour les ménages moyens et permettrait aux enfants de familles pauvres de pouvoir, eux aussi, se procurer de temps en temps, et plus facilement, un petit pain fabriqué avec de la farine blanche.

En conclusion, nous demandons que lors de la préparation de la loi on étudie la question d'un pain unique.

**Weber-Bern:** Wir kommen hier zur wichtigsten Bestimmung dieser Verfassungsvorlage, jedenfalls vom Standpunkt der Konsumenten aus gesehen. Von dieser Bestimmung kann sehr wohl das Schicksal der ganzen Vorlage abhängen. Es geht um die

Frage: Wer trägt die Kosten, namentlich die Kosten der Förderung des Getreidebaues im Inland? Da möchte ich daran erinnern, dass im Jahre 1928, als die monopolfreie Lösung zur Diskussion stand, der Bundesrat versprochen hat, es werde durch die monopolfreie Lösung eine Verbilligung des Brotes eintreten. Man hat damals sogar diesen Vorschlag – er wurde namentlich von Bundesrat Musy vertreten – als das Ei des Kolumbus gepriesen. Der Bund sollte nämlich die Mehrkosten des inländischen Getreidebaues übernehmen. Das war damals der grosse Vorteil gegenüber dem Monopolvorschlag. Der Bundesrat hat das folgendermassen begründet. Ich lese aus dem Bericht des Bundesrates. Es handelte sich damals um einen Bericht über ein Initiativbegehren für eine monopolfreie Lösung. Der Bundesrat hat dazu einen Gegenvorschlag vorgelegt. In diesem Bericht vom 2. April 1928 erklärt der Bundesrat: „Für die wohlhabende Familie bedeutet das Brot freilich nur eine kaum spürbare Auslage. Sie ist aber für die Ernährung der wirtschaftlich schwächeren Volksteile von wesentlich anderer Bedeutung. Die zum Schutze des einheimischen Getreidebaues erforderlichen beträchtlichen Kosten auf den Verbraucher im Verhältnis zu seinem Brotkonsum abzuwälzen, entspricht nicht einer gerechten Verteilung der Lasten.“

Und an anderer Stelle hat der Bundesrat gesagt: „Nach der vom Bundesrat vorgeschlagenen Ordnung wird der Konsument von allen diesen Kosten“ (welche die Sicherung unserer Getreideversorgung erfordert) „befreit, und diese werden gedeckt durch den Gebührenbezug. Diese wesentliche Entlastung wird eine Herabsetzung des Brotpreises herbeiführen.“

Das, meine Herren, war das Versprechen des Bundesrates von 1928, eine Promesse, und dem hat man im Artikel 23bis BV Rechnung getragen, wonach der Bund das inländische Brotgetreide zum Marktpreis, das heisst zum Preis des Auslandgetreides an die Mühlen abgibt. Das bedeutet, dass der Bund alle Mehrkosten für den inländischen Getreidebau, für die Getreidesubventionen, die Mahlprämien, dann aber auch die Kosten für die Lagerhaltung, für die Verwaltung, für den Transportausgleich und anderes mehr auf sich nimmt. Er hat das bis zum Kriegsausbruch getan, bis zur kriegswirtschaftlichen Ordnung. Er hat es auch nachher zum grössten Teil noch getan. Freilich, das gebe ich zu, hat es sich als richtig erwiesen, was damals Herr Bundesrat Schulthess erklärt hatte, dass dies für den Bund eine „teure Pfeife“ geben werde, weil nämlich diese Kosten im Laufe der Zeit grösser geworden sind.

Nun finden wir in der Botschaft des Bundesrates über die Revision der Brotgetreideordnung vom 13. Januar 1956 eine ganz andere Tonart. Es wird von der Entlastung des Bundes gesprochen, was nichts anderes bedeuten kann als eine Mehrbelastung der Konsumenten. Herr Bundesrat Streuli hat erklärt, er wundere sich darüber, dass eine so heftige Reaktion der Konsumenten erfolge. Aber ich muss ihn darauf hinweisen, dass, wer die Botschaft liest, nun wirklich stutzig werden muss. Die Botschaft sagt auf Seite 4 einmal: „Die neue Getreideordnung soll auf eine verbesserte finanzielle Grundlage gestellt werden.“ Das heisst doch nichts

anderes, als dass der Fiskus sich entlasten will. Es heisst auf Seite 5, „dass das Ziel nicht verfolgt werde, den Bund finanziell ganz zu entlasten, er solle nach wie vor einen angemessenen Teil selbst tragen.“ Aber, immerhin, einen Teil will er abwälzen. Ich kann Ihnen weitere Stellen zitieren. Auf Seite 14 heisst es, dass die bisherige Ordnung den Nachteil habe, dass die Belastung der Bundeskasse durch die Schwankungen der Einstandspreise beeinflusst wird. Auf Seite 30 wird gesagt: „Der Leidtragende dieser Situation“ (das heisst der Erhöhung der Differenz zwischen Ausland- und Inlandpreisen) „war der Fiskus, während der Konsument daraus Vorteile zog“. Diese Situation will der Bundesrat nun ändern. Er sagt in der Botschaft auf Seite 38: „Der Bund darf vielmehr auch den Verbraucher für einen Teil des Überpreises aufkommen lassen.“ Das ist deutlich genug. Oder: „Durch die Verteilung des Überpreises zwischen Bund und Verbrauchern kann der Brotpreis behördlich beeinflusst werden.“ Ich habe in der Botschaft zehn Stellen gefunden, die zum Ausdruck bringen, dass der Bund sich fiskalisch entlasten will. Darob sind die Konsumenten nicht nur stutzig geworden, sie sind aufgebracht worden, sie sind ausserordentlich misstrauisch geworden gegenüber dieser neuen Getreideordnung. Eine Entlastung des Bundes – ich wiederhole – kann nichts anderes bedeuten als eine Mehrbelastung der Konsumenten; denn es wird kein anderer, der am Brot beteiligt ist, weder der Getreidehandel, noch der Müller, noch der Bäcker diese Überwälzung, diese Entlastung des Bundes auf sich nehmen.

„Da möchte ich an das erinnern, was der Bundesrat im Jahre 1928, vor 28 Jahren also, gesagt hat, nämlich, dass eine Belastung der Brotkonsumenten unsozial ist und dass eine Besteuerung, eine fiskalische Belastung des Brotes die unsozialste Massnahme ist, die man fiskalisch ergreifen kann, weil nämlich eine solche Steuer regressiv ist, das Gegenteil von progressiv. Je grösser die Familie, je bescheidener das Einkommen, umso stärker belastet der Brotpreis prozentual die Familie. Wir haben schon heute eine Brotsteuer, nämlich in Form des Getreidezolles, der seinerzeit durch den Bundesrat von 60 Rappen auf 3 Franken erhöht wurde. Dieser Getreidezoll bedeutet eine Belastung des Brotkonsumenten in der Höhe von 3 Rappen je Kilogramm Brot. Auf jedem Kilogramm Brot zahlen wir 3 Rappen Zoll.“

Der Bundesrat hätte jetzt bei diesem Geldüberfluss in der Bundeskasse die Möglichkeit gehabt, diesen Getreidezoll zu senken und dadurch dem Konsumenten einmal etwas zukommen zu lassen. Er hätte sich den Dank des Konsumenten erwerben können. Und ich glaube, dass das Brot für den Haushalt noch wichtiger ist als die Bananen. Der Bundesrat hat ja bekanntlich den Bananenzoll etwas reduziert, um zirka 20 Franken, allerdings nur für einige Wochen. Ich glaube, wenn die Kirschen auf den Markt kommen werden, wird der Zoll wieder in die Höhe gehen, weil man annimmt, dass man den Säuglingen, die speziell mit Bananen gefüttert werden, dann eben Kirschen geben könne. Ich muss offen sagen, dass diese Art von Wirtschaftspolitik – das geht nun nicht den Chef des Finanzdepartementes an, aber der Bundesrat hat das beschlossen – etwas kleinlich anmutet. Man hätte wirklich bei dieser

Finanzsituation des Bundes eine Geste machen und einmal einige Zölle reduzieren können, die für den Haushalt wirklich etwas ausmachen.

Aber nun befassen wir uns mit dieser Getreidevorlage. Da will ich Ihnen klipp und klar sagen: Die Konsumenten werden keine Vorlage annehmen, die für sie ungünstiger ist als das, was ihnen der frühere Artikel 23bis gebracht hat. Aus diesen Gründen habe ich in der Kommission den Antrag gestellt, dass die Mehrkosten für das Inlandgetreide vom Bunde zu übernehmen seien, und wir haben noch beigefügt, dass es sich um die Mehrkosten im Mittel mehrerer Jahre handeln solle, damit man die Stabilität des Brotpreises herbeiführen könne. Das heisst, dass die Subventionen an den inländischen Getreidebau und auch zur Hauptsache die Mahlprämien, soweit das Mehrkosten sind, gegenüber den Kosten für das Auslandgetreide ausschliesslich vom Bunde zu tragen sind.

Ich möchte darauf hinweisen, dass diese Fassung für den Bund finanziell günstiger ist als der bisherige Artikel 23bis. Der Kommissionsreferent, Herr Piot, hat vorhin gesagt, es sei ein grosses Entgegenkommen an die Konsumenten. Wenn aber diese Fassung angenommen würde, wäre das auch ein Entgegenkommen seitens der Konsumenten; denn bisher hatte der Bund auch die vollen Kosten für die Lagerhaltung, die Verwaltung und einige andere kleinere Auslagen noch zu tragen. Diese könnten jetzt, nach dieser Formulierung, den Konsumenten überbunden werden. Ich würde sagen, dass wir das Tragen der Kosten der Lagerhaltung für annehmbar halten, wenn das andere wirklich in unserem Sinne ausgeführt wird. Auf der andern Seite möchte ich bemerken, dass der Konsument bei dieser Vorlage auch gewisse Vorteile hätte, nämlich denjenigen der Stabilhaltung des Brotpreises (was bei der alten Ordnung nicht möglich war und auch keine grosse Rolle spielte, weil der Brotpreis vor dem Krieg sehr wenig geschwankt hat), weil die Vorlage eine Verbilligung des Brotes durch die Weissmehlabbgabe ermöglicht.

Nun sind aber auch über die Verwendung dieser Weissmehlabbgabe grosse Unklarheiten entstanden, und der Bundesrat ist an dieser Unklarheit nicht ganz unschuldig; denn in der Botschaft wird auf Seite 32 gesagt: „Durch den Getreidezoll, durch einen angemessenen finanziellen Beitrag an den Überpreis und an die Lagerkosten sowie, wenn nötig, durch eine Weissmehlabbgabe soll sich inskünftig auch der Verbraucher an den Aufwendungen für die Getreideordnung beteiligen.“ Daraus muss man schliessen, dass die Weissmehlabbgabe zur Entlastung des Bundes dienen soll. Auf Seite 33 der Botschaft heisst es weiter: „Soweit zur Gewährleistung angemessener und stabiler Brotpreise die Erhebung einer Weissmehlabbgabe notwendig sein wird, soll die Beteiligung der Verbraucher an der Kostendeckung durch die Schaffung von Mehl- und Brottypen in verschiedenen Preislagen gemildert und differenziert werden.“ Dadurch ist zum mindesten eine Unklarheit entstanden. Man konnte den Schluss ziehen, dass die Weissmehlabbgabe den Fiskus entlasten solle. Der Direktor der Getreideverwaltung, Herr Direktor Keller, hat uns erklärt, dass das so zu interpretieren sei, dass das Weissmehl an die Gesamtkosten, inklusive Brotverbilligung, einen

Beitrag leisten solle. In welchem Ausmasse aber die Weissmehlabbgabe für die Brotverbilligung, für die Deckung der Kosten und die Förderung des Getreidebaues Verwendung finden solle, war zunächst nicht klar; nach dem Antrag der Kommission ist es meines Erachtens klar, dass diese Mehrkosten für den inländischen Getreidebau – was für das Inlandgetreide an Subventionen, Mahlprämien und auch für Saatgut bezahlt werden muss – über die Kosten für das Importgetreide hinaus vom Bunde zu übernehmen sind. Im Gesetz wäre näher auszuführen, wie das zu berechnen ist, wie namentlich der Durchschnitt mehrerer Jahre zu berechnen wäre. Nach meiner Auffassung kann der Bund Abgaben, die er im Rahmen der Getreideordnung erhebt, nicht zur teilweisen Deckung der vorher erwähnten Mehrkosten für den inländischen Getreidebau verwenden, namentlich kann eine Weissmehlabbgabe nur zur Verbilligung des Brotpreises benutzt werden; denn die Kommission hat ja die Worte „Beiträge zur teilweisen Deckung der aus der Getreideversorgung entstehenden Ausgaben“ gestrichen. Immerhin möchte ich Herrn Bundesrat Streuli ersuchen, sich über diese Frage nochmals auszusprechen. Er hat das allerdings im Eintretensvotum getan und dadurch eine gewisse Klarheit geschaffen. Ich möchte aber doch auch noch Herrn Direktor Keller zitieren aus der Kommission, weil das meines Erachtens absolut eindeutig ist. Er hat in der Kommission gesagt: „Die Weissmehlabbgabe ist eine Abgabe des Weissmehlverbrauches für einen bestimmten Zweck, und das ist die Brotverbilligung. Vielleicht besteht auch heute der Eindruck, dass diese Abgabe noch zu andern Zwecken verwendet wird. Das ist aber nicht der Fall. Für die künftige Ordnung wird jedoch die finanzielle Belastung des Bundes nach Antrag der Kommission genau fixiert; sie hat mit der Weissmehlabbgabe nichts zu tun; deshalb kann sie auch nicht herangezogen werden, um den Überpreis auf Inlandgetreide zu decken. Sie muss der allgemeinen Brotverbilligung dienen, und wenn sie wegfällt, muss der Brotpreis entsprechend korrigiert werden.“ Noch ein letztes Zitat. Herr Direktor Keller erklärte: „Es war nie die Meinung und würde dem Gesetz widersprechen, dass mit der Weissmehlabbgabe das Auslandgetreide verbilligt werden solle und der Bund dann zusätzlich die zum Überpreis neu entstehende Differenz zum Inlandgetreide übernehmen soll.“ Meines Erachtens ist das die richtige Interpretation, aber das bedeutet etwas ganz anderes, als das, was der Bundesrat in seiner Botschaft erklärt und beantragt hat. Ich beantrage Ihnen deshalb Zustimmung zum Antrag der Kommission.

Nun ist uns aber noch ein Antrag des Bundesrates ausgeteilt worden. Ich weiss nicht, ob mir der Präsident noch einige Minuten gewährt, damit ich nicht noch einmal das Wort ergreifen muss. Eigentlich wäre es in Ordnung, dass zuerst Herr Bundesrat Streuli diesen Antrag begründen würde, weil wir nach der jetzt üblichen Ordnung nach dem Votum des Sprechers des Bundesrates die Diskussion nicht mehr eröffnen können.

**Präsident:** Ich möchte Herrn Weber versichern, dass Herr Bundesrat Streuli seinen Antrag begründen wird. In diesem Fall werde ich Ihnen das Wort anschliessend wieder erteilen.

**Schütz:** Ich glaube, es ist ausserordentlich wichtig, dass man über das Ausmass der Kosten für die Getreideordnung klar sieht, wie auch darüber, wer die Kosten zu tragen hat. In diesem Zusammenhang möchte ich an Herrn Bundesrat Streuli einige Fragen richten. Ist es richtig, dass für die gesamte Getreideordnung ein Betrag auszulegen ist von rund 100 Millionen Franken? Ist es richtig, wie auch der Mehrheitsreferent vorhin ausgeführt hat, dass die Differenz Inlandgetreide/Auslandgetreide den Bund rund 46 Millionen Franken kostet? Ich frage, wer deckt die andern Kosten? Weiter möchte ich fragen: Besteht für den Bund durch den Kommissionsantrag eine stärkere Belastung? Herr Bundesrat Streuli hat in der Kommissionssitzung erklärt, dass der Bund an die Gesamtkosten etwa die Hälfte zu bezahlen hat, in gewissen Fällen auch etwas mehr, der Konsument jedoch einen Drittel bis zur Hälfte. Ich möchte den Bundesrat fragen, ob dieser Schlüssel, den er dort zitiert hat, richtig ist. Ich möchte, dass er dem Parlament eine genaue Aufklärung gibt.

**Bundesrat Streuli:** Zuerst die Antwort auf die Fragen von Herrn Nationalrat Schütz, die er soeben gestellt hat. Es ist richtig, dass die Kosten der gesamten Getreideordnung ungefähr 100 Millionen Franken ausmachen; ebenso richtig ist es, dass der Bund davon bis jetzt etwa 50 Millionen Franken, also ungefähr die Hälfte, übernommen hat. Wer deckt den Rest? Zur Brotverbilligung hatten wir bis jetzt und werden wir auch in Zukunft die Weissmehlabbgabe haben. Das ist gestern schon deutlich erklärt worden. Aus dieser Weissmehlabbgabe ergibt sich für den Konsumenten eine Brotverbilligung im Umfang von etwa 19 Millionen Franken, abgesehen von 8 Millionen Franken für die Ruchbrotverbilligung. Den Rest deckt der Konsument wie bisher. Mit andern Worten, ich möchte die Hauptfrage von Herrn Nationalrat Schütz ganz deutlich beantworten, der Konsument soll durch die neue Ordnung nicht mehr belastet werden als bisher. Diese Erklärung möchte ich noch einmal ausdrücklich bestätigen.

Nun zum Antrag des Bundesrates. Ich habe mir erlaubt, Ihnen einen Ergänzungsantrag des Bundesrates auf den Tisch zu legen. Dieser Antrag hat zwei Teile. Ich nehme den zweiten Teil vorweg. Es soll beigefügt werden: „den Ertrag der statistischen Gebühr“. Das ist aber keine Differenz mit der Kommission, was die Herren Referenten bereits ausgeführt haben. Es handelt sich um einen Druckfehler. Man wird nicht sagen können: „Zur teilweisen Deckung dieser Ausgaben verwendet der Bund die statistische Gebühr“, sondern es handelt sich um den Ertrag der statistischen Gebühr. Es soll lediglich eine Lücke, die irrtümlicherweise entstanden ist, ausgefüllt werden.

Zum Hauptantrag des Bundesrates möchte ich folgende Ausführungen machen. Herr Nationalrat Weber sagte vorhin, die Bestimmung in Ziffer 3 des Verfassungsartikels sei die Wichtigste; sie könnte zur schicksalhaften Bestimmung der ganzen Ordnung werden. Herr Nationalrat Weber hat erklärt, dass die Konsumenten keine Vorlage annehmen werden, die ungünstiger sei als die nach dem bisherigen Artikel 23bis. Wenn Herr Nationalrat Weber

und mit ihm Herr Schütz und mit ihnen die ganze sozialdemokratische Fraktion sowie die Konsumenten hier im Rate das wollen, müssen sie dem Antrag der Kommission zustimmen und auch dem Antrag des Bundesrates, denn der heutige Verfassungstext ist in mehrfacher Hinsicht für die Konsumenten günstiger als der frühere Verfassungstext. Ich werde darüber noch Ausführungen bei unserem Ergänzungsantrag machen. Herr Nationalrat Weber zitiert immer wieder unsere Botschaft, und immer wieder gibt er ihr eine andere Interpretation, als wie wir sie ihr geben. Ich habe schon so manchmal in der Kommission und im privaten Gespräche erklärt und tue es hier noch einmal: Durch das System an sich, durch diesen neuen Artikel 23bis darf keine Brotpreiserhöhung stattfinden. Ich gehe weiter und sage: Durch die neue Ordnung soll der Konsument gegenüber der heutigen Lage in keiner Weise benachteiligt werden. Ich möchte deshalb glauben, dass Sie gerade aus diesen Gründen dem Ergänzungsantrag des Bundesrates zustimmen sollten.

Nun ein Wort zum Ergänzungsantrag. Die Vorlage des Bundesrates enthielt keine Bestimmung in bezug auf die Leistungen, die der Bund aus der Getreideordnung zu übernehmen hätte. Ich habe aber immer wieder erklärt, und es ist wirklich etwas Bemühend, dass man diesen Erklärungen so wenig Glauben schenken will, dass der Bund mit der neuen Ordnung nicht entlastet werden soll. Seine Leistungen sollen die gleichen bleiben wie bis jetzt. Aber Herr Nationalrat Weber und seine Freunde konnten sich mit diesen Erklärungen einfach nicht abfinden. Sie wollten etwas Bestimmtes haben. Der Sinn dieser Erklärung sollte konkretisiert werden, und zwar im Verfassungstext selbst. Es besteht also gar keine materielle Differenz zwischen den Absichten des Bundesrates und den Absichten von Herrn Nationalrat Weber und seinen Freunden. Es ist lediglich die Frage: Kann man diese Absichten im Rahmen des Verfassungsartikels eindeutig und richtig formulieren? Zu diesem Behufe habe ich immer im Bestreben, eine Verständigung zu ermöglichen, die Getreideverwaltung gebeten, bei einer solchen Formulierung mitzuwirken. Ich habe das auch getan während den Sitzungen der Kommission in Basel. So kam der Antrag Weber zustande, der jetzt zur Diskussion steht. Zu diesem Antrag Weber hatte ich in der Kommission nach Protokoll erklärt: „Wir ich diesen Antrag verstanden habe, soll im Verfassungsartikel verankert werden, dass die heutige Situation nicht verändert werden soll. Die Redaktion des Antrages würde unter heutigen Verhältnissen und in bezug auf die finanzielle Belastung des Bundes etwa dem entsprechen, was wir Ihnen vorschlagen.“ Ich fügte bei: „Den bisherigen Opponenten“ – ich hatte damals noch den Optimismus zu glauben, dass es nur bisherige Opponenten gäbe und die schliesslich zustimmen könnten – „würde der Antrag Sicherheit bieten, dass das in der Verfassung gesagt ist und nicht nur in der Botschaft und“ – durch mündliche Ausführungen – „in der Kommission.“ Ihre Kommission hat dem Antrag Weber mit grosser Mehrheit zugestimmt, ohne dass ich dagegen opponiert hätte. Immerhin habe ich mir vorbehalten, den Text noch genau zu prüfen. Selbstverständlich mussten wir das tun. Wir muss-

ten uns die Wirkung dieser Formulierung noch genau überlegen. So sind wir zur Auffassung gekommen, dass sie unbedingt noch ergänzt werden müsse. Ich habe im Bundesrat über die Verhandlungen Ihrer Kommission referiert und im Auftrag des Bundesrates habe ich der Kommission geschrieben und ihr einen begründeten Antrag unterbreitet, einen gleichlautenden Antrag, wie er Ihnen jetzt vorliegt. Im Schreiben an den Herrn Kommissionspräsidenten, mitgeteilt an alle Mitglieder Ihrer Kommission, hiess es:

„Hingegen erachten wir gegenüber der Fassung der Kommission eine Ergänzung als unbedingt erforderlich.“ Weiter heisst es in diesem Schreiben: „Die Einfügung der Worte ‚unter normalen Verhältnissen‘ erscheint unerlässlich.“ Die Kommission wollte dann aber vor der Session auf ihren Entschluss nicht mehr zurückkommen. So gestatte ich mir, Ihnen den Antrag des Bundesrates hier zu vertreten.

Ich habe, wie bereits von Herrn Nationalrat Weber darauf hingewiesen wurde, in meinem Eintretensreferat eine entsprechende Begründung gegeben. Ich kann daher kurz sein. Mit der Fassung der Kommission werden die Leistungen des Bundes in eine direkte Relation gesetzt zum Weltmarktgetreidepreis und Inlandgetreidepreis. Dadurch wird dem Wunsch der sozialdemokratischen Fraktion entsprochen und die Leistung des Bundes im Verfassungsartikel selbst fixiert. Gleichzeitig kann dann aber das andere Postulat, das, wie mir scheinen will, noch wichtigere Postulat, das Postulat, das mit der bisherigen Praxis sorgfältig beachtet worden ist, nicht mehr realisiert werden, nämlich das Postulat der Sicherung eines möglichst stabilen Brotpreises. Das steht natürlich im Widerspruch zur neuen Fassung, und es ist richtig, dass es dort nur heisst: „ein möglichst stabiler Brotpreis“. Das ist aber weniger, als wir bis jetzt versucht haben zu erreichen, und weniger, als wir uns vorgenommen haben, auch in Zukunft durchzuführen. Denn jetzt muss der Brotpreis, nach der Kommissionsfassung, mit den Getreidepreisen schwanken. Das ist ein grosser Nachteil. Dieser Nachteil kann lediglich gemildert werden durch die Fassung „im Mittel mehrerer Jahre“. Es soll nicht auf die Differenz abgestellt werden Jahr für Jahr, es soll das Mittel mehrerer Jahre massgeblich sein, vielleicht auf Grundlage der biblischen Zahl von 7 Jahren, so dass immer ein Jahr ausfällt und ein neues Jahr wieder dazukommt. Damit würde die Schwankung des Brotpreises nicht sehr starke Ausschläge haben können, sondern stark gemildert werden. Ich sage aber: Mit der Fassung „im Mittel mehrerer Jahre“ kann der Nachteil, dass der Brotpreis jetzt mit den Getreidepreisen schwanken muss, nur gemildert werden, er kann nicht behoben werden.

Ferner hat diese Fassung noch eine andere, eine ganz paradoxe Auswirkung zu Lasten, zu ungunsten des Konsumenten. Wir können annehmen, der Inlandpreis bleibe stabil, denn wir übernehmen das Inlandgetreide zu Preisen, die den Anbau sichern. Dieser Preis kann nicht stark variieren, so dass wir für diesen Vergleich Stabilität annehmen können. Steigt nun der Weltmarktpreis, so wird die Differenz zum Inlandpreis selbstverständlich kleiner. Im gleichen Masse reduziert sich der Beitrag des Bun-

des. Das Ausmass der Verbilligung des Inlandpreises wird also geringer, und der Brotpreis erhöht sich. Der Konsument wird dadurch doppelt belastet, direkt infolge Erhöhung des Importgetreidepreises und indirekt infolge der geringeren Verbilligung des Inlandgetreidepreises durch den kleineren Bundesbeitrag.

Umgekehrt ist es nicht weniger paradox, immer bei gleichbleibendem Inlandgetreidepreis. Fällt der Auslandgetreidepreis, der Importgetreidepreis sehr stark, extrem gesagt, kommen wir zu Dumpingpreisen, dann wird der Brotpreis dementsprechend natürlich ebenso intensiv verbilligt. Aber im gleichen Masse, wie der Brotpreis ohnehin verbilligt wird, steigt die Belastung des Bundes. Extrem gesagt: Wenn die Weltmarktpreise auf die Höhe der Inlandpreise steigen – das ist auch schon vorgekommen, und zwar vor nicht gar manchem Jahr, während der Koreakrise –, dann würde es nach der neuen Fassung heissen, dass der Bund überhaupt keinen Beitrag leisten müsse, es würde heissen, dass der Brotpreis ganz auf Grund dieser hohen Weltmarktpreise und Inlandpreise berechnet werden müsste. Deshalb sagten wir, es könne unmöglich bei dieser Fassung bleiben, sondern es müsse noch ein Korrektiv angebracht werden. Solange das Verhältnis zwischen Auslandgetreidepreisen und dem Abnahmepreis für das Inlandgetreide einigermaßen stabil bleibt, solange wir offene Weltmarktpreise haben, solange die Schwankungen von Jahr zu Jahr nicht gross sein werden, so lange spielt die Fassung der Kommission, immer, wenn man dazu noch annimmt, im Mittel mehrerer Jahre gerechnet. Solange ergeben sich keine Nachteile, keine Gefahren für die Konsumenten und keine besonderen Belastungen für den Bund. Man könnte vielleicht diese Fassung behalten. Man müsste aber die beiden Extreme ausschalten können. Deswegen beantragt Ihnen der Bundesrat, der Bund übernehme unter normalen Verhältnissen zu seinen Lasten die Differenz der Getreidepreise. Gemeint ist, dass man die extremen Verhältnisse auf der einen Seite und die extremen Verhältnisse auf der andern Seite ausscheidet und bei der Berechnung nicht berücksichtigt – dies zugunsten der Konsumentenpreise –, so dass auch dann, wenn die Weltmarktpreise stark hinaufgehen, extrem gesprochen bis auf die Höhe der Inlandpreise, der Bund noch Beiträge leisten kann und dann erst recht Beiträge leisten muss zur Verbilligung des Getreides und des Brotpreises. Das will aber umgekehrt auch heissen, dass sich dies zugunsten der Bundeskasse auswirkt, wenn die Weltmarktpreise wirklich unter ein vernünftiges Niveau hinuntergehen wegen eines Dumpings oder wegen der Liquidation grosser Vorräte oder infolge anderer, nicht bei uns liegender Gründe. In einem solchen Falle wird automatisch der Brotpreis stark verbilligt werden, und dann soll nicht der Bund im gleichen Atemzuge noch mit Millionen von Franken stärker belastet werden.

Ich bitte Sie somit, dem Ergänzungsantrage des Bundesrates zuzustimmen und die Worte beizufügen: „unter normalen Verhältnissen“. Wenn Sie das tun, dann kann auch die Frage, die Herr Nationalrat Jaquet in der Eintretensdebatte gestellt hat, bejaht werden, nämlich in dem Sinne, dass bei einem normalen Ansteigen des Ausland-

getreidepreises der Bund mehr zahlen kann als nur den Ausgleich auf die Kosten des Inlandgetreides; umgekehrt kann er aber bei einem abnormalen Sinken des Auslandgetreidepreises weniger bezahlen als die durch den Preisfall stark angestiegenen Mehrkosten des Inlandgetreidepreises. Beides liegt bestimmt auch im Interesse eines möglichst stabilen Brotpreises.

Mit andern Worten und zusammengefasst: Man könnte mit der Kommissionsfassung einverstanden sein, aber nur unter der Voraussetzung, dass diese Worte beigefügt werden. Trotzdem muss ich noch einmal zusammenfassend auf die Nachteile des Kommissionsantrages gegenüber dem Antrag des Bundesrates aufmerksam machen, wo nichts konkret bestimmt worden ist und wobei man sich vorgestellt hat, dass diese Dinge im Getreidegesetz geordnet würden, wo dann im Interesse aller Beteiligten eine viel grössere Beweglichkeit hätte Platz greifen können. Deshalb würde ich persönlich immer noch der ursprünglichen Fassung des Bundesrates den Vorzug geben, könnte aber auch der Fassung Ihrer Kommission zustimmen, aber nur unter der Voraussetzung der genannten Ergänzung.

**Präsident:** Die Diskussion zum Ergänzungsantrag des Bundesrates ist offen.

**Weber-Bern:** Zuerst noch ein Wort zu der Rechnung über die Lastenverteilung, damit dies im Protokoll ganz klargestellt wird. Ich fasse das so auf: Die Kosten für die Getreideversorgung bestehen aus rund 50 Millionen Kosten für den Garantiepreis, rund 10 Millionen Kosten für die Mahlprämien, 27 Millionen für die Verbilligung des Brotes (Halbweissbrot, Ruchbrot), 8 Millionen für übrige Kosten, für Lagerhaltung, Verwaltung usw., macht zusammen 95 Millionen Franken. Daran tragen die Konsumenten in Form des Getreidezolles 10 Millionen bei, in Form der statistischen Gebühr 10 Millionen, in Form der Weissmehlabbgabe 27 Millionen, total 47 Millionen Franken. Das sind ziemlich genau die Hälfte von 95 Millionen Franken. Ich frage Herrn Bundesrat Streuli an, ob er mit dieser Rechnung einverstanden ist. Ich würde die Rechnung lieber anders aufstellen und die Weissmehlabbgabe rein als eine interne Umlage auffassen; dann sind eben die Kosten 50 Millionen Franken für den inländischen Getreidebau, plus 10 Millionen Mahlprämien und 8 Millionen andere Kosten, zusammen 68 Millionen Franken, und daran zahlen die Konsumenten 20 Millionen Franken. Dann ist dies etwas weniger als ein Drittel. Nur sind die 20 Millionen nicht in der Getreideordnung geregelt, sondern auf eine andere Art.

Nun zum Antrag des Bundesrates. Zunächst möchte ich bemerken, dass ich dem zweiten Antrag, der Ergänzung des zweiten Satzes durch die Worte „Ertrag der statistischen Gebühr“ keine Opposition machen werde. Übrigens hat auch die Kommission dem zugestimmt. Dagegen beantrage ich Ihnen, den Antrag des Bundesrates auf Einfügung der Worte „unter normalen Verhältnissen“ abzulehnen. Ich kann darauf hinweisen, dass die Kommission sich mit diesem Antrag auch beschäftigt hat und ein Rückkommen auf ihren Beschluss von Basel ablehnte. Ich sage Ihnen offen, dass dieser Antrag

neues Misstrauen weckt, der Bundesrat wolle auf diese Weise doch durch irgendeine Hintertüre verwirklichen, was er im Sinn hat, nämlich eine Entlastung des Bundes herbeizuführen, und in der Tat wäre das dann der Fall, wenn die Getreidepreise im Ausland wesentlich sinken sollten und dadurch die Mehrkosten erheblich ansteigen würden. Man würde im Gesetz bestimmen: Diese Mehrkosten übernimmt der Bund nicht, das wird einfach auf die Konsumenten überwältigt. Nun hat Herr Bundesrat Streuli gesagt, dass aber auch der Konsument betroffen werden könnte, wenn die Preise für ausländisches Getreide sehr stark ansteigen, sogar auf das Niveau der Inlandgetreidepreise oder darüber hinaus, dann müsste man den Brotpreis erhöhen. Wir sagen aber im Vorschlag der Kommission: „im Mittel mehrerer Jahre“, und ich erwähnte schon in der Kommission, dass man hier an drei bis fünf Jahre denken könne. Man kann dort aber vorsehen, dass für ausserordentliche Verhältnisse dieses Jahresmittel auch noch etwas ausgedehnt werden kann. Ich bin überzeugt, dass solche Ausschläge ausserordentlicher Art nach oben oder unten ja nicht lange andauern würden, so dass das mit dem Mittel mehrerer Jahre überwunden werden kann. Zudem könnte der Bund vorübergehend auch mehr übernehmen als die Mehrkosten, denn die Verfassung würde ihm das in keiner Weise untersagen.

Wir haben Erfahrungen gemacht mit Verfassungsbestimmungen, die so oder anders ausgelegt werden können; namentlich haben wir eine üble Erfahrung gemacht mit dem berüchtigten Artikel 5 der Finanzübergangsordnung, die nachträglich ganz anders ausgelegt wurde, als ursprünglich gemeint war. Gebrannte Kinder fürchten das Feuer; ich stimme keiner Formulierung mehr zu, die derartige Unklarheiten offen lässt, wenn es sich um eine wichtige Bestimmung handelt. Da wir ja nun gestern und heute gewohnt sind, mit der Bibel zu „operieren“ – Herr Bundesrat Streuli hat hier Joseph aus Aegypten mit den 7 Jahren zitiert –, möchte ich Ihnen sagen, dass es heisst: „Eure Rede sei ja, ja, nein, nein!“ Wenn Sie ja ja meinen, dann stimmen Sie dem Antrag der Kommission zu; wenn Sie etwas zwischen ja ja und nein nein meinen, dann stimmen Sie dem Antrag des Bundesrates zu.

**Präsident:** Die Diskussion ist geschlossen. Die beiden Berichtersteller verzichten auf das Wort.

Bundesrat **Streuli:** Ich will nicht insistieren und überlasse selbstverständlich den Entscheid Ihrem Rate. Ich habe auch nichts beizufügen und glaube, ich habe ja ja gesagt und nicht nein ja. Man könnte höchstens noch fragen, was es heisse „unter normalen Verhältnissen“. Das ist eine Frage, die nicht in der Verfassung geordnet werden kann, sonst müssten noch einmal 133 Worte beigefügt werden. Wir haben zu jedem Verfassungsartikel noch ein Ausführungsgesetz, und bei diesem Ausführungsgesetz arbeiten Sie alle wieder mit, bei gleichem Kräfteverhältnis. Zum Ausführungsgesetz hat auch das Volk immer wieder etwas zu sagen. Deswegen verstehe ich einfach nicht dieses ewige Misstrauen gegen jede Erklärung, die von hier aus abgegeben wird.

Ich habe also nichts mehr beizufügen ausser diesem. Beim Verfassungstext der Kommission glaube ich nicht, dass der Bund kompetent wäre; Leistungen auszurichten ausserhalb der im Text vorgesehenen.

**Präsident:** Falls die Situation nicht klar sein sollte, präzisiere ich: Der Antrag der Kommission liegt vor Ihnen. Der Antrag des Bundesrates lautet dahin, es seien die Worte einzufügen „unter normalen Verhältnissen“.

#### *Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Kommission	62 Stimmen
Für den Antrag des Bundesrates	92 Stimmen

#### *Abs. 4*

#### **Antrag der Kommission**

##### *Mehrheit*

Die Ausführungsvorschriften werden auf dem Wege der Gesetzgebung erlassen; sie können nötigenfalls von der Handels- und Gewerbefreiheit abweichen.

(Gemäss Antrag des Bundesrates.)

##### *Minderheit*

(Herzog, Geissbühler, Grendelmeier, Leuenberger, Monfrini, Schütz, Strebel, Weber Max)

##### *Hauptantrag*

Die Ausführungsvorschriften werden auf dem Wege der Gesetzgebung erlassen. (Rest des Absatzes streichen.)

##### *Eventualantrag*

4... erlassen; sie können nötigenfalls von der Handels- und Gewerbefreiheit abweichen. Ausstossvorschriften können auf Grund dieser Bestimmung nicht erlassen werden.

#### *Al. 4*

#### **Proposition de la commission**

##### *Majorité*

Les dispositions d'exécution sont édictées par voie législative; elles peuvent, au besoin, déroger à la liberté du commerce et de l'industrie.

(Selon le projet du Conseil fédéral.)

##### *Minorité*

(Herzog, Geissbühler, Grendelmeier, Leuenberger, Monfrini, Schütz, Strebel, Weber Max)

##### *Proposition principale*

Les dispositions d'exécution sont édictées par voie législative. (Biffer le reste de l'alinéa.)

##### *Proposition éventuelle*

4... voie législative; elle peuvent, au besoin, déroger à la liberté du commerce et de l'industrie. Des prescriptions réglant le débit ne peuvent être édictées en vertu de cette disposition.

**M. Piot,** rapporteur: Le chiffre 4 concerne les modalités d'exécution. Votre commission vous demande de vous rallier sur ce point à la proposition du Conseil fédéral.

Le Conseil des Etats propose un premier amendement en disant: «Les dispositions d'exécution doivent être édictées par voie législative», alors que votre commission est d'avis qu'il est préférable de maintenir la formule «Les dispositions d'exécution sont édictées par voie législative».

Quant aux termes «... elles peuvent déroger à la liberté du commerce et de l'industrie», votre commission n'en a pas longuement discuté. Le Conseil fédéral, dans son message, dit que cette disposition n'est pas absolument indispensable; on peut dire qu'elle a un caractère déclamatoire. La commission a demandé encore un avis de droit à la Division de justice du Département fédéral de justice et police et au professeur Huber. Ces deux avis de droit ne sont pas absolument concordants mais ils ne concluent pas de façon impérative à ce que cette disposition doive être absolument insérée dans l'article constitutionnel. Nous avons déjà l'article 31bis de la constitution qui prévoit des dérogations à la liberté du commerce et de l'industrie. Ceux qui sont depuis quelques années dans cette salle se souviennent encore des discussions internationales que nous avons eues au sujet des articles économiques, au cours des années 1945 à 1946. On a depuis lors assez souvent invoqué cette disposition pour que, personnellement, je ne la trouve pas absolument indispensable. On pourrait dire que cela va de soi mais, après tout ce que nous avons entendu jusqu'ici à ce sujet, on peut conclure que cela va encore mieux en le disant.

Le Conseil des Etats propose encore d'ajouter les mots «... lorsque l'intérêt général le justifie». La majorité de votre commission vous demande de repousser cet amendement. Le Conseil des Etats, en séance de plenum, a voulu introduire ces mots pour en somme freiner les dérogations à la liberté du commerce et de l'industrie.

Nous sommes ici en présence de deux propositions de minorité: une principale qui tend simplement à biffer les mots «elle peut au besoin déroger...», etc.» et une proposition éventuelle, qui constitue la dernière escarmouche dans la question du contingentement de la meunerie. Nous en avons déjà abondamment discuté hier et avant-hier. La majorité de cette salle sera sans doute d'accord avec votre commission qui pense que la disposition présentée par M. Weber et consorts n'a pas sa place dans l'article constitutionnel mais qu'elle pourra éventuellement être reprise dans la loi d'exécution.

**Müller-Olten, Berichterstatter:** Die Sicherung unseres Landes mit Brotgetreide und die Durchführung der Brotgetreideordnung erfordert Eingriffe in die Handels- und Gewerbefreiheit. In Absatz 4 der neuen Verfassungsbestimmung wird auf die Notwendigkeit dieser Eingriffe hingewiesen und ausdrücklich die Kompetenz erteilt, bei den Ausführungsbestimmungen von der Handels- und Gewerbefreiheit abzuweichen. Von den Einschränkungen dieser Freiheit wird in ganz besonderer Weise das Müllereigewerbe betroffen. Man denke an die Getreideabnahmepflicht, an die Lagerhaltungspflicht, an die Mahlvorschriften, an die Preisbestimmungen und eventuell an die Mehlausstoss einschränkung. Der Bundesrat hat durch die Beifügung des Wortes „nötigenfalls“ zum Ausdruck bringen wollen, dass eine Abweichung nur insoweit

zulässig sei, als die oben erwähnten Massnahmen eine solche Abweichung erfordern. Der Ständerat hat noch beigefügt, wenn das Gesamtinteresse es rechtfertigt, dürfe nötigenfalls von der Handels- und Gewerbefreiheit abgewichen werden. Die nationalrätliche Kommission beantragt, die Worte „wenn das Gesamtinteresse es erfordert“, zu streichen und es bei der Fassung des Bundesrates bewenden zu lassen. Sie hält die Wendung, „wenn das Gesamtinteresse es erfordert“, als zu allgemein und kautschukartig, um in die Verfassung aufgenommen zu werden. Überdies könnten mit einer solchen Bestimmung Einschränkungen der Handels- und Gewerbefreiheit verlangt werden, die mit der Durchführung der Getreideordnung nichts zu tun haben.

Hier liegen noch Minderheitsanträge vor, ein Minderheitsantrag, die Abweichung von der Handels- und Gewerbefreiheit überhaupt zu streichen, und ein Eventualantrag von Herrn Herzog, den Satz beizufügen: „Ausstossvorschriften können auf Grund dieser Bestimmung nicht erlassen werden.“ Ich möchte die Herren bitten, diese beiden Anträge zurückzuziehen, nachdem wir in Ziffer 2 um gewisse Fragen gekämpft haben. Denn die Herren wissen ja ganz genau, dass wir irgendwie von der Handels- und Gewerbefreiheit müssen abweichen können, schon bei der Lagerhaltung usw. Beim Wort „Ausstossvorschriften“ im Eventualantrag von Herrn Herzog habe ich so das Gefühl, das würde zur Schönheit der Verfassung nicht beitragen. Vielleicht versteht das in zwanzig Jahren niemand mehr. Es ist so ein Ausdruck, den wir später nicht mehr kennen und vor zwanzig Jahren noch nicht gekannt haben. Solche Dinge gehören nach meiner Auffassung nicht in die Verfassung hinein. Das sind Fremdkörper.

**Präsident:** Herr Weber-Bern teilt mir mit, dass der Hauptantrag zurückgezogen sei. Eine anders lautende Meinung wird auch seitens der Mitunterzeichner nicht geltend gemacht. Wir nehmen von diesem Rückzug Kenntnis.

Das Wort zur Begründung des Minderheitsantrages hat Herr Herzog.

**Herzog:** Ich kann leider meinem verehrten Kollegen Müller aus Olten den Dienst nicht leisten und meinen Eventualantrag, der nun zu einem Hauptantrag der Minderheit geworden ist, zurückziehen. Nachdem Sie beschlossen haben, an den Anträgen der Mehrheit der Kommission, des Bundesrates oder des Ständerates festzuhalten, wird auf Grund der bisher geltend gemachten Bestimmungen die Kontingentierung zu einer der Hauptfragen der ganzen Vorlage werden. Ich will mich darüber weiter nicht mehr äussern; das ist reichlich getan worden. Es wird allerdings erklärt, dass damit die Kontingentierung nicht ohne weiteres festgelegt sei; das hänge noch davon ab, wie sich andere Dinge gestalten; die Kontingentierung sei gar nicht etwa mit der jetzt geltenden Verfassungsbestimmung, wie wir sie durchberaten haben, schon beschlossen. Wenn dem so ist, können Sie meinem Antrag Ihre Zustimmung geben. Dass nötigenfalls von der Handels- und Gewerbefreiheit abgewichen werden soll und kann, bleibt trotzdem bestehen. Es gibt unter Umständen Notwendigkeiten, um von der Handels- und Gewerbefreiheit abweichen zu müssen, auch wenn Sie mei-

nem Antrag annehmen, zum Beispiel bei der Einfuhrregelung, den Preisvorschriften, der Lagerhaltung usw. Auch mit dieser Bestimmung ist die Frage: Freie Einfuhr oder nicht freie Einfuhr, noch nicht definitiv geregelt.

Nun hat Herr Kollege Müller gesagt, die Formulierung sei nicht besonders schön in der Verfassung. Gewiss, die Verfassung soll schön sein, sie muss aber auch klar sein. Ich habe nur das übernommen, was in der Botschaft des Bundesrates wiederholt gesagt ist. Wie ich bereits in meinem Eintretensvotum ausgeführt habe, wird in der ganzen Botschaft nirgends von Kontingentierung gesprochen. Es ist immer nur von Ausstoss und Ausstossvorschriften die Rede. Nur das habe ich, wie bereits gesagt, übernommen. Ich könnte natürlich eine andere Formulierung finden, aber der Grundsatz bleibt sich durchaus gleich. Ich muss deshalb vorläufig an meinem Antrag festhalten. Wenn Sie dem Antrag zustimmen, können Sie trotzdem noch für das Wort „Ausstossvorschriften“ meinetwegen das Wort „Kontingentierungsvorschriften“ aufnehmen. Das bleibt sich ganz genau gleich.

Nun wird auch hier wieder erklärt, das gehöre nicht in die Verfassung. Man verweist alles in das Gesetz. Das ist der Tenor, den wir durch die ganze Beratung gehört haben. Alles, was irgendwie nach gewissen Schutzvorschriften aussieht, alles, was der Mehrheit nicht passt, gehört in die Diskussion über das Gesetz. Mit einem derartigen Verfassungsartikel kommen Sie nicht weiter. Ich möchte Sie deshalb, nachdem der Hauptantrag zurückgezogen ist, bitten, dem zweiten Antrag der Minderheit Ihre Zustimmung zu geben.

**Ming:** Unser verehrter Herr Kollege, Herr Häberlin, hat gestern seiner Freude darüber Ausdruck verliehen, dass nun endlich wieder einmal ein „Kind der Freiheit“ geboren werde. Ich teile mit ihm diese Freude, möchte ihm aber die Vaterschaft oder die elterliche Gewalt über dieses Kind nicht streitig machen; denn es soll in seiner Partei am besten aufgehoben sein. Ich möchte ihm empfehlen, dass er zu diesem Kinde Sorge trägt. Ich möchte nur eine kleine Sicherung anbringen, damit dieses Kind in der Freiheit nicht missbraucht wird; denn am Aufkommen dieses Kindes haben die Sozialdemokraten und die Unabhängigen keine Freude, und die Konservativen haben ohnehin mehr Kinder als die Freisinnigen, so dass wir es der Obhut der Freisinnigen anvertrauen dürfen.

Es geht hier meines Erachtens um eine juristische Frage bezüglich der Handels- und Gewerbefreiheit. Man darf mir nicht den Vorwurf machen, dass ich in Wortklauberei mache, wenn ich Ihnen den Antrag unterbreite, es möchte der Nationalrat sich in Absatz 4 der Formulierung des Ständerates anschliessen. In rein textlicher Hinsicht ist es ein kleiner Unterschied; materiell ist der Unterschied aber sehr erheblich. Es heisst nämlich dort im Antrag des Bundesrates: „Sie können nötigenfalls von der Handels- und Gewerbefreiheit abweichen.“ Der Ständerat sagt: „Wenn das Gesamtinteresse es rechtfertigt, kann von der Handels- und Gewerbefreiheit abgewichen werden.“ Darin liegt ein wesentlicher Unterschied.

Was heisst „nötigenfalls“ im Sinne der Gesetzgebung? Über diesen Begriff kann es dann eine verschiedene Interpretation geben; denn die Bundesverwaltung und der Bundesrat verstehen vielleicht unter dem Wort „nötigenfalls“ nicht das gleiche, was die Importeure darunter verstehen möchten. Deswegen müssen wir hier eine Sicherung einbauen. Die Sicherung besteht darin, dass wir sagen: „Es darf nur von der Handels- und Gewerbefreiheit abgewichen werden, wenn es im öffentlichen Interesse liegt.“ Und wann liegt das Abweichen von der Handels- und Gewerbefreiheit im öffentlichen Interesse? Es liegt dann im öffentlichen Interesse, wenn die Handels- und Gewerbefreiheit dazu dient, die Vorschriften des Absatzes 1 und 2 der Vorlage durchzuführen und zur Ausführung zu bringen. Nur in dem Falle darf von der Handels- und Gewerbefreiheit abgewichen werden.

Es ist wichtig, dass diese beiden Rechte nicht miteinander in Kollision kommen. Wir haben nun ein Importrecht des Bundes und ein Importrecht der privaten Importeure, und wir müssen untersuchen: Wie verhalten sich diese beiden Rechte zueinander? Da müssen wir meines Erachtens von der Auffassung ausgehen, dass das bessere Recht, das primäre Recht auf Seite der Importeure liegt, weil wir das Abweichen von der Handels- und Gewerbefreiheit zur Ausnahme machen. Das Recht des Bundes, den Import für sich zu beanspruchen, besteht nach der Vorlage nur mehr in einem sekundären, in einem subsidiären Sinne. Der Bund kann daher das Importrecht erst in Anspruch nehmen, wenn es zu den Zwecken erforderlich ist, wie diese in den Absätzen 1 und 2 der Vorlage umschrieben sind. Es kann mich also die Formulierung, wie sie im Antrage des Bundesrates steht (nur mit dem Wort „nötigenfalls“ allein) nicht befriedigen. Was unter „nötigenfalls“ zu verstehen ist, werden Sie meines Erachtens in keinem Lexikon finden. Sie werden auch in keiner Fussnote des Kommentars Burckhardt die Interpretation von „nötigenfalls“ finden. Sie werden aber den Begriff des „öffentlichen Interesses“ finden. Wir haben dann eine präzise Formulierung und wissen dann, wann von der Handels- und Gewerbefreiheit abgewichen werden kann.

Ich stimme der Vorlage zu, möchte aber hier in einen Verfassungsartikel nicht Worte hineinbringen, die nachher von niemandem ausgelegt werden können oder, was noch schlimmer ist, die nachträglich von den natürlichen Eltern dieser Vorlage – ich meine damit als Vater den Bundesrat und als Mutter die Eidgenössische Getreideverwaltung – missbraucht werden könnten. Deswegen beantrage ich Ihnen, sich strikte an die Formulierung des Ständerates zu halten. Sie ist klar und eindeutig und sagt auch, wann von der Handels- und Gewerbefreiheit abgewichen werden darf. Ich beantrage Ihnen deshalb, der Formulierung des Ständerates den Vorzug zu geben, also nicht dem Antrag des Bundesrates, sondern der Formulierung des Ständerates zuzustimmen.

**Präsident:** In bezug auf Absatz 4 schlage ich Ihnen vor, zuerst in eventueller Abstimmung den Eventualantrag der Minderheit, der eventuell zum Antrag der Mehrheit hinzukäme, zur Abstimmung

zu bringen. Das Resultat dieser Abstimmung wäre dann dem Antrag Ming (Herr Ming möchte an der Fassung des Ständerates festhalten) gegenüberzustellen.

*Abstimmung – Vote*

Eventuell – Eventuellement :	
Für den Eventualantrag der Minderheit	64 Stimmen
Dagegen	89 Stimmen
Definitiv – Définitivement :	
Für den Antrag der Mehrheit	29 Stimmen
Für den Antrag Ming	82 Stimmen

*Abschnitt II*

**Antrag der Kommission**

Die gestützt auf den bisherigen Artikel 23bis der Bundesverfassung sowie gestützt auf den befristeten Verfassungszusatz vom 26. September 1952 über die Brotgetreideversorgung des Landes erlassenen Ausführungsbestimmungen bleiben in Kraft bis zum 31. Dezember 1957. Ihre Gültigkeit wird jedoch um ein Jahr verlängert, wenn die gestützt auf den neuen Artikel 23bis der Bundesverfassung zu erlassenden Ausführungsbestimmungen nicht am 1. Januar 1958 in Kraft gesetzt werden können.

*Chapitre II*

**Proposition de la commission**

Les dispositions d'exécution édictées en vertu de l'article 23bis actuel de la Constitution et de l'additif constitutionnel du 26 septembre 1952 concernant le ravitaillement du pays en céréales panifiables restent en vigueur jusqu'au 31 décembre 1957. Toutefois, leur validité sera prorogée d'un an si les dispositions d'exécution du nouvel article 23bis de la Constitution ne peuvent entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1958.

M. Piot, rapporteur: Nous avons le plaisir, pour notre dernier mot, de parler au nom de la commission unanime. Tout d'abord nous vous proposons de maintenir le mot «ravitaillement» au lieu d'«approvisionnement» adopté par le Conseil des Etats. Il n'est en effet pas possible de parler d'«approvisionnement» car l'article se réfère à l'additif constitutionnel et doit par conséquent maintenir les termes qu'il emploie. Le Conseil des Etats avait pris sa décision un peu à la légère et il ne nous est pas possible d'y adhérer.

Quant à la proposition que vous fait la commission unanime, d'accord avec le Conseil fédéral, elle consiste à proroger d'un an l'additif constitutionnel. Il ressort en effet des délibérations qui ont eu lieu au sein de la commission et dans les deux Conseils que le temps à disposition est un peu court pour permettre l'entrée en vigueur de la loi révisée sur le blé à fin 1957. C'est la raison pour laquelle nous ne pouvons garantir d'arriver à chef pour cette date et prévoyons que l'additif constitutionnel pourra être prorogé d'un an. Je répète qu'il s'agit d'une décision unanime de votre commission.

Müller-Olten, Berichterstatter: Bei Abschnitt II ist vorsichtigerweise eine Änderung formuliert worden. Wir befürchten, dass dieses Ausführungsgesetz, das heisst das eigentliche Getreidegesetz, bis Ende

1957 nicht unter Dach sein oder eventuell verworfen wird; deshalb musste eine Übergangsbestimmung getroffen werden, und wir baten den Bundesrat, uns eine Formulierung vorzulegen. Deshalb heisst es in diesem Antrag neu: „Ihre Gültigkeit wird jedoch um ein Jahr verlängert, wenn die gestützt auf den neuen Artikel 23bis der Bundesverfassung zu erlassenden Ausführungsbestimmungen nicht am 1. Januar 1958 in Kraft gesetzt werden können.“

Wir bitten Sie – Bundesrat und Kommission sind hier einig – diesem Antrag zuzustimmen.

*Angenommen – Adopté*

*Abschnitt III*

**Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates.

*Chapitre III*

**Proposition de la commission**

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

*Angenommen – Adopté*

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Beschlussesentwurfes	84 Stimmen
Dagegen	42 Stimmen

*An den Ständerat – Au Conseil des Etats*

**7045. Tierseuchengesetz. Abänderung  
Loi sur les épizooties. Modification**

Siehe Seite 75 hiervor – Voir page 75 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 6. Juni 1956

Décision du Conseil des Etats du 6 juin 1956

*Differenz – Divergence*

*Abschnitt II*

**Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates.

*Chapitre II*

**Proposition de la commission**

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

Tschumi, Berichterstatter: In der Beratung des Tierseuchengesetzes hat sich zum Ständerat eine Differenz ergeben. Sie betrifft Absatz II, wonach nach der Vorlage das Inkrafttreten der Abänderung dem Bundesrat überlassen werden sollte. Hier hat nun der Ständerat eingefügt, dass für Fälle von Maul- und Klauenseuche Artikel 22, Absatz 2, schon rückwirkend auf den 1. Mai 1956 in Kraft treten solle. Unsere Kommission hat diesem Antrag zugestimmt, und ich möchte Ihnen kurz erklären, weshalb. Wie Sie wissen, ist am 14. Mai ein grosser Transport verseuchter Schweine von Belgien her mit Bestimmung Italien durch unser Land geführt worden. In diesem Transport befanden sich maul- und klauenseuchekranke Tiere, die bei der grenztier-

## **Brotgetreideordnung. Revision**

### **Régime da blé. Révision**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1956
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	07
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	7027
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	14.06.1956
Date	
Data	
Seite	210-220
Page	
Pagina	
Ref. No	20 036 063

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.  
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.  
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

## 7027. Brotgetreideordnung. Revision Régime du blé. Revision

Siehe Seite 210 hiervor – Voir page 210 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 21. Juni 1956  
Décision du Conseil des Etats du 21 juin 1956

*Differenz – Divergence*

*Abschnitt I, Art. 23bis, Abs. 3*

**Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates.

*Chapitre I, art. 23bis, al. 3*

**Proposition de la commission**

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

**Müller-Olten**, Berichterstatter: Es handelt sich nur um eine Änderung im deutschen, nicht im französischen Text, weshalb Herr Piot auf das Wort verzichtet. Der Ständerat hat allen unseren Beschlüssen zugestimmt, mit Ausnahme in Abschnitt I, Absatz 3, wo er eine formelle, redaktionelle Differenz geschaffen hat. Wir hatten beschlossen, zu sagen: „Der Bund kann zu diesen Zwecken, insbesondere im Interesse eines möglichst stabilen Brotpreises, Zuschüsse gewähren usw.“, während der Ständerat vorschlägt, zu sagen: „Der Bund kann zu diesen Zwecken, insbesondere zur Erzielung eines möglichst stabilen Brotpreises, Zuschüsse gewähren usw.“ Ich möchte Sie bitten, dem Ständerat zuzustimmen.

*Angenommen – Adopté*

*An den Ständerat – Au Conseil des Etats*

## 7086. Stickerei-Treuhand-Genossenschaft. Weitere Finanzierung Société coopérative fiduciaire de la broderie. Maintien du financement

Siehe Seite 154 hiervor – Voir page 154 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 12. Juni 1956  
Décision du Conseil des Etats du 12 juin 1956

*Schlussabstimmung – Vote final*

Für Annahme des Beschlusentwurfes 144 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

*An den Ständerat – Au Conseil des Etats*

## 7045. Tiersenchengesetz. Abänderung Loi sur les épizooties. Modification

Siehe Seite 220 hiervor – Voir page 220 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 6. Juni 1956  
Décision du Conseil des Etats du 6 juin 1956

*Schlussabstimmung – Vote final*

Für Annahme des Gesetzentwurfes 141 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

*An den Ständerat – Au Conseil des Etats*

## 7154. Errichtung neuer diplomatischer Vertretungen Création de nouvelles missions diplomatiques

Siehe Seite 279 hiervor – Voir page 279 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 22. Juni 1956  
Décision du Conseil des Etats du 22 juin 1956

*Schlussabstimmung – Vote final*

Für Annahme des Beschlusentwurfes 118 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

*An den Bundesrat – Au Conseil fédéral*

## 7150. Frostschäden Dommages causés par le gel

*Fortsetzung – Suite*

Siehe Seite 304 hiervor – Voir page 304 ci-devant

*Artikelweise Beratung – Discussion des articles*

**Präsident:** Ich schlage Ihnen vor, über Titel und Ingress am Schlusse zu befinden und zuerst die Artikel zu beraten.

*Zustimmung – Adhésion*

*Art. 1*

**Antrag der Kommission**

*Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates.

*Minderheit*

(Dellberg, Bonvin)

<sup>1</sup> Zur Milderung von Schäden, welche infolge der ausserordentlichen Frostperiode im vergangenen Winter entstanden sind, richtet der Bund, nach dem Grundsatz der Bedürftigkeit, für vollständig vernichtete Wintergetreidesaaten Beiträge aus, die im allgemeinen Durchschnitt 250 Franken je Hektare betragen.

## **Brotgetreideordnung. Revision**

### **Régime du blé. Révision**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1956
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	14
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	7027
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	22.06.1956
Date	
Data	
Seite	313-313
Page	
Pagina	
Ref. No	20 036 075

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Finanzdepartementes beschlossen, die Initiative zu verwerfen. Nun kam der Vorschlag von Herrn Kollege Reichling, der nochmals einen Bericht des Bundesrates verlangte, wobei dann zugegeben der Bundesrat eine andere Stellungnahme einnahm, als sie in der Schrift des Finanzdepartementes zum Ausdruck gekommen war. Aber gleichwohl ist es nun so, wie ich Ihnen immer erklärt habe, die Finanzbeschlüsse, welche bereits vorgängig durch einen Grundbeschluss fundiert sind, werden dem Referendum nicht mehr unterstellt sein. Nachdem nun das der Inhalt der Vorlage sein soll, ist die Vorlage von Grund auf verändert worden.

Und nun der eigentliche Zweck meiner Erklärung: Sollte in diesem Rate entgegen dem Vorschlag oder der Fassung des Ständerates diese 10- bzw. 2-Millionen-Vorlage nicht angenommen werden, so müsste sich der Landesring von seiner Zustimmung zur Verwerfung der Initiative als befreit betrachten. Sollte also der Vorschlag des Ständerates heute nicht Annahme finden, so müsste sich der Landesring vorbehalten, die Initiative kräftigst zu unterstützen.

Bundesrat **Streuli**: Es liegt mir oder es lag mir selbstverständlich vollständig fern, Herrn Nationalrat Huber irgendwie beleidigen zu wollen, nicht bloss deswegen, weil Sie uns die Immunität aberkannt haben, sondern ich wollte das auch sonst nicht.

In der Sache aber stelle ich fest, dass wir – Herr Nationalrat Huber und der Sprechende – einfach zweierlei Meinung sind in dieser Sache. Ich kann aber nicht mehr darauf eintreten. Ich beschränke mich, auf diese Aktenberge, die sich in dieser Sache angehäuft haben, zu verweisen.

*Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Einigungskonferenz 82 Stimmen  
Dagegen 54 Stimmen

*An den Ständerat – Au Conseil des Etats*

**6591. Ausgabenbeschlüsse der Bundesversammlung.  
Begutachtung des Volksbegehrens  
Vote des dépenses par l'Assemblée fédérale.  
Préavis sur l'initiative**

Siehe Seite 370 hiervor – Voir page 370 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 27. Juni 1956  
Décision du Conseil des Etats du 27 juin 1956

*Schlussabstimmung – Vote final*

Für Annahme des Beschlussentwurfes 72 Stimmen  
Dagegen 58 Stimmen

*An den Bundesrat – Au Conseil fédéral*

**7027. Brotgetreideordnung. Revision  
Régime du blé. Revision**

Siehe Seite 313 hiervor – Voir page 313 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 27. Juni 1956  
Décision du Conseil des Etats du 27 juin 1956

*Schlussabstimmung – Vote final*

Für Annahme des Beschlussentwurfes 99 Stimmen  
Dagegen 36 Stimmen

*An den Bundesrat – Au Conseil fédéral*

**7150. Frostschäden  
Dommages causés par le gel**

Siehe Seite 313 hiervor – Voir page 313 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 27. Juni 1956  
Décision du Conseil des Etats du 27 juin 1956

*Schlussabstimmung – Vote final*

Für Annahme des Beschlussentwurfes 148 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

*An den Bundesrat – Au Conseil fédéral*

**Schluss des stenographischen Bulletins der Sommersession 1956**

*Fin du bulletin sténographique de la session d'été 1956*

## **Brotgetreideordnung. Revision**

### **Régime du blé. Révision**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1956
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	18
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	7027
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	27.06.1956
Date	
Data	
Seite	373-373
Page	
Pagina	
Ref. No	20 036 086

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.  
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.  
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

**Vormittagssitzung vom 20. März 1956**  
**Séance du 20 mars 1956, matin**

Vorsitz – Présidence: Herr *Weber*

**7027. Brotgetreideordnung. Revision**  
**Régime du blé. Revision**

Botschaft und Beschlusssentwurf vom 13. Januar 1956  
 (BBl I 69)

Message et projet d'arrêté du 13 janvier 1956  
 (FF I 65)

**Antrag der Kommission**

Eintreten.

**Antrag Spühler**

Zur Verhinderung einer Brotpreiserhöhung wird der Antrag auf Revision der Brotgetreideordnung an den Bundesrat zurückgewiesen, mit dem Auftrag, der Bundesversammlung den Antrag zu unterbreiten, die geltende Brotgetreideordnung um einige Jahre zu verlängern. Dabei ist die Kontingentierung der Mühlen aufzuheben oder wenigstens zu lockern.

**Proposition de la commission**

Passer à la discussion des articles.

**Proposition Spühler**

Afin d'éviter un renchérissement du pain, la proposition de reviser le régime du blé est renvoyée au Conseil fédéral qui est chargé de soumettre aux Chambres un projet prévoyant de proroger de quelques années le régime actuel, le contingentement des moulins étant alors supprimé ou tout au moins atténué.

*Berichterstattung – Rapport général*

**M. Quartenoud**, rapporteur: En commençant un rapport sur le régime du blé, il convient de souligner la place occupée dans l'ensemble de l'agriculture par cet élément de production. L'ensemble de la valeur totale des livraisons de blé panifiable à la Confédération est le suivant: 1952, 116 millions; 1953, 104 millions; 1954, 159 millions; 1955, 140 millions.

Dans ces chiffres ne sont pas compris la valeur des semences que l'agriculteur garde pour son usage, la valeur du blé qu'il garde pour son ravitaillement, le déchet pour l'alimentation du bétail.

Ce que les sélectionneurs livrent représente 10 à 13 millions.

Le capital plantes en céréales occupait, en 1939, 136 899 ha. en céréales. Avant la Seconde Guerre mondiale déjà, la superficie en labours avait été un peu accrue. Depuis lors, elle l'a été fortement, en raison de l'obligation de développer les cultures. La superficie cultivée en céréales s'est notablement accrue sous l'influence des conditions issues de la guerre et de l'introduction du monopole du blé, conditions qui se sont traduites par la garantie du prix du blé et l'obligation pour l'Etat de reprendre les céréales panifiables.

Lorsqu'on étudie la transformation de l'agriculture à travers les âges, on rencontre à toutes les

époques, chez tous les peuples, les traces tantôt indécises, tantôt précises, d'une politique du blé. Sous sa forme la plus primitive, cette politique consistait à parer aux conséquences de l'instabilité de la production.

Au moyen âge, seuls les cantons et quelques grandes communes citadines pratiquaient, dans notre pays, une politique du blé, qui se limitait à la constitution de réserves. D'ailleurs, jusqu'au XVII<sup>e</sup> siècle, aucun problème important ne se posait car, alors, la production indigène suffisait à couvrir les besoins de la population, encore peu nombreuse. Un trafic d'échange assez intense permettait aux cantons producteurs d'écouler leurs excédents et d'assurer le ravitaillement des régions déficitaires.

Par suite de l'accroissement de la population et de l'industrialisation progressive, les besoins s'accroissent au-delà des possibilités de la production indigène. C'est pourquoi, après la guerre de Trente-Ans, la Suisse fut contrainte d'importer du blé du Sud de l'Allemagne, d'Alsace et de Bourgogne. Des marchés aux grains furent peu à peu organisés dans plusieurs villes du Nord du pays. Ces marchés disposaient de greniers (Kornhäuser) – grenettes, en français – dans lesquels on accumulait des stocks qui faisaient ensuite l'objet de multiples transactions. C'est ainsi que Rorschach a été, durant de nombreuses années, le principal marché au blé et ses prix faisaient règle dans les autres régions. Rorschach publiait des mercuriales (Marktberichte) qui ne différaient pas beaucoup des publications actuelles des bourses de Chicago, de New-York et de Winnipeg. Dans ma ville de Fribourg, sur la place de Notre-Dame, en face de la cathédrale, il y a encore le Restaurant de la Grenette qui est à l'endroit précis de nos anciens dépôts de blé; il y avait, accrochés aux rochers valaisans, les greniers de Sion; dans notre vallée haute de Bellegarde, nous avions plusieurs moulins et sur la place centrale de notre capitale féodale de Gruyères, face au vieux calvaire peint de couleurs vives, il y avait un mur de pierre où les mesures de réception du blé sont sculptées dans la pierre dure et noble, symboles d'une culture alors généralisée.

Durant le XIX<sup>e</sup> siècle, la Suisse se mit à importer du blé des pays du Sud-Est de l'Europe, ainsi que de l'Amérique du Nord et du Sud, régions où la culture des céréales prenait peu à peu un essor considérable. C'est de cette époque-là, marquée par le développement des chemins de fer et de la navigation maritime, que date la concurrence des blés étrangers, concurrence dont les effets se firent sentir toujours plus sur la production indigène. Le blé étranger devint si bon marché que le paysan suisse dut renoncer à une culture de moins en moins rémunératrice. Tandis que, vers 1845, notre pays produisait encore de quoi couvrir la consommation pendant près de dix mois, à la veille de la guerre de 1914, c'est à 60 jours à peine que sa production pouvait suffire.

La Suisse, important de l'étranger des céréales qui lui revenaient moins cher que celles qu'elle aurait produites elle-même, avait ainsi l'avantage d'obtenir le blé à bon marché en temps normal mais elle était fatalement réduite à la disette en temps de guerre et de blocus. Ce danger est apparu avec une nouvelle évidence chaque fois que l'horizon politique international s'assombrissait et que l'on pouvait redouter

un conflit armé entre les pays qui nous avoisinent. Toutefois, ce fut au début de la guerre de 1914 seulement que la Confédération prit diverses mesures pour assurer le ravitaillement du pays en blé. La plus importante d'entre elles fut, sans contredit, l'introduction, le 9 janvier 1915, du monopole fédéral d'importation des céréales.

Après la guerre, le problème du maintien du monopole fit l'objet de nombreuses discussions, tant au sein du Parlement que dans les milieux économiques intéressés. Le peuple suisse le rejeta le 5 décembre 1926 et accepta, le 3 mars 1929, un nouvel article constitutionnel 23bis, sur lequel se fonde la loi sur le blé du 7 juillet 1932.

Les principes sur lesquels repose le régime du blé de 1929 peuvent se résumer comme il suit :

la Confédération entretient les réserves de blé nécessaires pour assurer l'approvisionnement du pays;

elle protège et encourage la culture du blé indigène;

elle assure le maintien de la meunerie nationale;

elle sauvegarde les intérêts des consommateurs de farine et de pain;

les dépenses occasionnées par le ravitaillement du pays en blé sont couvertes partiellement à l'aide du produit du droit de statistique relevé, perçu sur toutes les marchandises franchissant la frontière douanière suisse.

Cette réglementation fut complétée et modifiée en partie pendant la guerre et l'après-guerre, sous le régime des pouvoirs extraordinaires et, par la suite, en vertu d'un additif constitutionnel adopté le 23 novembre 1952 par 583 546 voix contre 188 044 et par tous les cantons, sauf un demi-canton. Les principes de cette réglementation transitoire sont les suivants :

l'administration des blés a seule le droit d'acheter et d'importer des céréales panifiables étrangères;

la Confédération a la compétence de régler le magasinage, la répartition, l'emploi et la mouture des céréales panifiables;

elle peut également édicter des prescriptions sur la fabrication, la cession, l'acquisition, le prix, l'emploi et l'exportation de la farine et du pain.

Fondées sur ces dispositions, les Chambres fédérales édictèrent, le 19 juin 1953, un arrêté prévoyant notamment la compétence du Conseil fédéral de fixer les prix de la farine et du pain, la perception d'une taxe sur la farine blanche et la semoule en vue de réduire le prix du pain, le contingentement des ventes de farine, l'égalisation partielle de la marge de mouture et une réglementation de la mouture des céréales panifiables (taux d'extraction et échantillon-type.).

La validité de ce régime transitoire étant limitée à fin 1957, il importe de préparer dès maintenant la législation qui devra entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1958.

Après avoir consulté des experts, le Conseil fédéral arriva à la conclusion qu'il était nécessaire de refondre non seulement la loi de 1932 mais l'article 23bis de la Constitution. En effet, le texte constitutionnel actuel ne permettrait pas d'introduire dans la loi sur le blé certaines dispositions nouvelles que le Conseil fédéral estime indispensables. Par exemple, il ne serait pas possible, en vertu de

ce texte, d'obliger les meuniers à racheter le blé indigène à un prix dépassant celui du blé étranger de qualité équivalente. Or si, comme il est prévu, le Conseil fédéral doit s'efforcer de maintenir le prix du pain à un niveau équitable et aussi stable que possible, il doit pouvoir fixer librement le prix de vente du blé indigène; c'est la seule possibilité qu'il aura de compenser quelque peu les écarts de prix du blé étranger. Par ce moyen, par l'octroi d'allocations et par la perception de contributions – la base constitutionnelle fait défaut sur ce point également – le Conseil fédéral pourra assurer une meilleure couverture financière du nouveau régime du blé. Enfin, l'article 23bis actuel n'indique pas avec suffisamment de clarté jusqu'à quel point il est possible d'édicter des prescriptions sur la mouture et les prix ou de maintenir les mesures de protection prises ces dernières années en faveur de la meunerie, ce que règle, en revanche, le nouvel article 23bis. Il est donc indispensable de réviser cet article constitutionnel.

Le nouvel article constitutionnel diffère dans sa structure de l'article 23bis actuel.

Le premier alinéa confère à la Confédération le mandat général d'assurer le ravitaillement du pays en blé. Il s'agit donc là de la disposition fondamentale du régime du blé, disposition en vertu de laquelle la Confédération pourrait, en droit strict, édicter par voie législative toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de cette mission générale. Il n'eût donc pas été indispensable de compléter ce premier alinéa par les alinéas suivants mais le Conseil fédéral estime, pour des raisons d'opportunité, qu'il convient néanmoins de préciser les mesures essentielles qui pourront être prises, éventuellement en dérogation au principe de la liberté du commerce et de l'industrie, pour assurer le ravitaillement du pays en blé.

C'est ainsi que le deuxième alinéa énumère, en quatre phrases, les mesures essentielles que la Confédération devra adopter à cet effet, savoir :

a) L'encouragement de la culture du blé indigène. « Elle (la Confédération) encourage la culture du blé de bonne qualité; elle achète le blé indigène panifiable à des prix qui en permettent la culture; elle règle l'emploi du blé indigène et en fixe les prix de vente. »

b) L'importation et la réserve de blé. « Elle assure l'existence de réserves suffisantes de blé et réglemente l'importation et l'emploi du blé étranger et de la farine panifiable; ce faisant, elle s'appuie sur la collaboration de l'économie privée. »

c) Protection de la meunerie. « Elle prend des mesures visant à maintenir une meunerie forte et décentralisée. »

d) Protection des consommateurs. « Elle sauvegarde les intérêts des consommateurs et peut édicter, à cet effet, des dispositions concernant les prix et la fabrication, tout en tenant compte des professions intéressées. »

Le troisième alinéa crée le fondement du régime financier. « A ces fins, la Confédération peut accorder des allocations et percevoir des contributions pour couvrir une partie des dépenses occasionnées par le ravitaillement en blé. »

Enfin, le quatrième alinéa concerne les dispositions d'exécution. « Les dispositions d'exécution sont édictées par voie législative; elles peuvent, au be-

soin, déroger à la liberté du commerce et de l'industrie.»

Cette systématique a été, après mûr examen, approuvée par la commission, sous réserve de quelques modifications sur lesquelles nous reviendrons plus loin. La commission a estimé qu'elle constituait un judicieux compromis entre la délégation générale de compétence, telle que notre Constitution fédérale le prévoit souvent, et une disposition qui énumère de façon limitative les diverses tâches et attributions de la Confédération. Comme le Conseil fédéral, elle estime qu'il ne convient pas d'ancrer dans la Constitution des dispositions de détail qui ont leur place dans la loi et risquent d'être dépassées dans quelques années par l'évolution de l'économie.

Après ces considérations générales, passons rapidement en revue les dispositions du projet.

Le ravitaillement du pays en blé. «La Confédération assure le ravitaillement du pays en blé.» Cet alinéa donne à la Confédération la compétence générale de légiférer pour assurer le ravitaillement du pays en blé. Celle-ci aura donc l'obligation d'assurer ce ravitaillement, en temps de paix comme en temps de guerre, et de prendre à cet effet toutes les mesures qui s'avéreront nécessaires, aussi bien dans le domaine de la production indigène que de la constitution de réserves ou de l'importation, ou de celles qui ont trait à la formation des prix, à l'utilisation du blé indigène ou étranger et des produits qui en sont tirés. Les mesures en question pourront être différentes de celles qui sont énumérées dans le deuxième alinéa.

Ainsi qu'on le voit, il s'agit là d'une disposition ayant une portée très générale, en vertu de laquelle la Confédération aura la faculté d'intervenir, par des dispositions légales, dans l'activité économique des particuliers, pour la restreindre ou la diriger, ou même pour se substituer à l'économie privée. C'est pourquoi la commission a été d'avis qu'il importait de compléter ce premier alinéa par les mots: «avec la collaboration de l'économie privée». Par cette adjonction, la commission a voulu marquer son intention de sauvegarder aussi largement que possible les intérêts de l'économie privée et de restreindre au strict nécessaire les atteintes de l'Etat à la liberté du commerce et de l'industrie dans ce domaine. En plaçant cette adjonction dans le premier alinéa, et non plus dans le corps du deuxième alinéa comme le prévoyait le projet du Conseil fédéral: [«Ce faisant, elle (la Confédération) s'appuie sur la collaboration de l'économie privée»], la commission souligne son intention de mettre l'économie privée en quelque sorte sur le même pied que la Confédération, celle-ci devant recourir à la collaboration de l'économie privée pour toutes les mesures qu'elle devra adopter en vue d'assurer le ravitaillement du pays en blé. En vertu de l'article 31, alinéa premier, de la Constitution («La liberté du commerce et de l'industrie est garantie sur tout le territoire de la Confédération, sous réserve des dispositions restrictives de la Constitution et de la législation qui en découle»), l'économie privée détient et conservera à l'avenir encore la liberté dans ce domaine et la Confédération ne pourra intervenir que dans les limites des attributions que la Constitution et la loi lui conféreront et, de plus, dans la mesure seulement où cette intervention est vraiment indispensable, c'est-à-dire

lorsque l'économie privée ne peut résoudre seule les tâches qu'impose le ravitaillement en blé. Mais, même en ce cas, la Confédération devra sauvegarder, dans toute la mesure du possible, la liberté d'action de l'économie privée et réserver sa collaboration dans le sens le plus large du terme. Il y a lieu d'ailleurs de relier cette disposition à celle du quatrième alinéa, en vertu duquel les dispositions d'exécution ne pourront déroger à la liberté du commerce et de l'industrie que si cela est nécessaire et seulement lorsque l'intérêt général le justifie.

Nous pensons que grâce à ces précisions, le droit d'intervention de la Confédération et ses limites ne sauraient prêter à aucune confusion.

Ainsi que nous l'avons déjà dit, le deuxième alinéa se borne à énumérer les mesures principales que la Confédération pourra prendre pour atteindre le but général fixé dans le premier alinéa. Afin de mieux faire ressortir l'interdépendance de ces deux alinéas et aussi le caractère énumératif et non point limitatif des mesures ainsi mentionnées, la commission a introduit, au début du deuxième alinéa, la phrase suivante: «Les mesures suivantes, notamment, doivent viser à atteindre ce but.»

Il n'y a pas lieu de s'étendre plus longuement sur la portée de cette correction qui a d'ailleurs été approuvée par le représentant du Conseil fédéral.

Le blé indigène. «Elle encourage la culture du blé de bonne qualité; elle achète le blé indigène panifiable à des prix qui en permettent la culture; elle règle l'emploi du blé indigène et en fixe les prix de vente.»

Dans leur principe, les dispositions en question ne diffèrent aucunement de celles de l'article 23bis actuel. Elles consacrent la garantie d'achat et la garantie de prix que la Confédération assume envers les producteurs de blé. Les dispositions arrêtées jusqu'ici ont fait leurs preuves et c'est pourquoi le Conseil fédéral et la commission estiment qu'il n'y a pas lieu de les modifier. Toutefois, la commission a décidé, par 5 voix contre 2, de vous proposer de remplacer les mots «à des prix qui en permettent la culture» par «à des prix qui en assurent la production». Elle estime, en effet, que le prix d'achat payé pour le blé indigène ne doit pas être fixé seulement à un niveau qui «permet» la culture du blé mais doit en «assurer» la production. Il y a donc là une garantie accrue en faveur de la production indigène, étant entendu qu'il appartiendra à la future loi sur le blé de fixer les normes applicables à la détermination du prix. Le Conseil fédéral estime qu'il faudra s'en tenir aux principes sanctionnés par l'article 29 de la loi sur l'agriculture et fixer un prix qui couvre les frais moyens de production, calculés sur une période de plusieurs années, d'entreprises agricoles non situées dans des régions de montagne, exploitées d'une façon rationnelle et reprises à des conditions normales.

Contrairement à l'avis du Conseil fédéral qui estimait qu'il n'était pas nécessaire de prévoir une disposition expresse en faveur des producteurs de montagne, la commission a été d'avis qu'il convenait de préciser qu'il serait tenu compte des conditions de production et de vie plus difficiles des régions de montagne. Toutefois, comme ce principe doit être applicable non seulement aux producteurs mais aussi aux consommateurs et aux moulins de ces régions,

l'adjonction qu'elle a proposée fait l'objet d'un alinéa nouveau 2bis qui aura ainsi une portée générale et non pas liée uniquement à la production indigène et en particulier au ravitaillement direct, comme c'était le cas de l'ancien article 23bis.

Le projet du Conseil fédéral n'apportera, par ailleurs, aucune modification aux dispositions applicables à la production indigène. La nécessité de ces dispositions étant reconnue par tous les milieux, il ne nous paraît pas nécessaire d'entrer dans de plus longues explications.

La réserve. «Elle assure l'existence de réserves suffisantes de blé».

La nécessité de constituer une réserve de blé suffisante est admise aujourd'hui dans tous les milieux. En effet, l'expérience de la dernière guerre a montré que cette mesure était indispensable et qu'au moment où l'importation se heurte à des difficultés accrues ou est même suspendue, notre ravitaillement en pain dépend exclusivement des stocks et de la production indigène. Vu la situation géographique de notre pays, situé au centre du continent et ne disposant d'aucun accès à la mer, nous sommes contraints, plus que d'autres pays situés sur les côtes maritimes, d'entretenir en permanence des réserves de blé destinées à combler, en temps voulu, les lacunes d'une importation soumise à de multiples aléas. A l'heure actuelle, la réserve fédérale est de 400 000 tonnes, dont la moitié est logée dans les moulins et l'autre moitié dans les silos de la Confédération ou dans des magasins loués par elle. On n'a pas l'intention de modifier les principes appliqués jusqu'ici.

La commission a adopté un amendement au projet du Conseil fédéral en ajoutant les mots «...et en règle la répartition», précisant ainsi la compétence de la Confédération de fixer par voie législative les modalités concernant la répartition des stocks entre la Confédération et l'économie privée, ainsi que la répartition géographique de la réserve. Précisons que sur ce point aussi, la Confédération devra donner à l'économie privée l'occasion de collaborer, selon le principe général fixé à l'alinéa premier. En outre, conformément au quatrième alinéa, la liberté du commerce et de l'industrie ne devra être limitée qu'autant que l'intérêt général le justifiera.

Importation. «La Confédération régleme l'importation et l'emploi du blé étranger et de la farine panifiable; ce faisant, elle s'appuie sur la collaboration de l'économie privée.»

Le problème de l'importation du blé étranger a retenu longuement l'attention de la commission. Celle-ci est d'avis que cette activité ressortit principalement à l'économie privée et que la Confédération ne pourra importer elle-même qu'à titre exceptionnel et seulement dans les limites qui seront fixées par la future loi sur le blé. Il y a lieu, à ce sujet, de distinguer entre les temps normaux et les circonstances extraordinaires. En temps normaux, la Confédération ne pourra acheter et importer que le blé étranger nécessaire au renouvellement de ses réserves, c'est-à-dire une quantité relativement peu importante. En cas de circonstances extraordinaires, dans lesquelles le commerce privé ne sera pas en mesure d'assurer le ravitaillement du pays par ses seuls moyens, la Confédération pourra se substituer à lui en vue d'assurer le ravitaillement en semence,

d'augmenter ses réserves en période troublée, en cas de danger de guerre ou de mauvaises récoltes dans le pays, en cas de pénurie générale ou de hausse excessive des prix ou lorsque la pénurie ou la hausse des prix affectera certaines espèces et variétés de blé jouant un rôle important pour notre ravitaillement, lorsqu'il s'agira d'assurer l'exécution d'obligations et de droits d'achat découlant d'accords internationaux ou de procéder à des importations de blé revêtant une importance particulière dans le cadre de notre politique commerciale, ou enfin lorsque notre pays rencontrerait des difficultés particulières à se procurer les bateaux nécessaires. Même lorsque ces circonstances viendront à se produire et justifieront l'intervention de la Confédération, celle-ci devra encore veiller au maintien du double principe sanctionné par l'alinéa premier (collaboration de l'économie privée) et par l'alinéa 4 (restreindre au strict nécessaire les atteintes à la liberté du commerce et de l'industrie).

La commission partage entièrement l'opinion du Conseil fédéral selon laquelle le nouveau texte constitutionnel ne permet pas de maintenir ou de rétablir le monopole d'importation institué depuis 1941. En effet, selon un principe général du droit public fédéral, on ne peut créer un monopole en faveur de l'Etat que si l'intérêt public l'exige et uniquement si une disposition constitutionnelle le prévoit expressément. Comme le nouvel article 23bis ne contient pas de semblable disposition, il ne saurait en aucun cas fournir une base suffisante pour l'institution d'un tel monopole.

Il ressort de ce qui précède que le nouveau régime devra être aussi libéral que possible en matière d'importation et que l'administration devra, pour ses propres achats, continuer comme par le passé à recourir aux services des importateurs privés. Ceux-ci ne seront pas contingents et il est prévu seulement un système de contrôle permettant à l'administration de déterminer les quantités de blé importées pour le compte de chaque moulin de commerce, de manière à fixer sur cette base les quantités de blé indigène qu'il devra prendre en charge et la quotité de la réserve fédérale qu'il devra loger gratuitement pour le compte de la Confédération.

Maintien de la meunerie indigène. «Elle prend des mesures visant à maintenir une meunerie forte et décentralisée.»

Il ne suffit pas d'encourager la culture du blé indigène et d'entretenir une réserve de blé pour assurer le ravitaillement en pain. Il faut encore pourvoir à ce que le blé puisse, en tout temps et dans toutes les régions, être transformé en farine. Pour être vraiment efficace, le régime du blé doit donc prévoir des dispositions visant à assurer l'existence d'une meunerie forte et décentralisée.

La future législation sur le blé imposera à la meunerie un ensemble d'obligations de droit public, pour lesquelles elle ne touchera aucune indemnité, savoir:

Elle logera gratuitement une partie de la réserve fédérale.

Elle sera responsable de la conservation et du renouvellement de cette réserve.

L'encouragement à la culture du blé indigène l'obligera à tirer parti de céréales dont la qualité est souvent fort irrégulière, ce qui lui occasionnera par-

fois de grandes difficultés, notamment lorsqu'elle devra incorporer 50% de blé indigène aux moutures, comme c'est le cas actuellement.

Enfin, les mesures destinées à améliorer la qualité de la farine et du pain, la perception éventuelle d'une taxe sur la farine blanche et la réduction du prix du pain à l'aide d'un système de péréquation requerront, dans une large mesure, la collaboration des meuniers.

Il ne serait ni équitable, ni raisonnable d'imposer aux meuniers de telles obligations dans l'intérêt général et de les abandonner à une concurrence étrangère ou indigène mettant leur existence en péril. La protection de la meunerie ne doit pas être considérée comme un privilège mais lui sera accordée uniquement à raison des charges qu'elle devra assurer dans l'intérêt national. Ce n'est qu'à cette condition qu'il sera possible d'assurer l'application des mesures nécessaires au ravitaillement du pays en pain. Il ne s'agit donc pas de créer un régime de faveur mais seulement de garantir l'existence des moulins indispensables à l'exécution de la législation sur le blé.

La commission s'est ralliée aux vues du Conseil fédéral à ce sujet. Toutefois, M. Müller-Gelterkinden a proposé de biffer le mot «décentralisée» et d'ajouter «tout en tenant compte des moulins à façon». Cette proposition a été rejetée car la commission estime, dans sa majorité, que les mesures à prendre en faveur des moulins doivent viser non seulement à maintenir une meunerie forte mais qu'elles doivent aussi assurer le maintien de la structure de cette industrie, de manière à éviter une concentration progressive près des grands centres de consommation ou à la frontière, ce qui, du point de vue de la défense nationale, serait dangereux. Quant à la mention des moulins à façon, la commission l'estime superflue, attendu que le terme de «meunerie» comprend également cette catégorie d'entreprises. Il n'est donc pas nécessaire de mentionner spécialement les moulins à façon.

Sauvegarde des intérêts des consommateurs. «Elle sauvegarde les intérêts des consommateurs et peut édicter, à cet effet, des dispositions concernant les prix et la fabrication, tout en tenant compte des professions intéressées».

L'article 23bis actuel de la Constitution prévoit déjà que la Confédération est tenue de sauvegarder les intérêts des consommateurs de pain et de farine. Elle a assumé cette tâche en prenant à sa charge toutes les dépenses occasionnées par le blé indigène. Pour le surplus, il ne lui restait qu'à veiller à ce que les prix de la farine, partant ceux du pain, n'augmentent pas trop, du fait des mesures de protection prises en faveur de la meunerie (exclusion de la concurrence étrangère) et des conventions de prix. Cette solution eut pour effet de charger la caisse fédérale dans une mesure d'autant plus forte que les prix du blé étranger baissaient. Le nouvel article 23bis vise à assurer une répartition équitable des charges financières entre la Confédération et les consommateurs. Cependant, le système proposé par le Conseil fédéral n'entraînera aucun renchérissement du pain lors de son entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> janvier 1958. Il doit permettre, d'autre part, de garantir un prix du pain équitable et aussi stable que possible et d'atténuer ainsi dans une large mesure l'effet des

fluctuations des prix sur le marché mondial du blé. A cet effet, des prescriptions de prix ou de fabrication pourront être édictées dans la mesure où cela se révélera nécessaire. Le Conseil fédéral espère qu'il lui sera possible, peu après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur le blé, de se contenter d'une simple surveillance des prix de la farine et du pain.

La commission s'est ralliée à ces propositions sans proposer aucun amendement.

#### *Alinéa 2bis:*

Ainsi que nous y avons déjà fait allusion, la commission a estimé nécessaire d'introduire dans le projet une disposition prévoyant expressément qu'«il sera tenu compte des conditions de production et de vie plus difficiles des régions de montagne». Sur le fond, il n'y a pas de divergences entre l'opinion du Conseil fédéral et celle de la commission, en ce sens que l'un et l'autre reconnaissent la nécessité de prendre des mesures particulières en faveur des populations de montagne, savoir:

allouer des subsides pour réduire les frais élevés de transport de la farine et du pain en montagne, comme cela est pratiqué depuis 1916 déjà,

accorder un supplément de prix aux producteurs de montagne livrant du blé à la Confédération, accorder un supplément de prime de mouture aux producteurs de ces régions qui gardent du blé pour leur ravitaillement direct,

accorder des subventions aux petits moulins de montagne pour leur permettre d'entretenir et de restaurer leurs installations de mouture.

Le Conseil fédéral estimait que toutes ces mesures pouvaient être prévues par la future loi sur le blé sans qu'il soit nécessaire d'introduire une disposition expresse s'y rapportant dans l'article 23bis de la Constitution. La commission a estimé, au contraire, qu'il était préférable de proclamer clairement l'intention du législateur de prendre des dispositions particulières en faveur de ces régions où les conditions de production et de vie sont plus difficiles qu'en plaine.

La couverture des dépenses. «A ces fins, la Confédération peut accorder des allocations et percevoir des contributions pour couvrir une partie des dépenses occasionnées par le ravitaillement en blé.»

Jusqu'ici, les frais du régime du blé ont été couverts partiellement à l'aide des recettes du droit de statistique et du droit de douane sur le blé, relevé de 60 ct. à 3 fr. par quintal à partir de 1938. Chacun de ces deux droits rapporte environ 10 millions de francs par an à la Confédération. Ces recettes ne figurent pas dans les comptes de l'administration des blés.

Les «allocations» que la Confédération pourra accorder seront précisées dans la future loi sur le blé. Il s'agira notamment des dépenses supportées par la Confédération pour la réduction du prix de vente du blé indigène, d'allocations destinées à réduire le prix de certaines sortes de pain, de la prime de mouture versée aux producteurs gardant du blé pour leurs besoins, de subventions pour la sélection des semences, de subsides en faveur des moulins de montagne, d'allocations aux petits et moyens moulins en vue d'assurer la péréquation de la marge de mouture, etc. Ces allocations proviendront des recettes générales de la Confédération et des contribu-

tions prélevées en vertu du troisième alinéa. Ces contributions, dont la nature et les modalités seront également réglementées par la future loi sur le blé, ne pourront couvrir qu'une partie des dépenses et seront affectées à un but déterminé (par exemple, taxe sur la farine blanche affectée à la réduction du prix du pain, taxe de magasinage prélevée sur le blé indigène et étranger et destinée à couvrir les frais de la réserve fédérale, taxe grevant les meuniers pour assurer l'égalisation partielle de la marge de mouture ou prélevée dans le cadre de la réglementation des ventes de farine).

La commission a approuvé le texte du Conseil fédéral. M. Müller-Gelterkinden a néanmoins proposé d'ajouter à l'alinéa 3 la disposition suivante: «Le produit du droit de statistique, de la taxe grevant la farine blanche, des droits d'entrée et d'autres contributions doit être affecté à la stabilisation du prix actuel du pain.» Cet amendement a été rejeté par 5 voix contre 4.

Dispositions d'exécution. «Les dispositions d'exécution sont édictées par voie législative; elles peuvent, au besoin, déroger à la liberté du commerce et de l'industrie.»

Cette disposition obligera la Confédération à donner aux principales prescriptions du nouveau régime du blé la forme d'une loi ou d'un arrêté fédéral soumis au referendum. Il ne ressort toutefois pas de ce texte que les Chambres devront, seules, faire usage de toutes les attributions qui leur sont dévolues et il est normal que la future loi délègue certaines compétences au Conseil fédéral.

La commission a estimé qu'il importait de préciser les cas dans lesquels les dispositions d'exécution pourraient déroger à la liberté du commerce et de l'industrie. C'est pourquoi elle propose de remplacer le texte du Conseil fédéral (deuxième phrase) par l'amendement suivant: «Lorsque l'intérêt général le justifie, elles peuvent, au besoin, déroger à la liberté du commerce et de l'industrie.» Cette dérogation ne sera donc possible que si l'intérêt général le justifie et seulement s'il y a une réelle nécessité. Ainsi que nous l'avons déjà exposé à propos du premier alinéa, l'Etat ne pourra donc restreindre l'activité privée plus qu'il ne sera nécessaire à l'exécution des tâches que lui confèrent les deux premiers alinéas et, d'autre part, entre plusieurs mesures appropriées, il devra choisir celle qui dérogera le moins à la liberté du commerce et de l'industrie.

Les chiffres II et III, pas plus que le titre et le préambule, n'appellent d'observations de la part de la commission.

On ne saurait trop se féliciter d'une politique agricole qui tende à l'autonomie du pays. Je ne fais pas simplement allusion au temps de guerre où notre indépendance dépend certes de l'armée mais aussi de la tranquillité intérieure et du ravitaillement du peuple; je songe aussi à des phénomènes économiques qui peuvent se poser d'un moment à l'autre. Malgré l'extraordinaire et étonnante perfection de la technique, soit dans la production, soit dans les transferts, il suffit souvent d'un rien pour détraquer la machine et alors on est bien content de sentir à proximité de soi tout ce dont on a besoin. C'est un peu comme dans un soir d'orage, alors qu'on est habitué à s'éclairer et à cuisiner à l'élec-

tricité, un coup de foudre et l'on est parfois bienheureux d'avoir à sa disposition la vieille bougie ou la faculté de cuire autrement un aliment indispensable. Il y a également la crise à éviter. La monoculture a conduit notre agriculture suisse à deux doigts de la catastrophe. Il est extrêmement intéressant de pouvoir, d'une certaine façon, multiplier les secteurs de la production. Il y va aussi de la culture humaine. Si l'on ne veut pas transformer le paysan en un prolétaire agricole, groupé en masses, si l'on veut conserver le type du paysan complet qui travaille avec la nature de Dieu, il faut que, sur sa terre, il puisse avoir son bétail, ses champs, ses blés, ses arbres, qu'il ait, d'un côté, son troupeau avec ses intéressantes observations sur la vie, sur la biologie, sur la flore de son pâturage et qu'il ait, de l'autre côté également, le pain qui est la nourriture qui ne fatigue jamais, qu'il ait la charrue et le geste auguste du semeur.

**Stüssi:** Als Mitglied der Kommission lege ich Wert darauf, das umfassende Referat unseres geschätzten Herrn Kommissionspräsidenten in rechtlicher Hinsicht noch etwas zu ergänzen und zu vertiefen.

Die Getreideordnung ist in den letzten fünf Jahrzehnten wiederholt Gegenstand der eidgenössischen Gesetzgebung gewesen. Die hauptsächlichsten Probleme, welche zur Diskussion und Lösung standen, waren stets dieselben: Vermehrung des inländischen Getreidebaues, Abnahme und Verwertung des Inlandgetreides, Preisgestaltung für die inländische Erzeugung und Deckung des bezüglichen Mehrpreises, Vorratshaltung, Einfuhr von ausländischem Brotgetreide usw. Die einschlägige Gesetzgebung wechselte jeweils zwischen monopolistischen und freien Lösungen, je nachdem die Zeiten kriegerisch oder friedlich waren.

Der Abbau der staatlichen Eingriffe dauerte nach dem Ersten Weltkrieg zehn Jahre. Der Abbau nach dem Zweiten Weltkrieg wird noch mehr Jahre benötigen und voraussichtlich, im Gegensatz zum früheren Abbau, kein vollständiger sein.

Der erste Abbau der kriegsbedingten Massnahmen endete 1929 mit der Annahme des Artikels 23bis der Bundesverfassung. Er brachte unter anderem die Weidereinsetzung der privaten Wirtschaft auf dem Gebiete des Getreidehandels. Diese verfassungsmässige Ordnung vom Jahre 1929 ist im Zweiten Weltkrieg vom Bundesrat, gestützt auf die ausserordentlichen Vollmachten, verlassen und in der Nachkriegszeit durch einen befristeten Verfassungszusatz ergänzt und teilweise angeändert worden.

Die Gültigkeit dieser Übergangsordnung läuft Ende 1957 ab, so dass ohne weiteres ab diesem Zeitpunkt der bestehende Artikel 23bis der Bundesverfassung wieder zur vollen Auswirkung käme. Dies hätte unter anderem zur Folge, dass der Getreideimport des Bundes gänzlich dahinfiele und die private Wirtschaft wieder uneingeschränkt den Getreideimport tätigen könnte, wie dies der durch Artikel 31 der Bundesverfassung gewährleisteten Handels- und Gewerbefreiheit entspricht.

Der Bundesrat will nun aber diesen Weg zurück nicht vollständig gehen, aus Gründen, welche auf den Seiten 3-5 der Botschaft erwähnt sind. Er will

unter anderem dem Bund weiterhin ein Einfuhrrecht gewähren und die zentrale Stellung der Eidgenössischen Getreideverwaltung noch festigen. Dieses künftige Importrecht des Bundes ist zwar im neuen Getreideartikel nicht ausdrücklich festgesetzt. Es ergibt sich aber aus Absatz 1 desselben, welcher dem Bunde allgemein die Aufgabe überträgt, die Landesversorgung mit Brotgetreide zu sichern. In einer solchen Aufgabenzuschreibung ist nach der übereinstimmenden Rechtslehre zugleich die Kompetenz miteingeschlossen, alle Massnahmen ergreifen zu dürfen, welche zur Erfüllung der übertragenen Aufgabe erforderlich sind. Auch aus der Bestimmung des Absatzes 2: „Der Bund sorgt für genügende Vorräte an Brotgetreide“, lässt sich eine Einfuhrbefugnis des Bundes ableiten.

Über den Charakter und das Ausmass dieses Importrechtes des Bundes wird im neuen Getreideartikel nichts ausgesagt. Auch die Botschaft verschafft hierüber keine vollständige Klarheit, weil sie Widersprüche enthält und in ihren Ausführungen zwischen den beiden Polen „Unbeschränkte private Einfuhrfreiheit“ und „Staatsmonopol“ hin und her flutet. So ist es nicht zu verwundern, dass sich in den interessierten Kreisen Unruhe und Widerstand zeigt und dass daselbst nach einer Änderung oder Ergänzung der vorgeschlagenen Bestimmungen gerufen wird.

Die Kommission hat dieser Kardinalfrage der Revision volle Aufmerksamkeit geschenkt. Sie ist erst nach mehrfachen Verhandlungen und auf Grund einer vervollständigten Dokumentation und Information dazu gelangt, sich mit dem vorgeschlagenen neuen Artikel abzufinden. Über die Erwägungen, welche zu diesem Ergebnis führten, möchte ich Ihnen einige Darlegungen machen.

Gegebenerweise führt jedes staatliche Einfuhrrecht, welches neben dem Einfuhrrecht der privaten Wirtschaft besteht, zu einer Konkurrenz von Bund und Privatwirtschaft. Angesichts der Verschiedenheit der Kräfte und Tätigkeitsbedingungen kann es nicht zweifelhaft sein, dass eine solche Konkurrenz mit der Zeit zu einem tatsächlichen Monopol des Bundes führen würde, zu einer mehr oder weniger vollständigen Unterbindung der privaten Einfuhr-tätigkeit auf dem Gebiete der Getreideversorgung. Zwar ist ein rechtliches Monopol des Bundes aus dem neuen Getreideartikel nicht abzuleiten, doch würde virtuell mit dem faktischen Monopol dieselbe Wirkung erzielt. Nach der Botschaft und den Erklärungen des Bundesrates in der Kommission wird jedoch mit dem staatlichen Einfuhrrecht ein solches Ergebnis nicht angestrebt. Der Bund beabsichtigt danach nicht, allgemein die staatliche Getreide-einfuhr neben dem privaten Import zu tätigen, sondern er will sich lediglich dann einschalten, wenn der staatliche Import zur Vermeidung von Engpässen in der Brotgetreideversorgung des Landes angezeigt ist; er will auch die Auswechslung der vom Bund für Volk und Armee unterhaltenen Vorräte auf Grund eigener Einkäufe vornehmen.

Im Getreideartikel kommt diese Einschränkung des staatlichen Importrechtes allerdings nicht zum Ausdruck; auch ist das Primat der privaten Wirtschaft nirgends festgesetzt, doch wird immerhin von einer „Mitwirkung der privaten Wirtschaft“ bei der Sicherung der Landesversorgung gesprochen, was

eine beidseitige Betätigung in sich schliesst. Es besteht aber wegen der Gefahr einer konkurrenz-mässigen Auswirkung des staatlichen Einfuhrrechtes eine nicht zu übersehende Notwendigkeit, zwischen dem Importrecht des Bundes und dem der privaten Wirtschaft eine klare Grenzziehung zu treffen und durch genaue Bestimmungen die staatliche Einfuhr zu beschränken.

An sich wäre es gegeben, diese Einschränkung in der Verfassung selber zu treffen. In der Kommission ist vielfach versucht worden, diese Begrenzung des staatlichen Importrechtes allgemein zu formulieren. Die Verwaltung hat jedoch eine allgemeine Formel bekämpft und abgelehnt, weil eine solche die sehr verschiedenen Tatbestände, welche nach Ansicht der Verwaltung das Eingreifen des Bundes erfordern, nicht zu umfassen vermöge. Als solche Tatbestände, für welche das Einfuhrrecht des Bundes beansprucht wird und vorgeschlagen werden soll, wurden der Kommission schliesslich bekanntgegeben:

1. Die Erneuerung der von der Getreideverwaltung gehaltenen Vorräte an Auslandgetreide;
2. die Sicherung der Saatgutversorgung;
3. die Erhöhung der Vorräte an Auslandgetreide in unsicheren Zeiten, bei drohender Kriegsgefahr und bei Missernten im Inlande;
4. die Sicherung der Brotversorgung bei allgemeiner Knappheit oder untragbaren Preissteigerungen oder beim Eintritt solcher Verhältnisse für einzelne wichtige Sorten oder Qualitäten;
5. die Sicherung der Erfüllung von Bezugsverpflichtungen und Bezugsrechten aus internationalem Abkommen;
6. die Sicherung der Abwicklung von handelspolitisch wichtigen Brotgetreideimporten und
7. die Überwindung von die Versorgung gefährdenden Schwierigkeiten bei der Beschaffung von Frachtraum.

Es leuchtet keineswegs ein und bleibt mindestens diskutabel, dass in all den genannten Fällen der staatliche Import einzugreifen hat, doch ist die nähere Prüfung und Ausscheidung der Fälle bei der Ausführungsgesetzgebung vorzunehmen. Was aber nach diesen konkreten Angaben offensichtlich ist, das ist die Schwierigkeit, die genannten Fälle in einer allgemeinen Formel zusammenzufassen; die einzelnen Fälle sind ihrem Wesen und ihrer Bedeutung nach allzu verschieden. Eine Feststellung der einzelnen Tatbestände, bei welchen das Einfuhrrecht des Staates einsetzen kann, ist deshalb der Abgrenzung durch eine allgemeine Formel vorzuziehen.

Ist diese Feststellung im Verfassungsartikel oder im Getreidegesetz zu treffen? Beide Lösungen sind möglich. Wünschbar wäre es zweifellos, die Grenzziehung in der Verfassung selber zu treffen, doch gibt es Gründe, hievon abzusehen. Die Aufführung aller einschlägigen Tatbestände würde den Verfassungsartikel erheblich ausdehnen; andererseits könnte eine bloss stichwortartige Bezeichnung der Tatbestände im Verfassungsartikel kaum genügen. Auch handelt es sich meistens um sehr zeitbedingte Tatbestände, welche besser ausserhalb der Verfassung belassen und in der leichter revidierbaren Gesetzgebung aufgeführt werden, woselbst zudem eine eingehendere Beschreibung der staatlichen Einfuhrfälle möglich ist.

Jedenfalls ist es unbedingt erforderlich, dass die genaue Abgrenzung des staatlichen Einfuhrrechtes in der Verfassung oder im Gesetze erfolgt; denn rechtlich handelt es sich bei dieser Einfuhrfähigkeit des Bundes um Abweichungen von der verfassungsmässig garantierten Handels- und Gewerbefreiheit, um faktische Einschränkungen des Importrechtes der privaten Wirtschaft. Solche Abweichungen von der Verfassung können nicht durch die Verwaltung selber getroffen werden. Ein System der fliessenden Grenzen, wie es auf Seite 18 der Botschaft angegeben ist, schliesst sich daher von vornherein aus.

Die Berechtigung, im Getreidegesetz von der Handels- und Gewerbefreiheit abzuweichen, was unter anderem auch das Importrecht des Bundes beschlägt, wird in Absatz 4 der Vorlage festgelegt. Der Wortlaut dieses Absatzes 4 des neuen Artikels 23bis der Bundesverfassung entspricht im Kommissionsantrag dem Ingress des Absatzes 3 des Wirtschaftsartikels 31bis der Bundesverfassung. Er enthält aber abweichend keine Benennung der einschlägigen Tatbestände, aus dem nämlichen Grunde, welcher eine genaue Kompetenzausscheidung im Verfassungsartikel nicht als zweckmässig erscheinen lässt. Auf Artikel 31bis der Bundesverfassung konnte deswegen nicht abgestellt werden, weil die daselbst erwähnten Bereiche sich nicht mit den Tatbeständen decken, für welche der Bundesimport vorgesehen werden will. Es musste daher auf eine besondere Ermächtigung Bedacht genommen werden.

Es ist anzunehmen, dass mit der Einschränkung des staatlichen Importrechtes auf gewisse Fälle einem faktischen Monopol des Bundes begegnet werden kann. Es braucht aber viel Vertrauen in die Loyalität der Bundesbehörden, um einem Verfassungsartikel über die Getreideversorgung zustimmen zu können, welcher die Grenzziehung zwischen staatlichem und privatem Import nicht selber trifft. Es muss daher mit Nachdruck festgehalten werden, dass es sich beim Importrecht des Bundes nur um ein subsidiäres Recht handeln kann, welches der Landesversorgung mit Brotgetreide eine letzte Sicherung geben soll, und es muss auch darauf verwiesen werden, dass dieses Getreideimportrecht des Bundes ein singuläres Recht ist. Auf keinem anderen Gebiet der Landesversorgung, selbst wenn ebenso wichtige Interessen des Volkes und des Staates damit verknüpft sind, ist dem Bund selber ein Importrecht gewährt. Es sei zum Beispiel an die Versorgung mit flüssigen Brennstoffen verwiesen, woselbst analoge Tatbestände eintreten können, wie solche der Begründung des staatlichen Getreideimportes dienen. Diese Verschiedenheit der Behandlung muss auffallen. Der Grund zur verschiedenen Einstellung ist wohl in der Tatsache zu suchen, dass eine Eidgenössische Getreideverwaltung besteht, welche ihren gegenwärtigen Machtbereich mindestens teilweise aufrecht erhalten will.

Abschliessend sei noch bemerkt, dass der Verfassungsartikel sich auf die Absätze 1 und 4 beschränken könnte. Der Inhalt der übrigen Absätze gehört eigentlich in das Getreidegesetz. Nachdem jedoch der bisherige Artikel 23bis, allerdings wegen des eingeschränkten staatlichen Rechtes, die zulässigen Massnahmen aufgezählt hat, dürfte es schwierig sein, im neuen Getreideartikel von einer

Aufzählung der hauptsächlichlichen Massnahmen abzu- sehen, ganz abgesehen davon, dass ein ausgesprochenes Sicherungsbedürfnis der Interessenten, das im Grunde ein Vertrauensmangel ist, einem solchen Beginnen entgegenläuft.

Im Sinne dieser Darlegungen möchte ich Ihnen empfehlen, auf die Vorlage einzutreten.

**Müller-Baselland:** Die provisorische Getreideordnung, die vor etwas mehr als drei Jahren in der Volksabstimmung angenommen wurde, läuft noch bis Ende 1957. Auf diesen Zeitpunkt muss eine Verfassungsrevision vorgenommen werden, oder es tritt die Regelung der Vorkriegszeit nach Artikel 23bis vom Neujahr 1932 wieder in Kraft.

Die Verhandlungen in der Kommission zeigten, welch umfassendes und kompliziertes Geschäft die Getreideordnung ist und was für Schwierigkeiten die Erfüllung der vielseitigen Wünsche bieten. In Ihrem Rat sollten diese Lösungen keine unüberwindbaren Hindernisse darstellen, sitzt doch eine respektable Zahl anerkannter Müller in Ihren Reihen! (Heiterkeit.) Ich erwähnte die vielseitigen Wünsche; ich werde mich speziell mit denjenigen der Konsumenten befassen.

Ihre Kommission hat sich alle Mühe gegeben, dem neuen Artikel eine einwandfreie Form zu geben. Allein was nützt ein vollkommenes Gefäss, wenn der Inhalt nicht befriedigt? Wir führen seit Jahren den Kampf gegen die Teuerung. Es scheint, dass der Bund immer grössere Lasten auf die Verbraucher abwälzen will. Die Revision der Bundessteuern, unter Ausschaltung des Mitspracherechtes des Volkes ist bereits unter Dach. Für das Budget des kleinen Mannes bringt sie keine spürbare Entlastung und verschiebt die Steuerlast einseitig auf die Konsumenten.

Ein weiterer Punkt wird jetzt spruchreif: Die Revision des Getreideartikels der Bundesverfassung. Die Kosten der Preisstützung für den inländischen Getreidebau sollen auf den Brotpreis überwälzt werden.

Die Kommission hat die Anträge des Bundesrates zum Schutz der Landwirtschaft erweitert und ergänzt. Die Übernahme der Inlandgetreideernte zu produktionssichernden Preisen, die Mahlprämien an Selbstversorger wie auch die Berücksichtigung der erschwerten Produktions- und Lebensbedingungen der Bergbevölkerung werden von uns unterstützt. Wenn wir während Kriegszeiten ausserordentliche Leistungen von der Landwirtschaft verlangen, so sind wir verpflichtet, ihr auch in Friedenszeiten eine ausreichende Existenzmöglichkeit zu sichern. In Zeiten ruhiger Entwicklung muss die Landwirtschaft so gefördert werden, dass wir in Kriegszeiten auf sie bauen können.

Wohin es führt, wenn die einheimische landwirtschaftliche Produktion vernachlässigt wird, zeigt das Beispiel Englands, das sich jahrhundertlang auf die Einfuhr von Getreide aus den Kolonien verliess und sich plötzlich bei Kriegsausbruch auf eine völlig ungenügend getreideproduzierende Landwirtschaft stützen musste.

Der 1929 angenommene Artikel 23bis der Bundesverfassung enthält die Bestimmung: „Der Bund fördert den Anbau von Brotgetreide im Inland. Er übernimmt gutes mahlfähiges Inland-

getreide zu einem Preis, der den Getreidebau ermöglicht. Die Müller können verpflichtet werden, dieses Getreide auf Grundlage des Marktpreises zu übernehmen.“ Unter Marktpreis ist der Preis auf dem Weltmarkt plus Zoll und Unkosten zu verstehen, das heisst, dass der Übernahmepreis, der für das inländische Brotgetreide bezahlt wird, zu Lasten der Bundeskasse fällt und aus den allgemeinen Bundes-einnahmen zu decken ist.

In der Botschaft wird die Abgabe zum Marktpreis fallen gelassen. Die neue Fassung sagt: „Der Bund bestimmt den Verkaufspreis.“ Dadurch würde der Bundesrat das Recht erhalten, die Differenz auf den Brotpreis zu schlagen. Der Bundesrat begründet die Massnahme damit:

„Die bisherige Regelung habe sich in finanzieller Hinsicht nicht bewährt“, während wir die Auffassung haben, „für den Brotkonsumenten und die Volkswirtschaft als Ganzes habe sich diese Regelung bewährt“. Der Bundesrat sagt allerdings: „Durch das Inkrafttreten der neuen Vorlage soll am 1. Januar 1958 kein Brotpreisaufschlag verursacht werden.“ Die Voraussage gilt nur für dieses Datum. Was kommt nachher? Nach den Erklärungen von Herrn Bundesrat Streuli in der Kommission wird der Brotpreis in Zukunft nicht stabil sein.

Auch im Gesetzesentwurf, der uns vorgelegt wurde, ist von Konsumentenschutz keine Rede, wobei ich zugebe, dass der Entwurf möglicherweise ergänzt werden kann. Der Botschaft ist zu entnehmen, dass der Fiskus entlastet werden soll und dass die Getreidebausubventionen in Zukunft nicht weniger, sondern mehr kosten werden. Wer übernimmt die Differenz? Die Müller, die Bäcker? Nein! Es können nur die Brotkonsumenten belastet werden. Damit ist der in der Botschaft erwähnte Konsumentenschutz illusorisch.

Gestatten Sie mir einige Bemerkungen über das Monopol! Am 5. Dezember 1926 wurde es zu Fall gebracht, nach Ausbruch des Zweiten Weltkrieges wieder eingeführt, und hat sich bis heute bewährt. Für uns stellt sich nicht die prinzipielle Frage, ob Monopol oder freie Einfuhr, sondern allein die der Zweckmässigkeit. Was dient dem Lande besser? Hören wir einige Äusserungen über das Monopol von alt Bundesrat Schulthess. Er führte im September 1925 im Nationalrat aus:

„Der Bundesrat war und ist ja nicht Anhänger eines Monopols aus Prinzip, aber kann ein solches empfehlen, weil es in einem gegebenen Fall das beste und rationellste Mittel zur Erreichung eines erstrebenswerten Zieles ist.“

Nun muss ich Ihnen ohne weiteres zugestehen, dass dieses System, so wie es aus diesen verschiedenen Bestimmungen herauswächst-, die Vorrathaltung durch den Bund, die Notwendigkeit hierfür, auch ausländisches Getreide zu kaufen, dieses Getreide auszuwechseln, Inlandgetreide zu kaufen und es auf die Importeure zu überwälzen, und schliesslich den Handel mit Auslandgetreide zu beaufsichtigen, damit mit ihm kein Missbrauch getrieben werde – ebenfalls einen so weitgehenden Eingriff in die Handels- und Gewerbefreiheit bedeutet, und, wie auch in der Diskussion schon betont wurde, einen Eingriff darstellt, der sachlich jedenfalls von der Aufrechterhaltung des Monopols nicht sehr weit

entfernt ist, und der zweifellos einen grösseren bürokratischen Apparat erfordert als der heutige Zustand. Es geht darum, ob die Volksgemeinschaft der Schweizerischen Eidgenossenschaft so wie in der Vergangenheit auch in der Gegenwart es wagen dürfe, die Getreideversorgung des Landes aus eigener Kraft, unter Ausschluss des privaten Handels und zur gleichen Zeit im Interesse der Inlandproduktion und damit der Sicherstellung der Brotgetreideversorgung des Landes zu übernehmen oder ob Sie diese Versorgung vernachlässigen, dem Zufall preisgeben und dem Getreidehandel im Nutzen meist fremder Handelsfirmen überlassen wollen. Ich stehe der Industrie und dem Handel auch nicht gleichgültig gegenüber, und ich habe in meiner langen Tätigkeit viel Gelegenheit gehabt, mit diesen Kreisen zu verkehren. Ist nun diese Frage, ob die Eidgenossenschaft das Brotgetreide miteinander einkaufen soll, wirklich diesen grossen, vermeintlich prinzipiellen, ich sage doktrinären Streit wert, der darum geführt wird? Doch hören wir, was in der Botschaft des Bundesrates von 1953, auf den Antrag des freisinnigen Chefs des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartementes, geschrieben steht zur Frage, weshalb die Getreideeinfuhr noch nicht freigegeben wurde: „Sie ist dahin zu beantworten, dass Handel und Müllerei bei allem guten Willen nicht in der Lage sind, genügend Gewähr für eine Vorrathaltung im gegenwärtigen Ausmass und für eine Weiterführung der Brotpreisbildung im bisherigen Rahmen zu bieten. Das Einfuhrmonopol soll fallen, die Kontingentierung der Mühlen dagegen bleiben.“ Die freie Marktwirtschaft ist also so gemeint, dass die Getreideeinfuhr zum Teil freigegeben wird, die Müllereien aber vor Konkurrenz geschützt werden. Von den Müllereien verdienen allerdings die Kleinkundenmühlen den besondern Schutz des Staates. Die Kontingente, mit deren Handel gewisse Unternehmen über ein respektables arbeitsloses Einkommen verfügen, müssen verschwinden. Der freie Wettbewerb ist wieder einzuführen.

Die Formulierung des „dezentralisierten Mülleigewerbes“ ist nicht nötig. Die grossen Handelsmühlen werden sich auf alle Fälle dort ansiedeln, wo sie Anschluss an die bestehenden grossen Verkehrslinien haben. Die Kundenmühlen sind traditionsgemäss in der Nähe der landwirtschaftlichen Betriebe, in Seitentälern über das ganze Land zerstreut, zu finden. In Kriegszeiten wären die grossen Handelsmühlen in ihrer Tätigkeit bald lahmgelegt, während die Kundenmühlen dank ihrer Unauffälligkeit viel weniger gefährdet sind.

Die vorgesehenen Schutzmassnahmen zur Erhaltung eines leistungsfähigen Mülleigewerbes sind zahlreich: Einfuhrzoll auf Importmehl, Bewilligungspflicht für Backmehleinfuhr, Frachtausgleich, Mahllohnausgleich, Kontingentierung und Bewilligungspflicht.

Die Kontingentierung ist, wie schon gesagt, überflüssig. Sie verhindert das Eingehen von Betrieben nicht, im Gegenteil, wenn rationell arbeitende Müllereien ihre Produktion ausdehnen wollen und zu wenig Kontingente haben, kaufen sie eine andere Mühle und legen sie still. Dieser Kontingentshandel führt zur Bildung einer Rente, einem dauernden arbeitslosen Einkommen und verteuerter Produktion. Unverständlich ist, dass die Kontingentierung

auch auf die Hartweizenmühlen und damit auf die Teigwarenfabrikation Anwendung finden soll. Hier fällt die Begründung dahin, dass den Müllern für Auflagen, die durch die Übernahme von Inlandgetreide gemacht werden, eine Gegenleistung geboten werden müsste.

So finden wir in der neuen Vorlage verschiedene Punkte, die zuungunsten der Brotkonsumenten geregelt sind. Im Verfassungsartikel wird lediglich ein allgemeiner Auftrag umschrieben. Im Gesetz werden anschliessend die Ausführungsdetails festgelegt. Um die für den Brotkonsumenten ungünstigen oder unklaren Bestimmungen zu verbessern und abzuklären, stellen wir zur Detailberatung des Verfassungsartikels Anträge. Wir haben die Aufgabe, einen Verfassungsartikel auszuarbeiten. Dieser muss, um wirksam zu werden, von der Mehrheit der Stimmenden und der Stände angenommen werden. Ob eine Vorlage, die den Brotpreis offen lässt, angenommen wird, ist fraglich. Diese Zweifel können durch klare Bestimmungen behoben werden.

Wenn der Brotpreis stabil bleiben und der Inlandgetreidebau subventioniert werden soll, muss der Bund Zuschüsse gewähren. Wo soll er diese Mittel hernehmen?

Wenn immer wieder versichert wird, es sei kein Brotpreisaufschlag vorgesehen und alle unsere Wünsche und Begehren seien im Vorschlage des Bundesrates enthalten, so bezweifle ich keineswegs den guten Glauben. Besser ist es jedoch, die Sicherungen im Verfassungsartikel zu verankern. „Ich denke mir wie viel es nützt; denn was man schwarz auf weiss besitzt, kann man getrost nach Hause tragen.“

**Schmuki:** Es entspricht der Wichtigkeit des Geschäftes und den Interessenpunkten auf der staatspolitischen, der privatwirtschaftlichen, der gewerbepolitischen, der finanzpolitischen und der sozialen Ebene, dass Ihre Kommission der zur Diskussion stehenden Vorlage eine verantwortungsbewusste Aufmerksamkeit schenkte. Zwei ausgedehnte Sitzungen der Kommission sind auch im Laufe dieser Session abgehalten worden. Ich sage dies zuhanden der Herren Berichtersteller der Presse, welche ihre kritische Sonde angesetzt haben über die kurzen Sitzungen und die vermeintliche Sinekure der Ständevertreter. Auch andere Kommissionen haben Sitzungen abgehalten, um die Zeit auszufüllen, nicht zum Vergnügen, sondern eben wiederum im Bewusstsein ihrer Verantwortung. Beispielsweise hat die Finanzkommission zwei lange Sitzungen gehabt. Andere Kommissionen haben auch während der Session getagt.

Bei der Prüfung der sich stellenden Fragen verursachte es einige Mühe, zu erkennen, wie dies Kollege Stüssi bereits ausgeführt hat, ob der Bund sich das Einfuhrmonopol auch künftig reservieren will oder ob das Recht der freien Einfuhr dem privaten Handel wieder zuerkannt werden soll, eventuell in welchem Umfange und unter welchen Bedingungen. Es handelt sich um eine grundlegende Frage, die auch heute, trotz intensiven Mühen und gutem Willen, einer weiteren Klarstellung bedarf, auch wenn durch eine gemischte privatrechtlich-staatliche Lösung das Einfuhrproblem gelöst werden will.

Es ist das Verdienst unseres Kollegen Stüssi, in der Kommission den Versuch zur Klärung und Grenzziehung unternommen zu haben.

Herr Stüssi hat bereits einen kursorischen, historischen Rückblick auf die Getreidegesetzgebung geworfen. Ich glaube, dieser Vorgänge müssen wir uns auch heute wiederum bewusst werden. Nach erfolglosen Vorstössen in der Richtung des staatlichen Monopols ist im Jahre 1929 der auch heute noch geltende Artikel 23bis der Bundesverfassung eingegliedert worden, der mit Ausnahme des Backmehls eine monopolfreie Lösung vorsah.

Die kriegswirtschaftlichen Bestimmungen brachten wie auf anderen Wirtschaftsgebieten eine Reihe notrechtlicher Erlasse mit Monopolcharakter, welche durch den Abbaubeschluss von 1952 hinfällig wurden. Mit Rücksicht auf die damaligen Zeitverhältnisse wurde 1952 ein bis Ende 1957 befristeter Verfassungszusatz geschaffen. Dessen Ausführungsbeschluss vom Jahre 1953 sieht in Artikel 46 den stufenweisen Abbau der vorgesehenen Massnahmen vor, der Massnahmen, die nach allgemeiner Auffassung nur transitorische Gültigkeit haben sollten. Der Artikel 46 dieses Ausführungsbeschlusses zum Verfassungszusatz von 1952 lautet: „Der Bundesrat hat die in diesem Beschluss vorgesehenen Massnahmen stufenweise abzubauen, soweit sie nicht in das revidierte Getreidegesetz aufgenommen werden und insofern die wirtschaftliche Lage diesen Abbau erlaubt.“ Wenn ein solcher Abbau ausgeblieben ist, muss bei der Neuordnung genau abgeklärt werden, ob eine monopolistische Lösung, ganz oder teilweise, zwingend nötig ist und wie eine solche Lösung begründet werden kann. Über eine allfällige Grenzziehung soll schon auf der Verfassungsstufe Klarheit geschaffen werden. Die redaktionellen Änderungsvorschläge der Kommission – sie haben verschiedene Wandlungen durchgemacht – versuchen dieser Forderung Rechnung zu tragen. Es wird Aufgabe der heutigen Verhandlung sein, über diese grundsätzliche Frage der Grenzziehung zuhanden der künftigen Ausführungsgesetzgebung weitere Abklärungen zu bringen. Auch in Absatz 4 der Vorlage, welche von den Ausführungsvorschriften spricht, ist ausdrücklich festgelegt, dass ein Abweichen von der Handels- und Gewerbe-freiheit nur zulässig sei, wenn das Gesamtinteresse es rechtfertigt. Diese Überlegung und diese Feststellung hat auch ihre Gültigkeit für Absatz 1.

Die Vorlage enthält eine Reihe von weiteren Fragen (sie sind zum Teil schon angetönt worden), die nicht bestritten sind, beispielsweise die Förderung des Anbaues von gutem Brotgetreide und die Übernahme des mahlfähigen Inlandgetreides.

Was die Preisfestlegung anbetrifft, die nach der Fassung des Bundesrates den Anbau „ermöglichen“ soll, oder die Fassung der Kommission, die sagt, „zu produktionssichernden Preisen“, handelt es sich mehr um einen Unterschied redaktioneller Art. Materiell haben in der Kommission nach dieser Richtung keinerlei Differenzen bestanden. Die Schutzbestimmungen für die Berggebiete sind wiederum aufgenommen worden, ähnlich wie das im bisherigen Artikel 23bis der Fall war. Das geschah mehr aus psychologischen Gründen, aber auch in Rücksicht auf die Notwendigkeit und Begründetheit einer solchen Bestimmung. Wir haben auch eine

Schutzbestimmung für das Müllereigewerbe, das heisst eine Schutzbestimmung für ein leistungsfähiges, dezentralisiertes Müllereigewerbe im Interesse der Landesversorgung vorgesehen, und wenn nach dieser Richtung ein Gegenantrag von Herrn Kollege Müller gestellt ist, so ist doch zu berücksichtigen, dass die heutigen Müllereibetriebe nur etwa 50% ihrer Kapazität ausnützen können und dass diese Bestimmung einen loyalen Wettbewerb, nicht aber eine ruinöse Konkurrenz fördern soll. Ebenso ist die Wahrung der Interessen der Konsumenten im Schosse der Kommission nicht bestritten worden. Wenn soeben gesagt worden ist, dass die Kosten der Brotgetreideversorgung auf die Verbraucher abgewälzt werden, so ist billigerweise in Betracht zu ziehen, dass die Bundeskasse im Jahre 1954 mit 67,1 Millionen Franken belastet war und dass sich die Gesamtkosten, inklusive Verwaltung, Vorratshaltung usw. auf etwa 80 Millionen Franken zu Lasten des Bundes belaufen sollen. Ich verweise auf die Ausführungen auf Seite 36 und 37 der Botschaft.

Noch eine kurze Bemerkung nach der Richtung der finanziellen Deckung. Der Bund hat praktisch die Auslagen für die Getreideversorgung des Landes zu seinen Lasten zu übernehmen. Es stehen ihm allerdings eine Reihe von Finanzquellen zur Verfügung. Ich erwähne den erhöhten Brotgetreidezoll (Botschaft, Seite 37) mit einer Einnahme von etwa 10 Millionen Franken, die Weismehl- und die statistische Gebühr für die Einfuhr von Backmehl und die statistische Gebühr, welche auch im Verfassungsartikel 23bis verankert ist, welche Einnahmequelle aber in der neuen Verfassungsvorlage nicht mehr vorgesehen ist. Ich wäre dem Vertreter des Bundesrates, Herrn Bundesrat Streuli, zu Dank verpflichtet, wenn er den Verzicht auf diese Einnahme noch etwas näher begründen würde. Wie gesagt, sie war bis anhin verfassungsrechtlich verankert, hat sie doch etwa 10 Millionen Franken eingebracht. Ich könnte mich mit der Weglassung bzw. dem Verzicht wohl einverstanden erklären, wenn diese Abgabe künftig in die allgemeine Bundeskasse fliessen würde. Diese statistische Gebühr ist seinerzeit zur Sicherung bzw. Finanzierung der Brotgetreideordnung zweckgebunden in die Verfassung aufgenommen worden.

Ich beantrage Ihnen Eintreten auf die Vorlage.

**Stöckli:** Die bisher bewährte Getreideordnung scheint zweckmässig und allgemein anerkannt zu sein, so dass wir Grund haben, sie möglichst weitgehend beizubehalten. Die Konsumenten – und das sind im Grunde genommen ja alle –, die Produzenten, die Müller und Bäcker oder sagen wir die Hauptinteressenten, sind mit der Getreideordnung, wie sie bisher gehandhabt worden ist, im allgemeinen zufrieden. Die Getreideimporteure wünschen, wie das für uns absolut verständlich ist, für den Einkauf und die Einfuhr von Getreide eine freiere Lösung, ein Begehren, dem nunmehr in der vorgesehenen Fassung von Absatz 1 des Verfassungsartikels Rechnung getragen ist. Die Müller und die Bäcker möchten die Mitwirkung des Bundes nicht ausgeschaltet wissen. Die Stellung des Migrosgenossenschafts-Bundes gegen die bisherige Ordnung verwundert nicht, da sein Expansionsdrang nur zu gut bekannt ist.

Die Versorgung unseres Landes mit Brot, des wichtigsten und notwendigsten Lebensmittels, war immer ein Problem und wird es auch bleiben. Eine Sicherung der Versorgung des Landes mit Brotgetreide werden wir solange notwendig haben, als es nicht möglich wird, den Bedarf aus dem Inlandgetreidebau zu decken. Das wird bei dem ständigen Anwachsen unserer Bevölkerung und dem unaufhaltsamen Schwinden von Kulturland auch nie möglich werden. Missernten und gestörte Zufuhren aus dem Ausland können uns in heikle Situationen bringen. Die Mitwirkung des Bundes bei der Sicherung der Brotversorgung unseres Landes ergibt sich ganz naturgemäss. Wer sonst sollte oder wollte die Verantwortung übernehmen? Die Auffassung einer kantonalen Handelskammer über das Bodenrecht dürfte auch für die Getreideordnung zutreffend sein. Man darf die Dinge nicht einfach gehen lassen. Es entspricht doch dem ganzen Aufbau unseres Rechtsstaates, dass die Freiheit, der das Primat gehört, nur im Rahmen einer vernünftigen Rechtsordnung segensreich wird. Zur Erreichung des gesteckten Zieles ist erstes Erfordernis, den Inlandsgetreidebau zu fördern, so zu fördern, dass dessen Ertrag möglichst weitgehend unseren Bedarf zu decken vermag. Dafür, aber auch für die Übernahme des Inlandgetreides, für dessen Preisfestsetzung und Verteilung, haben wir die Mitwirkung des Bundes notwendig; aber auch für die Ordnung der Einfuhr von Auslandgetreide und die nötige Vorratshaltung. Es werden Zuschüsse aus den Bundesgeldern nötig sein. Schliesslich ist der Bund die geeignete Instanz zur Wahrung der Interessen der Konsumenten und für die Erhaltung einer leistungsfähigen, über das ganze Land verteilten Müllerei.

Es gab eine Zeit, da die Getreideanbaufläche in unserem Lande ebenso gross, sogar noch grösser war, als sie zurzeit ist. Sie musste so gross sein in einer Zeit, da Verkehrswege und Verkehrsmittel fehlten, wenn sie den Bedarf an unserem Hauptnahrungsmittel aus dem Ertrag des eigenen Bodens nur einigermaßen decken sollte. Mit der Möglichkeit, Auslandgetreide einzuführen, ist der Weizenpreis von 35 Franken in den siebziger Jahren des letzten Jahrhunderts auf 14 Franken im Jahre 1912 gefallen. Damit ging ganz naturgemäss die Getreideanbaufläche in unserem Lande stark zurück. Die gesamte Ackerbaufläche ist von 300 000 Hektaren auf 100 000 Hektaren zurückgegangen. So kann man sich die Anstrengungen der Landwirtschaft im Ersten Weltkrieg vorstellen, als es galt, die Anbaufläche mindestens zu verdoppeln. Im letzten Krieg ist die Brotgetreidefläche auf rund 134 000 Hektaren angestiegen. Es war 1943 und 1944 möglich, das benötigte Brotgetreide zu etwa 60% durch die inländische Produktion aufzubringen. Das Begehren der Landwirtschaft auf Übernahme des Brotgetreides zu produktionssichernden Preisen hat die Frage ausgelöst, ob denn die Landwirtschaft mit den bisher bezahlten Preisen nicht zufrieden sei. Wir haben anerkannt, dass die Art der Brotgetreideübernahme zu bestimmter Zeit auf einer Bahnstation oder direkt in der Mühle befriedigt und dass im allgemeinen die einheitliche Bewertung durch eine neutrale Kommission ebenfalls befriedigt. Wenn damit die Ausdehnung des inländischen Getreidebaus angeregt wird, ist viel erreicht. Man soll aber

nicht glauben, die in den letzten Jahren eingetretene Vermehrung der Anbaufläche sei auf den Preis oder sogar einseitig auf den Preis zurückzuführen. Bei näherer Prüfung ist festzustellen, dass der Anbau von Weizen stark zugenommen, der Anbau von Korn aber abgenommen hat. Das ist darauf zurückzuführen, dass wir in der Technik des Getreidebaus Fortschritte gemacht haben, dass es uns gelungen ist, die standfeste Weizensorte Probus zu züchten, die zufolge der Standfestigkeit sichere Erträge liefert und deshalb stark vermehrt angebaut wird.

Der Bund trifft Massnahmen zur Erhaltung eines leistungsfähigen dezentralisierten Müllereigewerbes. Die Kundenmühlen, auch Bauernmühlen genannt, sind auf das ganze Gebiet des Getreideanbaus verteilt, das, weil diese von jeher berufen waren, das Selbstversorgergetreide zu vermahlen. Der Standort dieser Bauernmühlen war gegeben in der Regel am Oberlauf eines Baches, an der Peripherie des Dorfes, abseits vom grossen Verkehr, wo ein gewisses Gefälle des Wassers die Anlage eines Wasserrades ermöglichte. Der Sprechende entstammt einer solchen Bauernmühle mit Bäckerei und Landwirtschaft. Er hat die Wandlungen der Zeit miterlebt. Es sind kleine Mühlen, die, zu einem Verband zusammengeschlossen, einen gewissen Schutz geniessen, ohne den ihre Existenz gefährdet wäre. Es stellt sich auch hier das gleiche Problem wie beim Familienschutz: Der Schwache bedarf des Schutzes. So erinnere ich mich noch ganz gut an die Zeit, da noch keine schützenden Bestimmungen zu Recht bestanden. Ich erinnere mich an ein Inserat von Handelsmühlen in der Lokalpresse einer Landgemeinde mit ungefähr folgendem Inhalt: „Wir (die Handelsmühlen) nehmen Selbstversorgergetreide zur Vermahlung entgegen und werden Posten jeder Grösse abholen und zurückbringen.“

Die Kontingentierung und der Frachtausgleich, zu dem es wiederum der Mitwirkung des Bundes bedarf, hat verhindert, dass sich die Handelsmühlen auf dem Platze Basel und Umgebung konzentrieren. Bei der heutigen Wirtschaftskonjunktur mit Vollbeschäftigung machen nun Müllerei und Bäckerei eine Ausnahme. Die Kapazität der Mühlen ist nicht wesentlich über 50% ausgenutzt. Ohne Getreideordnung und ohne Kontingentierung würde eine grosse Zahl von Mühlen eingehen. Die Kleinmühlen, die zufolge ihres Standortes am ehesten in der Lage wären, den erstrebten Ausgleich zu schaffen, würden verschwinden. Das Verhältnis innerhalb des Müllereigewerbes, auch zwischen Handels- und Kundenmühlen, hat sich verbessert. Was heute noch zu Auseinandersetzungen Anlass gibt, sind die Kontingenzuteilung und die Kontingenzübertragungen respektive der Aufkauf von Kontingenzansprüchen. Die Kontingenzuteilungen richten sich insbesondere gegen die Tendenzen eines Genossenschaftsverbandes. Unbefriedigend ist die Möglichkeit des Aufkaufes von Kontingenzansprüchen. Sie bringt Kleinmühlen zum Verschwinden, was unterbunden werden soll. Im übrigen aber zeichnet sich ein friedliches Nebeneinanderleben ab. Es ist dieser Friede entschieden von Bedeutung, nachdem feststeht, dass die Leistungsfähigkeit der Mühlen nur zu ungefähr 50% ausgenutzt werden kann. Da besteht meines Erachtens kein Grund, die sorgende, den Frieden aufrecht erhaltende Mutter

Helvetia auszuschalten oder deren Wirken in dieser Richtung auch nur zu schmälern. Die Getreideordnung, die Brotversorgung und -verteilung, wenn sie im Interesse von Land und Volk funktionieren soll, muss von einer Warte, von einer Stelle aus überblickt und gelenkt werden, die selbst keine Geschäftsgewinne machen soll, die aber die Verantwortung für ein einwandfreies Funktionieren zu tragen hat. Die Getreideordnung hat, so wie wir die Sache beurteilen können, ihre Aufgabe gut gelöst. Wir dürfen Vertrauen in diesen Verwaltungszweig haben.

Es ist in den Kommissionssitzungen gesagt worden, dass die bisherige Getreideordnung insbesondere zum Schutz der Konsumenten beibehalten werden müsse. Gewiss würde das Fehlen von Brot in Notzeiten und in Zeiten ungenügender oder gestörter Zufuhr eine schwere Beunruhigung im ganzen Volk zur Folge haben. Wir haben während der beiden Weltkriege, da Kartoffeln, Reis und Mais zusammen mit Mehl verbacken werden mussten, erfahren, dass Brot neben Milch das unentbehrlichste Lebensmittel ist und dass es weitgehend Aufgabe des Bundes sein muss, die Versorgung des Landes mit Getreide sicherzustellen.

• Zu Unrecht wird in der Presse immer wieder in Zusammenhang mit der Getreideordnung von einem Monopol des Bundes gesprochen. Die Bezeichnung Monopol ist nicht zutreffend. Der Bund muss sich wohl das Recht vorbehalten, mindestens für die Auswechslung der bundeseigenen Vorräte an Auslandgetreide und zur Aufrechterhaltung des Kontaktes mit den Weltmärkten direkt einkaufen zu können. Er wird das nur so weit tun, als es dem Privathandel nicht möglich wird und eine Preissteigerung verhindert werden muss. Der bisherige Verfassungsartikel hat den Bund ausdrücklich verpflichtet, der besondern Situation in den Gebirgsgegenden Rechnung zu tragen. Der Bundesrat wollte eine solche Bestimmung im Verfassungsartikel fallen lassen, aber diesen Grundsatz im Gesetz verankern.

Die Kommission hält dagegen dafür, dass die besondere Rücksichtnahme auf die Gebirgsgegenden in folgender Fassung schon in den Verfassungsartikel aufgenommen werden müsse:

„Den erschwerten Produktions- und Lebensbedingungen in Gebirgsgegenden ist Rechnung zu tragen.“

Die Redaktion des Verfassungsartikels hat die Kommission wiederholt beschäftigt. Das Hauptinteresse konzentrierte sich auf die Lösung der Frage: Wie weitgehend soll der Bund zum Einkauf von Auslandsgetreide berechtigt sein? Ein Abbau der staatlichen Intervention liegt im Zuge der Zeit. Es ist von der Getreideverwaltung auch ausdrücklich zugestanden worden. Eine klare Ausscheidung der staatlichen Einfuhrfähigkeit ist erwünscht und könnte allgemein beruhigend wirken. Dass eine Aufteilung der Einkaufstätigkeit von Auslandsgetreide oder sogar der Einfuhrmenge nicht im Verfassungsartikel verankert werden kann, stund von allem Anfang an fest. Wie weit das im Gesetz möglich werden wird, bleibt abzuwarten.

Das bäuerliche Schwergewicht in der Kommission, es ist auch als Übergewicht bezeichnet worden, hat nicht so verheerend gewirkt, wie befürchtet

worden ist. Soweit eine Konzession für den Ankauf und die Einfuhr von Brotgetreide an die Privatwirtschaft, an den Privathandel gemacht werden kann, die im allgemeinen Interesse liegt, haben wir drei Landwirte in der Kommission keinen Grund, uns zu widersetzen. Die Getreideverwaltung hat ausdrücklich Zugeständnisse gemacht. Wir hegen nur die Hoffnung, dass diese sich in der Praxis durchführen lassen.

Ich beantrage Eintreten auf die Vorlage und empfehle Ihnen den Antrag der Mehrheit der Kommission.

**Spühler:** Es entspricht guter schweizerischer Art, bestehende Gesetze nur zu revidieren, wenn sie sich nicht bewähren oder veränderten Verhältnissen nicht mehr entsprechen. Im vorliegenden Fall: Beklagen sich die Konsumenten über unsere Brotversorgung, über den Preis oder die Qualität des Brotes? Sind die Bauern unzufrieden mit der geltenden Getreideordnung und geht deshalb etwa der Getreideanbau zurück? Wer möchte diese Fragen mit gutem Gewissen bejahen? Ich glaube niemand in diesem Saale. Warum hat denn der Bundesrat dem Parlament eine Vorlage unterbreitet, die im Wesentlichen von der gegenwärtigen bewährten Ordnung abweicht? Seitens des Bundesrates wird man diese Abweichungen vielleicht bagatellisieren. Ich gebe zu, dass sie dem unkritischen Leser nicht in die Augen springen. Denn die zur Beratung stehende Gesetzgebungsmaterie ist nicht einfach, sondern sehr kompliziert. Die Botschaft ist auch bestrebt, die vorgeschlagenen Änderungen als unbedeutend hinzustellen und durch unpräzise und beschönigende Formulierungen zu verharmlosen. Ich gestatte mir die Bemerkung, dass ich die Klarheit und Eindeutigkeit der Aussage, die wir sonst vom Chef des Finanzdepartementes gewohnt sind, hier in der Botschaft verschiedentlich vermisste.

Wer aber durch die Unklarheiten und Widersprüche des Textes der Botschaft auf den Grund der künftigen Getreideordnung hindurchblickt, dem fallen drei entscheidende Punkte auf, die die Vorlage für die Masse der Konsumenten als unannehmbar erscheinen lassen: 1. Die Abschaffung des Einfuhrmonopols für Brotgetreide zum Vorteil des privaten Getreidehandels, 2. die Aufrechterhaltung der Kontingentierung der Mühlen zum Nachteil einer rationell betriebenen Müllerei, und 3. die Überwälzung der finanziellen Lasten des inländischen Getreidebaues auf den Brotpreis, zum unmittelbaren Nachteil der Konsumenten.

Wenn der Bundesrat das Einfuhrmonopol, das nun 16 Jahre zur vollen Zufriedenheit des Schweizervolkes bestanden hat, aufheben will, so hätte man erwarten dürfen, dass er dafür schwerwiegende oder zum mindesten einleuchtende Gründe anführen würde. Ich habe vergeblich in der Botschaft nach einer Begründung gesucht. Mit einem Hinweis auf frühere Botschaften verknüpft der Bundesrat die verlegene wirkende Bemerkung, es könne darauf verzichtet werden, bereits Gesagtes zu wiederholen (Seite 17 der Botschaft). So sind wir denn gezwungen, dem Rate des Bundesrates folgend, die Botschaft vom 10. Februar 1953 betreffend die Brotgetreideversorgung des Landes zu Rate zu ziehen, um die Gründe für die Aufhebung der zentralisierten Ein-

fuhr kennen zu lernen. Diese Botschaft ist aber nichts anderes als eine sachliche und überzeugend wirkende Darlegung der Überlegenheit des Einfuhrmonopols über die monopolfreie Lösung der Getreideversorgung. Ich verweise ganz besonders auf die Seiten 11–14 jener Botschaft. Die Argumente, die der Bundesrat von 1953 dort angeführt hat, müssen als eine sehr kritische Stellungnahme zu den Vorschlägen des Bundesrates von 1956 erscheinen. Ohne auf Einzelheiten eingehen zu wollen, möchte ich hier lediglich die Schlussfolgerung, die der Bundesrat 1953 gezogen hat, zitieren:

„Es stellt sich nun die Frage, warum der Bundesrat die Einfuhr heute noch nicht freigegeben hat, obschon die Marktlage dies eigentlich als selbstverständlich erscheinen lässt. Diese Frage bildet nicht nur das Kardinalproblem der ganzen Vorlage, sondern auch den Gegenstand eingehender Erörterungen zwischen Getreideverwaltung und beteiligten Wirtschaftskreisen. Sie ist dahin zu beantworten, dass Handel und Müllerei bei allem guten Willen nicht in der Lage sind, genügend Gewähr für eine Vorratshaltung im gegenwärtigen Ausmass und für eine Weiterführung der Brotpreisbildung im bisherigen Rahmen zu bieten.“

Wenn diese Behauptung, mit der der Bundesrat die Beibehaltung der zentralisierten Einfuhr begründete, heute, also bloss drei Jahre später, nicht mehr stimmt, so darf man erwarten, dass der Bundesrat dafür den Beweis antritt. Ich bedaure, erneut feststellen zu müssen, dass nicht einmal der Versuch einer Beweisführung unternommen wird. Der Bundesrat geht einfach von der Prämisse aus: Es ist nicht Sache des Staates, Getreide und Mehl einzuführen, das ist vielmehr dem privaten Handel zu überlassen. Der Bundesrat stellt sich damit auf den Boden einer Ideologie und nicht auf den der zweckmässigsten Ordnung einer nationalen Angelegenheit. Meines Erachtens geht es aber nicht um eine Prinzipienfrage, sondern um eine Frage der Zweckmässigkeit. Es scheint wieder einmal, als ob die Gefühle des Antietatismus die besseren Argumente der Vernunft erdrücken sollten. Und es macht allen Anschein, dass der Bundesrat müde geworden ist und dem jahrelangen Drängen des Getreidehandels nach grösserer geschäftlicher Tätigkeit und mehr Gewinnmöglichkeiten nachgeben will. Niemand wird aber behaupten können, dass die Landesversorgung durch den freien Handel besser gewährleistet wäre als durch das staatliche Importmonopol, muss doch jedesmal, wenn die Zufuhren gefährdet sind, der Staat einspringen. Der Nachweis ist aber auch ausserhalb der Kriegsjahre geleistet worden, dass eine zentrale Stelle, die über den gesamten Importbedarf disponieren kann, zweckmässiger und vorteilhafter einkauft, als eine Vielzahl von Händlern. Der Bundesrat hat früher selber erklärt, dass beim zentralen Einkauf durch die Verteilung der Käufe auf das ganze Jahr auch die Marktschwankungen einigermaßen ausgeglichen werden und eine Stabilisierung des Brotpreises eher gewährleistet sei. Auch handelspolitisch hat die Zusammenfassung der Einfuhr in der Hand des Staates unbestreitbar grosse Vorteile. Über diese Waffe werden wir in unseren handelspolitischen Auseinandersetzungen mit andern Ländern inskünftig nicht mehr verfügen. Der Bundesrat unterstreicht diesen Umstand, indem er

sagt: „Hingegen schafft, das sei hier ausdrücklich erwähnt, der neue Verfassungsartikel keine Grundlage für eine handelspolitische Auswertung der Brotgetreideeinfuhr.“

Aber auch in bezug auf die Vorratshaltung scheint der Bundesrat der privaten Wirtschaft teilweise das Feld überlassen zu wollen. Auf Seite 15 der Botschaft wird ausgeführt, dass der Bund inskünftig nur noch verpflichtet sein soll, für genügende Vorräte an Brotgetreide zu sorgen, hingegen wird ihm in bezug auf die Art der Lagerhaltung weitgehend freie Hand gelassen. Die Bundesbehörden haben die Möglichkeit, die erforderlichen Vorräte entweder selbst anzulegen oder durch Dritte anlegen zu lassen. „Es hat mich peinlich berührt, in der Botschaft lesen zu müssen, dass der Vorort des Handels- und Industrievereins sowie die Getreidebörsen Zürich und Bern verlangt haben, der Bund solle sich mit der Vorratshaltung an Auslandgetreide überhaupt nicht mehr befassen. Wenn man weiss, wie ausgezeichnet die Vorratshaltung des Bundes funktioniert und unser Volk in den Kriegsjahren vor Hunger bewahrt hat, so zeugt es von wenig Verantwortung der Kreise des Handels, wenn man diesen Pfeiler der wirtschaftlichen Landesverteidigung zertrümmern will, nur weil man darin eine weitere private Gewinnmöglichkeit erblickt. Der Bundesrat darf der Zustimmung der Öffentlichkeit gewiss sein, wenn er sich gegen solche Ansinnen wehrt. Seine Position, will mir scheinen, wäre aber stärker gewesen, wenn er auch nicht den kleinen Finger hingehalten hätte. Die bisherige bundesrechtliche Konzeption, „Vorratshaltung an Brotgetreide durch das Gemeinwesen, nicht durch den Privaten“, hat sich in den schwierigen Jahren des Ersten und besonders des Zweiten Weltkrieges glänzend bewährt. Es ist sicher kein Zufall, dass die Anlegung und der Unterhalt von Brotgetreidevorräten in der Eidgenossenschaft schon seit Jahrhunderten Sache der Behörden gewesen ist, wie auch der Berichterstatter der Kommission in seinem Referat ja erklärt hat. Die Gründe, die auch heute noch unvermindert für die Anlegung von Vorräten durch den Bund selber sprechen, sind in der mehrfach erwähnten Botschaft vom 10. Februar 1953 überzeugend dargelegt. Es ist deshalb nicht verständlich, dass die einfache und klare Verpflichtung des bisherigen Artikels 23bis („Der Bund unterhält die zur Sicherung der Versorgung des Landes nötigen Vorräte von Brotgetreide“) ersetzt werden soll durch die einschränkende und allen möglichen Interpretationen Tür und Tor öffnende Bestimmung: „Er sorgt für genügende Vorräte an Brotgetreide.“

Wenn der Bundesrat das staatliche Einfuhrmonopol aufheben und die Freiheit der privaten Einfuhr von Brotgetreide wieder herstellen will, so hätte man erwarten sollen, dass er auch die Kontingentierung der Mühlen aufgeben würde, dies um so mehr, als diese in den paar monopolfreien Jahren vor dem Kriege nicht bestand. Der Bundesrat ist aber auch den Müllern gegenüber schwach geworden. Er schlägt die Beibehaltung der im Kriege eingeführten Kontingentierung und ihre verfassungsmässige Verewigung vor. Bei der Einfuhr soll also durch Beseitigung des Monopols des Bundes die wirtschaftliche Freiheit wieder hergestellt werden, die Müller aber sollen vor der freien Konkurrenz

durch rigorose staatliche Schutzmassnahmen bewahrt werden. Also dort, wo die freie Marktwirtschaft Gewinn verspricht, fordert man die Freiheit. Dort aber, wo die gebundene Wirtschaft höheren Gewinn gewährleistet, fordert man ein staatlich garantiertes und reguliertes Kartell. Und beide Forderungen werden im Namen der „freien Wirtschaft“ erhoben. Ich sehe darin ein Musterbeispiel für die Triebkräfte, die in der Wirtschaft unseres Landes herrschen und diese in einem sonderbaren Zwielficht erscheinen lassen. Die vorgeschlagene Verfassungsbestimmung, wonach der Bund „Massnahmen zur Erhaltung eines leistungsfähigen, dezentralisierten Müllereigewerbes“ trifft, mag harmlos erscheinen. Was aber darunter verstanden wird, ist in der Botschaft nachzulesen. Das übertrifft alle Erwartungen eines phantasiebegabten Interventionisten und Protektionisten. Ich pflücke daraus folgende Zitate heraus: „Schutz vor der ausländischen Konkurrenz“, „Verhinderung des ruinösen Wettbewerbes innerhalb der Handelsmühlen“, „Ausgleich in den Konkurrenzbedingungen zwischen Handelsmühlen mit sehr niedrigen und solchen mit überdurchschnittlich hohen Produktionskosten“, „Schutz der Krisenbetriebe gegen eine übermässige Konkurrenzierung seitens der wirtschaftlich bevorteilten Mühlen“. Dass angesichts eines solchen Kataloges von Schutzmassnahmen in der Botschaft behauptet werden kann, es gehe „keineswegs um die Schaffung von Privilegien, sondern einfach um die Sicherung der Existenz jener Betriebe, welche wir für den Vollzug der Getreidegesetzgebung benötigen“, ist mir schlechthin unerfindlich.

Ich bestreite selbstverständlich nicht, dass die einheimische Müllerei erhalten und über das ganze Land verteilt sein muss und dass die Kundenmüllerei für die zur Selbstversorgung verpflichteten Bauern bestehen bleiben müssen. Massnahmen, die dem Zwecke der Landesversorgung dienen, sind deshalb auch volkswirtschaftlich vertretbar; dazu gehört in erster Linie der Frachtausgleich. Massnahmen, die den gesunden Leistungswettbewerb ersticken, sind aber volkswirtschaftlich schädlich und zum Nachteil der Konsumenten. Die Kontingentierung der Mühlen ist absolut überflüssig; der Konsument und auch der Bauer haben ein Interesse an der freien Konkurrenz in der Müllerei.

Der dritte und wichtige Punkt, der mich veranlasst eine Rückweisung der Vorlage an den Bundesrat zu beantragen, ist die Überwälzung der Lasten des inländischen Getreidebaues auf den Brotpreis. Bei der Einführung der monopolfreien Regelung hat der Bund den Überpreis und die Mahlprämie, die den einheimischen Getreidebauern garantiert werden, aus der Staatskasse bezahlt. Das Versprechen, diese Kosten des einheimischen Getreideanbaues nicht über den Brotpreis auf die Konsumenten abzuwälzen, war entscheidend für die Annahme der monopolfreien Lösung der Getreideordnung. Heute, nachdem der Bund dieses Versprechen während dreissig Jahren gehalten hat, will er sich davon befreien und den Konsumenten zur wesentlichen Mittragung der Lasten des Inlandgetreidebaues heranziehen. Die Botschaft enthält zwar ein besonderes und ausführliches Kapitel über „die Wahrung der Konsumenteninteressen“. Davon ist allerdings nur in der Überschrift die Rede. Der Bundesrat sagt

unmissverständlich: „Durch den Getreidezoll, durch einen angemessenen finanziellen Beitrag an den Überpreis und an die Lagerkosten sowie, wenn nötig, durch eine Weissmehlabbgabe, soll sich inskünftig auch der Verbraucher an den Aufwendungen für die Getreideordnung beteiligen.“ Das ist deutlich genug, so deutlich, dass alle Beteuerungen, der Brotpreis werde auch nach dem Inkrafttreten des revidierten Getreidegesetzes ab 1. Januar 1958 keinen Aufschlag erfahren, völlig überflüssig sind, weil sie unglaublich erscheinen müssen. Auch der Bundesrat kann nicht hexen. Wenn er einen Teil der Kosten der inländischen Getreideordnung dem Verbraucher überbinden will, so muss eben der Brotpreis steigen. Anders geht es nicht. Dagegen aber werden sich die Konsumenten wehren.

Die Bundesversammlung hat in der letzten Session die Herabsetzung der Steuern beschlossen. Die Leute mit bescheidenen Einkommen spüren davon kaum etwas, wohl aber die Bezüger grösserer Einkommen und die Besitzer grösserer Vermögen. Und nun wollen Sie die Brotkonsumenten zur Tragung der Kosten der Getreideordnung heranziehen! Dann treffen Sie mit dieser Massnahme in erster Linie jene kleinen Existenzen, die kümmerlich durchs Leben müssen, insbesondere auch die kinderreichen Familien. Den Vertretern der Landwirtschaft möchte ich zu bedenken geben: Wenn Sie die Last des inländischen Getreidebaues auch nur teilweise auf den Konsumenten abwälzen, so vermehren Sie die Differenzen zwischen der bäuerlichen und industriellen Bevölkerung. Dann werden die Massnahmen des Agrarschutzes, die bisher schon Anlass zu gewissen Spannungen gegeben haben, um eine weitere vermehrt. Wenn die Kosten der Getreideordnung in die Kosten der Lebenshaltung übergehen, so wird das zur Folge haben, dass die Landwirtschaft dafür verantwortlich gemacht wird von vielen Leuten. Daran hat wahrhaftig niemand ein Interesse.

Im gleichen Zeitpunkt, da die Staatsrechnung 1955 mit einem Überschuss von 215 Millionen Franken abschliesst, wollen Sie einen Teil der Kosten der Inlandgetreidewirtschaft auf die Masse der Konsumenten abwälzen! Das will mir nicht in den Kopf. Nachdem die Kosten des inländischen Getreidebaues während Jahrzehnten von der Staatskasse übernommen worden sind, wollen Sie diese den Konsumenten aufbürden, und das ausgerechnet in einer Zeit, da die Lebenskosten immer noch steigende Tendenz haben. Ich kann eine solche Haltung nicht verstehen.

Herr Bundesrat Streuli hat letzte Woche bei der Beratung der Besoldungsanpassung des Bundespersonals das Gespenst der schleichenden Inflation an die Wand gemalt. Ist es da nicht unsere Pflicht, die bestehende Getreideordnung wenigstens einige Jahre noch aufrecht zu erhalten, nachdem sie sich bewährt und unserem Volke ein billiges und gutes Brot verschafft hat? Das Volk hat im Herbst 1952 gleichzeitig über die Getreideordnung und über die Verlängerung der Preiskontrolle abgestimmt. Vor zwei Wochen ist die Preiskontrolle durch Volksabstimmung verlängert worden. Warum gehen wir bei der Brotgetreideordnung nicht gleich vor? Ich bin überzeugt, sie würde mit mindestens so grosser Wucht angenommen wie die Preiskontrolle, denn die Interpretation der Abstimmung vom 23. No-

vember 1952 durch den Bundesrat gilt noch heute: „Aus dem Ergebnis der Abstimmung vom 23. November 1952 darf wohl der Schluss gezogen werden, dass das Schweizervolk in seiner grossen Mehrheit die Notwendigkeit ausreichender staatlicher Massnahmen für die Sicherstellung der Brotversorgung des Landes bejaht, die dadurch bedingten Beschränkungen der Wirtschaftsfreiheit unter den gegenwärtigen Verhältnissen als tragbar erachtet und keinen unvermittelten Abbau mit allen damit in Kauf zu nehmenden Störungen und Übergangsschwierigkeiten wünscht.“

In dem Sinne, wie nun der Bundesrat selbst seinerzeit ausgeführt hat, stelle ich den Antrag auf Rückweisung der Vorlage des Bundesrates, mit dem Auftrag, der Bundesversammlung die Verlängerung der bestehenden Ordnung um einige Jahre zu beantragen.

**Rohner:** Der Absatz 2 des vorgeschlagenen neuen Verfassungsartikels 23bis auferlegt dem Bund auch die Verpflichtung, Massnahmen „zur Erhaltung eines leistungsfähigen, dezentralisierten Müllereigewerbes“ zu treffen. Herr Kollega Müller-Baselland hat einen Abänderungsantrag zu diesem Absatz 2 gestellt, in welchem er wünscht, dass auf die Kundenmühlen Rücksicht genommen werden müsse. Ich möchte noch einen Schritt weitergehen und anregen, dass – wenn auch vielleicht nicht im Rahmen dieses Verfassungsartikels, so doch wenigstens im Rahmen der künftigen Ausführungsbestimmungen – auch den Anliegen, den schweren Sorgen und der sehr prekären Lage der Spezialmüllerei in gewissem Umfang Rechnung getragen werde.

In der bundesrätlichen Botschaft werden auf den Seiten 21 und 22 allerdings die Gründe dargelegt, weshalb die Spezialmüllerei, das heisst die nicht Brotgetreide verarbeitenden Mühlen, nicht auch des Schutzes von Artikel 23bis teilhaftig werden sollen. Wie die Botschaft zutreffend ausführt, sehen sich beispielsweise die Hafermühlen ebenfalls einer starken ausländischen Konkurrenz gegenüber. Auch für sie gilt die Lagerhaltungspflicht für die Landesversorgung; auch ihnen ist in der Mangelwirtschaft der Kriegsjahre eine bedeutende Aufgabe zugefallen, die sie mit ganzem Einsatz und grossem Erfolg zum Wohle des Landes bewältigt haben. Der Fortbestand der bestehenden Hafermühlen erscheine unter diesem Gesichtspunkte um so wichtiger, als alle Betriebe bis auf neun eingegangen seien. Trotz dieser Erwägungen kann sich aber der Bundesrat nicht zu einer Ausdehnung des Müllerschutzes auf die Spezialmüllerei entschliessen, „da deren Konsequenzen“ – wie es in der Botschaft heisst – „nicht zu erblicken wären.“ Er knüpft daran die etwas resignierte, aber nicht restlos überzeugende Erkenntnis: „Es ist nun einmal eine allgemeine, wenn auch vom grundsätzlichen Standpunkt aus zu bedauernde Erscheinung, dass der Gesetzgeber, je weiter er mit Vorschriften ins Wirtschaftsleben vordringt, desto differenziertere Unterscheidungen treffen muss, teilweise sogar innerhalb desselben Wirtschaftszweiges, was notwendigerweise zu gewissen Ungleichheiten führt...“

Ich möchte in diesem Zusammenhang an frühere Diskussionen in unserem Rate erinnern, die anläss-

lich der parlamentarischen Behandlung der Ausführungsbestimmungen zum Verfassungszusatz von 1952 über die Brotgetreideversorgung stattgefunden haben. Damals, in der Frühjahrssession 1953, ist von verschiedenen Rednern, so von unseren früheren Kollegen Egli und Wenk, auf die prekäre Lage der schweizerischen Hafermüllerei hingewiesen worden, die einen eigentlichen Zweifrontenkrieg zu führen hat: Einmal steht sie in einem harten Preis- und Leistungswettbewerb mit dem Ausland, das zufolge günstiger Beschaffungsmöglichkeiten für Rohhafer gegenüber der Schweiz im Vorteil ist und diesen Vorteil bis zu eigentlichen Dumpingexporten nach der Schweiz ausnützt. Andererseits – was noch gravierender ist – unterliegen die schweizerischen Hafermühlen auch dem Konkurrenzdruck seitens schweizerischer Hart- und Weichweizenmühlen, die neben ihrer angestammten, unter besonderem Rechtsschutz stehenden Brotgetreideverarbeitung auch die Hafermüllerei oder die Futtermittelfabrikation betreiben. Der umgekehrte Fall etwa, dass eine Hafermühle zur Brotgetreidemüllerei übergehen könnte, ist wegen der geschützten und privilegierten Stellung der Weizenmüllerei mit staatlich garantierten Kontingenten, festem Mahllohn und dem Verbot der freien Einfuhr von Mehl nicht denkbar.

Dass hier eine störende Ungleichheit oder – man darf es ruhig so nennen – eine Ungerechtigkeit zum Vorteil der Weizen- und zum Nachteil der Spezialmüllerei vorliegt, kann bestimmt nicht in Abrede gestellt werden und ist seinerzeit auch vom damaligen Chef des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartementes in der ständerätlichen Kommission zugegeben worden. Eine Abhilfe könnte nur dadurch erfolgen, dass in den künftigen Ausführungsvorschriften für die neue Brotgetreideordnung eine Bestimmung aufgenommen würde, wonach den Hart- und Weichweizenmühlen, die ja eines besonderen verfassungsrechtlichen und gesetzlichen Schutzes teilhaftig sind, die Aufnahme neuer oder die Erweiterung bestehender Nebenzweige, die mit der Brotgetreideverarbeitung nichts zu tun haben, verboten würde.

Der Einwand ist zum vornherein zu erwarten, dass weder im jetzigen Stadium der Vorbereitung eines neuen Verfassungsartikels noch bei der künftigen Ausführungsgesetzgebung Rücksichten auf die Spezialmüllerei genommen werden könnten, da lediglich die verfassungsrechtliche und gesetzliche Neuordnung der Brotgetreideversorgung zur Diskussion stehe. Ich fürchte, dass es sich hierbei eher um ein Scheinargument handle. Es geht ja nicht darum, in den Verfassungsartikel oder in den Ausführungserlass über die Brotgetreideordnung wesensfremde Bestimmungen zum Schutze der Spezialmüllerei aufzunehmen. Es geht vielmehr darum, die Expansion und das massive Eindringen der Weizenmüllerei, die sich in einer weitgehend gesicherten und privilegierten Position befindet, in andere Bereiche, in die Lebenssphäre anderer, nicht geschützter Zweige des Müllereigewerbes und der Futtermittelfabrikation zu verhindern, weil dies einer Verfälschung der wirtschaftlichen Wettbewerbsbedingungen gleichkommen müsste. Ich wiederhole: Es geht nicht um eine Ausdehnung von staatlichen Schutzmassnahmen, die der Weizenmüllerei vorbehalten sind, auf andere Zweige des

Müllereigewerbes, sondern im Gegenteil um eine Abgrenzung und Beschränkung des geschützten Tätigkeitsbereiches der Hauptgruppe der Müllereiwirtschaft, nämlich der Hart- und Weichweizenmüllerei, die zur Erfüllung ihrer Aufgaben im Dienste der Landesversorgung besonderen Rechtsschutz geniesst und der dieser Rechtsschutz auch in Zukunft in vollem Umfang erhalten bleiben soll. Ich glaube, dass bei der Vorbereitung und Beratung der künftigen Ausführungsgesetzgebung zum neuen Verfassungsartikel über die Brotgetreideordnung diesen Überlegungen im Sinne der Rechtsgleichheit Rücksicht getragen werden sollte, und bitte den Bundesrat, diese Fragen zu prüfen.

Eine weitere Frage, die uns interessieren könnte, ist bereits von einigen Vorrednern angeschnitten worden. Sie betrifft die Kosten der neuen Brotgetreideordnung. Auf den Seiten 35–40 sind einige summarische Angaben darüber gemacht worden. Es wäre indessen wertvoll, wenn der Bundesrat die Kosten, die aus der neuen Getreideordnung erwachsen, noch etwas näher präzisieren würde. So würde eine nähere Umschreibung der in Absatz 3 genannten Beiträge, die der Bund zur Deckung der aus der Getreideversorgung entstehenden Ausgaben heranziehen kann, nicht überflüssig. Herr Kollege Müller-Baselland hat dies in seinem Minderheitsantrag versucht, doch sollte meines Erachtens die Weissmehlabgabe nicht in der Bundesverfassung verankert werden. Ich glaube auch, dass der Hinweis auf den Brotpreis an sich überflüssig ist, weil bereits in Absatz 2 vom nötigen Schutz der Konsumenteninteressen gesprochen wird.

Der Bundesrat verzichtet in der Botschaft ausdrücklich auf die bisher zur Deckung der Kosten für die Getreideordnung herangezogene statistische Gebühr, da ihr Ertrag in den letzten Jahren durchschnittlich nicht mehr als etwa 9 Millionen Franken betragen habe, was im Vergleich zu den heutigen und künftigen Ausgaben der Getreideversorgung verhältnismässig bescheiden sei.

Die Einnahmen aus dem erhöhten Getreidezoll sollen aber weiter für die Getreideversorgung verwendet werden. Diese Einnahmen aus dem erhöhten Getreidezoll betragen nur ganz wenig mehr als die Einnahmen aus der statistischen Gebühr, nämlich 10,2 Millionen Franken pro Jahr. Auch hier wäre es wertvoll, wenn wir einige Präzisierungen erhalten könnten. Ich kann in diesem Sinne den Vorschlag von Herrn Kollege Schmuki nur unterstützen, der sich an den Bundesrat mit der Bitte um solche Präzisierungen gewendet hat.

Im übrigen beantrage ich ebenfalls Eintreten auf die Vorlage.

**M. Moulin:** Si j'ai demandé la parole, ce n'est pas pour combattre l'entrée en matière que j'approuve mais simplement pour prier le Conseil fédéral de me donner un renseignement sur une question importante au sujet de laquelle on ne parle ni dans le message ni dans le rapport.

Je voudrais demander au Conseil fédéral quelle sera notre nouvelle position à l'égard de l'O.E.C.E. Jusqu'ici les produits faisant l'objet d'un monopole d'Etat n'étaient pas compris dans la liste soumise à libération. Le monopole du blé étant abandonné quelles en seront les conséquences en ce qui concerne

nos rapports avec l'O.E.C.E.? Cette organisation internationale à laquelle nous avons adhéré poursuit comme but final la libération totale des échanges. Emettra-t-elle des prétentions soit en ce qui concerne l'importation de céréales dans notre pays, ce qui porterait atteinte à la culture indigène, soit pour l'extension de la libération à d'autres produits agricoles?

Je serais reconnaissant au Conseil fédéral de donner quelques précisions et éclaircissements à ce sujet.

**Bundesrat Streuli:** Es scheint mir nötig zu sein, dass ich Ihnen von seiten des Bundesrates schildere, wie wir die Neuordnung ungefähr sehen. Deswegen bitte ich Sie, mir auch einige Zeit einräumen zu wollen.

Die Brotgetreideordnung hat als einziges Ziel, die Brotversorgung des Landes unter allen, auch unter schweren Umständen zu sichern; in normalen Zeiten soll das Brot in genügenden Mengen, in guter Qualität und zu angemessenen Preisen zur Verfügung stehen.

Täglich benötigt unser Land 135 Wagen zu 10 Tonnen Brotgetreide oder pro Jahr rund 49 000 Wagen, die Selbstversorgung der Produzenten nicht inbegriffen. Die landeseigene Produktion sichert ungefähr die Hälfte des Bedarfes, für die andere Hälfte sind wir auf den Import angewiesen. Was das bedeutet, ergibt sich aus dem Umstand, dass der durchschnittliche Verbrauch an Nahrungsmitteln, welche aus Brotgetreide hergestellt werden, nahezu ein Drittel der gesamten Kalorienmengen, die in unserer täglichen Nahrung enthalten ist, entspricht. Für Zeiten von Knappheit und Rationierung der Nahrungsmittel muss jedoch mit einem höheren täglichen Bedarf gerechnet werden, weil dann das Brot zum Teil an Stelle fehlender Lebensmittel zu treten hat.

Grundlagen der Brotgetreideordnung sind die Inlandsproduktion, die Einfuhr, die Vorratshaltung und ein leistungsfähiges, dezentralisiertes Müllereigewerbe. Für alle diese vier Gebiete ist eine staatliche Ordnung unerlässlich, wenn die Aufgabe in harmonischer Weise oder überhaupt gelöst werden soll.

Dazu kommt das besondere Problem des Schutzes der Interessen der Konsumenten, das ebenfalls eine Anzahl staatlicher Massnahmen erheischt.

Schliesslich bedarf es auch einer wesentlichen finanziellen Unterstützung durch den Staat, wenn die durch die Brotversorgung entstehenden Kosten gerecht verteilt werden sollen. Die Sicherung des täglichen Brotes ist eine wesentliche Aufgabe der Allgemeinheit, sie hat in starkem Ausmass auch sozialen Charakter. Die finanzielle Beteiligung des Bundes ist deswegen unumgänglich.

Auch auf dem Gebiete der Brotgetreideordnung haben wir es mit einer verfassungsmässigen Übergangsordnung zu tun. Der Zusatz zu Artikel 23bis der Bundesverfassung, welcher 1952 vom Volk angenommen worden ist und auf welchem wesentliche Teile der heutigen Brotgetreideordnung beruhen, hat nur Gültigkeit bis Ende 1957. Wir stehen somit vor der Aufgabe, bis dahin nicht nur die verfassungsmässigen, sondern auch die gesetzlichen Grundlagen für eine neue Ordnung ab Anfang 1958 zu schaffen.

Bis Ende dieses Jahres ist daher der Verfassungsartikel unter Dach zu bringen; das Jahr 1957 steht uns dann noch für die Ausführungsgesetzgebung zur Verfügung.

Wir dürfen wohl feststellen, dass es während der Kriegs- und Nachkriegszeit und den zum Teil schwierigen Versorgungsjahren seit 1950 gelungen ist, die Brotversorgung der Bevölkerung in jedem Moment sicherzustellen, eine gute Brotqualität zu erreichen sowie Preise, die angemessen und verhältnismässig stabil waren. Bei einem Stand des Landesindex der Konsumentenpreise per Ende Februar 1956 von 173,0 steht der Index für das Ruchbrot auf 135. Das Brot ist also heute verhältnismässig billiger als vor dem Krieg. Eine neue Getreideordnung wird daher logischerweise die guten Erfahrungen ausnützen. Sie soll erhalten, was sich bewährt hat und verbessern, was verbessert werden kann. Auch auf diesem Gebiet sind aber teilweise divergierende Interessen zusammenzubringen in eine Ordnung, welche dem ganzen Lande und der ganzen Bevölkerung dient.

Ein Wort zum Auftrag an den Bundesrat, die heutige Monopollösung sukzessive abzubauen. Herr Ständerat Schmuki hat darauf hingewiesen. Der Bundesrat hat bisher keine Abbaumassnahmen vorgenommen, denn er konnte gar keine solchen vornehmen. Er musste nämlich zuerst wissen, wie die Neuordnung aussehen sollte. Erst dann können Massnahmen in Richtung auf diese Neuordnung getroffen werden, sonst hätten es nicht zielbewusste Massnahmen sein können.

In möglichster Knappheit soll nun auf die Grundlagen der neuen Brotgetreideordnung, wie wir sie im Verfassungsartikel vorschlagen, eingetreten werden.

**Inlandgetreide:** Der inländische Getreidebau ist für die Sicherung der Brotversorgung unerlässlich. Er ist gleichzeitig ein wesentlicher Bestandteil der landwirtschaftlichen Produktion. Die Erfahrungen während zweier Weltkriege sind hier eindeutig. Die Neuordnung kann daher auf die bisherigen Massnahmen zur Förderung des Inlandanbaues abstellen und sie, vielleicht mit einigen Verbesserungen, weiterführen.

Dazu gehören vor allem die Abnahmegarantie für mahlfähiges Brotgetreide und die Zusicherung eines Preises, der den Anbau ermöglicht.

Es gehören dazu ferner die Ordnung der Selbstversorgung der Produzenten mit Brotgetreide und weitere Massnahmen, wie die Sicherung der Saatgutversorgung.

Von Bedeutung ist sodann die Organisation der Übernahme und Verwertung des Inlandgetreides, die ebenfalls in der heutigen Form beibehalten werden soll. Sie besteht im wesentlichen darin, dass der Bund auf Grund objektiver Taxierung das Brotgetreide selbst übernimmt. Das Getreide wird anschliessend, soweit möglich, sofort an die Mühlen weitergeleitet. Der Rest muss vom Bund gelagert werden. Wichtig ist dabei, dass die Rechte des Produzenten als Verkäufer und die des Müllers als Käufer gewahrt werden, indem beide an eine unabhängige Instanz gegen die Taxation rekurrieren können.

**Die Einfuhr:** Der Einfuhr von Brotgetreide – ich erwähnte es soeben – kommt grosse Bedeutung zu. Sie hat rund die Hälfte unseres gesamten Brot-

getreidebedarfes zu decken; bei Hartweizen für die Teigwarenfabrikation sind wir vollständig auf die Einfuhr angewiesen. Im Vergleich zum Weltumsatz an Brotgetreide ist allerdings unser Bedarf bescheiden; er kann unter normalen Verhältnissen ohne jede Schwierigkeit über den Handel gedeckt werden.

Andererseits bringt es die überragende Bedeutung des Brotgetreides mit sich, dass sich politische und andere Störungen rasch auswirken und die staatliche Einflussnahme auf diesen Markt sowohl in den Import- wie auch in den Exportstaaten sehr ausgeprägt ist. Es muss folglich auch die Schweiz als Binnenland mit starker Abhängigkeit von den Zufuhren bei der Ordnung ihrer Einfuhr auf diese Verhältnisse Rücksicht nehmen.

Wir wollen die Einfuhr so frei als möglich gestalten. Das soll die Richtung der Neuordnung bilden, und dies liegt auch im Interesse der Konsumenten. Wenn und wo es andererseits notwendig ist, dass zur Sicherung unserer Interessen und Bedürfnisse bei der Zufuhr stärkere Mittel eingesetzt werden müssen, als sie dem Handel zur Verfügung stehen, soll der Staat diese bereitstellen können. Dies kann auf verschiedene Art geschehen: durch internationale Verträge, durch Vorschriften für die Einfuhr und, wenn notwendig, durch eigene Käufe des Staates. Es soll aber kein Zweifel darüber bestehen, ich wiederhole es, unser Wille ist die Einfuhr so frei von Bindungen wie möglich zu gestalten. Herr Ständerat Stüssi hat schon darauf aufmerksam gemacht, es scheint mir aber doch nötig zu sein, dass auch der Vertreter des Bundesrates es noch deutlich ausführt:

Käufe durch den Bund werden allerdings stets notwendig sein zur Erneuerung der vom Bund zu haltenden Brotgetreidevorräte oder zu deren Erhöhung in unsicheren Zeiten, bei drohender Kriegsgefahr oder bei Missernten im Inland und zur Sicherung der Saatgutversorgung. Der Import durch den Bund kann nötig werden bei allgemeiner Knappheit auf dem Weltmarkt oder bei untragbaren Preissteigerungen oder wenn ausserordentliche Verhältnisse für einzelne wichtige Sorten oder Qualitäten eintreten. Der Bund kann sich ausserdem genötigt sehen, selber zu importieren zur Sicherung der Erfüllung von Bezugsverpflichtungen oder Bezugsrechten aus internationalen Abkommen oder in Verbindung mit handelspolitisch wichtigen Importgeschäften sowie schliesslich auch zur Überwindung von die Versorgung gefährdenden Schwierigkeiten bei der Beschaffung von Frachtraum (Schiffsraum). Aber auch dann, wenn der Bund selber kaufen muss, wird er darauf achten, soweit wie möglich die Privatwirtschaft mitwirken zu lassen. Für normale Markt- und Zufuhrverhältnisse wird sich die Kaufstätigkeit des Bundes auf die Erneuerung von Vorräten beschränken und somit auf einen mässigen Teil des Importvolumens, wobei auch dieses über den Handel gedeckt wird, so dass für diesen keine Einschränkungen daraus entstehen.

Es ist bestimmt nicht so, wie vorhin angedeutet worden ist, dass die Getreideverwaltung sich ihre bisherige Aufgabe erhalten will. Auch die Getreideverwaltung hat nur ein Ziel: Im Interesse des Landes zu arbeiten. Die Getreideordnung kann aber mit keiner anderen Ordnung verglichen werden, auch

nicht mit der Benzin Zollordnung. Denn auf dem Gebiete der Brotversorgung, ich erwähnte es soeben, hat der Bund eine viel umfassendere Aufgabe.

Ein Importmonopol, sagte ich, ist also ausgeschlossen. Der Gesetzgeber hat aber dafür zu sorgen, dass an Stelle des Staatsmonopols auch kein privates Monopol tritt oder eine Ordnung, welche die Konkurrenz beim Import einschränkt. Im Gegenteil, die Einfuhr muss so geordnet werden können, dass die Anforderungen an die Qualität der Ware, die Übernahme des Inlandgetreides und die Vorratshaltung erfüllt werden können.

Zur Vorratshaltung. Die Sicherung genügender Vorräte ist beim Brotgetreide von noch grösserer Bedeutung als bei andern Nahrungsmitteln. In Mangelzeiten darf eines nicht fehlen: Das tägliche Brot. Deshalb hat der Bundesrat auch hier gezögert, die heutigen Vorräte an Brotgetreide wesentlich abzubauen. Er hofft aber, dass die internationale Lage sich einmal so gestalten kann, dass dies geschehen kann. Heute wird ein Lager von rund 400 000 Tonnen gehalten, entsprechend einem Normalbedarf des Landes für zehn Monate. Jede Art von Brotgetreideordnung wird aber Bestimmungen vorsehen müssen für die Sicherstellung genügender Vorräte, und die jeweilige politische Lage kann nur für ihr Ausmass entscheidend sein. Die Entwicklung führt dazu, dass wir Vorräte haben müssen. Darin liegt ein wesentlicher Unterschied zu den Zielen des Sicherstellungsgesetzes (Bundesgesetz für die wirtschaftliche Kriegsvorsorge), das eine Vorratshaltung nur für unsichere Zeiten verlangt.

Die Vorräte müssen von guter Qualität und lange lagerfähig sein. Die Lager sind dezentralisiert anzulegen. Deshalb ist ein beträchtlicher Teil von den Mühlen selbst in unmittelbarer Nähe der Verarbeitungsstätte zu halten, und auch bei der Lagerung in Bundessilos und Lagerhäusern muss auf eine gute Verteilung über das ganze Land geachtet werden. Die Lagerhaltung hat schliesslich zu möglichst niedrigen Kosten zu erfolgen.

In der Organisation der Vorratshaltung können wir auf lange Erfahrungen zurückblicken, und es kann kein Zweifel darüber bestehen, dass die vorhandenen privaten und öffentlichen Einrichtungen, in denen bedeutende Mittel investiert sind, weiterhin benützt werden müssen. Wir sind aber nicht verschlossen gegenüber Vorschlägen für die Verbesserung dieser Organisation oder die Erweiterung des Kreises der Lagerhalter. Sicher ist auch, dass bei einem wünschbaren Abbau des Lagervolumens von 400 000 Tonnen die vom Bunde gehaltenen Lager an Auslandsgetreide in erster Linie entsprechend reduziert werden können und sollen; dadurch verringert sich auch das Bedürfnis des Bundes zu eigenen Käufen von Auslandgetreide. Immer aber muss die Vorratshaltung als etwas Ganzes betrachtet werden, und sie darf keinen einschränkenden Einfluss auf die Organisation der Einfuhr haben.

Das Müllereigewerbe. In der ganzen Brotgetreideordnung nimmt das Müllereigewerbe eine besondere Stellung ein. Es ist bei allen bisher behandelten Aufgaben eingespannt: Bei der Übernahme Lagerung und Verarbeitung des Inlandgetreides, bei der Einfuhr von ausländischem Brotgetreide, bei der allgemeinen Vorratshaltung, aber auch bei

den Massnahmen zum Schutze der Konsumenten, insbesondere bei der Preisbildung für Mehl und Brot sowie in bezug auf die Verarbeitungsvorschriften.

Hinzu kommt, dass mit Rücksicht auf die Sicherung der Versorgung der Bevölkerung mit Mehl und Brot die Mühlen auf das ganze Land verteilt sein müssen, das heisst es muss eine dezentralisierte Struktur dieses Gewerbes erhalten werden. Die Landesversorgung mit Brot ist nicht gesichert, wenn unsere verschiedenen, unter Umständen schwer zugänglichen Landesgegenden auf die Mehllieferungen aus einigen wenigen an der Grenze oder in den grossen Wirtschaftszentren liegenden Grossmühlen angewiesen sind.

Dieses Ziel und die verschiedenen Aufgaben, die den Mühlen zukommen, erheischen, dass auf dem Gesetzeswege die notwendigen Ordnungsmassnahmen getroffen werden können. In der Botschaft sind sie näher dargelegt worden. Der Ausgleich der Getreidetransportkosten als Massnahme zur Erhaltung eines dezentralisierten Müllereigewerbes dürfte unbestritten sein. Hingegen gehen die Interessen und Auffassungen namentlich in bezug auf die Regelung des Mehlausstosses, das haben wir heute morgen gehört, als eine weitere dieser Ordnungsmassnahmen auseinander. Aber wir müssen auch hier wieder betonen, dass es jetzt und heute darum geht, das Ziel und die Kompetenzen im Verfassungsartikel für den Gesetzgeber festzulegen, und noch nicht darum, das Gesetz selbst zu beraten. Es stellt sich heute deshalb allein die Frage, ob wir uns auf das Ziel, nämlich die Erhaltung eines leistungsfähigen und dezentralisierten Müllereigewerbes, einigen können. Dies sollte, scheint uns, leicht möglich sein; denn es kann ernstlich gar nicht bestritten werden. Später wird dann über die gesetzlichen Massnahmen im einzelnen zu diskutieren sein. So wird man dann dannzumal bei der Gesetzgebung insbesondere über die künftige Regelung des Mehlausstosses sprechen können. Wenn die heutige Ordnung da und dort nicht zu befriedigen vermag, so darf auch nicht vergessen werden, dass sie aus der Kriegswirtschaft herausgewachsen ist. Wir sind auch hier offen gegenüber allen Verbesserungsmöglichkeiten.

Schliesslich hat der Bundesrat deutlich erklärt, dass die Müllereiordnung nicht zu einer Belastung der Konsumenten führen dürfe, indem durch sie die Konkurrenz unterbunden und die Gefahr übersetzter Preise geschaffen würde. Auch dies wird ein Gesichtspunkt sein, dem – nicht jetzt beim Verfassungsartikel, der den Grundsatz festlegt – der Gesetzgeber seine Beachtung zu schenken haben wird.

Nun zum Schutz der Konsumenten. Der Bundesrat erklärt in seiner Botschaft, dass durch das Inkrafttreten des revidierten Getreidegesetzes am 1. Januar 1958 kein Brotpreisaufschlag verursacht werden darf, das heisst also, dass das System des neuen Verfassungsartikels, der Getreideordnung, an sich keine Änderung des Brotpreises mit sich bringen dürfe. Ausserdem sagt die Botschaft auf Seite 33, dass die neue Ordnung so beschaffen sein soll, dass auch nachher ein angemessener und ein möglichst stabiler Brotpreis gewährleistet werden könne. Hier liegt ein weiteres grundlegendes Problem der ganzen Ordnung vor. Soll der Staat Einfluss nehmen können auf den Brotpreis, oder soll dieser nach Mass-

gabe der Preise für das Rohprodukt schwanken? Die Getreideordnung von 1932, gestützt auf den bisherigen Artikel 23bis, überlässt den Brotpreis den Preisschwankungen des Brotgetreidemarktes. Erst seit 1940 haben wir den vom Staat geregelten Brotpreis. Das Ergebnis besteht darin, dass heute der Ruchbrotpreis, ich erwähnte es schon, nur 35% über dem Vorkriegsniveau steht, während der Landesindex der Konsumentenpreise um 73% höher steht. Die Gestehungskosten für das Importgetreide stehen gegenüber vor dem Krieg um 100% höher. Trotzdem also ist es gelungen, dank verschiedener Massnahmen des Bundes, den Ruchbrotpreis nur um 35% über dem Vorkriegsniveau zu halten.

Gegenwärtig verfügen die Exportländer über grosse Überschüsse, aber die Rücksicht auf ihre Agrarpolitik hindert sie daran, die Preise sinken zu lassen und die Preise zu gewähren, die für ihre Landwirtschaft Verluste bringen. Stützen wir uns auf die Erfahrungen seit Kriegsende, so stellen wir Preisschwankungen auf dem Weltmarkt je nach Sorten von 10, 20 und mehr Franken je 100 kg fest. Wäre der Brotpreis abhängig von diesen Weltmarktpreisen, so würde er in entsprechendem Masse schwanken.

Die eingangs genannten Ziele sind vom Bundesrat ausschliesslich in Rücksicht auf die Interessen der Konsumenten umschrieben worden, und es geht nicht an, dahinter konsumentenfeindliche Absichten zu suchen. Sollen die Ziele erreicht werden, so ist es notwendig, in der Verfassung die Kompetenz zum Erlass von Preis- und Verarbeitungsvorschriften zu verankern. Es gehört ferner dazu, dass dem Bund die Möglichkeit gegeben wird, die Verkaufspreise für Inlandgetreide in Rücksicht auf den angestrebten Brotpreis und sekundär auf die Preise für Importgetreide festzulegen. Wir müssen, mit andern Worten, vom Grundsatz des bisherigen Artikel 23bis, wonach Inlandgetreide zum Marktpreis abzugeben sei, abweichen können. Der Abgabepreis für Inlandgetreide muss höher oder tiefer als der Marktpreis für Auslandgetreide angesetzt werden können, da schliesslich der Brotpreis entscheidend ist. Es wird aber immer eine Differenz bestehen zwischen dem den Produzenten ausbezahlten Preis für Inlandgetreide und dem Verkaufspreis an die Mühlen. Diese Differenz kann aber grösser oder kleiner sein als der Unterschied zwischen dem Übernahmepreis für Inlandgetreide und dem Marktpreis für Auslandgetreide. Sie wird, wie heute, auch künftig zu einem beträchtlichen Teil zu Lasten des Bundes gehen müssen. In welchem Ausmass aber dies zu geschehen hat, ist zusammen mit den übrigen Aufwendungen des Bundes sowie mit den vorzusehenden Beiträgen im Ausführgesetz zu regeln. Richtlinie soll dabei bleiben, was der Bundesrat in seiner Botschaft erwähnt hat: „Der Staat soll nach wie vor einen angemessenen Teil der Aufwendungen für die Getreideversorgung bestreiten.“

Auch die Frage, nach welchen Richtlinien der Bund später die Brotpreispolitik handhaben soll, ist anlässlich der Gesetzesrevision zu regeln. Dort sind die Grundlagen festzuhalten, und wir können uns deshalb jetzt auf die eingangs erwähnte Fragestellung, ob überhaupt eine solche Politik befolgt werden soll oder nicht, beschränken, wobei der Bundesrat, wie Sie wissen, diese Frage bejaht.

Finanzielle Struktur der Getreideordnung: Der Verfassungsartikel muss die Kompetenz enthalten, auf dem Gesetzeswege diejenigen Zuschüsse und Beiträge zu regeln, welche für das Funktionieren der Brotgetreideordnung notwendig sind. Zuschüsse müssen gewährt werden in Verbindung mit der Förderung des Inlandgetreidebaues, der Selbstversorgung der Produzenten, der Versorgung der Gebirgsbevölkerung, der Sicherung eines angemessenen Brotpreises, der Marktordnung für das Mühlengewerbe usw. Die Erhebung von Beiträgen, das heisst von zweckgebundenen Gebühren und Abgaben, ist vorgesehen zur teilweisen Deckung der Aufwendungen des Bundes für die Vorratshaltung oder für die Aufwendungen zugunsten des Brotpreises in Form einer angemessenen Abgabe auf dem Weissmehl und wiederum im Rahmen der Müllereiordnung.

In den beiden letzten Jahren hat der Bund nahezu je 60 Millionen Franken für die Brotgetreideversorgung des Landes aufgewendet. Der Bundesrat hat in der Botschaft und im Entwurf zum Verfassungsartikel zum Ausdruck gebracht, dass auch in Zukunft ein beträchtlicher Teil der gesamten Aufwendungen vom Bund getragen werden müsse. Durch die Einführung der vorgeschlagenen Neuordnung soll der Brotpreis – ich wiederhole es – nicht berührt werden. Nimmt man an, auch die übrigen Elemente, wie Marktpreise, Inlandgetreidepreis und Ablieferung, Weissmehlabbgabe usw. seien gleich wie im letzten Jahr, so bleiben auch die Aufwendungen des Bundes die gleichen, trotz Änderung des Systems. Erfahren die erwähnten übrigen Elemente jedoch eine Änderung, so wirkt sich dies in höhern oder niedrigeren Aufwendungen des Bundes aus, nie aber in seiner völligen Entlastung.

Der vorgeschlagene Artikel 23bis gibt aber dem Gesetzgeber die Möglichkeit, im einzelnen festzulegen, welche Aufwendungen der Bund zu tragen hat und in welchem Ausmass er belastet werden soll. Somit besteht auch hier nicht die Gefahr, dass die Interessen des Konsumenten ungenügend gewahrt werden. Andererseits darf aber dem Gesetzgeber nicht durch enge Bestimmungen die Möglichkeit genommen werden, sich auf diesem vom Markt abhängigen Gebiet allfällig ändernden Verhältnissen anzupassen.

Herr Ständerat Schmuki hat gefragt, weshalb wir auf die Einnahme aus der statistischen Gebühr verzichten wollen, da sie im Verfassungsartikel nicht mehr erwähnt ist, obwohl diese Gebühr immerhin 10 Millionen Franken pro Jahr eingebracht habe. Wir verzichten nicht auf die statistische Gebühr, aber sie ist nicht im Getreideartikel zu verankern. Das ist eine Sache der Zollgesetzgebung. Die Einnahmen aus der statistischen Gebühr sollen auch nicht in der Getreiderechnung vereinnahmt werden, sondern sie gehören zu den allgemeinen Bundeseinnahmen. Mit andern Worten, wir sind gegen das „Trücklisystem“. Das ist aber alles nur formell. In materieller Hinsicht bestätige ich, dass wir in bezug auf die Erhebung und Verwendung der statistischen Gebühr keine Änderung in Aussicht nehmen.

Zur Ausführungsgesetzgebung und zur Handels- und Gewerbefreiheit: Dass die Ausführungsbestim-

mungen auf dem Wege der Gesetzgebung zu erlassen sind, dürfte unbestritten sein. Aus meinen Darlegungen geht aber hervor, dass in verschiedener Hinsicht eine Abweichung von der Handels- und Gewerbefreiheit im Gesamtinteresse notwendig ist, sei es bei der Übernahme von Inlandgetreide, bei der Regelung der Einfuhr, der Müllereiordnung oder zum Schutze der Konsumenten. Es braucht kaum nochmals betont zu werden, dass das nur soweit geschehen soll, als es zur Erreichung der verschiedenen Ziele der Brotgetreideordnung notwendig ist.

Die gegenwärtige Getreideordnung fällt Ende 1957 dahin. Ihre Verlängerung dürfte, obwohl sie jetzt beantragt wird, ausser Betracht fallen. Sollen wir andererseits auf die Grundlage von 1929/1932 zurückkehren, oder die seitherigen Erfahrungen ausser acht lassen?

Aus meinen Darlegungen sollte deutlich hervorgegangen sein, dass die Revision des Artikels 23bis notwendig ist. Die Vorlage des Bundesrates bringt wieder grössere Freiheit. Sie bringt aber auch mehr Sicherheit für die Versorgung des Landes mit Brotgetreide durch bessere Grundlagen für die Ordnung der Zufuhren, der Preisbildung für Getreide, Mehl und Brot, des Schutzes der Konsumenten, der Ordnung im Müllereigewerbe und des finanziellen Aufbaues der ganzen Brotgetreideordnung. Bei der Vorbereitung der Vorlage sind wir im Hinblick auf die Vielseitigkeit der Materie und der Interessen, die damit verknüpft sind, sehr vorsichtig und gründlich vorgegangen.

Wir hatten schliesslich den Eindruck, dass unser Vorschlag die Zustimmung der Kantone und in sehr starkem Ausmass auch der Wirtschaftsorganisationen und der Verbraucherkreise finden werde. Die Vorlage des Bundesrates ist von der Öffentlichkeit mit grossem Interesse aufgenommen und diskutiert worden. Wie nicht anders zu erwarten war, meldeten sich auch kritische Stimmen. Davon richteten sich einige grundsätzlich gegen eine selbständige und das ganze Gebiet umfassende Brotgetreideordnung. Wir können diese Ansicht nicht teilen. Andere kritische Stimmen wenden sich nicht gegen den vorgeschlagenen Artikel 23bis als Ganzes, sondern beziehen sich im Grunde genommen auf einzelne Probleme, die in der Ausführungsgesetzgebung geregelt werden müssen. Wahrscheinlich ist es aber auch so, dass Missverständnisse vorliegen. Die parlamentarischen Beratungen können geeignet sein diese zu beseitigen.

Zum Schlusse gestatte ich mir, Sie nochmals zu ersuchen, den Vorschlag des Bundesrates im Lichte dessen, was er bezweckt, zu behandeln, nämlich die Ziele für die Brotgetreideordnung als Ganzes und für ihre wichtigsten Teile festzulegen. Postulate, die sich auf die Anwendung des Verfassungsartikels beziehen, müssen auf die Behandlung des Ausführungsgesetzes zurückgestellt werden. Wir mussten uns auch in der Botschaft an diese Richtlinien halten und durften dem Gesetzgeber die Handlungsfreiheit nicht dadurch begrenzen, dass wir jetzt schon auf einzelne Massnahmen, die die Gesetzgebung dann zu ordnen hat, eintreten. Herr Ständerat Spühler hat richtig erklärt, wir hätten hier einen Verfassungsartikel zu schaffen, und auch Herr Ständerat Rohner will seine Anregungen nicht in den Verfassungsartikel aufnehmen, sondern möchte sie an-

gemeldet haben, damit man dann bei der Ausführungsgesetzgebung sein Postulat diskutiert. Ein anderes Vorgehen würde die Gefahr in sich bergen, die Bedeutung des Verfassungsartikels zu verkennen oder gegen ihn Misstrauen zu erwecken.

Heute geht es um folgende Grundsätze:

Die Versorgung des Landes mit Brotgetreide ist sicherzustellen.

Der Inlandanbau ist zu fördern und es sind genügend Vorräte zu halten.

Bei der Ordnung der Einfuhr ist in erster Linie auf die Privatwirtschaft abzustellen.

Es sind Vorkehrungen zur Erhaltung eines leistungsfähigen und dezentralisierten Müllereigewerbes zu treffen.

Die Interessen der Konsumenten, vor allem an einem angemessenen Brotpreis, sind zu wahren.

Der Bund hat einen angemessenen Teil der Aufwendungen für die Brotgetreideordnung zu tragen.

Gestatten Sie mir, noch auf den Rückweisungsantrag von Herrn Ständerat Spühler einzutreten. Herr Ständerat Spühler fragt, warum wir vom heutigen Monopol weggehen, wenn sich dieses Monopol doch so bewährt habe. Das Monopol ist durch Vollmachtenrecht eingeführt worden. Es ist dann in einer Volksabstimmung bestätigt worden. Dieses Monopol musste für die Kriegs- und Nachkriegszeit eingeführt werden. Ohne dieses wäre es nicht möglich gewesen, die Getreideversorgung sicherzustellen. Heute aber sind die Schwierigkeiten der Kriegs- und Nachkriegszeit nicht mehr vorhanden. Deswegen ist nicht einzusehen, weshalb man nicht grundsätzlich zur freien Ordnung der Verfassung vom Jahre 1929 zurückgehen sollte. Hätten wir das unverändert tun können, wäre es einfacher gewesen. Aus meinen Ausführungen haben Sie jedoch gehört, dass das doch nicht geht.

Herr Ständerat Spühler kritisiert dann die Kontingentierung der Müllerei. Soll die Müllerei durch rigorose Massnahmen staatlich geschützt werden? Das soll sie nicht. Ich habe Ihnen ausgeführt, was wir wollen und was wir nicht wollen. Wir wollen diejenigen Massnahmen, die zur Erhaltung eines dezentralisierten, leistungsfähigen Müllereigewerbes nötig sind. Der Verfassungsartikel sagt das auch ausdrücklich. Er sagt nichts anderes als: „Der Bund trifft Massnahmen zur Erhaltung eines leistungsfähigen dezentralisierten Müllereigewerbes.“ Ein dezentralisiertes Müllereigewerbe kann aber nicht ohne staatliche Massnahmen erhalten werden.

Herr Ständerat Spühler sagt schliesslich, man wolle jetzt die Lasten der Brotversorgung auf den Konsumenten überwälzen. Auch das stimmt nicht. Schon jetzt ist der Konsument durch die Brotversorgung belastet worden, nämlich durch die Weissmehlabgabe; und auf die Weissmehlabgabe, die jetzt während der Monopolordnung, wie sie Herr Ständerat Spühler so sehr wünscht, stets gehandhabt worden ist, wollen wir nicht verzichten. Insofern ist der Weissbrotkonsument also nach wie vor belastet. Der Weissbrotkonsument soll seinerseits etwas an die Brotversorgung leisten. Ich sehe keinen Grund ein, weshalb man das ändern sollte. Sonst müsste man ja auch die Brotverbilligung in Frage ziehen. Wenn Herr Ständerat Spühler in seinem Antrag einfach lapidar sagt „zur Verhinde-

rung einer Brotpreiserhöhung wird der Antrag gestellt“, so ist das nicht richtig. Er hat mit seinem Antrag keine Brotpreiserhöhung zu verhindern. Auch wir wollen keine Brotpreiserhöhung, und – ich wiederhole immer und noch einmal – das System soll und wird als System keine Brotpreiserhöhung mit sich bringen. Aber wie der Brotpreis dann gehandhabt werden soll, das soll erst gestützt auf das Ausführungsgesetz, das Getreidegesetz, geregelt werden. Dort werden wir Ihnen bestimmte Artikel vorschlagen müssen, und dort werden wir dann die Handhabe für die Festsetzung des jeweiligen Brotpreises erhalten. Wie ich schon ausführte, und wie mir vorschwebt, werden wir diese Festsetzung unabhängig vom Weltmarkt und vom Weltmarktgetreidepreis treffen. Was Herr Ständerat Spühler will, ist nicht durchführbar. Ich sagte soeben, es besteht kein Anlass, die heutige Monopolordnung, die für den Krieg und für kriegswirtschaftliche Verhältnisse geschaffen wurde, nun dauernd aufrechtzuerhalten. Denn es bestehen heute keine grösseren Versorgungsschwierigkeiten für das Brotgetreide mehr. Der Bundesbeschluss vom 19. Juni 1953 verpflichtet im Gegenteil den Bundesrat, die heutige Ordnung, die Monopolordnung, abzubauen. Ich habe mich dazu soeben Herrn Ständerat Schmuki gegenüber geäussert. Wir müssen abbauen, soweit es die wirtschaftliche Lage erlaubt und soweit nicht Einzelmassnahmen in bezug auf das künftige Getreidegesetz unseren Abbaumassnahmen entgegenstehen. Es ist also unsere Aufgabe, eine neue Getreideordnung zu schaffen, und das kann nur geschehen entweder durch ein Zurückgehen auf den ursprünglichen Verfassungsartikel oder dadurch, dass wir einen neuen Artikel schaffen, den Artikel, den wir Ihnen vorgelegt haben. Diese Aufgabe kann in der Zeit, die uns zur Verfügung steht, auch gelöst werden, wenn man es nur will. Man kann aber nicht so vorgehen, wie Herr Ständerat Spühler es haben möchte. Man kann nicht die gegenwärtige Getreideordnung verlängern und gleichzeitig die Kontingentierung, die einen Bestandteil gerade dieser Ordnung ist, aufheben. Insbesondere bedingen ja die Massnahmen zur Stabilhaltung der Preise für Mehl und Brot und das Preisumlageverfahren die Beibehaltung einer Regelung des Mehlausstosses. Ferner könnte das Ziel der Erhaltung eines dezentralisierten Müllereigewerbes nicht erreicht werden, wenn wir nach Antrag Spühler vorgehen würden. Würden wir aber auf die ursprüngliche Getreideordnung des Jahres 1929 zurückgehen, dann könnten wir keine Preisschutzbestimmungen zugunsten der Konsumenten mehr schaffen. Die Ordnung der Einfuhr wäre dann nicht mehr geregelt, und die Möglichkeiten zur Erhaltung der dezentralisierten Müllerei würden fehlen. Die Kompetenz zur Gewährung von Zuschüssen und zur Festsetzung von Beiträgen wären ebenfalls nicht mehr vorhanden. Es würden auch alle Voraussetzungen für eine massgebliche zielstrebige finanzielle Mitwirkung des Bundes fehlen. Das heisst, die Verhältnisse wären dann derart, dass je tiefer die Importgetreidepreise wären, desto höher wären die Leistungen des Bundes. Das wäre der Fall, wenn wir einfach auf die Verordnung des Jahres 1929 und die damalige Getreideordnung zurückfallen würden. Das wollen wir ja alles auch nicht, aber diese Verhältnisse müssten eintreten,

wenn der Antrag Spühler in der Volksabstimmung scheitern würde. Was haben Sie dann? Dann wäre keine Zeit mehr, eine neue Ordnung zu schaffen. Wir würden automatisch auf die Ordnung vom Jahre 1929 zurückfallen mit allen geschilderten Konsequenzen, und diese Konsequenzen wollen wir nicht auf uns nehmen. Aus allen diesen Gründen beantrage ich Ihnen, den Antrag des Herrn Ständerat Spühler abzulehnen. Er bringt uns nicht weiter; im Gegenteil, er bringt uns zurück oder könnte uns zurückbringen zu einer Ordnung, die wir nicht mehr wollen.

Herr Ständerat Moulin hat mir eine Frage gestellt, auf die ich mir zum Schluss gestatte zurückzukommen. Ich kann ihm aber keine verbindliche Antwort geben. Er fragt: Wie stellen wir uns gegenüber der OECE, wenn wir von der Monopollösung abgehen? Ich sehe daraus keine Konsequenzen gegenüber der OECE; denn es verhält sich gegenüber der OECE so, dass jedes Land seine Getreideversorgung selbst ordnen kann. Aber es ist möglich, dass wir gegebenenfalls von den verfassungsmässigen Kompetenzen, Vorschriften an die Importeure und an andere zu erlassen, Gebrauch machen müssen. Aber grundsätzlich sehe ich keine Einwirkung der Fragen, die uns heute beschäftigen, auf unser Verhältnis zur OECE.

#### *Abstimmung - Vote*

Für den Antrag der Kommission	33 Stimmen
Für den Antrag Spühler (Rückweisung)	3 Stimmen

#### *Titel und Ingress, Abschnitt I, Ingress*

#### **Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates.

#### *Titre et préambule, chapitre I, préambule*

#### **Proposition de la commission**

Adhérer au projet du Conseil fédéral.

*Angenommen - Adoptés*

#### *Art. 23bis, Abs. 1*

#### **Antrag der Kommission**

<sup>1</sup> Der Bund sichert die Versorgung des Landes mit Brotgetreide unter Mitwirkung der privaten Wirtschaft.

#### **Proposition de la commission**

<sup>1</sup> La Confédération assure le ravitaillement du pays en blé avec la collaboration de l'économie privée.

**Präsident:** Der Bundesrat schliesst sich dem Antrag der Mehrheit der Kommission an. Es besteht also keine Differenz.

**M. Barrelet:** Il n'y a aucune différence dans le texte allemand du premier alinéa de l'article 23bis. En effet, le texte actuellement valable comme celui qui nous est proposé contient le mot «Versorgung». En revanche le texte français actuellement en vigueur contient le mot «approvisionnement» tandis que dans le nouveau texte il est remplacé par le mot «ravitaillement».

Je crois qu'il faut en rester au texte actuel.

D'après le dictionnaire de l'Académie française, le mot «approvisionnement» est l'action de rassembler les choses nécessaires à la subsistance d'une ville ou d'un pays tandis que le mot «ravitaillement» est l'action consistant à remettre des vivres et des munitions dans une place. Autrement dit, l'expression «approvisionnement» est plus large que l'expression «ravitaillement». Ayant traduit précédemment le mot «Versorgung» par le mot «approvisionnement», il faut maintenir ce dernier mot qui est plus général que «ravitaillement».

Puisqu'il s'agit d'une divergence de traduction, je demande que l'on transmette mes observations à la commission de rédaction.

**M. Quartenoud,** rapporteur: Je suis avec M. Lam-pert le seul Suisse français de la commission et je crois donc pouvoir parler au nom des Suisses français. D'ores et déjà je propose d'adopter le texte proposé par M. Barrelet, ce qui n'empêchera pas la commission de rédaction de revoir le tout.

*Angenommen - Adopté*

#### *Art. 23bis, Abs. 2*

#### **Antrag der Kommission**

*Mehrheit*

<sup>2</sup> Diesem Zwecke sollen insbesondere die folgenden Massnahmen dienen. Der Bund fördert den Anbau von gutem Brotgetreide; er übernimmt mahlfähiges Inlandgetreide zu produktionssichernden Preisen; er regelt die Verwendung des Inlandgetreides und bestimmt die Verkaufspreise. Er sorgt für genügende Vorräte an Brotgetreide und regelt ihre Verteilung; er ordnet die Einfuhr und Verwendung von ausländischem Brotgetreide und von Backmehl. Er trifft Vorkehrungen zur Erhaltung eines leistungsfähigen, dezentralisierten Müllereigewerbes. Er wahrt die Interessen der Konsumenten und kann hiezu Preis- und Verarbeitungsvorschriften erlassen; dabei nimmt er Rücksicht auf die beteiligten Berufe.

*Minderheit*

(Müller-Baselland)

<sup>2</sup> Diesem Zwecke sollen insbesondere die folgenden Massnahmen dienen. Der Bund fördert den Anbau von gutem Brotgetreide; er übernimmt mahlfähiges Inlandgetreide zu produktionssichernden Preisen; er regelt die Verwendung des Inlandgetreides und bestimmt die Verkaufspreise. Er sorgt für genügende Vorräte an Brotgetreide und regelt ihre Verteilung; er ordnet die Einfuhr und Verwendung von ausländischem Brotgetreide und von Backmehl. Er trifft Massnahmen zur Erhaltung eines leistungsfähigen Müllereigewerbes, wobei er auf die Kundenmühlen Rücksicht nimmt.

#### **Antrag Spühler**

*Art. 23bis, Abs. 2*

... er regelt die Verwendung des Inlandgetreides, das von den Müllern auf Grundlage des Marktpreises zu übernehmen ist. Er unterhält genügende Vorräte an Brotgetreide...

*Art. 23bis, al. 2*  
**Proposition de la commission**

*Majorité*

<sup>2</sup> Les mesures suivantes, notamment, doivent viser à atteindre ce but. La Confédération encourage la culture du blé de bonne qualité; elle achète le blé indigène panifiable à des prix qui en assurent la production; elle règle l'emploi du blé indigène et en fixe les prix de vente. Elle assure l'existence de réserves suffisantes de blé et en règle la répartition; elle réglemente l'importation et l'emploi du blé étranger et de la farine panifiable. Elle prend des dispositions visant à maintenir une meunerie forte et décentralisée. Elle sauvegarde les intérêts des consommateurs et peut édicter, à cet effet, des dispositions concernant les prix et la fabrication, tout en tenant compte des professions intéressées.

*Minorité*

(Müller-Bâle-Campagne)

<sup>2</sup> Les mesures suivantes, notamment, doivent viser à atteindre ce but. La Confédération encourage la culture du blé de bonne qualité; elle achète le blé indigène panifiable à des prix qui en assurent la production; elle règle l'emploi du blé indigène et en fixe les prix de vente. Elle assure l'existence de réserves suffisantes de blé et en règle la répartition; elle réglemente l'importation et l'emploi du blé étranger et de la farine panifiable. Elle prend des dispositions visant à maintenir une meunerie forte, tout en tenant compte des moulins à façon.

**Proposition Spühler**

*Art. 23bis, al. 2*

...; elle règle l'emploi du blé indigène, qui sera accepté par les meuniers aux prix du marché. Elle entretient des réserves suffisantes de blé...

**Präsident:** Hier besteht eine Differenz zwischen Bundesrat und Kommissionsmehrheit, indem der Bundesrat sagt: „Er fördert den Anbau von gutem Brotgetreide...“, während die Kommission vorschlägt: „Diesem Zwecke sollen insbesondere die folgenden Massnahmen dienen. Der Bund fördert den Anbau von gutem Brotgetreide...“.

**M. Quartenoud,** rapporteur: J'ai suffisamment commenté ce passage dans l'entrée en matière pour ne pas y revenir maintenant. J'approuve le texte tel qu'il a été rédigé par la commission.

**Bundesrat Streuli:** Es handelt sich nicht um eine materielle Differenz, sondern um eine Frage der Begriffe und der Klarheit des Verfassungstextes. Es soll nach Antrag der Kommission gesagt werden: „Der Bund übernimmt mahlfähiges Inlandgetreide zu produktionssichernden Preisen.“ Das ist ohnehin kein schönes deutsches Wort. Die Kommission hat sich auf das Landwirtschaftsgesetz gestützt. Das Landwirtschaftsgesetz kennt das Wort „produktionssichernd“ aber nicht. Es heisst dort im Artikel 29 wie folgt:

„Die im Rahmen dieses Gesetzes vorgesehenen Massnahmen sind so anzuwenden, dass für die einheimischen Landwirtschaftserzeugnisse guter Qua-

lität Preise erzielt werden können, die die mittleren Produktionskosten rationell geführter, unter normalen Bedingungen übernommener landwirtschaftlicher Betriebe im Durchschnitt mehrerer Jahre decken.“ Sie sehen, der Gesetzgeber hat nicht „produktionssichernde Preise“ stipulieren können, sondern er musste diesen Begriff umschreiben.

Unsere Auffassung geht durchaus dahin, dass wir das im Gesetz bestimmen wollen, was die Kommission in der Verfassung schon sagen will. Deswegen haben wir vorgesehen, im Vorentwurf zum Getreidegesetz – der bereits vorliegt – in Artikel 4, Absatz 2, folgendes zu formulieren: „Der Bundesrat setzt alljährlich, spätestens zur Zeit der Haupternte, nach Anhören der Beteiligten die Übernahmepreise für das Inlandgetreide fest; sie (die Inlandgetreidepreise) haben die im Durchschnitt mehrerer Jahre festgestellten mittleren Produktionskosten von Inlandgetreide zu decken, das von nicht in Gebirgsgelegenen gelegenen, rationell geführten und zu normalen Bedingungen übernommenen Betrieben erzeugt wurde. Er kann Preiszuschläge für in Gebirgsgelegenen geerntetem Inlandgetreide gewähren.“

Eine solche Umschreibung der „produktionssichernden“ Preise wäre unumgänglich, aber im Verfassungsrecht nicht möglich, sonst hätten wir einen Gesetzestext im Verfassungsartikel. Deswegen bleiben wir genau beim Wortlaut des bisherigen Verfassungsartikels. Es heisst dort im Artikel 23bis: „Er (der Bund) übernimmt mahlfähiges Inlandgetreide zu einem Preise, der den Getreidebau ermöglicht.“ Nun haben wir seit Jahrzehnten mit diesem Artikel den Effekt erzielt, den Sie kennen. Wir haben den Inlandgetreidebau so gefördert, dass er heute, wie ich schon bemerkt habe, die Hälfte des ganzen Getreidebedarfes decken kann. Dieser Artikel war also sicher nicht schlecht, und er ist in bezug auf die Landwirtschaft auch nicht ungünstig gehandhabt worden.

Deswegen beantragt Ihnen der Bundesrat, an seiner Fassung festzuhalten, nämlich den ursprünglichen Text als Verfassungstext zu behalten (zu Preisen übernehmen, „die seinen Anbau ermöglichen“) und es dann dem Gesetzgeber vorzubehalten, diesen Begriff zu umschreiben. So kommen wir zu einer klaren, sauberen Ordnung. Man stützt sich auf das Landwirtschaftsgesetz; aber selbst im Landwirtschaftsgesetz musste eine Umschreibung gefunden werden. Wir hätten so auf der gleichen gesetzlichen Ebene die entsprechenden gleichen Bestimmungen: Landwirtschaftsgesetz einerseits und Getreidegesetz anderseits.

Aus Gründen der Verfassungsredaktion, aber auch aus Gründen der Klarheit in bezug auf die Bedeutung der „produktionssichernden Preise“ möchte ich Sie also sehr bitten, dem Antrag des Bundesrates und nicht jenem Ihrer Kommissionsmehrheit zuzustimmen. Ich wiederhole, dass materiell nicht die geringste Differenz besteht.

**Clavadetscher:** Ich habe in der Kommission zusammen mit den Herren Weber und Stöckli den Antrag gestellt: „Er (der Bund) übernimmt mahlfähiges Inlandgetreide zu produktionssichernden Preisen.“

Mein Antrag wurde in der Kommission mit 6:2 Stimmen gutgeheissen. Herr Bundesrat Streuli

hat allerdings dannzumal schon gesagt, dass er dieses Wort „produktionssichernde Preise“ nicht akzeptieren könne. Er hat das heute bestätigt, trotzdem er sagt, es bestehe materiell kein Unterschied.

Herr Bundesrat Streuli stellte mir seinerzeit die Frage: Was will denn eigentlich die Landwirtschaft mit diesem produktionssichernden Preis? Wir sind vor allem zum Begriff „produktionssichernde Preise“ gekommen, um im Mittel des Landes einen Brotgetreidepreis erreichen zu können, der etwas über dem mittleren Produktionskosten rationell geführter und zu normalen Bedingungen übernommener landwirtschaftlicher Betriebe im Durchschnitt mehrerer Jahre steht. Unseres Erachtens ist dies im Interesse der Erhaltung und Ausdehnung des Ackerbaues speziell in den sogenannten niederschlagsreichen Rand- und Berggebieten unumgänglich. Die jüngste geschichtliche Entwicklung hat uns gelehrt, dass bei länger andauernden Versorgungsschwierigkeiten einzig und allein die Steigerung der Erzeugnisse aus der eigenen Scholle, speziell beim Brotgetreide, eine sichere Versorgungsbasis der Bevölkerung darstellt. Mit der Vorrathaltung kann hier nur eine relativ knappe Frist überbrückt werden. Deshalb messen wir der Anbaubereitschaft und der Schaffung von Voraussetzungen zu möglichst rascher Umstellung und Ausdehnung der pflanzlichen Produktion im neuen Verfassungsartikel ganz besondere Bedeutung zu. Wir sind der Auffassung, dass der Begriff „zu Preisen, die den Anbau ermöglichen“ für die Förderung und Sicherung zu wenig stimulierend wirkt. Eine einigermaßen gerechte Preisabstufung nach Regionen ist bekanntlich aus praktischen Erwägungen unmöglich. Bei der Milch haben wir die obere Produktionsmöglichkeit erreicht. Wenn wir über 20 Millionen Doppelzentner Verkehrsmilch produzieren, stellen sich die bekanntesten Absatzschwierigkeiten ein. Beim Schlachtvieh bringen wir aus der inländischen Produktion 90 bis 95% auf den Markt. Bei stärkerer Produktion treten ebenfalls unliebsame Absatzschwierigkeiten ein. Bei Getreide produzieren wir dagegen nur etwa 50% des Bedarfes. Es liegt mir ferne, über die vom Bund aufgelegten Getreidepreise zu schimpfen oder sie zu kritisieren. Aber eines möchte ich hier allerdings ergänzen, das nicht in der Botschaft steht, nämlich dass der Bund in verschiedenen Jahren für Importgetreide höhere Preise auslegen musste, als er den Schweizer Bauern für das inländische Getreide je Doppelzentner bezahlte. Die mittleren Einstandspreise je Zentner waren folgende:

	Ausland	Inland
	Fr.	Fr.
1941/42 .....	48.47	47.21
1943/44 .....	56.96	53.22
1944/45 .....	58.59	52.94
1947 .....	65.56	63.01
1948 .....	79.41	63.15

Ich anerkenne dankbar, dass der Bund nach dem regenreichen Sommer 1954 viel Getreide übernahm, das den Begriff von „mahlfähig“ nicht mehr verdiente. Wenn nun aber der bisherige Übernahmepreis des Bundes für gutes mahlfähiges Brotgetreide so sehr interessant und lukrativ wäre, dann müssten wir unseren Landwirten nicht immer zurufen, sie

sollten die Viehwirtschaft mehr einschränken und den Getreidebau ausdehnen. Ich zitiere hier nicht die günstigsten Produktionsgebiete der Kantone Genf, Waadt und zum Teil Bern, aber die vielen Höfe der Rand- und Berggebiete sollten vermehrt herangezogen werden können. Hier sehen Sie meine Hauptüberlegung für meinen Antrag. Gerade unser Finanzminister, Herr Bundesrat Dr. Streuli, sollte in erster Linie Verständnis dafür aufbringen. Es ist doch auch von seinem Gesichtspunkt der Finanzen aus vorteilhafter, dort, wo die Möglichkeit der Produktionsausdehnung besteht, dieselbe zu unterstützen und produktionssichernde Preise zu garantieren, als die Überschüsse auf anderen, bereits überlasteten Sektoren der Landwirtschaft zu finanzieren.

Auf Seite 13 der Botschaft wird gesagt, den für die Festsetzung des Abgabepreises für Brotgetreide verantwortlichen Instanzen solle eine gewisse Bewegungsfreiheit belassen werden. – Das ist zweifellos richtig. Damit erhalten sie ein wichtiges Mittel, um den Anbau von Brotgetreide im allgemeinen oder die Produktion bestimmter Getreidesorten oder -arten zu beeinflussen. Die Bewegungsfreiheit wird aber durch die Umschreibung „produktionssichernde Preise“ besser gewährleistet als mit der andern Fassung, die den Anbau nur „ermöglicht“.

Ich beantrage Ihnen daher, dem Antrag der Mehrheit der Kommission zuzustimmen.

#### Abstimmung – Vote

(Vorbehältlich Antrag der Minderheit und Antrag Spühler – Sous réserve de la proposition de la minorité et de la proposition Spühler)

Für den Antrag der Kommission	23 Stimmen
Für den Antrag des Bundesrates	10 Stimmen

**Präsident:** Im zweiten Satz besteht eine weitere Differenz, indem die Kommission sagt: „...er regelt die Verwendung des Inlandgetreides und bestimmt die Verkaufspreise.“ Demgegenüber steht der Antrag Spühler, der sagt: „...er regelt die Verwendung des Inlandgetreides, das von den Müllern auf Grundlage des Marktpreises zu übernehmen ist. Er unterhält genügende Vorräte an Brotgetreide.“

**Spühler:** Nachdem mein Rückweisungsantrag erwartungsgemäss abgelehnt worden ist, möchte ich natürlich einige Gedanken, die in der Begründung des Rückweisungsantrages enthalten waren, im Antrag, den ich Ihnen stelle, aufnehmen. Ich habe die meisten Argumente schon in meinem früheren Votum vorgebracht, kann mich daher kurz fassen.

Es wird in der alten Getreideordnung erklärt (Art. 23bis), die Müller können verpflichtet werden, das Inlandsgetreide auf Grundlage des Marktpreises zu übernehmen. Dieser Grundsatz, dass die Kosten der Inlandgetreideordnung dem Bunde überbunden werden sollen, soll durch meinen Antrag aufrechterhalten bleiben. Wenn nun immer wieder von Herrn Bundesrat Streuli erklärt worden ist, dass nicht daran gedacht werde, den Brotpreis dadurch irgendwie zu tangieren, so ist das einfach ein Widerspruch. Ich verstehe es nicht, dass, wenn man an der bisherigen Ordnung nichts ändern will, man dann doch den Text des Verfassungsartikels ändert. Was hier vorgeschlagen ist, ist in dem Sinne eindeutig, dass eben der Preis manipuliert würde. Daher habe

ich die Auffassung, dass man an der alten Ordnung, nämlich an der Überbindung der Kosten der Inlandgetreideordnung auf den Bund, festhalten soll.

Ich habe in diesem Sinne meinen Antrag gestellt. Im übrigen möchte ich betonen, was der Bundesrat selbst in seiner Botschaft vom 13. Januar 1956 erklärt hat, wenn er die Botschaft von 1928 zitierte, indem er sagte: „Auch die sinnreichste Formulierung einer Überwälzung der Kosten auf den Verbraucher kann den Charakter einer missliebigen Fiskalmassnahme nicht verdecken.“ Es ist so, dass der Grund für diese Änderung rein fiskalisch ist, sonst hätte man das bleiben lassen können. Hier scheiden wir uns in der Auffassung. Deshalb stelle ich Ihnen meinen Antrag.

Bundesrat **Streuli**: Ich beantrage Ihnen, den Antrag Spühler abzulehnen. Mit diesem Antrag wird an eine der Grundlagen der neuen Ordnung gerührt. Wenn Sie dem Antrag Spühler folgen würden, könnte der Bund den Brotpreis nicht mehr steuern; dann würde der Brotpreis je nach Importgetreidepreis schwanken. Das stünde nicht in Übereinstimmung mit dem Auftrag im Verfassungsartikel, wonach der Bund die Interessen des Konsumenten wahrt und hierzu Preisvorschriften erlassen kann. – Praktisch würde es so herauskommen, dass die Weltmarktpreise für den Brotpreis massgeblich wären. Wir könnten nicht eine Weissmehlabgabe einmal erheben, das andere Mal nicht erheben. Der Antrag Spühler liegt, wenn man sich das richtig überlegt, nicht im Interesse des Konsumenten. Wenn der Weltmarktpreis hinaufgeht, soll der Brotpreis nicht hinaufgehen, es sei denn, Herr Ständerat Spühler wolle in diesem Fall durch separate Bundesbeiträge den Brotpreis, der hinaufginge, tief halten. Dazu hätten wir aber keine Möglichkeit nach dem Verfassungsartikel, nach Antrag Spühler. Daher ist eines der Ziele des neuen Verfassungsartikels, den Brotpreis angemessen und möglichst stabil zu halten. Dazu ist es nötig, dass dieser Antrag abgelehnt werde.

**M. Quartenoud**, rapporteur: Comme président de la commission, je n'ai pas eu à me préoccuper dans mon rapport sur l'entrée en matière de la proposition de M. Spühler. Je le fais donc maintenant. Sans rien gêner à ce que vient de dire éloquemment M. Streuli, conseiller fédéral, je vous propose de rejeter cette proposition Spühler. M. Spühler a comme idée centrale la protection des consommateurs. Il me semble que tout cela est rempli de contradictions. Déjà lors de l'entrée en matière, on le sentait partisan du monopole, d'un autre côté, il veut supprimer le contingent des meuniers comme si l'on pouvait garantir le prix du pain facilement dans ce désordre de la meunerie. Ici encore, sa proposition tend simplement à renvoyer le prix du pain aux prix du marché. Il en subirait toutes les fluctuations. Dans certaines périodes, ces fluctuations seraient favorables au consommateur mais, dans d'autres, elles pourraient être, en période de crise, terriblement défavorables. Il n'y aurait alors plus qu'un moyen de parer au maintien du prix et à un niveau raisonnable qu'en frappant à la caisse de l'Etat. C'est pourquoi il me semble qu'il est plus logique de rejeter cette proposition et d'accepter le système

tel que l'a voulu le Conseil fédéral d'abord et tel qu'il a été révisé par la commission ensuite.

#### Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission und des Bundesrates	31 Stimmen
Für den Antrag Spühler	4 Stimmen

**Präsident**: Im folgenden Satz: „Er sorgt für genügende Vorräte an Brotgetreide und regelt ihre Verteilung; er ordnet die Einfuhr und Verwendung von ausländischem Brotgetreide und von Backmehl“, besteht keine Differenz. Der Bundesrat schliesst sich dem Antrag der Kommission an.

Im folgenden Satz: „Er trifft Vorkehrungen zur Erhaltung eines leistungsfähigen, dezentralisierten Müllereigewerbes“, besteht eine Differenz. Herr Müller-Baselland schlägt hier den Text vor: „Er trifft Massnahmen zur Erhaltung eines leistungsfähigen Müllereigewerbes, wobei er auf die Kundenmühlen Rücksicht nimmt.“

**Müller-Baselland**: Die kleinen Kundenmühlen, die Spezialmühlen, bedürfen eines vermehrten Schutzes. Die Handelsmühlen werden der Schwierigkeiten schon selber Herr. Wir wollen auch den Wegfall der Kontingente; denn mit den Kontingenten wird im Inland ein schwunghafter Handel getrieben. Es werden jährlich für zehntausend Tonnen Kontingente bis zu viertausend Franken bezahlt. Diesen Kontingentshandel bezahlt schliesslich der Brotkonsument. Ich stelle den Antrag im Interesse eines auch für kinderreiche Familien tragbaren Brotpreises.

**M. Barrelet**: J'appuie la proposition de la majorité de la commission en ce qui concerne cette question de la décentralisation. Nous devons aider à l'application d'un tel principe qui est non seulement dans l'intérêt de l'agriculture pour ce qui concerne les moulins à façon mais dans l'intérêt général du pays. Il est nécessaire «d'avoir une meunerie décentralisée, comme l'a dit le Conseil fédéral, et répartie sur l'ensemble du territoire. Il n'est pas possible de permettre une extension toujours plus accrue des grands moulins au détriment des petits et notamment des moulins à façon. Du reste, dans les commentaires établis en son temps par l'Administration fédérale des blés à l'appui du projet, cette administration constatait ceci: «Ces dernières années, plusieurs grands moulins de commerce se sont mis à rechercher des moutures à façon.»

Nous appuyons ces constatations de l'Administration fédérale des blés et nous saisissons l'occasion de ce débat sur cette partie de l'article constitutionnel pour appuyer les intentions du Conseil fédéral et de l'Administration fédérale des blés dans leurs efforts de décentralisation de la meunerie et dans leurs efforts de soutien à l'égard des moulins à façon.

**Präsident**: In diesem letzten Satz des Absatzes 2 bestehen zwei Differenzen. Herr Ständerat Müller will das Wort „dezentralisiert“ weglassen. Er will aber die Worte „auf die Kundenmühlen“ anfügen.

*Abstimmung - Vote*

Für den Antrag der Kommission 33 Stimmen  
Für den Antrag Müller-Baselland 4 Stimmen

*Art. 23bis, Abs. 2bis (neu)***Antrag der Kommission**

<sup>2bis</sup> Den erschwerten Produktions- und Lebensbedingungen in den Gebirgsgegenden ist Rechnung zu tragen.

**Antrag Barrelet***Art. 23bis, Abs. 2bis*

Bei den Massnahmen zur Förderung des Anbaues und der Versorgung trägt der Bund den schwierigeren Produktions- und Lebensbedingungen in gewissen Regionen des Landes, insbesondere in den Gebirgsgegenden, Rechnung.

*Art. 23bis, al. 2bis (nouveau)***Proposition de la commission**

<sup>2bis</sup> Il sera tenu compte des conditions de production et de vie plus difficiles des régions de montagne.

**Proposition Barrelet***Art. 23bis, al. 2bis*

Dans ces mesures d'encouragement à la production et à l'approvisionnement, la Confédération tiendra compte des conditions de production et de vie plus difficiles dans certaines régions du pays plus spécialement dans les régions de montagne.

**Präsident:** Es folgt der Absatz 2bis: „Den erschwerten Produktions- und Lebensbedingungen in den Gebirgsgegenden ist Rechnung zu tragen.“ Der Bundesrat schliesst sich dem Antrag der Kommission an. Demgegenüber hat Herr Ständerat Barrelet einen Ergänzungsantrag gestellt.

**M. Barrelet:** Je ne serai pas long au sujet des commentaires que j'ai à donner en faveur de ma proposition qui, à première vue, ne semble pas présenter de grandes différences par rapport au texte de la commission. Cependant, si vous l'examinez de près, vous constaterez que nous demandons des mesures d'encouragement à la production, d'une part, et à l'approvisionnement du pays, d'autre part, que ces mesures prennent en considération de façon plus ouverte, plus généralisée, les conditions plus difficiles de certaines régions du pays, plus spécialement des régions de montagne. C'est une question que j'ai déjà soulevée en son temps auprès de l'Administration fédérale des blés, notamment en 1952, au vu des dispositions d'application de la loi sur la matière. A cette époque, on nous a laissé entendre qu'il serait possible de mieux tenir compte des différences de conditions de production lors de la prochaine revision de la loi sur le régime du blé.

Il existe, sur le plan fédéral, un cadastre de la production agricole qui établit qu'au-dessus de 800 m. d'altitude se trouve la zone de montagne avec ses divers paliers et au-dessous la zone de plaine. Mais pour cette dernière, il n'y a aucune différenciation.

La Confédération ferait bien de s'orienter vers une différenciation plus marquée. Il faut que l'éventail de la différenciation des conditions de produc-

tion qui nous est donné par la nature corresponde aussi à l'éventail des prix. Au-dessous de 800 m., on a des conditions de production très différentes dans la zone en bordure de ces 800 m. au pied du Jura ou la même zone dans les régions des Préalpes. Si l'on échelonne les prix en tenant mieux compte des conditions difficiles de production, on répond à un vœu général de la population et pas seulement à un désir des milieux agricoles.

D'ailleurs dans un message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant la modification de la loi sur le ravitaillement du pays en blé, du 24 novembre 1952, il est précisé aux pages 13 et 14 ce qui suit:

« Il est évident qu'une répartition des zones fondée sur l'altitude ne doit pas être appliquée trop strictement. De nombreux facteurs de production (précipitations atmosphériques, insolation, nature du terrain, etc.) ne sont pas fonction de l'altitude. C'est pourquoi l'Administration des blés a de tout temps eu la compétence d'accorder des suppléments, dans les limites fixées par la loi, pour des endroits où la culture des céréales est particulièrement difficile et même, à titre exceptionnel, dans des régions situées à moins de 800 m. d'altitude (art. 23, deuxième, troisième et quatrième alinéas, du règlement d'exécution du 4 juillet 1933). Usant de ce droit, l'administration a fait de nombreuses exceptions, après avoir examiné sur place la plupart des cas. Ce long travail, qui a exigé plusieurs années, a apporté les corrections nécessaires pour éliminer toute trace d'arbitraire et obtenir un juste équilibre. Nous sommes d'avis qu'il faut maintenir cette pratique de l'Administration des blés: les nouveaux taux seront donc également applicables à ces cas exceptionnels. »

Voilà donc les révélations que faisait le Conseil fédéral en 1952 et qui laissaient entendre que l'Administration des blés a la possibilité de déroger aux règles établies par la voie des dispositions d'exécution. J'aimerais tout de même mieux qu'on puisse avoir un principe d'application de ces dispositions dans la Constitution et qu'on tienne mieux compte, ainsi que je le propose, de ces régions difficiles de production.

Je me souviens aussi d'une discussion au sein de la commission chargée d'examiner le prix du blé qui a siégé à Montreux en présence de M. Weber, conseiller fédéral, qui, pour la fixation du prix du blé, nous avait donné des normes provenant des régions de plaine, normes établies d'après les meilleures régions de production ce qui paraissait justifier de ne pas admettre d'augmentation du prix du blé alors que les moyennes que j'avais moi-même établies pour les régions au-dessous de 800 m. donnaient des rendements déficitaires et justifiaient, par conséquent, une augmentation du prix du blé.

Nous avons discuté toute une matinée du problème à Montreux avec M. Weber, conseiller fédéral, et pour finir la commission avait admis mes propositions tendant à relever le prix de base des blés. Cela avait donné lieu au Conseil des Etats à une discussion extraordinairement nourrie et difficile parce qu'on se rendait compte que la base de départ n'était pas suffisamment précisée. On parlait du prix de base pour les régions au-dessous de 800 m. sans tenir compte que les conditions de production dans cette zone sont très différentes les unes des

autres. Il y a, en tout cas pour moi, une zone intermédiaire entre la zone de plaine et la zone de montagne.

L'examen des dispositions de la loi et des dispositions d'exécution permettra de trouver, je pense, la solution. Pour cela les dispositions d'ordre constitutionnel doivent laisser un éventail suffisamment ouvert à certaines différenciations de prix pour tenir compte des différences de production.

Tels sont les motifs pour lesquels j'ai présenté cette proposition.

**M. Quartenoud, rapporteur:** Je ne parle pas comme président de la commission. Je voterai tout à l'heure la proposition de M. Barrelet et comme je ne veux pas avoir l'air d'être un faux compagnon de la commission ni de sa majorité, ni du Conseil fédéral et que je suis très orthodoxe, je vais m'expliquer:

La proposition de M. Barrelet est plus importante qu'elle ne le paraît. Je ne reviendrai pas sur son excellente argumentation et dirai simplement qu'elle tient compte de toute une série de cas difficiles. Par exemple, quand il s'agit de déterminer si c'est le régime de plaine ou le régime de montagne qui doit être appliqué on peut se trouver en face de ce fait que le centre de l'exploitation ou la maison du propriétaire est dans une vallée, dans un village, et que les cultures sont beaucoup plus haut. Je connais un cas – je pourrais vous donner le nom des villages, je les ai parcourus le printemps passé – où les terrains sont assez hauts du côté d'une colline boisée mais à revers, alors que la maison se trouve au-dessous de 800 m. La situation de cette culture est beaucoup plus difficile que celle de l'autre côté de la montagne qui est exposée au soleil levant, qui est magnifiquement «arrosée» de lumière et de soleil. Il y a donc des situations très délicates et c'est pourquoi la proposition de M. Barrelet me paraît justifiée.

Je sais bien que le Conseil fédéral dira que c'est très difficile d'introduire dans un texte constitutionnel la faculté de faire certaines exceptions. En réalité, la pratique actuelle tient compte déjà de cette situation et la proposition de M. Barrelet ne fait que consacrer une jurisprudence. Le scrupule peut naître de donner une définition plus claire et plus précise de ces exceptions dans un texte constitutionnel. Je ne sais pas si cette préoccupation pourra être admise par le Conseil fédéral. Je ne pense pas comme président de la commission mais, à titre individuel, je voterai la proposition de M. Barrelet.

**Stüssi:** Die Begründung, die Herr Ständerat Barrelet seinem Antrag gegeben hat, ist meines Erachtens stichhaltig. Hingegen kann seine Formulierung des Antrages nicht genügen. Der Hauptakzent liegt doch auf der Schwierigkeit der Produktionsverhältnisse und nicht auf den Gegenden. Deswegen ist es nicht nötig, dass man die Worte einsetzt: „in gewissen Regionen“. Ich möchte Ihnen folgende Redaktion vorschlagen: „Bei den Massnahmen zur Förderung des Anbaues und der Versorgung trägt der Bund besonders schwierigen Produktions- und Lebensbedingungen, vor allem in Gebirgsgegenden, Rechnung.“ Damit ist dasjenige erfasst, was Herr Kollege Barrelet will.

**Bundesrat Streuli:** Ich möchte Sie bitten, den Antrag Barrelet und die von Herrn Stüssi vorgeschlagene Redaktion abzulehnen. Es heisst in diesem Antrag: „...den schwierigen Produktions- und Lebensbedingungen in gewissen Regionen des Landes, insbesondere in den Gebirgsgegenden Rechnung tragen.“ Was heisst: Gebirgsgegend? Die Herren haben richtig gesagt, dass wir heute eine Grenze von 800 Meter Höhe haben. Aber es ist gleichfalls schon richtig ausgeführt worden, dass man heute schon diese 800-Meter-Grenze nicht ohne Ausnahme anwendet. Herr Quartenoud hat das vorhin betont. Im übrigen hat der Bundesrat im Nationalrat in dieser Session ein Postulat Buri entgegengenommen, das gerade auch diese Sache zum Gegenstand hat. Es soll bei der neuen Getreidegesetzgebung (und nicht bei der Verfassungsgesetzgebung) geprüft werden, ob man bei der 800-Meter-Grenze bleiben wolle oder ob man auf das Produktionskataster abstellen soll. Das Postulat ist entgegengenommen worden. Die Frage wird also bei der Gesetzgebung zu prüfen sein. Herr Ständerat Stüssi hat die Worte vorgeschlagen: „...trägt der Bund besonders schwierigen Produktions- und Lebensbedingungen, vor allem in Gebirgsgegenden, Rechnung.“ Die Preise müssten also auch im Flachland, je nach der Gegend, variieren. Das wäre einfach unübersehbar. Eine klare Abgrenzung kann nicht getroffen werden. Man geht hier viel zu weit. Den Begriff „Gebirgsgegenden“, wird man definieren können. Aber Differenzierungen für den Getreidebau im Flachland sind ausserordentlich schwierig zu treffen. Ich ziehe deshalb der Ausdruck „Gebirgsgegenden“ vor; denn der andere Text, der vorgeschlagen wird, führt zu ausserordentlich grossen Schwierigkeiten.

Ich bitte Sie deshalb, diesen neuen Text nicht anzunehmen, beim bisherigen Prinzip zu bleiben, und es soll später dem Gesetzgeber vorbehalten bleiben, abzuklären, wo die Grenzen liegen und welche Gebiete zu den Gebirgsgegenden gerechnet werden sollen und welche nicht mehr. Ich beantrage Ihnen also, beide Anträge abzulehnen.

**Präsident:** Ich frage Herrn Barrelet an, ob er sich dem Antrag Stüssi anschliessen kann.

**M. Barrelet:** Oui.

**Präsident:** Der Kommissionsantrag lautet bei Absatz 2bis folgendermassen: „Den erschwerten Produktions- und Lebensbedingungen in den Gebirgsgegenden ist Rechnung zu tragen.“ Der Bundesrat schliesst sich diesem Antrag an.

#### Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	22 Stimmen
Für den Antrag Barrelet/Stüssi	15 Stimmen

#### Art. 23bis, Abs. 3

#### Antrag der Kommission

##### Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates.

##### Minderheit

(Müller-Baselland)

Der Bund kann zu diesen Zwecken Zuschüsse gewähren und Beiträge zur teilweisen Deckung der

aus der Getreideversorgung entstehenden Ausgaben erheben. Statistische Gebühren, Weissmehlabgabe, Zolleinnahmen und andere Beiträge, die erhoben werden, sind zur Stabilisierung des heutigen Brotpreises zu verwenden.

#### **Antrag Müller-Baselland**

*Art. 23bis, Abs. 3*

...entstehenden Ausgaben erheben. Der Ertrag der statistischen Gebühren, die Zolleinnahmen sowie andere Beiträge, die erhoben werden, sind zur Deckung der aus der Getreideordnung des Landes erwachsenden Ausgaben zu verwenden.

*Art. 23bis, Al. 3*

#### **Proposition de la commission**

*Majorité*

Adhérer au projet du Conseil fédéral.

*Minorité*

(Müller-Bâle-Campagne)

A ces fins, la Confédération peut accorder des allocations et percevoir des contributions pour couvrir une partie des dépenses occasionnées par le ravitaillement en blé. Le produit du droit de statistique, de la taxe grevant la farine blanche, des droits d'entrée et d'autres contributions sera affecté à la stabilisation du prix actuel du pain.

#### **Proposition Müller-Bâle-Campagne**

*Art. 23bis, 3<sup>e</sup> al.*

...ravitaillement en blé. Le produit du droit de statistique, les droits d'entrée et autres contributions serviront à couvrir les dépenses pour l'alimentation du pays en blé.

**Präsident:** In Absatz 3 besteht im ersten Satz keine Differenz.

Hingegen schlägt im Anschluss daran Herr Ständerat Müller-Baselland vor, dass statistische Gebühren, Weissmehlabgabe, Zolleinnahmen und andere Beiträge, die erhoben werden, zur Stabilisierung des heutigen Brotpreises zu verwenden seien.

Herr Ständerat Müller hat einen neuen Antrag gestellt.

**M. Quartenoud**, rapporteur: Un mot seulement pour le texte principal. Comme on a adopté tout à l'heure de remplacer «ravitaillement» par «approvisionnement», il faudrait, pour le texte de cet article, reprendre la terminologie «approvisionnement». Je laisse à la commission de rédaction le soin d'apporter cette rectification. On ne peut pas employer une fois «ravitaillement» et une autre fois «approvisionnement».

**Präsident:** Sie sind damit einverstanden.

Das Wort hat zur Begründung des neuen Antrages Herr Müller-Baselland.

**Müller-Baselland:** Die Begründung wurde in der Eintretensdebatte schon gegeben. Ich kann deshalb darauf verzichten. Ich habe jedoch die ursprüng-

liche Fassung auf Anregung von Herrn Ständerat Rohner abgeändert, da die Fassung meinen Intentionen entspricht.

*Abstimmung - Vote*

Für den Antrag Müller-Baselland	7 Stimmen
Dagegen	20 Stimmen

*Art. 23bis, Abs. 4*

#### **Antrag der Kommission**

Die Ausführungsvorschriften sind auf dem Wege der Gesetzgebung zu erlassen; wenn das Gesamtinteresse es rechtfertigt, können sie nötigenfalls von der Handels- und Gewerbefreiheit abweichen.

*Art. 23bis, al. 4*

#### **Proposition de la commission**

Les dispositions d'exécution doivent être édictées par voie législative; lorsque l'intérêt général le justifie, elles peuvent, au besoin, déroger à la liberté du commerce et de l'industrie.

*Angenommen - Adoptés*

*Abschnitte II und III*

#### **Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates.

*Chapitres II et III*

#### **Proposition de la commission**

Adhérer au projet du Conseil fédéral.

*Angenommen - Adoptés*

**Präsident:** Wird ein Rückkommensantrag gestellt? Es ist nicht der Fall.

*Gesamt Abstimmung - Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Beschlusentwurfes	33 Stimmen
Dagegen	4 Stimmen

*An den Nationalrat - Au Conseil national*

### **Vormittagssitzung vom 21. März 1956**

**Séance du 21 mars 1956, matin**

Vorsitz - Présidence: Herr Weber

### **7015. Errichtung neuer diplomatischer Vertretungen**

#### **Création de nouvelles missions diplomatiques**

Siehe Seite 27 hiervor - Voir page 27 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 16. März 1956  
 Décision du Conseil national du 16 mars 1956

*Schlussabstimmung - Vote final*

Für Annahme des Beschlusentwurfes	38 Stimmen
	(Einstimmigkeit)

*An den Bundesrat - Au Conseil fédéral*

## **Brotgetreideordnung. Revision**

### **Régime da blé. Révision**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1956
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	06
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	7027
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	20.03.1956
Date	
Data	
Seite	33-60
Page	
Pagina	
Ref. No	20 036 042

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.  
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.  
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

scheid innert nützlicher Frist herbeizuführen, hat Ihre Kommission, ebenfalls mit 8 zu 3 Stimmen, beschlossen, dem Rate zu beantragen, wenn der Rat heute an den Ausgabengrenzen von 10 und 2 Millionen festhalten will, solle dieser Beschluss als endgültig erklärt werden. Ich habe Ihnen also zwei Anträge der Kommission zu unterbreiten: erstens einmal, es sei an der bisherigen Beschlussfassung festzuhalten, nämlich 10 Millionen für einmalige Ausgaben und 2 Millionen für wiederkehrende Ausgaben. Wenn dieser Antrag vom Rate angenommen wird, beantragen wir Ihnen ferner, diese Schlussnahme als endgültig zu erklären.

**Danioth**, Berichterstatter der Minderheit: Der Sprechende gehörte ursprünglich auch zur Mehrheit der Kommission, die eine Ausgabensumme von 10 Millionen für einmalige und 2 Millionen Franken für wiederkehrende Ausgaben für das Richtige hielt. In der letzten Kommissionssitzung habe ich mich aber entschlossen, zur Minderheit zu stossen und dem Beschluss des Nationalrates zuzustimmen, der sich für 20 und 3 Millionen Franken entschieden hat. Namens der Minderheit möchte ich den Antrag auf Zustimmung zum Nationalrat kurz begründen.

Aus den bisherigen Beratungen der beiden Räte und nach den Beschlüssen, die sowohl im Nationalrat wie im Ständerat gefasst wurden, geht hervor, dass eigentlich niemand die Initiative in ihrer ursprünglichen Form unterstützt. In beiden Räten ist beschlossen worden, dem Schweizervolk die Ablehnung der Initiative zu beantragen. Man ist aber allgemein der Auffassung, dass der Initiative ein Gegenvorschlag gegenübergestellt werden soll. In diesem Sinne haben denn auch beide Räte beschlossen. Wenn nun aber über den Gegenvorschlag keine Einigung zustande kommt, muss die Initiative dem Volk zum Entscheid vorgelegt werden, wobei es sich nur noch über die Annahme oder die Verwerfung aussprechen könnte. Bei dieser Sachlage ist mit einer gewissen Wahrscheinlichkeit anzunehmen, dass die Initiative angenommen wird. Heute sind aber selbst die Initianten nicht mehr ganz von der Zweckmässigkeit der Initiative überzeugt. Ich halte es deshalb für richtig, der Initiative einen Gegenvorschlag gegenüberzustellen. Die Minderheit Ihrer Kommission hält es nicht für ausgeschlossen, dass das Initiativkomitee die Initiative zugunsten des Gegenvorschlages zurückzieht und dann nur noch über den Beschluss der Räte abgestimmt werden muss. Sie sind sicher mit uns einig, dass hier keine grundsätzliche, sondern nur eine Ermessensfrage vorliegt. Man kann in guten Treuen der Meinung sein, dass 10 und 2 Millionen Franken das Richtige sind, oder auch 20 und 3 Millionen Franken. Ich glaube deshalb, dass es schon der Öffentlichkeit einen schlechten Eindruck machen würde, wenn sich die eidgenössischen Räte über eine solche Frage nicht einigen könnten. Sie wissen, dass die Frist zur Begutachtung der Initiative am 23. September 1956 abläuft. Wenn wir jetzt zu keiner Einigung kommen und das Einigungsverfahren eingeleitet werden muss, kommen wir dieser Frist bedenklich nahe. Es bleiben uns in der nächsten Session noch wenige Tage übrig, um vor Torschluss fertig zu werden. Dazu kommt, dass selbst unsere Juristen nicht einig sind, ob im vorliegenden Fall das Einigungsver-

fahren überhaupt zu spielen habe. Die Minderheit Ihrer Kommission glaubt deshalb, dass der Ständerat zu einem Kompromiss Hand bieten sollte. Aus den angeführten Gründen beantrage ich Ihnen namens der Minderheit, dem Beschluss des Nationalrates zuzustimmen.

#### *Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Mehrheit	28 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	11 Stimmen

**Präsident:** In bezug auf die Definitivklärung ist kein Gegenantrag gestellt. Der Herr Kommissionspräsident schlägt vor, unseren Beschluss als definitiv zu bezeichnen.

#### *Zustimmung – Adhésion*

*An den Nationalrat – Au Conseil national*

### **7027. Brotgetreideordnung. Revision. Régime du blé. Revision**

Siehe Seite 33 hiervor – Voir page 33 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 14. Juni 1956  
Décision du Conseil national du 14 juin 1956

#### *Differenzen – Divergences*

#### **Antrag der Kommission**

*Abschnitt I, Art. 23bis, Abs. 1 und 2*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates.

#### *Abs. 3*

Der Bund kann zu diesen Zwecken, insbesondere zur Erzielung eines möglichst stabilen Brotpreises, Zuschüsse gewähren und Beiträge erheben. Er übernimmt unter normalen Verhältnissen zu seinen Lasten Ausgaben in der Höhe der Mehrkosten für das Inlandgetreide, die sich im Mittel mehrerer Jahre ergeben. Zur teilweisen Deckung dieser Ausgaben verwendet der Bund den Ertrag der statistischen Gebühr im Warenverkehr mit dem Auslande.

#### **Antrag Müller-Baselland**

*Art. 23bis, Abs. 3*

... Beiträge erheben. Er übernimmt zu seinen Lasten ...

#### *Abschnitt II*

#### **Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates.

#### *Chapitre I*

#### **Proposition de la commission**

*Chapitre I, art. 23bis, al. 1–3*

Adhérer à la décision du Conseil national.

(La modification à l'alinéa 3 ne concerne que le texte allemand.)

**Proposition Müller-Bâle-Campagne***Art. 23bis, al. 3*

... allocations et percevoir des contributions. Elle prend à sa charge ...

*Chapitre II***Proposition de la commission**

Adhérer à la décision du Conseil national.

**Stöckli**, Berichterstatter: Herr Bundesrat Dr. Streuli hat seinerzeit in den Kommissionsberatungen den Standpunkt vertreten, dass Absatz 1 des Artikels 23bis für den Bundesrat genügen könnte. In der Verpflichtung zur Sicherung der Brotversorgung des Landes seien die im Entwurf in Absatz 2 genannten Aufgaben inbegriffen; es sei ganz selbstverständlich, dass der Bund den Inlandgetreidebau fördere, das Inlandgetreide von den Produzenten zu übernehmen habe, dass er für eine angemessene Vorrathaltung verpflichtet sei, dass er dem Müller- und Bäckereigewerbe einen gewissen Schutz sichern müsse, und dass er insbesondere dem Standpunkt des Konsumenten Rechnung zu tragen habe. Der Bundesrat habe schon in der Botschaft ausgeführt, dass es im Grunde genommen nicht seine Absicht sei, von der bisherigen Ordnung abzuweichen; er sei aber bereit, den privaten Getreideimporthandel vermehrt, soweit damit die Versorgung des Landes mit Brotgetreide von guter Qualität sichergestellt werden könne, zu ermöglichen.

Der Bundesrat hat nun aber doch eine gewisse Umschreibung seiner Aufgaben, die der Sicherung der Brotversorgung des Landes dienen sollen, der möglichst kurzen Formulierung vorgezogen. Damit weicht der vom Bundesrat vorgeschlagene neue Artikel in Form und Umfang nicht wesentlich vom bisherigen ab. Er hat ihm einen Inhalt gegeben, von dem er angenommen hat, dass er die Aufgabe des Bundes in der Brotversorgung unseres Landes vollumfänglich umschreibe, dass er sowohl den Interessen der Konsumenten, der Produzenten, wie des Müller- und Bäckergewerbes gerecht werde. Der Herr Departementschef hat mit aussergewöhnlicher Zähigkeit die Fassung des Bundesrates verteidigt und gegen jede Ausweitung Stellung bezogen.

Der Ständerat, dem die Priorität in der Behandlung zufiel, hat eine Erweiterung vorgenommen, indem er die erschwerten Produktions- und Lebensbedingungen in Gebirgsgegenden berücksichtigt wissen wollte, welche Bestimmung auch vom Nationalrat gutgeheissen worden ist.

Der Nationalrat ist in Absatz 1 und 2 in drei Punkten von dem vom Ständerat gefassten Text abgewichen. Die getroffenen Änderungen sind redaktioneller Natur. Dagegen hat er Absatz 3 wesentlich erweitert und in Abschnitt II die Gültigkeit der Ausführungsbestimmungen der gegenwärtig zu Recht bestehenden Getreideordnung für den Fall, dass die neu zu erlassenden Ausführungsbestimmungen nicht am 1. Januar 1958 in Kraft gesetzt werden könnten, um ein Jahr verlängert. Damit hat der neue Artikel 23bis einen wesentlich grösseren Umfang erhalten. Wir vermissen an ihm die im allgemeinen an einen Verfassungsartikel gestellte Anforderung einer vorbildlichen Kürze. Wenn natürlich jeder am Verfassungsartikel interessierte Volksteil seine Hauptforderungen schon in der Verfassung

verankert haben möchte, dann ist ein gewisser, im Grunde genommen nicht gewünschter Umfang nicht zu umgehen. Als Richtlinie dürfte wohl immer noch der Grundsatz Geltung haben, was ohne Nachteil, ohne Schaden im Gesetz Platz finden kann, soll nicht in den Verfassungsartikel aufgenommen werden. Ich kann nicht beurteilen, ob und wie weit dieser Grundsatz bisher schon durchbrochen wurde. Immerhin werden wir die Forderung des Stimmbürgers nach klarer, leichtverständlicher und unzweideutiger Fassung verfassungsrechtlicher und gesetzlicher Bestimmungen nicht unberücksichtigt lassen dürfen.

Ich muss unserem Rat noch Kenntnis geben von einem im Nationalrat eingebrachten Nichteintretens- und einem Rückweisuingsantrag, die beide in Minderheit geblieben sind. Auch gegen die Kontingentierung der Mühlen ist Sturm gelaufen worden. Die Kontingentierung der Mühlen ist nun aber mit der Lösung der dem Bund gestellten Aufgabe so eng verbunden und davon nicht zu trennen, dass diese notwendig aufrechterhalten werden muss. Der Wegfall der Kontingentierung müsste angesichts der Tatsache, dass die Kapazität der Mühlen nicht wesentlich über 50% ausgenützt ist, für viele und offensichtlich gerade für die Kleinmühlen katastrophale Folgen haben.

Der Nationalrat hat den Verfassungsartikel mit dem Text, wie er vorliegt, mit 84:42, also mit einem Stimmenverhältnis von 2:1, angenommen.

Die drei Differenzen in Absatz 1 und 2 sind redaktioneller Natur. Die Kommission stimmt in allen drei Punkten der Fassung des Nationalrates zu, weil wir finden, sie sei mindestens so gut wie die unsrige. Absatz 1 bekommt demgemäss folgende Fassung: „Der Bund sichert die Versorgung des Landes mit Brotgetreide; er stützt sich dabei auf die Mitwirkung der privaten Wirtschaft. Der zweite Satz von Absatz 2 wird nun lauten: „Der Bund fördert den Anbau von Brotgetreide guter Qualität; er übernimmt gutes, mahlfähiges Inlandgetreide zu Preisen, die seinen Anbau sichern.“

Der Bundesrat hat ursprünglich vorgeschlagen, das Inlandgetreide soll zu Preisen übernommen werden, die seinen Anbau ermöglichen. Unsere Kommission empfiehlt Ihnen, in Übereinstimmung mit dem Nationalrat, das Inlandgetreide zu Preisen zu übernehmen, die seinen Anbau sichern. Der Herr Departementschef wünscht nun von den Antragstellern aus dem landwirtschaftlichen Sektor eine Erklärung über unsere Absichten mit diesem Antrag. Ich stelle gerne fest, dass wir damit keine materielle Änderung der Preise für Inlandgetreide bezwecken. Es geht uns nicht darum, den Getreidebau mit einem höheren Preis auch in Gebieten zu forcieren, die sich hierzu nicht eignen. Es darf der Preis für das ganze Produktionsgebiet, Gebirgsgegenden ausgenommen, der gleiche sein.

Im 4. Satz von Absatz 2 wird das Wort „dezentralisiert“ durch die Worte: „angemessen über das ganze Land verteilt“ ersetzt.

Zu Absatz 3: Die Konsumentenkreise wehren sich für die Tiefhaltung des Brotpreises. Sie können sich mit den Ausführungen in der Botschaft nicht abfinden und auch nicht mit dem Versprechen des Departementschefs, das Brot werde nach Annahme des Verfassungsartikels nicht teurer werden. Aus

dieser Einstellung heraus entstand der neue Absatz 3.

Die Konsumenten legen vor allem Wert darauf, dass der Bund den Mehrpreis für Inlandgetreide in vollem Umfang übernimmt und damit den Brotpreis in keiner Weise belastet. In diesen Kreisen besteht ein gewisser Zweifel darüber, ob nicht schon bisher ein Teil dieser Mehrkosten von den Brotkonsumenten getragen worden ist, und nun will man schon durch eine Bestimmung im Verfassungsartikel eine zukünftige Belastung ausschalten.

Es ist zuzugeben, dass die Fassung im Grunde genommen die bisherige Praxis der Getreideordnung bestätigt. Der Bundesrat hat im 2. Satz die Worte eingefügt: „unter normalen Verhältnissen“. Er hat dieses Ventil eingebaut unter Hinweis auf die möglichen ausserordentlichen Schwankungen der Weltmarktpreise beim Getreide. Es wird notwendig werden, im Gesetz dann noch nähere Bestimmungen hierüber aufzustellen.

Unsere Kommission hat im 1. Satz die Worte „im Interesse“ durch die Worte „zur Erzielung“ ersetzt und damit die einzige noch bestehende Differenz mit dem Nationalrat geschaffen.

Nun haben Sie einen Streichungsantrag des Herrn Kollegen Müller. Er ist erst in der letzten Sitzung, die zur letzten redaktionellen Bereinigung einberufen worden war, gestellt worden. Die Kommission war nicht mehr verhandlungsfähig, und wir mussten den Antragsteller auf die Möglichkeit einer Antragstellung im Rate verweisen. Wenn die Kommission dazu auch nicht Stellung bezogen hat, so darf ich Ihnen, gestützt auf die Beratungen in einer früheren Sitzung, den Antrag auf Ablehnung stellen. Zu den Vorteilen, die die Konsumenten aus der Streichung der Worte „unter normalen Verhältnissen“ erwarten, können sich ebensogut Nachteile für sie einstellen.

Über Abschnitt II habe ich bereits Ausführungen gemacht.

Ich empfehle Ihnen Zustimmung zu den Anträgen der Kommission.

**Präsident:** Wir werden abschnittsweise vorgehen. Zu Artikel 23bis, Absatz 1, schlägt Ihnen die Kommission vor, dem Nationalrate zuzustimmen. Ein Gegenantrag wird nicht gestellt.

**Bundesrat Streuli:** Die Anträge Ihrer Kommission bringen keine Differenz mit den Beschlüssen des Nationalrates. Ich begrüsse das, weil dies nun die Aussicht eröffnet, dass man über den Getreideartikel noch im Herbst dieses Jahres abstimmen lassen kann. Das ist deshalb notwendig, weil wir das Getreidegesetz noch vor Ende 1957 ausarbeiten müssen. Trotzdem sind wir aber, auch wenn wir schon im Herbst über den Verfassungsartikel abstimmen lassen können, etwas in zeitliche Bedrängnis geraten. Deshalb begrüsse ich es, dass keine Differenz mehr besteht. Auch der Bundesrat stimmt dem neuen Abschnitt II zu.

In Artikel 23bis, Absatz 2, den wir jetzt behandeln, besteht eigentlich auch keine Differenz. Der Herr Referent hat darauf hingewiesen, dass der Bundesrat beantragt hatte, das Inlandgetreide zu einem Preis zu übernehmen, der dessen Anbau ermöglicht. Der Ständerat wünscht die Übernahme zu einem

produktionssichernden Preis. Der Nationalrat beschloss: „zu Preisen, die seinen Anbau sichern“. Mit dieser Fassung haben wir nun eine Änderung zur Fassung des bestehenden Getreideartikels, wo es heisst: „ermöglichen“. Der Bundesrat kann dem Antrag „zu Preisen, die den Anbau sichern“ nur zustimmen, wenn ganz klargelegt ist, dass mit dieser neuen Fassung keine materielle Änderung erreicht werden will. Diese Erklärung ist im Nationalrat durch die beiden Herren Referenten, dem welschen Referenten, Herrn Nationalrat Piot, und dem deutschschweizerischen Referenten, Herrn Nationalrat Müller-Olten, abgegeben worden, und auf meinen Wunsch hat Herr Nationalrat Reichling eine entsprechende Erklärung abgegeben als Präsident des Schweizerischen Bauernverbandes.

Nun haben Sie vorhin gehört, dass auch der Referent Ihrer Kommission, Herr Ständerat Müller, die genau gleiche Auffassung vertritt, nämlich, dass die vorgeschlagene Fassung gegenüber dem gültigen Artikel keine materielle Änderung zur Folge haben soll und dass keine materielle Änderung beabsichtigt sei. Im Gegensatz dazu stehen die Äusserungen des Herrn Ständerat Clavadetscher in der ersten Beratung Ihres Rates, der die Änderung auch im Sinne einer materiellen Änderung motiviert hat. Deshalb habe ich Herrn Ständerat Clavadetscher gebeten, sich nun heute nochmals auszusprechen, um nicht einen Widerspruch zu erhalten zwischen seinen Motivierungen in der Märzsession und den heutigen Beschlüssen. Ich wäre Herrn Ständerat Clavadetscher sehr dankbar, wenn er eine entsprechende Erklärung abgeben könnte, wonach auch er in dieser Fassung nur eine redaktionelle Änderung sieht und keine Änderung von materieller Bedeutung.

**Clavadetscher:** Ich gebe dem Wunsche von Herrn Bundesrat Dr. Streuli gerne Folge und werde die gleiche Erklärung abgeben, wie sie vom Präsidenten des Schweizerischen Bauernverbandes, Herrn Nationalrat Reichling, im Nationalratssaale abgegeben worden ist.

Wenn die Begriffsdebatte aufgetreten ist, dann nicht zuletzt deshalb, weil im Vorstadium der Beratungen in der Expertenkommission von seiten der Getreideverwaltung und des Bundesrates beantragt worden war, von produktionskostendeckenden Preisen zu sprechen. Wir haben das deshalb bekämpft, weil die Produktionskosten im Getreidebau innerhalb der Zone, die nicht zur Bergzone gehört, sehr verschieden sind. Sie sind dort am niedrigsten, wo die besten Bedingungen vorliegen, und sind dort wesentlich höher, wo man schon an die Randzonen gelangt. Ich erkläre in aller Form, dass an dem, was bisher gegolten hat, nichts geändert werden soll. Wir werden für den Brotgetreidebau einen einheitlichen Preis und für die Bergzonen Zuschläge haben. Wenn wir das mit dem Ausdruck „den Anbau sichern“ vielleicht noch etwas verdeutlichen wollen, so deshalb, weil auch der Bundesrat durchgehend immer von der Sicherung der Brotgetreideversorgung des Landes spricht. Es ist zuzugeben, dass die Sicherung des inländischen Getreidebaues einen wesentlichen Bestandteil unserer Getreideversorgung darstellt. Ohne Sicherung des inländischen Getreidebaues gibt es keine Sicherung der

Brotgetreideversorgung. So scheint es mir durchaus konsequent zu sein, wenn wir den Ausdruck im Verfassungsartikel verwenden und er nicht lediglich in den Voten des Bundesrates gebraucht wird. Der Bundesrat hat auch bei der ersten Beratung von „Sicherung der Brotgetreideversorgung“ gesprochen. Der Ausdruck steht auch in der Botschaft. Also handelt es sich doch darum, dass dem Getreidepreis nicht etwa Produktionskosten, wie sie in den privilegierten Getreidebaugebieten bestehen, zugrunde gelegt werden, sondern Produktionskosten, wie sie im Mittel der Hauptgetreidebauzonen unseres Landes bestehen. Das entspricht der bisherigen Praxis. An dieser Praxis möchten auch wir festhalten. Ich will also keine materielle Änderung und habe auch nicht für eine solche plädiert. In meinem Votum in der Kommission habe ich vielleicht zu wenig hervorgehoben, dass es sich nicht um Produktionskosten der privilegierten Gebiete handeln sollte, sondern um jene der Hauptanbaugebiete unseres Landes. Ich möchte also diese Präzisierung anbringen, und gestützt darauf kann man ja der Meinung entgegenreten, ich hätte von abgestuften Preisen zwischen Hauptgebieten und Randzonen irgendeinmal gesprochen. Das ist nicht der Fall. Ich vertrete das auch nicht, sondern es soll bei der bisherigen Ordnung bleiben.

**Müller-Baselland:** Nicht nur für die Unselbständigerwerbenden, sondern auch für die gesamte Volkswirtschaft ist die Gestaltung des Brotpreises von eminenter Bedeutung. Neben der Milch ist Brot das Hauptnahrungsmittel des Arbeiters, wobei mir bewusst ist, dass das auch für andere Kreise gilt. Ausschlaggebend ist jedoch, dass eine auch nur mässige Brotpreiserhöhung den Arbeiter mit seiner meist kinderreichen Familie viel härter trifft. Ich erinnere an die Befürchtungen des Bundesrates in bezug auf die Preis-Lohn-Entwicklung. Brotpreiserhöhungen werden sich sofort zu Lohnkämpfen auswirken, die dazu führen, den Arbeitsfrieden empfindlich zu stören und die gesamte Volkswirtschaft aus dem Gleichgewicht zu bringen. Unserer Landwirtschaft soll der Getreideanbau zu Preisen ermöglicht werden, die ihr eine auskömmliche Existenz gewährleisten. Damit sind wir restlos einverstanden. Niemals aber werden wir uns damit einverstanden erklären, dass die Preisdifferenz zwischen Inland- und Auslandgetreide auf den Hauptkonsumenten, den Arbeiter, abgewälzt wird. Die Finanzlage des Bundes gibt hiezu auch nicht den geringsten Anlass. Der Bundesrat ist mit der Fassung von Absatz 3 des Artikels 23bis einverstanden, wenn der Zusatz „unter normalen Verhältnissen“ beigefügt wird. Er übernimmt also die Ausgleichskosten zwischen Inland- und Importgetreide nur bei normalen Verhältnissen.

Damit komme ich zum Kern der Sache, sozusagen zur Normalfrage. Die Preisdifferenz zwischen Inland- und Auslandgetreide beläuft sich heute auf rund 25 Franken und wird zur Stützung des Inlandanbaues vom Bund getragen. Ich frage nun: ist diese Differenz normal? Wäre die Differenz kleiner als 25 Franken, ist dann die neue Differenz normal? Wird die Differenz grösser als 25 Franken, ist dann das normal? Ist es (was, wenn ich nicht irre, 1948 vorgekommen ist) normal, wenn der Auslandpreis höher als der

Inlandpreis ist? Welche Differenzwerte plus oder minus sind normal, welche anomal? Wer ist zuständig zur verbindlichen Erklärung von normal oder anomal? Wirkensich mögliche Inflations- oder Deflationseinflüsse normal oder anomal aus? Werden Frostschäden oder andere Witterungseinflüsse als normal taxiert? Das Amendement „unter normalen Verhältnissen“ zu Absatz 3 deklariert diesen Artikel. Überlassen wir es dem gesunden Menschenverstand, mit dem Getreideartikel ohne diesen reizbaren Appendix auszukommen.

**Bundesrat Streuli:** Der Bundesrat stimmt der Fassung des Nationalrates zu, das heisst der Bund übernimmt zu seinen Lasten Ausgaben in der Höhe der Mehrkosten für das Inlandgetreide. Damit wird im Verfassungsartikel selbst ein ziemlich genaues Mass bestimmt für die Leistungen des Bundes. Es war, wie es vorhin erwähnt wurde, ein Bedürfnis verschiedener Kreise. Der Bundesrat kann dem zustimmen. Aber er kann ihm nur zustimmen, wenn noch zwei Modifikationen angebracht werden. Sie sind nach Beschluss des Nationalrates eingefügt worden. Eine ist nicht bestritten, dass er Mehrkosten für das Inlandgetreide übernimmt, die sich im Mittel mehrerer Jahre ergeben. Man muss sich darüber klar sein: wenn diese Ergänzung „im Mittel mehrerer Jahre“ nicht beigefügt würde, hiesse das, dass der Brotpreis von Jahr zu Jahr schwankte, je nach dem Preis des Weltmarktes. Man kann ja annehmen, dass der Inlandgetreidepreis einigermaßen stabil ist, jedenfalls nicht grosse Schwankungen aufweist. Anders der Weltmarktpreis, der grossen Schwankungen unterworfen ist. Wenn der Bund die Differenz bezahlt, bezahlt er einmal mehr, ein andermal weniger, je nach der Lage des Weltmarktpreises. Das sollte ausgeglichen werden. Man ist einig, dass man hiefür das Mittel mehrerer Jahre nehmen soll. Wie das dann durchgeführt werden soll, wird der Gesetzgeber des näheren noch ausführen müssen. Darüber besteht, wie gesagt, keine Meinungsdivergenz.

Nun besteht aber noch ein anderes. Solange diese Schwankungen nur normal gegeben sind, solange normale Weltmarktpreise massgeblich sind, spielt die Beeinflussung des Brotpreises nicht sehr stark. Wenn nun aber auch die extremen Preisaufschläge berücksichtigt werden müssen, ergeben sich wirklich unhaltbare Auswirkungen. Herr Ständerat Stöckli fragte vorhin: was ist normal? Ich möchte sagen, angenommen, der Weltmarktpreis steigt bis auf die Höhe des Inlandgetreidepreises, so ist das sicher nicht normal. Aber was hätte es zur Folge? Nach dieser Fassung hätte das zur Folge, dass in diesem Fall der Bund keine Leistungen an die Brotgetreideordnung zu erbringen hätte, weil keine Differenz mehr vorhanden wäre. Das hätte den weiteren Effekt, dass, wenn der Weltmarktpreis des Getreides steigt, natürlich auch der Brotpreis steigen würde. Und je mehr der Brotpreis bei steigendem Weltmarktpreis steigt, desto kleiner wird die Leistung des Bundes. Also wird der Brotpreis noch wegen eines anderen Faktors stärker steigen, nämlich infolge der kleineren Verbilligung des Inlandgetreidebaues. Das habe ich als paradox bezeichnet. Nehmen Sie das umgekehrte Extrem: Dumpingverhältnisse auf dem Weltgetreidemarkt. Von den

Getreidemengen, die in den Silos lagern, so dass diese in gewissen Ländern fast bersten oder überlaufen, könnte man vielleicht einmal annehmen, dass sie auf den Markt gebracht, statt den unterentwickelten Ländern verschenkt werden. Wir wissen es nicht. Es könnte einmal geschehen, und es ist auch schon vorgekommen. Es ist nicht nur Theorie, dass der Weltmarktpreis ausserordentlich tief sinken kann. Was ist dann das Ergebnis? Dann geht der Brotpreis natürlich sehr stark herunter, und je mehr der Brotpreis heruntergeht, desto grösser wird die Bundesleistung sein müssen. Denn der Bund soll ja die Differenz des Inlandgetreidepreises zum sinkenden Auslandgetreidepreis bezahlen. Auch hier wieder die paradoxe Wirkung: Bei ermässigendem Brotpreis, bei sinkendem Weltmarktpreis, wird die Leistung des Bundes grösser. Diese beiden Extreme oben und unten soll man ausser Betracht lassen. Es ist schon gesagt worden, dass der Bund diese Differenz Inlandgetreidepreis – Auslandgetreidepreis unter normalen Verhältnissen, also unter Ausscheidung der abnormalen Verhältnisse, übernimmt. Wer soll bezeichnen, was normal und was anomal ist? Das ist wieder der Gesetzgeber. Wir müssen uns doch wirklich einmal klar werden, dass wir es mit einem Verfassungsartikel zu tun haben. Es ist vorhin schon gesagt worden, dass dieser jetzt schon zu gross, zu schwerfällig sei. Aber es ist genau so, wie der Herr Referent erklärt hat: Wenn jedermann seinen besonderen Wunsch schon im Verfassungsartikel niedergelegt haben will, wird der Artikel gross. Aber die Umschreibung, was man unter normalen Verhältnissen und im Mittel mehrerer Jahre zu verstehen hat, kann man unmöglich noch in einen Verfassungsartikel unterbringen. Der Artikel würde selbst schon zu einem Gesetz. Was unter normalen Verhältnissen zu verstehen sei, soll der Gesetzgeber nachher sagen, aber nicht bloss das, er soll auch noch die Möglichkeiten klarlegen, die dem Bund unter anomalen Verhältnissen bleiben sollen. Mit andern Worten: Ich bin durchaus der Auffassung, dass, wenn die Weltmarktpreise z. B. so stark steigen, dass sie die Inlandpreise erreichen, gefordert werden muss, dass der Bund erst recht noch Leistungen zur möglichsten Brotpreisstabilisierung und Brotpreisverbilligung zu übernehmen habe. Im umgekehrten Fall soll er sich entlasten können. Ich möchte Ihnen sehr dringend empfehlen, diese Worte „unter normalen Verhältnissen“ beizubehalten und dem Antrag der Kommissionsmehrheit zuzustimmen. Der Bundesrat könnte dem Artikel nicht zustimmen, wenn diese Worte nicht darin enthalten wären.

**Müller-Baselland:** Ich möchte nur kurz feststellen, dass ich, entgegen der Ansicht von Herrn Bundesrat Streuli, den Verfassungsartikel kleiner, nicht grösser haben will.

**Spühler:** Ich wollte eigentlich das Wort zu dieser Angelegenheit nicht ergreifen. Ich habe aber mit Aufmerksamkeit zugehört, was Herr Kollege Müller und Herr Bundesrat Streuli gesagt haben. Nun habe ich aber doch den Eindruck, dieses Kolleg über die Normalität bzw. darüber, was normal und was nicht normal sei, habe keinesfalls dazu geführt, über den Begriff des Normalen eine derartige Klarheit zu

schaffen, dass es unter dem Begriff des Normalen bleiben kann. Ich habe die Auffassung, dass es ein Monstrum ist, wenn in einer Verfassungsbestimmung von „normalen Verhältnissen“ gesprochen wird. Der Ständerat, von dem man doch im allgemeinen sagt, dass er das juristische Gewissen darstellt, sollte meiner Meinung nach nicht zu solchen Formulierungen Hand bieten, auch wenn man auf einem andern Standpunkt steht. Ich habe irgendwie den Eindruck gewonnen, dass der „Nebenspalter“ hier bei dieser Debatte ein gutes Geschäft fände und eine sehr hübsche Zeichnung machen könnte, wenn wir uns so lange über das Normale und Anomale unterhalten. Ich komme zum Schluss, dass man solche Formulierungen in eine Verfassung, der gegenüber man im allgemeinen den Anspruch erhebt, sie habe klar und einfach zu lauten, nicht aufnehmen darf. Ich möchte deshalb den Antrag von Herrn Müller unterstützen.

**Präsident:** Gegen den Antrag der Kommission ist kein Antrag gestellt worden, so dass Sie stillschweigend dem Abänderungsantrag der Kommission zugestimmt haben, wonach es heisst: „Der Bund kann zu diesen Zwecken, insbesondere zur Erzielung eines möglichst stabilen Brotpreises“ statt „... im Interesse ...“.

Wir stimmen nun ab über den Antrag von Herrn Müller-Baselland. Er beantragt, die Worte „unter normalen Verhältnissen“ zu streichen.

*Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Kommission	30 Stimmen
Für den Antrag Müller-Baselland	5 Stimmen

*An den Nationalrat – Au Conseil national*

**Vormittagssitzung vom 22. Juni 1956**  
**Séance du 22 juin 1956, matin**

Vorsitz – Présidence: Herr Weber

**7086. Stickerei-Treuhand-Genossenschaft.**  
**Weitere Finanzierung**  
**Société coopérative fiduciaire de la broderie.**  
**Maintien du financement**

Siehe Seite 96 hiavor – Voir page 96 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 22. Juni 1956  
Décision du Conseil national du 22 juin 1956

*Schlussabstimmung – Vote final*

Für Annahme des Beschlussesentwurfes	35 Stimmen
	(Einstimmigkeit)

*An den Bundesrat – Au Conseil fédéral*

## **Brotgetreideordnung. Revision.**

### **Régime dn blé. Révision**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1956
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	10
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	7027
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	21.06.1956
Date	
Data	
Seite	141-145
Page	
Pagina	
Ref. No	20 036 108

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Was den Inhalt, die Tragweite und die politische Bedeutung des Gegenentwurfes im allgemeinen und des Antrages der Einigungskonferenz im besondern anbetrifft, glaube ich, Sie hier nicht mehr lange darüber unterhalten zu müssen. Nach wie vor vertrete ich, und jetzt namens der Einigungskonferenz, die Auffassung, dass es sicherlich klüger gehandelt ist, einen Gegenentwurf zu unterbreiten, vor allem deswegen, um Volk und Ständen die Gelegenheit zu geben, die Initiative zu verwerfen und trotzdem einige Sicherungen, nämlich die Ausgabenbremse und ein massvolles Finanzreferendum, in die Bundesverfassung einzubauen und damit dem legitimen Bedürfnis nach Sparsamkeit im Bundeshaushalt entgegenzukommen.

Daher möchte ich Ihnen den Antrag der Einigungskonferenz, die Ausgabengrenzen auf 10 Millionen und 2 Millionen Franken festzusetzen, zur Annahme empfehlen.

*Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Kommission	25 Stimmen
Dagegen	5 Stimmen

**Präsident:** Ein anderer Antrag ist bezüglich der allfälligen Redaktion nicht gestellt; der Antrag der Kommission ist somit angenommen.

*An den Nationalrat – Au Conseil national*

**Vormittagssitzung vom 27. Juni 1956**

**Séance du 27 juin 1956, matin**

Vorsitz – Présidence: Hr. *Weber*

**7150. Frostschäden.**

**Dommages causés par le gel**

Siehe Seite 120 hievor – Voir page 120 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 22. Juni 1956  
 Décision du Conseil national du 22 juin 1956

*Dringlichkeitsklausel (Art. 5, Abs. 1)*

**Antrag der Kommission**

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates.

*Clause d'urgence (Art. 5, al. 1)*

**Proposition de la commission**

Adhérer au projet du Conseil fédéral.

*Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Kommission	36 Stimmen
Dagegen	1 Stimme

*Das absolute Mehr ist erreicht – La majorité absolue est acquise*

*-Schlussabstimmung – Vote final*

Für Annahme des Beschlussesentwurfes 37 Stimmen  
 (Einstimmigkeit)

*An den Nationalrat – Au Conseil national*

**7027. Brotgetreideordnung. Revision.  
 Régime du blé. Revision**

Siehe Seite 141 hievor – Voir page 141 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 22. Juni 1956  
 Décision du Conseil national du 22 juin 1956

*Schlussabstimmung – Vote final*

Für Annahme des Beschlussesentwurfes	34 Stimmen
Dagegen	4 Stimmen

*An den Nationalrat – Au Conseil national*

**6591. Ausgabenbeschlüsse der Bundesversammlung. Begutachtung des Volksbegehrens.  
 Vote des dépenses par l'Assemblée fédérale.  
 Préavis sur l'initiative**

Siehe Seite 179 hievor – Voir page 179 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 27. Juni 1956  
 Décision du Conseil national du 27 juin 1956

**von Moos, Berichterstatter:** Der Nationalrat hat mit 82 zu 54 Stimmen den Antrag der Einigungskonferenz angenommen, so dass der Bundesbeschluss, wie er in der Vorlage der Redaktionskommission soeben ausgeteilt worden ist, zur Schlussabstimmung reif ist. Nun wird allerdings der Fall eintreten können oder vermutlich eintreten, dass das Initiativkomitee – wie es dies in Aussicht gestellt hat – das Volksbegehren zurückziehen dürfte. Unter diesen Umständen bedarf der Bundesbeschluss dann nochmals einer redaktionellen Überarbeitung. Dieser Fall scheint bisher noch nie eingetreten zu sein. Ich möchte auch für diesen Fall im Hinblick auf Artikel 61 unseres Geschäftsreglementes vorschlagen, dass mit der allenfalls notwendig werdenden redaktionellen Anpassung des Bundesbeschlusses im Falle des Rückzugs der Initiative statt der Redaktionskommission die Bundeskanzlei von uns ausdrücklich beauftragt wird.

*Zustimmung – Adhésion*

*Schlussabstimmung – Vote final*

Für Annahme des Beschlussesentwurfes	30 Stimmen
Dagegen	5 Stimmen

*An den Nationalrat – Au Conseil national*

**Schluss des stenographischen Bulletins der Sommersession 1956**

*Fin du bulletin sténographique de la session d'été-1956*

## **Brotgetreideordnung. Revision.**

### **Regime du blé. Révision**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1956
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	14
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	7027
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	27.06.1956
Date	
Data	
Seite	181-181
Page	
Pagina	
Ref. No	20 036 116

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.  
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.  
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.